

dossier

LETTRES AU Monde

La grande colère de nos abonnés devant la carence du service postal

En 1980 la presse a accepté une forte hausse des tarifs postaux étalée sur sept années, en contrepartie, la promesse des PTT d'améliorer la qualité du service public. Quatre ans plus tard, les tarifs continuent, comme prévu, de s'élever - malgré le blocage des prix - et la distribution des journaux est de plus en plus perturbée.

A l'automne, les mouvements de grève dans les centres de tri ont fait perdre au Monde plusieurs milliers d'abonnés. Ce qui est plus grave, sans doute, c'est que la distribution, loin de reprendre son cours régulier, conserve un rythme cahotant. Notre quotidien est servi à certains abonnés plusieurs jours après sa publication,

par paquets de trois ou quatre numéros. Nous sommes assaillis de légitimes protestations. C'est l'essentiel de notre courrier. Nous avons répercuté ces plaintes, nous avons patienté en attendant une amélioration et au risque de paraître nous désintéresser du sort de nos abonnés, frustrés et furieux.

Nous avons décidé de leur donner la parole pour que leur colère ait un écho public. Les quelques lettres que nous citons ont été choisies parce qu'elles témoignent d'une carence qui s'étend sur presque tout le territoire. Carence qui décourage la fidélité à notre journal et qui met gravement en cause la qualité d'un service public.

A. L.

Un peu raide...

M. Amir Helmy Ibrahim, Paris : Je trouve un peu raide de ne recevoir le journal daté dimanche-lundi que le lundi matin alors que j'habite Paris intra-muros. Pour des raisons que j'ignore, ce journal, qui m'était livré spécialement le samedi après-midi, a été livré irrégulièrement puis n'a plus été livré du tout le samedi. Cela est parfaitement inacceptable.

La communication écrite avant le téléphone-gadget

M. Jean Falga, Orléans (Loiret) :

J'ai renouvelé mon abonnement récemment. Mais, au lieu de m'abonner pour un an comme d'habitude, je me suis contenté d'une période de six mois.

La somme importante m'a fait réfléchir, sans doute. Mais il y a surtout un motif plus déterminant que tout autre : les défaillances répétées des PTT. Durant nos vacances de cet été, en juillet et en août en Ariège, l'irrégularité de la poste a dépassé très largement nos sommets pyrénéens !

Un jour, nous recevions trois journaux à la fois, d'autres fois, à raison d'un ou deux matinées par semaine, nous étions privés de courrier. Il me semble avoir lu une lettre de protestation dans le Monde. Cela me semble bien peu !

A votre place, monsieur le directeur, je prierais M. Mezardieu de s'occuper d'abord des services les plus humbles de son ministère, de ne plus faire passer le téléphone-gadget avant la communication écrite. Oh ! je ne demande pas les deux ou trois semaines « journalières » de mon enfance. Mais, à l'âge de la surinformation immédiate, on souhaiterait ne pas recevoir des nouvelles de sa famille une dizaine de jours après la mise à la boîte, ou bien ne pas lire par paquets les journaux des semaines précédentes.

Il y a trente ans...

M. Louis Iltis, Riedisheim (Haut-Rhin) :

Après deux mois d'anarchie postale, après bien d'autres réflexions... je veux bien renouveler mon abonnement au Monde.

Je vous résume cependant mes ennuis liés à la transmission irrégulière du journal :

- pendant cinq semaines aucun journal ne fut remis le samedi. J'en recevais trois le lundi matin ;

- pendant la même période, le journal me parvenait avec vingt-quatre heures de retard les autres jours.

Une réception aussi irrégulière ne provoque que colère et dépit tout intérêt au « quotidien » qui a trois jours d'âge.

Il y a trente ans - à 10 000 kilomètres - le Monde nous parvenait en vingt quatre heures. En principe les « messageries » reçoivent la presse parisienne par un train de nuit qui est en gare de Mulhouse bien avant 5 heures. A Strasbourg, les mêmes journaux du soir sont vendus au kiosque de la gare vers 21 heures.

Les méfaits de la concentration

M. Pierre Cavellat, Carantec (Finistère) :

Le Monde ne peut-il dénoncer les méfaits des concentrations multipliées dans les institutions et organismes de l'Etat ? Là où le tri postal s'effectuait au chef-lieu de l'arrondissement, tout allait au mieux, autrement dit, j'avais mon journal chaque jour. Ce tri devenait régional ou départemental ou mi-départemental, ce ne sont que dérapages. Qui donc a dit que la fonction publique est un mille-pattes sans tête dont les mouvements ne sont jamais « synchrones » ? Les malheurs ? Ou multi-trise dix pattes mais pas des centaines.

Votre journal n'est plus un quotidien

M. René Touzery, Fournels (Lozère) :

Depuis quinze jours, votre journal m'arrive très irrégulièrement, parfois avec un retard de deux jours. Caprice, sottise ou faiblesse des routes-de-cuir PTT ou changement de distribution depuis Clermont-Ferrand sans considération des clients ? Peu importe. Votre journal n'est plus un quotidien. Dans un passé plus ou moins lointain, vous étiez déjà intervenus avec une efficacité remarquable. Auriez-vous l'obligeance d'intervenir encore une fois ? Je ne suis pas le seul concerné.

Six jours de retard

M. Guy Bridier, Sardan (Gard) :

Abonné au Monde pour... deux ans... et lecteur assidu depuis 1952, j'ai adressé le 28 juillet une lettre à vos services pour signaler l'incroyable anarchie dont souffre la distribution postale de notre journal.

Il m'était aimablement répondu que l'origine de ces irrégularités incombe aux tris postaux régionaux en grève semi-permanente. Confirmation de cette information m'étant donnée par le receveur de ma localité.

Six mois ont passé... les irrégularités sont devenues permanentes... régulières et... normales. Le Monde arrive donc, en moyenne, deux fois par semaine le lendemain de sa parution, et les autres parutions avec... deux... trois... voire six jours de retard !

L'esprit et la lettre

M. Maxime Bastet, président d'honneur de la Chambre d'agriculture de la Drôme, membre du comité économique et social de la région Rhône-Alpes, maire de Grane (Drôme), est, aussi, abonné au Monde. Au titre de maire, il a reçu une circulaire de la direction générale des Postes qui expose « les quatre objectifs fondamentaux poursuivis par la réorganisation de la Poste ». Ce courrier lui a inspiré une réponse au chef du service départemental des PTT. Il écrit notamment :

Je ne peux, hélas ! que constater, comme un très grand nombre de citoyens, la distorsion qui existe entre les affirmations d'intention louables développées dans le contenu de cette circulaire, sur lesquelles tout personne raisonnable ne peut que manifester son accord, et la réalité quotidienne vécue par les usagers, et le constat d'une détérioration flagrante du service public des Postes depuis plusieurs mois : courrier distribué de plus en plus fréquemment avec des retards inexpliqués, avis de passages de représentants parvenant après leur visite, convocations à des réunions reçues une fois les réunions terminées, délais de livraison de colis, etc. (...).

Cette situation est intolérable, autant pour moi, simple usager des « services » (III) PTT, que pour vous, quotidien national de première importance.

Une statistique

M. Jean Tisseyre, Bouloc (Haute-Garonne) :

Peut-on encore, en 1984, être abonné à un quotidien ? A la suite de mon expérience personnelle, la réponse est négative : le délairement total de l'administration des PTT dans l'acheminement du courrier oblige à cette constatation.

Je vous indique, ci-dessous, une statistique faite par moi en dehors des périodes de grève des centres de tri et de la SNCF.

Réception : jour J, 10 % ; jour J+1, 60 % ; jour J+2, 25 % ; autres, J+3, J+4, etc., 5 % ; fréquence des arrivées multiples (plus d'un numéro au courrier), 25 %.

En d'autres termes, cela signifie que neuf fois sur dix le Monde m'en vente à Paris, par exemple, le mardi après-midi ne sera lu par un abonné de province qu'à partir du jeudi ou du vendredi.

Je remarque, par contre, que, par la voie des messageries, le journal se trouve ponctuellement en son point de vente.

Que faire ? Une protestation de plus aux PTT ? Je vous en laisse le soin.

Par paquets de six...

M^{me} Hélène Prévost, Escalquens (Haute-Garonne) :

De janvier à décembre 1983, votre quotidien est devenu pour nous, dans la région, « bihebdomadaire », autrement dit, par paquets de trois ou quatre. Mais... depuis janvier 1984, tout au moins jusqu'au 21 janvier, ils arrivaient par six ou sept... avec une semaine de retard. Puis, la semaine dernière, du 23 au 27 janvier, miracle !... un journal par jour. Hélas ! depuis, et nous sommes le 31, plus rien.

Lecteur de seconde zone

M. François Fournier, Bagnères-de-Luchon (Haute-Garonne) :

Je suis le plus fidèlement hostile ou le plus hostilement fidèle de vos abonnés. Je viens en effet de subir, une fois de plus, les conséquences de la grève des agents du centre de tri postal de Toulouse-Matabiau. Elle semble, enfin ! en voie de rétrocession, puisque j'ai reçu avant-hier cinq et hier quatre exemplaires. Dont le numéro daté du 7 janvier (vingt jours de retard).

Ainsi, périodiquement, nous subissons les contre-coups des conflits sociaux : arrêts de travail, grèves partielles ou totales, débrayages en tout genre des postiers et des cheminots (...).

Comment, dans ces conditions, ne pas rêver de démantèlement du service postal ? Comment ne pas envier l'efficacité des messageries ? Comment ne pas ressentir comme une injustice l'inégalité de traitement entre le lecteur au numéro et l'abonné ? Le handicap de ne disposer que le lundi du numéro dominical n'est que vétille en regard du décalage persistant de l'acheminement postal. Il faut vraiment n'avoir pas le choix pour se condamner à subir les inconvénients de l'abonnement !

N'imaginer pas les lecteurs au numéro moins fidèles ! J'en connais qui n'hésitent pas, quel que soit le temps, à s'arracher en vacances au far niente de leur petit village de montagne pour descendre à Luchon, distant de 10 kilomètres, afin de ne pas rater leur précieux numéro, tandis que certains abonnés ne prennent pas toujours le temps de déchirer la bande !

Combien d'abonnés qui ne sont que des habitués, combien d'ache-

teurs au numéro qui sont de véritables dépendants et que votre drogue imprimée tonifie et reconforte ? Trente ans de lecture assidue, trente ans de fidélité indéfectible me permettent de comparer les formules, d'avoir des préférences et de déplorer que soit porté si souvent atteinte au droit à l'information. Soumis à tant de sujétions et d'âmes, l'abonné n'est qu'un lecteur de seconde zone.

Le sabotage d'un service public

M. Paul Chavanne, Marseille :

Lecteur de votre journal depuis sa fondation, je me suis abonné depuis 1977 parce que, résidant six mois de l'année dans un petit village de France-Comté, je ne puis plus acheter le journal au numéro.

Jusqu'en 1983, le service de l'abonnement fut à peu près régulier à part quelques retards exceptionnels imputables à des mouvements de grève dans les PTT. Mais depuis 1983, et surtout depuis cet été, le désordre de la distribution est devenu insupportable. Sans revenir sur la situation créée en septembre-octobre par la grève des bureaux de tri, le service de mon abonnement demeure perturbé. Je vous donne quelques exemples : je ne reçois pour ainsi dire jamais le journal du samedi, qui me parvient le lundi ou le mardi, les numéros datés dimanche-lundi me parvenant le mardi ou le mercredi.

Cette semaine, j'ai reçu lundi à la fois les numéros du samedi 7 janvier, dimanche 8-janvier 9, mardi 10-janvier 11, mercredi 12-janvier 13, jeudi 13-janvier, je n'ai reçu ni le journal de jeudi ni celui de vendredi.

Par contre, la semaine dernière, j'ai eu la surprise de recevoir des numéros de la semaine précédente. Noël ! Vous comprendrez aisément que, devant pareille situation, l'envisage de ne pas renouveler mon abonnement en octobre 1984.

Militant syndicaliste et responsable syndical au SNES et à la FEN, je suis profondément attaché aux droits des travailleurs, dont notamment le droit de grève, mais je ne saurais confondre l'exercice de ce droit avec le sabotage d'un service public. Il y va de la responsabilité des travailleurs et de leurs organisations syndicales.

Bâillonner la presse

M. Saltiel, Montfavet (Vaucluse) :

Les princes qui nous gouvernent ont finalement découvert le moyen le plus sûr de bâillonner la presse : il consiste à contempler placidement l'incroyable dégradation du service postal.

Il est certain que, si j'avais aujourd'hui à renouveler mon abonnement, je le considérerais comme illusoire. Car, depuis quelques mois, on a l'impression que le facteur vient... quand il peut. En revanche, il m'arrive de recevoir des plis destinés à d'autres, et je suppose que d'autres reçoivent des plis qui me sont adressés.

P.S. - J'ai reçu, hier matin 15 février, l'injonction du percepteur d'avoir à régler mon tiers provisionnel avant le... 15 février, date à partir de laquelle s'applique la pénalisation de retard de 10 % !

161 numéros en plus de mon abonnement

Général Edouard Castedellas, Thoard (Alpes-de-Haute-Provence) :

Je conserverai « une fidélité » au Monde mais je m'approvisionnerai chez le dépositaire de mon village qui reçoit le journal chaque jour, à sa date, avec une régularité parfaite par des messageries privées. En effet, pour les abonnés, le service public postal a subi au cours de l'année une dégradation telle que j'ai dû acheter, en 1983, 161 numéros en plus de mon abonnement afin d'avoir des nouvelles à jour et dans l'ordre chronologique.

La lecture de votre rubrique « correspondance » m'a d'ailleurs montré que je n'étais pas le seul.

Retards systématiques

M. Allienne, de Saint-Rémy-lès-Chevreuses (Yvelines) :

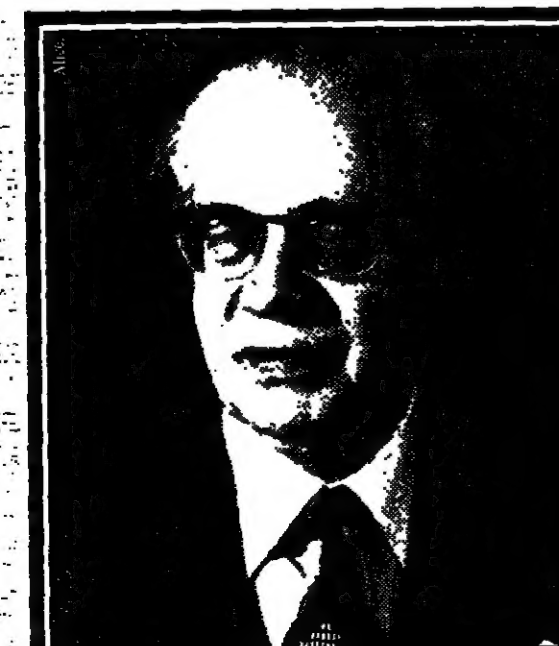
Je tiens à vous exprimer mon mécontentement quant à la distribution de votre quotidien. Je ne vous tiens pas pour personnellement responsable de cet état de chose, mais peut-être que cette lettre ajoutée à d'autres, vous permettra d'agir auprès des autorités compétentes.

Abonné depuis plusieurs années à votre journal, j'ai constaté qu'entre les perturbations dues aux grèves des PTT des années précédentes, il ne se passe pratiquement pas de semaine sans que la distribution ne soit différée. Il est à peu près systématique que le journal du samedi soit distribué le mardi suivant. Le journal de mercredi que j'aurai dû avoir aujourd'hui n'a pas été distribué.

La dernière performance

M. Roger Conan, Erquy (Côtes-du-Nord) :

C'est « bon vrai », dirait le frère Denis. Pour mon journal, voici la dernière (performance) : le 2 février, rien ; le 7, idem ; le 15, idem ; le 16, idem ; le 18, idem (celui du 15 est quand même arrivé le 20).



Angelos Angelopoulos
DE L'ACADÉMIE D'ATHÈNES

Un plan mondial pour l'emploi

POUR UN KEYNESIANISME A L'ÉCHELLE INTERNATIONALE

«... La vision hardie du Professeur Angelopoulos à étendre l'application de principes keynésiens à l'ensemble du monde... peut prolonger la médecine keynésienne dans une autre génération pour rendre l'économie mondiale hautement performante au-delà de la fin du siècle.

... Son Plan, qui est à situer au niveau du Plan Marshall... devrait être classé en tête de liste des propositions qui sont actuellement examinées.

Extrait de la préface du Professeur Lawrence Klein. Prix Nobel.



LES LIVRES DES PUF QUESTIONNENT LE MONDE

Le Monde

5, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. 4207-23 PARIS - Tél. MONDIPAR 636272 F
Tél. : 246-72-23

PRIX DE VENTE A L'ÉTRANGER

Algérie, 3 DA ; Arabie, 4,20 dr. ; Australie, 300 a. ; Belgique, 1,70 BF ; Brésil, 1,10 R ; Côte-d'Ivoire, 300 F CFA ; Danemark, 8,00 kr. ; Espagne, 110 pes. ; E.-U., 36 c. ; G.-B., 85 p. ; Grèce, 80 dr. ; Indes, 85 p. ; Italie, 1.800 L. ; Liban, 375 F. Lb. ; Luxembourg, 20 L. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 G. ; Portugal, 85 esc. ; Royaume-Uni, 300 F CFA ; Suède, 2,75 kr. ; Suisse, 1,80 S. ; Yougoslavie, 122 ml.

Édité par la S.A.R.L. Le Monde

André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs : Hubert Bonnier-Méry (1944-1969) Jacques Fauvet (1969-1982)

Imprimé à Paris

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437 ISSN : 0395-2037

ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE

341 F 625 F 859 F 1080 F

TOUTS PAYS ÉTRANGERS

PAR VOIE NORMALE

661 F 1245 F 1819 F 2360 F

ÉTRANGER (par messagerie)

I. - BELGIQUE-LUXEMBOURG

PAIS-BAS

381 F 685 F 979 F 1240 F

II. - SUISSE, TUNISIE

454 F 830 F 1271 F 1530 F

Pour les abonnements : tarifs par demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois virements) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

Changements d'adresse : déclarations de modifications (deux semaines au plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de régler tous les monts propres en espèces d'Europe.

موناكو

L'ÉVOLUTION DU CONFLIT AU LIBAN

Le veto soviétique
à l'envoi de « casques bleus » à Beyrouth
provoque une vive déception aux Nations unies

De notre correspondant

New-York (Nations unies). — L'URSS a usé de son droit de veto, le 29 février, au Conseil de sécurité de l'ONU pour empêcher le déploiement des « casques bleus » des Nations unies dans l'agglomération de Beyrouth en remplacement de la force multinationale, comme le proposait la France. A l'exception de l'Ukraine, qui a évidemment suivi la position soviétique, tous les autres membres du Conseil ont voté en faveur du projet de résolution français, qui a recueilli treize voix sur quinze.

Les trois semaines de négociations intensives menées par la France et le président du Conseil de sécurité, M. Shah Nawaz (Pakistan), n'ont donc pas suffi pour lever les objections de l'Union soviétique, qui, jusqu'au bout, a insisté pour que le texte du projet demande l'arrêt des tirs d'artillerie de la VI^e flotte américaine contre les positions syriennes et progressistes libanaises.

Les exigences soviétiques ne s'arrêtaient pas là. Moscou souhaitait également restreindre au maximum le mandat d'une nouvelle force de l'ONU en limitant son champ d'action à la seule capitale libanaise, et non à son agglomération — ce qui laissait en suspens la protection par l'ONU des camps de réfugiés palestiniens, — et en fixant les effectifs à mille hommes au maximum, qui n'auraient été déployés que pour trois mois.

Tant dans les milieux diplomatiques occidentaux que chez les soviétiques, la déception était grande mercredi soir à l'ONU. Le représentant de la France, M. Luc de la Barre de Nanteuil a qualifié l'issue du vote de particulièrement malheureuse. « Elle n'est bonne ni pour les Nations unies, le Conseil de sécurité n'ayant pu remplir la

mission qui lui était confiée par la charte, ni pour le Liban », a-t-il dit. « Notre projet, a-t-il ajouté, n'était pas destiné à régler tous les problèmes du Liban. Mais il était propre à favoriser un climat de réconciliation nationale. »

Comme on pouvait s'y attendre, les Etats-Unis et l'URSS ont échangé des propos peu amènes. M. Oleg Trolanovski a accusé Washington d'avoir voulu imposer son protectorat sur le Liban et de pratiquer le chantage militaire. Quant à M^{me} Jane Kirkpatrick, elle a répliqué en reprochant à son collègue soviétique « de semer la haine, d'armer de menaces et de récolter la violence ».

Le projet français, qui avait beaucoup emprunté aux suggestions présentées par les non-alignés, garantissait le retour de la force multinationale, tant du territoire que des eaux sous souveraineté libanaise. Il ignorait certes la présence des navires de la VI^e flotte américaine, n'entrant pas dans le dispositif logistique de la FM, mais il impliquait, en demandant à tous les membres de l'ONU de s'abstenir de toute intervention dans les affaires intérieures libanaises, « notamment par des actions militaires », l'arrêt des bombardements américains.

Mercredi soir, le secrétaire général de l'ONU, M. Perez de Cuellar, et le représentant libanais à l'ONU, M. Rachid Fakhrouri, ont appelé les membres du Conseil de sécurité à ne pas abandonner leurs efforts en vue de l'envoi de « casques bleus » à Beyrouth. Mais dans les milieux diplomatiques occidentaux on ne se faisait guère d'illusions sur les chances de voir l'URSS revenir sur son veto.

(Interim.)

Le roi Fahd demande au président Reagan
de ne pas se désengager du conflit

Le roi Fahd d'Arabie Saoudite invite le président Reagan à ne pas se désengager du conflit libanais, rapporte ce jeudi 1^{er} mars le correspondant diplomatique du Washington Post. Dans une lettre remise mardi au chef de la Maison Blanche, le souverain saoudien aurait exprimé le vœu que les Etats-Unis favorisent activement un accord entre les présidents Gemayel et Assad fondé sur l'abrogation de l'accord israélo-libanais du 17 mai. Autrement, aurait ajouté le roi, « l'influence américaine dans la région subirait un dommage irréparable ».

Selon le Washington Post encore, les Etats-Unis auraient rejeté cette

requête, transmise récemment par un émissaire du président Gemayel, ainsi qu'un appel de ce dernier en faveur du maintien du statu quo militaire. Le chef de l'Etat libanais aurait demandé spécifiquement que la marine américaine utilise sa puissance de feu pour défendre trois localités — Choueifat, Souk-El-Gharb et Dhour-El-Chouir — actuellement menacées par les milices anti-gouvernementales. Washington aurait répondu également cette proposition en faisant savoir que ses unités, mouillant près de Beyrouth, n'interviendraient que si des bâtiments et des intérêts américains étaient en péril.

Le gouvernement israélien paraît plongé dans un profond désarroi

De notre correspondant

Jérusalem. — Chaque dimanche, à l'heure du conseil des ministres, des groupes de kibboutzniks viennent réclamer le départ des troupes israéliennes du Liban. Cette semaine, trente-cinq parus réserves, fraîchement démobilités, s'étaient joints à la foule des manifestants — un millier environ, — dont ils ont épousé la cause.

Ces protestataires obstinés parlent désormais au nom de la « majorité silencieuse », puisque, selon le dernier sondage, 51,4 % des Israéliens souhaitent un retrait total, tandis qu'un sur dix seulement défend le statu quo. Pourtant ils risquent de défilier encore longtemps sous les fenêtres de M. Shamir, car la perspective d'un « désengagement » semble plus incertaine que jamais. Du coup, le décalage entre le pouvoir et l'opinion à propos du Liban ne cesse de croître.

« Tsahal se redéploie dans un proche avenir », annonçait M. Shamir il y a quelques semaines. Depuis, il y a eu la percée des forces antigouvernementales et l'effondrement de l'armée libanaise, le repli des « marines » et la capitulation du président Gemayel. La prédiction du premier ministre était floue, mais crédible. Elle ne semble plus d'actualité.

Certes, les dirigeants de Jérusalem poursuivent sans relâche le même objectif stratégique mille fois proclamé : garantir la sécurité de la Galilée. Pour l'atteindre, ils tablent jusqu'à la fin de l'année dernière, sans trop d'illusions tout de même, sur un transfert de responsabilité à l'armée libanaise et aux groupes alliés d'Israël, le rôle-clé revenant dans le Sud à la milice de feu le commandant Haddad.

Ces espoirs étant pour l'instant évanouis, le gouvernement israélien a décidé... de ne rien décider. Il n'est plus question d'élaborer des scénarios ni de fixer des échéances, fussent-elles vagues. La situation libanaise étant jugée « instable » et « fluide » — deux euphémismes, — on naviguera à vue. « Nous avons besoin de temps, il n'y a pas de formule magique », admet M. Uri Lubrani, coordonnateur des activités israéliennes au Liban.

Nous devons réévaluer la situation chaque mois, dit le ministre de la défense, M. Moshe Arens. « Toutes les autres parties au conflit libanais, réchérchi M. Shamir, ont modifié à plusieurs reprises leur ligne de conduite. Pourquoi n'aurions-nous pas, nous aussi, le droit de changer notre position au mieux de nos intérêts ? » Cette « souplesse » et ce « pragmatisme » professés à Jérusalem sont l'alibi d'un profond désarroi.

M^{me} Shamir et Arens sont les maîtres d'œuvre de la politique libanaise d'Israël. Le premier ministre, d'un naturel circonspect, n'est pas l'homme des décisions hâtives. Il est enclin, par tempérament, à pré-

server le statu quo en attendant d'y voir plus clair. M. Arens, lui, fait du maintien de l'armée au Liban aussi longtemps que nécessaire une question de principe. Il déclarait il y a deux jours à un auditoire d'étudiants : « Nous ne pouvons accepter de partir en laissant la situation pourrir. Nous n'aurions plus alors aucune prise sur les événements. Il n'est pas question de passer la guerre du Liban par profits et pertes. »

Les vues de M. Arens ne font pas l'unanimité au sein du gouvernement, dont plusieurs membres, conduits par le vice-premier ministre, M. David Levy, prônent une réduction substantielle des effectifs militaires au Liban. M. Yehuda Ben Meir, ancien adjoint de M. Shamir aux affaires étrangères, s'est prononcé dans le même sens. A ceux qui pensent « après nous le déluge », M. Arens rétorque que la politique d'Israël ne vise pas « à limiter les dégâts » mais à protéger durablement les villes frontalières contre des « attaques terroristes ». L'extrême droite conseille à M. Arens de tenir bon.

Un pouvoir paralysé

Théoriquement, le renoncement américain et l'imminente abrogation de l'accord du 17 mai déclarant Israël de plein droit de souveraineté envers des partenaires américains et libanais qui ont lâché prise. Jérusalem a les coudees franches pour agir à sa guise. En pratique, pourtant, le pouvoir semble paralysé car Israël n'a plus l'initiative des événements.

Sur le papier, les options militaires d'Israël sont claires. Les plans de redéploiement dormant depuis deux mois dans les tiroirs de l'état-major (Le Monde du 6 janvier). Le retrait sur la rivière Zabarni et le recul jusqu'à Litani au nord de Tyr sont ses principales hypothèses de travail applicables à tout moment. Dans les deux cas, le terrain serait, à des degrés divers, plus facile à contrôler, la population locale étant plus homogène et moins hostile à Israël, l'armée d'occupation moins vulnérable aux attentats.

Si les dirigeants politiques n'ont pas donné le feu vert au projet de repli, c'est d'abord parce qu'ils savent que Damas tiendra cette décision pour un aveu de faiblesse. La Syrie, estime-t-on à Jérusalem sans l'admettre ouvertement, tient déjà le haut du pavé au Liban : il serait malvenu de lui rendre un service supplémentaire.

Ces temps-ci, l'armée israélienne a plutôt tendance à étendre sa zone d'influence qu'à la restreindre. En maintenant depuis septembre une trentaine de patrouilles blindées au nord de l'Awali — certaines jusqu'à Damour, — elle entend rappeler aux habitants de la région, et d'abord à

la communauté druze, qu'elle ne tolérera pas un retour des combattants palestiniens aux abords de ses lignes. Ces patrouilles ont pris une allure plus spectaculaire, et au cours des dernières semaines, les villages druzes, chrétiens et chiites ont vu défilier d'impressionnants convois de trente à quarante chars sur lesquels d'immenses étoiles de David flottaient au vent.

Ces démonstrations de force ont un caractère dissuasif évident. Leur rôle est surtout préventif, car jusqu'à présent aucun indice sérieux n'a attesté la présence de Palestiniens dans cette région. Aux yeux d'Israël, les druzes ont à ce jour respecté leur engagement de tenir ces derniers à distance.

« Quand on dispose d'un piano, pourquoi ne jouerait-on que sur une octave », faisait récemment remarquer M. Lubrani. Assurément, mais à condition d'éviter la cacophonie. Il est difficile à Israël d'être l'ami de tous, et à tout moment, au Liban, l'Etat hébreu a voulu diversifier ses alliances dans le Sud et reproduire en milieu chiite l'expérience réussie à Marjayoun avec les milices à majorité chrétienne du commandant Haddad. L'opération, on le sait, a échoué. Une minorité de chiites combattant l'armée israélienne les armes à la main, mais tous souhaitent son départ.

La victoire syrienne

Au bout du compte, ce sont toujours les chrétiens qui font figure d'alliés privilégiés d'Israël. Redoutant l'avènement au Liban d'un protectorat syrien, ils ont pour la première fois défilé en masse mardi à Jezzine pour réclamer un resserrement des liens avec l'Etat juif. Fût-il inspiré par la peur, l'événement n'était pas négligeable. Les miliciens de Haddad, eux, ont bien surmonté la mort de leur chef, resté sans successeur. Plusieurs centaines de phalangistes venus du Nord ces dernières semaines ont grossi les rangs de « l'armée du Liban libre ».

Les dirigeants israéliens se défendent de souhaiter la partition du Liban, mais ils s'accommoderaient d'une « cantonisation » reflétant un partage d'influence entre Jérusalem et Damas, pourvu que les communautés druze et chiites neutralisent l'ennemi palestinien. Mais tout cela suppose l'aval de la Syrie, et il faudra bien un jour prendre langue avec elle.

En attendant, Israël s'enlise dans une occupation coûteuse et impopulaire qui a fait, à ce jour, cinq cent soixante-dix morts et trois mille blessés. Le moral de la troupe est d'autant plus incertain qu'elle ne se sent pas soutenue par l'opinion. Cent treize réservistes sont en prison pour avoir refusé de servir au Liban. Certains purgent leur troisième peine consécutive. Parmi les responsables militaires, on s'interroge de plus en plus des retombées négatives de l'engagement au Liban, lequel nuit à la qualité de l'entraînement et fait oublier le seul vrai danger à leurs yeux, celui qu'incarne l'armée syrienne. Déjà, certains stratèges soulignent que, en cas de conflit avec Damas, l'armée risquerait de pâtir de son aventure libanaise, certaines unités s'entraînant moins longtemps et moins souvent que ne l'exige un matériel de plus en plus complexe.

L'opposition travailliste reproche au Likoud de ne pas avouer sa faillite, de vouloir détourner l'attention

M. RAYMOND EDDÉ : il faudrait abroger aussi l'accord libano-palestinien

M. Raymond Eddé, chef de file des chrétiens indépendants, a réclamé, le mercredi 29 février, l'abrogation de l'accord libano-israélien du 17 mai 1982 ainsi que de l'accord libano-palestinien du 17 mai 1969. Cet accord autorisait les fedayins palestiniens à se servir du territoire libanais pour attaquer Israël.

Dans une déclaration à la presse, M. Eddé juge « nécessaire d'abroger l'accord de Caire pour enlever à Israël tout prétexte d'attaquer ou d'envahir le Liban ou d'y maintenir son armée en violation des résolutions du Conseil de sécurité et de la Convention d'armistice libano-israélienne ».

« Il incombera par la suite au gouvernement libanais d'indiquer avec l'aide des forces de l'ONU, toute attaque contre le territoire libanais à partir des territoires libanais », ajoute-t-il.

A propos de l'accord libano-israélien, conclu sous l'égide des Etats-Unis, M. Eddé relève que « le Parlement libanais n'ayant fait qu'autoriser le pouvoir exécutif à ratifier l'accord du 17 mai 1982, il appartient dorénavant au président de la République, et non au Parlement, de rejeter ou de ratifier ledit accord ».

« Les Forces libanaises et l'accord avec Israël. — Dans un communiqué publié à Paris le 28 février, les Forces de la résistance libanaise, émanation en France des Forces libanaises (chrétiennes), estiment que « l'abrogation du traité international qui constitue l'accord libano-israélien du 17 mai 1982, exigée par Damas », consacrera « le morcellement du Liban » et sa « syrianisation ». La « revendication essentielle » de la résistance libanaise reste « le retrait simultané des troupes israéliennes et syriennes », conclut le communiqué.

« Grève dans un camp palestinien. — Le camp de réfugiés palestiniens de Ain El Heloue, à l'est de Saida (chef-lieu du Liban-Sud), a observé, le mercredi 29 février, une grève générale pour protester contre la mort d'un jeune palestinien après une détention de vingt mois dans les prisons israéliennes. Marouane Ahmad Ibrahim, vingt ans, avait été arrêté au moment de l'invasion israélienne, en juin 1982. Pour une raison encore inconnue, il n'avait pas bénéficié de l'échange, le 24 novembre dernier, au cours duquel près de cinq mille prisonniers libanais et palestiniens avaient été libérés contre six prisonniers israéliens aux mains du Fatah. — (AFP).

Le président Gemayel tente à Damas
de modérer les exigences syriennes

(Suite de la première page.)

L'opposition à Beyrouth est restée très discrète sur ce voyage et le radio du parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt « la voix de la montagne » ne l'a mentionné qu'en une phrase, sans commentaire, au milieu de son bulletin d'information.

Voiture piégée
à Beyrouth-Ouest

M. Fadi Frem, commandant en chef des forces libanaises (milices chrétiennes unifiées) a, pour sa part, réitéré son hostilité à l'abrogation de l'accord du 17 mai. « Le président Gemayel, a-t-il dit, ne possède pas les moyens nécessaires pour obtenir des garanties de la Syrie en contrepartie de l'abrogation de l'accord ». M. Frem a ajouté : « les forces libanaises sont prêtes à affronter toute action militaire syrienne sur le territoire libanais afin de fournir au président la possibilité de faire face aux pressions de Damas. Nous n'avons pas résisté neuf années durant et offert des milliers de martyrs pour nous soumettre maintenant à la Syrie. » « Le commandant en chef des forces libanaises estime que l'accord du 17 mai — demeure un symbole de la liberté du pouvoir dans cette partie du monde libre ».

Dans l'attente des résultats d'un sommet condamné par une

partie du camp chrétien et observé avec prudence par l'opposition, Beyrouth et ses environs ont connu un regain de tension dans la journée de mercredi : l'explosion d'une voiture piégée dans un quartier résidentiel de Beyrouth-Ouest a été immédiatement interprétée comme la première réponse du camp chrétien hostile au

taie libanaise, toutes les rues se sont vidées, laissant la voie aux ambulances, toutes sirènes hurlantes. Les miliciens, très nerveux, ont bouclé immédiatement le quartier, tirant en l'air pour écarter les curieux.

L'explosion s'est produite à 200 mètres de l'immeuble de la télévision libanaise, sans pour au-

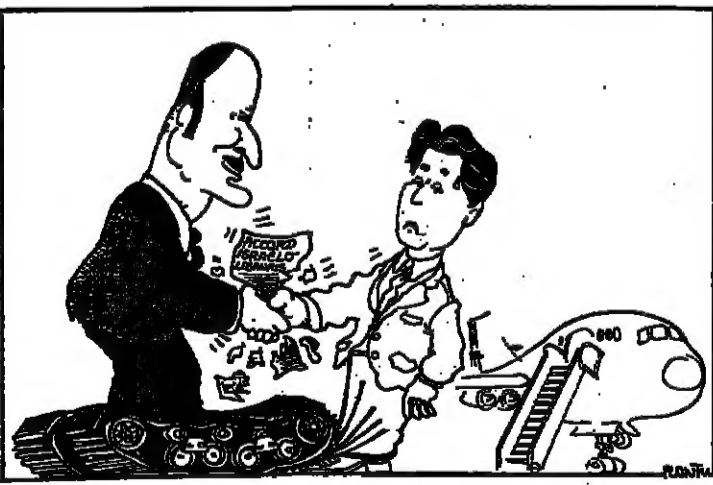
La charge de 40 kilos de TNT, selon un officier de gendarmerie, était placée dans une voiture en stationnement, entre deux immeubles de dix étages, dont l'un abritait des réfugiés chassés de la banlieue sud lors des bombardements de février. La violence de l'explosion a soufflé toutes les fenêtres des appartements et fait sauter des canalisations d'eau, transformant les alentours en torrents boueux.

Intensification
des bombardements

Partout ce n'était que débris de verre ou de bois, vêtements épars, boulons, pièces métalliques provenant des dizaines de voitures calcinées. De la voiture piégée, une BMW bleu métallisé, il ne restait que le bloc moteur, et les gendarmes arrivés immédiatement sur les lieux avaient beaucoup de mal à rassembler les bouts de tôle tordue projetés à plusieurs centaines de mètres.

Cet attentat, le premier depuis l'explosion d'un camion piégé devant un poste militaire français, le 21 décembre dernier, a été suivi par une intensification des bombardements sur les régions chrétiennes, notamment le littoral de Kesrouan, du Metn, ainsi que Dora, où des obus ont atteint un réservoir de gaz, déclenchant un gigantesque incendie.

FRANÇOISE CHIPAUX.



Dessin de PLANTU.

voyage à Damas du président Gemayel. Si rien ne permet de confirmer cette hypothèse, elle est généralement admise à Beyrouth-Ouest (secteur à majorité musulmane) où la psychose du terrorisme hante à nouveau les esprits.

Quelques minutes à peine après l'explosion qui a secoué la capi-

Annie
ERNAUX
La place
récit
"Une belle réussite littéraire, vibrante d'émotion contenue, de retenue."
Bernard Alliot/Le Monde
"Un maître-livre, il est tout simplement bouleversant."
Gilles Pudlowski/Paris-Match
GALLIMARD nrf

PROCHE-ORIENT

LE CONFLIT LIBANAIS

TROIS RAPPORTS SUR LES MASSACRES DU CHOUF EN SEPTEMBRE 1983

Entre 1 200 et 1 500 victimes chrétiennes

Perpétrés pratiquement sans témoins extérieurs, en septembre 1983, les massacres du Chouf avaient suscité à l'époque peu d'échos hors du Liban, en tout cas sans commune mesure avec les massacres commis à Sabra et à Chatila un an plus tôt (de 500 à 800 tués). Des polémiques s'ensuivirent pendant parfois à nier la réalité des faits.

Les résultats de plusieurs rapports qui viennent d'être publiés permettent d'y voir plus clair. Il s'agit notamment de l'enquête du Conseil des Eglises du Proche-Orient, réalisée par M. Georges Assaf, juriste beyrouthien réputé pour sa sérénité, et du rapport statistique du Centre catholique d'information de Jbel-el-Dib (Beyrouth), ces deux documents étant repris, et sur certains points complétés, par la Fédération internationale des droits de l'homme (FIDH), essentiellement dans sa Lettre hebdomadaire (n° 44 du 10 février 1984). Un enquêteur de la FIDH, M. Jean-Pierre Filiu, s'était rendu au Chouf en décembre 1983 et en janvier 1984. D'autres précisions ont été apportées par la presse libanaise, notamment l'Orient le Jour, par l'Ouvrier d'Orient (bulletin n° 638) et par l'hebdomadaire France catholique-Ecclesia (10 février 1984).

Des rapports mentionnés, il ressort que les civils des deux sexes et de tous âges assassinés au Chouf en septembre 1983 sont dans une très large majorité chrétiens, et que leur nombre oscille entre 1 200 et 1 500. Le chiffre de 3 000 victimes chrétiennes au Chouf qu'avait cité, le 5 octobre 1983, au synode épiscopal de Rome, le cardinal-patriarche des maronites, Mgr Khoreiche, prêtait pour sa pondération, semble avoir inclus bon nombre de « disparus », retrouvés par la suite.

La nombre des villages ou quartiers dévastés ou abandonnés est estimé dans tout le Chouf (au sens géographique, et pas seulement administratif du terme, c'est-à-dire incluant aussi les régions de Bhamdoun et Aley) à 111 et celui des édifices chrétiens pillés ou gravement endommagés à 88, dont, à Ain-Traz,

le patriarcat des maronites, la troisième communauté chrétienne du Liban. Le nombre des chrétiens ayant fui le massif du Chouf est de 130 000, soit la quasi-totalité de la population non musulmane de cette région ; 2 000 chrétiens seulement continuent de vivre à Deir-el-Qamar, mais pratiquement sans pouvoir en sortir.

La population musulmane du Chouf regroupe 90 000 personnes, en majorité des druzes, communauté de l'islam chiite égyptien de l'an 1000. Les druzes ont, en février 1984, fait filer à Kfarnatta, par une télévision américaine, plusieurs dizaines de cadavres en décomposition qu'ils ont présentés comme « les restes de civils de leur communauté massacrés en septembre 1983 par les Forces libanaises (chrétiennes) ». Celles-ci ont assuré, dans un communiqué publié à Paris le 18 février 1984, que « ces personnes ont été les victimes de violents combats ayant opposé à Kfarnatta, dans la nuit du 4 au 5 septembre 1983, les Forces libanaises (druzes) et leurs alliés aux Forces libanaises ». L'association de bienfaisance libanaise Help Lebanon a rappelé que « 200 druzes, dont 95 de Kfarnatta, ont été libérés à Ghosra près de Beyrouth, en présence de la presse internationale, le 2 octobre 1983 ». Le rapport de M. Assaf affirme que « 40 druzes ont été tués à Kfarnatta et Bneyah ».

L'embrassement général

Le même document, repris par la FIDH, souligne qu'après l'occupation israélienne du Chouf en juin 1982, sans aucune opposition des druzes, l'armée d'Israël a d'une part, laissé entrer dans cette région les Forces libanaises, venues « pour y protéger les chrétiens » (1), d'autre part laissé les Syriens poursuivre en armement soviétique le Parti socialiste progressiste de M. Walid Joumblatt. Après le brusque retrait israélien du Chouf, ce fut « l'embrassement confessionnel généralisé ».

Toutefois, selon M. Assaf, « la responsabilité du coup d'envoi des

massacres revient à l'armée syrienne (...) au village de Bneyah, le 1^{er} septembre 1983 ». Le rapport de l'avocat beyrouthien indique que « la plupart des massacres commis (au Chouf) par les druzes l'ont été de sang-froid, plusieurs jours après l'arrêt des combats (entre combattants chrétiens et druzes). Les massacres visaient donc à terroriser la population chrétienne afin de la pousser à quitter définitivement la région (...) ». Le refus fréquent d'enterrer les cadavres des chrétiens ve dans le même sens ». Il conclut : « Le Parti socialiste progressiste (PSP) porte une responsabilité accablante dans ces massacres (dont) il a toujours nié la réalité ». Les diverses enquêtes font ressortir que de nombreux chrétiens restés sur place, étant membres du PSP, ont quand même été tués par des druzes du même parti. Les tuteurs n'ont pas fait non plus de différences entre maronites et chrétiens d'autres Eglises, notamment orthodoxes, traditionnellement plus coupées à l'égard des musulmans.

Aujourd'hui, le Parti socialiste français répond à ceux qui s'étonnent qu'il continue à entretenir des rapports avec le PSP de M. Joumblatt, notamment au sein de l'Internationale socialiste, que cela lui permet d'intervenir « de manière positive (auprès de lui) principalement sur les questions humanitaires ». On ignore encore quelle réponse a réservé le PSP au PS à propos de la demande que celui-ci a formulée en faveur d'un retour chez eux de plus de 100 000 chrétiens exilés du Chouf. Mais, le cas échéant, accepteraient-ils d'y retourner ? Et sous quelle protection ?

J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Bien que la grande majorité des chrétiens chouchouites ne soient ni armés ni affiliés aux Forces libanaises, plusieurs dizaines d'entre eux furent tués par des miliciens druzes entre 1975 et 1982, notamment après l'assassinat par des Syriens du chef druze Kamal Joumblatt, en 1977 (140 en un seul jour).

LA GUERRE DU GOLFE

Les iraniens occupent les îles Majnoun qui recèlent les sixième des réserves pétrolières irakiennes

L'événement majeur de la journée du mercredi 29 février a été l'annonce par le général irakien Hicham Sabah El-Fakhri, commandant des forces stationnées à l'est du Tigre, de la poursuite de l'occupation par l'armée irakienne des îles Majnoun, dans les marais frontaliers d'I-Hassina, îles riches en pétrole dont se sont emparés les Iraniens vendredi 24 février et que les Irakiens avaient essayé de reprendre mardi 28 février.

Comme le souligne le Financial Times dans ses éditions du 1^{er} mars, les îles Majnoun constituent une prise importante, puisque avec 7 milliards de barils de pétrole dans leur sous-sol, elles recèlent la sixième des réserves pétrolières gérées de l'Irak (43 milliards de barils, soit un peu moins que les réserves iraniennes, mais un peu plus que les réserves de toute l'Amérique du Nord). Les champs, découverts il y a huit ans par la Petrobras bré-

sienne, n'avaient pas encore été mis en exploitation. A Bagdad, au début de 1980, quelques mois avant d'attaquer l'Iran, avait été établi pour Majnoun un plan d'extraction de 350 000 barils par jour, devant passer ensuite à 700 000 barils par jour. Contrariée par les opérations militaires, la production totale actuelle de pétrole en Irak est de 900 000 barils par jour.

D'autre part, les communiqués des deux belligérants, quoique toujours contradictoires, ont confirmé, mercredi, la poursuite des combats dans la région de Bassorah, au sud de l'Irak. Bagdad a affirmé que son aviation a, ce jour-là, effectué trois cent quatre-vingt-deux sorties contre des positions iraniennes à l'est du Tigre ainsi qu'en territoire iranien.

Les enfants sur le front

A Téhéran, les autorités ont présenté à la presse étrangère un groupe de soldats iraniens blessés au cours des combats au sud des îles pétrolières Majnoun. Selon le gouvernement iranien, ces combattants ont été atteints par des bombes au phosphore et d'autres armes chimiques utilisées par les Irakiens. Bagdad a démenti, le même jour, avoir employé de tels armements.

Le témoignage, diffusé mercredi par Europe 1, de Jacques Parvovski, photographe à l'agence Sygma, est l'un des premiers provenant d'un étranger sur la nouvelle phase du conflit commencée en février : il confirme la violence des combats dans les marais du sud de l'Irak. « Sounda a des tirs d'artillerie lourde, des tirs de missiles, d'hélicoptères et de roquettes, la troupe iranienne a été totalement décimée, raconte-t-il. Les marais, les digues sont jonchés de milliers de morts sur un front de 30 kilomètres de longueur et de 20 kilomètres de profondeur. Les militaires iraniens qui ont participé à l'opération, ont dit qu'ils avaient l'impression de commander des exécutions de masse. Les enfants iraniens ont été envoyés au combat comme du bétail. Ce sont des enfants de douze à treize ans dont les écoles ont été fermées il y a un mois et qui ont été envoyés au front après un stage de maniement d'armes d'un mois. Ils étaient équipés d'un armement extrêmement léger : RPG 7 et Kalachnikov. J'ai vu une centaine de prisonniers, des gosses, pour la plupart, qui disaient : « J'ai été obligé, j'ai été obligé... » (AFP, Reuters, UPI).

AMÉRIQUES

Canada

La fin du « French Power »

(Suite de la première page.)

Ce sera d'ailleurs pour freiner la montée du nationalisme québécois que M. Trudeau fera le saut dans l'arène fédérale au milieu des années 60. Il est convaincu que l'aventure des francophones réside dans l'union avec la majorité anglo-canadienne. Dès 1969, il fait voter la loi sur les langues officielles, donnant un statut égal au français et à l'anglais dans toutes les institutions fédérales du pays. Cette politique de bilinguisme forcé rencontrera une opposition farouche dans toutes les couches de la société anglo-canadienne.

En 1976, ils réussissent à défaire le gouvernement québécois du libéral Robert Bourassa, et ce sera le plus grand choc de la carrière politique de M. Trudeau, qui avait déclaré peu avant : « Le séparatisme est mort au Québec ». Le premier ministre se demande comment les mêmes citoyens peuvent être un indépendantiste comme M. Lévesque à Québec, et un fédéraliste comme lui à Ottawa. La seule explication, c'est que les Québécois, comme on le dit ici, n'aiment pas mettre tous leurs œufs dans le même panier. Ils en fournissent la preuve au premier

reconnait aucun statut particulier au Québec qui le réclame depuis longtemps, et c'est en claquant la porte que M. Lévesque quitte la conférence d'Ottawa, refusant de signer un accord qui, selon lui, retire au Québec un droit de veto que de facto il a toujours eu.

Nouvelles distances avec Washington

Seize ans de pouvoir ont permis à M. Trudeau d'échafauder un impressionnant édifice de réformes sociales et économiques pour promouvoir une société « plus juste » (abolition de la peine de mort, libéralisation des mœurs, politique énergétique, etc.). Il aura surtout installé un appareil d'Etat (plusieurs centaines de milliers de fonctionnaires) que certains considèrent comme tentaculaire et trop centralisateur.

En politique extérieure, M. Trudeau a permis au Canada d'affirmer une personnalité trop longtemps brimée par le grand frère américain. Le Canada sera un des premiers pays à reconnaître la République populaire de Chine, malgré les réticences de Washington. M. Trudeau sera cependant « peut-être pour se distinguer des Américains » un amateur de grandes causes qui meurent de leur belle mort : création d'un lien contractuel avec la CEE, Communauté francophone, dialogue Nord-Sud. L'automne dernier, M. Trudeau s'est lancé dans une mission de rapprochement entre les Deux Grands, que la mort d'Iouri Andropov a arrêtée et dont l'avenir est pour le moins incertain.

M. Trudeau annonce son désir de quitter la scène politique canadienne alors que la popularité de son parti est au plus bas. D'après un sondage réalisé au mois de janvier dernier, 32 % des électeurs canadiens seulement accordaient leur confiance au Parti libéral contre 52 % au Parti conservateur de M. Brian Mulroney. Dans ces conditions, la succession n'est pas facile.

Officiellement, M. Trudeau n'a pas désigné son successeur. Ce qui ne signifie pas qu'il n'a pas ses préférences. Toutefois, la tradition du Parti libéral recommande l'alternance entre un chef anglophone et un chef francophone. Après seize ans de « French Power », cette règle semble d'autant plus impérative. Chez les ministres francophones qui composent l'entourage de M. Trudeau, personne n'a encore fait connaître son choix. Depuis plusieurs années, la personnalité la plus souvent citée est un avocat d'affaires de Toronto, M. John Turner, ancien ministre des finances de M. Trudeau, aujourd'hui retiré de la politique. Il annoncerait sa décision le 16 mars.

Les francophones déplorent la fin d'une époque. Pour les anglophones, il était temps de se débarrasser de celui qui a battu le record de longévité des chefs d'Etat occidentaux. M. Trudeau, qui a toujours eu une passion pour les chiffres, a décidé d'annoncer sa démission le 29 février, une année bissextile, histoire d'empêcher ses adversaires de fêter son départ tous les ans.

(Interim.)

Le français ne sera pas langue officielle au Manitoba

De notre correspondant

Montréal. — Le gouvernement du Manitoba a échoué dans sa tentative de restaurer les droits du français et d'en faire la deuxième langue officielle après l'anglais dans cette province de l'Ouest canadienne (un million d'habitants, dont cinquante mille francophones) (le Monde du 29 février). C'est après plus de six semaines d'obstruction des travaux de l'Assemblée législative par l'opposition conservatrice que le premier ministre néo-démocrate, M. Howard Pawley, s'est vu contraint de mettre un terme, le 27 février, à la deuxième session de la trente-deuxième législature de cette province. La résolution constitutionnelle qui devait consacrer le caractère officiel du français et le projet de loi visant à fournir des services dans cette langue sont relégués aux oubliettes.

Soutenu par une large fraction de la population anglophone de la capitale, Winnipeg, le chef du parti conservateur de la province, M. Gary Simon, s'est félicité de ce qu'il appelle une victoire de la majorité. Les conservateurs se disent en faveur du rétablissement des droits des francophones, comme l'enseignement dans leur langue, abolir en

1890, mais demeurent franchement opposés à leur extension. Les leaders de la majorité anglophone n'ont pu endiguer les plus fanatiques adversaires du français, et certaines Eglises militantes francophones ont dû recourir à la protection de la police tellement le climat s'est envenimé.

Le président de la Société francomanitobaine, principal regroupement de la minorité, M. Léo Robert, entretient peu d'espoir d'une solution politique. Il semble qu'il soit maintenant inévitable de recourir à la Cour suprême, le plus haut tribunal du pays, pour trancher la question.

S'il s'agit d'un coup dur pour M. Pawley et les francophones de cette province, il n'en reste pas moins que cet échec est avant tout considéré comme celui de M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre du Canada, ardent promoteur du bilinguisme. Il ne peut que renforcer les thèses indépendantistes du premier ministre québécois, M. René Lévesque, et décourager des provinces comme l'Ontario et Terre-Neuve qui envisagent d'octroyer des droits supplémentaires à leurs minorités francophones.

(Interim.)

Trudeaumanie

De notre correspondant

Beau, jeune (quarante-huit ans), play-boy sportif, intelligent et riche — ce qui ne nuit pas en politique —, fonceur et arrogant, odieux à l'égard de la condition dans les bras des plus ravissantes personnes, voilà l'homme qui, en 1968, devient premier ministre du Canada, après avoir été député fédéral pendant trois ans seulement. Les Canadiens viennent de rompre avec une certaine image de l'homme politique bedonnant et sérieux. Ce qu'on appelle déjà la « trudeaumanie » s'installe. Les élections sont amoureuses du nouveau « premier », les jeunes le prennent comme modèle.

Pierre Elliott Trudeau a tout pour réussir : issu d'une famille bourgeoise de Montréal, avec un père Canadien français qui a fait fortune dans une chaîne de stations d'essence, et une mère d'origine écossaise, il est élevé dans un milieu parfaitement bilingue. Comme son père, il sera avocat après de brillantes études à Harvard, à la Sorbonne et à la London School of Economics. Il s'intéresse à tout, voyage autour du monde, s'oppose à celui qui allait occuper le poste de premier ministre du Québec pendant plus de vingt ans, Maurice Duplessis, et à l'autoritarisme de son régime.

A la fin des années 40, il se lie avec quelques intellectuels qui le

suivront en politique, comme Jean Marchand et Gérard Pelletier, et publie des textes sur le syndicalisme, la démocratie, le nationalisme. En 1965, il tourne le dos au nationalisme québécois, persuadé déjà qu'il s'agit d'une cause perdue et s'engage activement dans la politique fédérale.

Trois vite, la télévision n'a pas de secret pour lui, et il devient le bête noir des journalistes, qu'il se met à merveille à envoyer promener, mais qui continuent à courir l'homme à la boutonnière fleurie.

En 1971, après avoir longtemps défrayé la chronique mondaine, il épouse la fille d'un millionnaire de l'industrie pétrolière, Margaret Sinclair, sa cadette de vingt-cinq ans. De ce mariage orageux qu'il briserait en 1977, il aura trois fils (dont deux nés le jour de Noël). Une progéniture qu'il aime produire sur les estrades politiques et qu'il emmène notamment au sommet de Versailles.

Que va faire maintenant cet homme à qui l'on prête l'ambition de devenir secrétaire général de l'ONU ? Milliardaire, père de famille à temps plein, cet original n'est sûrement pas à court de ressources.

(Interim.)

et vaudra au gouvernement de M. Trudeau et à ses députés québécois d'être désignés sous l'épithète de « French Power ». La bataille linguistique du Manitoba est considérée comme un échec personnel pour M. Trudeau (voir ci-contre).

L'échec du bilinguisme

Cette politique de bilinguisme n'a guère eu plus d'effet sur le Québec, qui s'est doté de ses propres lois linguistiques. En fait, au fur et à mesure que se développait le nationalisme canadien de M. Trudeau, le nationalisme et le séparatisme québécois croissaient dans les mêmes proportions.

En 1970, l'enlèvement d'un attaché commercial britannique, James Cross, et le meurtre du ministre québécois du travail, Pierre Laporte, par le Front de libération du Québec, conduisent M. Trudeau à édicter la loi sur les mesures de guerre, à expédier l'armée au Québec et à faire procéder à l'arrestation de quatre cents personnes, parmi lesquelles de nombreux intellectuels qui n'ont rien à voir avec l'affaire. Ce sera la « crise d'octobre », la première épreuve de force de M. Trudeau avec le Québec.

Les nationalistes québécois, qui se sont regroupés depuis 1968 autour de M. René Lévesque, marquent des

Brésil

● ERRATUM. — Une coquille nous a fait écrire qu'il y avait eu trois mille manifestants à São Paulo, en janvier, pour réclamer l'élection directe du prochain président de la République brésilienne (le Monde du 1^{er} mars). C'est trois cent mille qu'il fallait lire.

Chili

● ATTENTATS CONTRE DES INSTALLATIONS ÉLECTRIQUES. — Une dizaine d'attentats à l'explosif ont été commis contre des installations électriques à Santiago et à Concepcion, dans la nuit du mercredi 29 février au jeudi 1^{er} mars. Elles ont provoqué des coupures de courant. Une vingtaine de personnes ont été interpellées à Concepcion. — (AFP).

184 ORDINATEURS
PANORAMA
Printemps 84
L'ORDINATEUR INDIVIDUEL
n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

Où le soleil est-il si bien,
qu'il en oublie de se coucher ?
En Finlande, naturellement !
Partez en voiture !
La Finlande, pays des lacs et des îlots vous offre tous les plaisirs d'une nature authentique : chalet et barque au bord de l'eau, pêche, randonnées, voile, camping...
Et pour les amateurs de terres vierges, d'horizons lointains : la Lapone, avec tout l'exotisme du Grand Nord.
En voiture, vous atteindrez la Finlande, en vous embarquant soit à Travemünde*, près de Hambourg, soit à Stockholm**, à bord de luxueux paquebots-ferries qui vous feront goûter aux plaisirs d'une mini-croisière - aux prix profondément doux !
Un conseil pour les amateurs de Lapone : les trains autocouchettes finlandais mettent Le Cercle Polaire à une nuit de sommeil d'Helsinki.
* FINNIET LINE, Travemünde-Helsinki, 3 fois par semaine.
** SILJA LINE et VIKING LINE, Stockholm-Turku ou Helsinki, quotidiennement.
Pour recevoir une documentation complète, retournez le coupon-réponse à :
Office National du Tourisme de Finlande 13, rue Aubert-75009 PARIS
Tél. : 742.65.52
Nom : _____
Adresse : _____
Finlande
naturellement votre

ملكيه الجوز

FRANCOPHONIE

LA MISE EN PLACE DE NOUVELLES INSTITUTIONS

Un gaulliste chez les socialistes

S'il y a un domaine où François Mitterrand aurait pu dès le 10 mai 1981 se démarquer sans grands frais de son prédécesseur, c'est bien la francophonie et la politique linguistique. Il aura pourtant fallu attendre près de trois ans pour que voient le jour - laborieusement - pas moins de trois instances qui auront désormais à connaître de la situation du français en France et hors de France. La seule garantie que l'on ait pour le moment de voir la naissance de cette triade institutionnelle, c'est la volonté d'un grand politique (il faudrait de grands moyens) du moins d'un peu d'action, c'est la sorte de connivence qui s'est installée entre le chef de l'Etat et l'écritain Philippe de Saint-Robert, choisi par l'Etat, malgré les préventions de nombre de socialistes, pour diriger le royaume essentiel de la nouvelle donne en matière de francophonie : le commissariat général à la langue française.

Entre Philippe de Saint-Robert, gaulliste indépendant et quelque peu intriguant, et un président qui aime à rappeler « qu'il n'a jamais au grand jamais été gaulliste », quitte à trouver que même son conseiller « gauchiste » Régis Debray l'est devenu, la passion commune, presque religieuse, pour la culture française a déjà permis de surmonter les obstacles de toutes sortes, juridiques, administratifs et autres, qui ont surgi comme par enchantement depuis l'annonce en août 1983 de la création d'un haut conseil, d'un commissariat général

et d'un comité consultatif, balisant à eux trois la francophonie.

Mais laissons à ceux qui un jour, peut-être, s'amuseront à reconstituer la petite histoire de la francophonie le soin de découvrir les questions de personnes, les intérêts, les guerres de bureau qui, au cours de sept mois d'escarmouches, ont failli vider de leur substance les décrets projetés, signés finalement le 9 février par pas moins de sept ministres, y compris le premier (M.M. Mauroy, Delors, Cheysson, Fabius, Savary, Lang, Emmanuelli), et qui créent le commissariat général et le comité consultatif. Le chef de l'Etat lui-même veillait, et le commissaire général sera donc « obligatoirement consulté sur la définition de la politique [linguistique] et le financement des actions menées [en ce domaine] par les différents départements ministériels ». Le commissaire est aussi « chargé de mettre en œuvre, par des moyens propres (1), toutes actions visant la diffusion et la défense de la langue française » (en France et à l'étranger, sauf en matière scolaire).

La première tâche - ingrate mais salutaire - de M. de Saint-Robert sera de séparer le bon grain de l'ivraie dans l'incroyable maquis des associations et organisations francophones qui, à quelques exceptions près, comme le Conseil international de la langue française, auteur d'un travail d'édition aussi obscur qu'utile, sont souvent inutilement budgétivores. Le commissaire devra également jouer les détectives pour

dépister les détournements budgétaires que plusieurs ministères opèrent en toute quiétude depuis des années, à partir de leur dotation pour les affaires francophones, vers des secteurs n'ayant rien à voir avec celles-ci.

Un laboratoire d'idées

Le comité consultatif, présidé de droit par le premier ministre, sera animé par un proche de M. Mauroy, M. Roger Fajardie, député socialiste à l'Assemblée européenne. Outre le commissaire général, qui en fait automatiquement partie, le comité comprendra une vingtaine de personnes « ayant rendu des services à la langue française », écrivains, journalistes, fonctionnaires ou parlementaires. Cet organe se réunira « au moins deux fois l'an ». Il fait « des propositions et des recommandations (...) sur les questions dont il est saisi par le premier ministre ». S'il est actif, le comité pourrait en réalité devenir une sorte de laboratoire d'idées en matière linguistique et culturelle pour le gouvernement et le commissariat général.

Quant au haut conseil de la langue française - présidé de droit par le chef de l'Etat, et dont le vice-président est Léopold Senghor, nommé à plus pour sa triple qualité de grammairien, poète et académicien qu'en raison de ses anciennes responsabilités à la tête du Sénégal, - sa composition complète, française et étrangère, et son rôle, qui doit être essentiellement international, seront prochainement définis.

Le secrétaire général du haut conseil sera M. Stelio Farandjis, professeur socialiste et romain, ancien animateur du défunt haut comité de la langue française.

Etait-il besoin de donner un tel appareil bureaucratique à la francophonie ? Comme le disait une personnalité québécoise de passage à Paris : « Si le souffle de la volonté politique et même du volontarisme ne passe pas là-dessus, ce ne sera qu'un coup d'épée dans l'eau un peu plus bruyant que les précédents ».

J.-P. P.-H.

[Né en 1934 à Paris, M. Philippe de Saint-Robert est diplômé d'études supérieures d'économie politique, de sciences économiques, d'histoire du droit et de droit romain. Journaliste, essayiste, écrivain, il a pour ainsi dire tout fait dans la francophonie : en 1957 et son premier livre (un ouvrage collectif sur Montherlant en 1959), une active carrière d'homme de plume, faisant preuve d'un goût très vif du débat d'idées.

Gaulliste de vieille date, ayant recueilli les confidences de Georges Pompidou (Les Septennats interrompus, Laffont, 1977), M. Philippe de Saint-Robert s'a toutefois pas milité au sein d'un mouvement politique, sauf au temps au sein de l'Union démocratique du travail (UDT), regroupant les gaullistes de gauche autour de Louis Vallon et René Capitant. Il fut d'autre part, en 1968, membre fondateur du Comité pour l'indépendance de l'Europe, dont il démissionna ensuite. Farouche partisan de la sauvegarde de la spécificité francophone, particulièrement au Québec, il a défendu avec talent cette idée à travers de nombreux articles, notamment dans le Monde, et dans une parution Discours aux chéris endormis (Albin Michel, 1979).

Point de vue

Enjeux et défis d'une langue

par JEAN TARDIF (*)

EN inventant le terme « francophonie » à la fin du siècle dernier, le géographe français Onésime Reclus pouvait-il imaginer ce qu'elle représenterait en 1984 ? A ceux dont le français est la langue maternelle - en gros, 54 millions de Français, 6 millions de Québécois, 3,5 millions de Wallons et plusieurs communautés dispersées de la Suisse romande à Haïti en passant par Maurice - se sont ajoutés plusieurs dizaines de millions de personnes vivant dans une quarantaine de pays où le français a aujourd'hui un statut de droit ou une situation de fait.

Si la francophonie désignait il y a cent ans une sorte de diaspora linguistique dépendant d'un seul pôle - la France, - quel Français pourrait aujourd'hui prétendre que sa langue est sa seule propriété, protégée par l'Académie, à l'abri des évolutions que lui impriment quotidiennement ceux qui la parlent et l'écrivent à Tananarive, Kinshasa, Dakar, Tunis, Beyrouth, Liège ou Québec ?

En 1984, la francophonie ne saurait être réduite à la défense d'une langue. A travers ses multiples expressions, elle représente sans doute pour des Arabes, des Asiatiques, des Africains, des Européens et des Américains qui se retrouvent facilement par l'usage du français, un moyen original d'élaborer ensemble des réponses appropriées aux défis qui se présentent à eux. Dans quelle situation se retrouveront, en l'an 2000, les 150 à 200 millions de personnes qui, à un titre ou à un autre, utiliseront le français : créateurs influents dans des domaines importants ou traducteurs pour l'essentiel ?

Ont-ils, dès aujourd'hui, eux qui représentent 3 % de la population mondiale actuelle, le potentiel nécessaire pour assurer le développement de leurs cultures et de leurs sociétés en utilisant le français comme outil de communication ? Peuvent-ils, en travaillant ensemble, se doter des moyens de création et de diffusion suffisants, en français, dans les principaux secteurs déterminants pour l'avenir : science, techniques, informatique, communication, création et industries culturelles, enseignement ?

Le rang dans le monde du groupe des nations utilisant le français dépend en grande partie de son aptitude à définir des programmes sérieux de coopération multilatérale, afin de produire des logiciels autant que des chansons, des séries télévisées autant que des revues scientifiques, des gestionnaires autant que des artistes. Pour y arriver, il faut multiplier les pôles de création et de responsabilité. Un exemple parmi d'autres possibles : le jour où une revue financière francophone, établie à Genève par exemple, sera une référence obligée autant sur les questions générales que sur celles qui intéressent les pays francophones, nous n'aurons plus rien à envier au Wall Street Journal, tout en démontrant la valeur éminemment actuelle de la francophonie.

Voilà sans doute quelques-uns des véritables enjeux et défis de la francophonie. Ils appellent sans tarder des décisions politiques au plus haut niveau.

(*) Délégué du Québec à Paris pour les affaires francophones et multilatérales.

« Le gouvernement n'a plus les moyens de sa politique francophone », nous déclare M. Chirac

Le maire de Paris se « réjouit de la nomination de Philippe de Saint-Robert, gaulliste de bonne souche, donc incommode et démodé », à la tête du principal organisme francophone que vient de créer le gouvernement. Il pense que la francophonie « est un ajout de premier ordre pour la France », non pas tant par le nombre de ses locuteurs réels ou potentiels (de 120 millions à 300 millions de personnes) que « par sa diversité géographique, humaine, religieuse et sociologique : trente-sept Etats utilisent uniquement le français aux Nations unies, plus cinq autres fréquemment ».

M. Chirac pense-t-il que la francophonie, notion en principe suprapolitique, pourrait être un terrain de

coopération entre l'opposition et la majorité ? « Je ne dis pas non, mais je ne crois pas beaucoup en une action efficace du gouvernement actuel en matière de francophonie car, à cause de la dégradation de la situation économique et financière de la France, il n'a plus les moyens de sa politique dans ce domaine. En revanche, on aura des discours et le dossier francophone restera prioritaire dans la bouche du chef de l'Etat, mais je ne pense pas qu'il y aura d'efforts réels ».

Que ferait M. Chirac pour la francophonie s'il était au pouvoir ? Il favoriserait la natalité. C'est en effet logique. Et de rêver : « Si nous avions eu la fécondité des sobriquets mille Français abandonnés au Canada au

dix-huitième siècle et qui sont aujourd'hui six millions, il y aurait actuellement autant de Français que de Chinois... » Outre la natalité, donc, l'ancien premier ministre donnerait la priorité à la recherche scientifique et aux inventions nouvelles en français, car « il est vrai que 75 % des savants, tous pays confondus, pouvaient s'exprimer dans notre langue en 1980 (90 % en anglais), sur les 452 148 articles de sciences recensés en 1981 par le Centre national de la recherche scientifique, 68 % étaient écrits en anglais et à peine plus de 8 % en français... Quand on a fabriqué des ordinateurs français on ne les a plus appelés computers... ».

A propos de la situation du français en Europe occidentale - le seul continent où notre langue régresse, - M. Chirac est « tout à fait pour le multilinguisme ». Il pense qu'aux Communautés européennes de Bruxelles, les dirigeants français ont une lourde responsabilité : « Notamment M. Cheysson lorsqu'il était commissaire chargé du développement. Imaginez-vous - j'étais alors ministre de l'Agriculture du président Pompidou - qu'il s'est adressé un jour directement à moi en anglais à Bruxelles ! ».

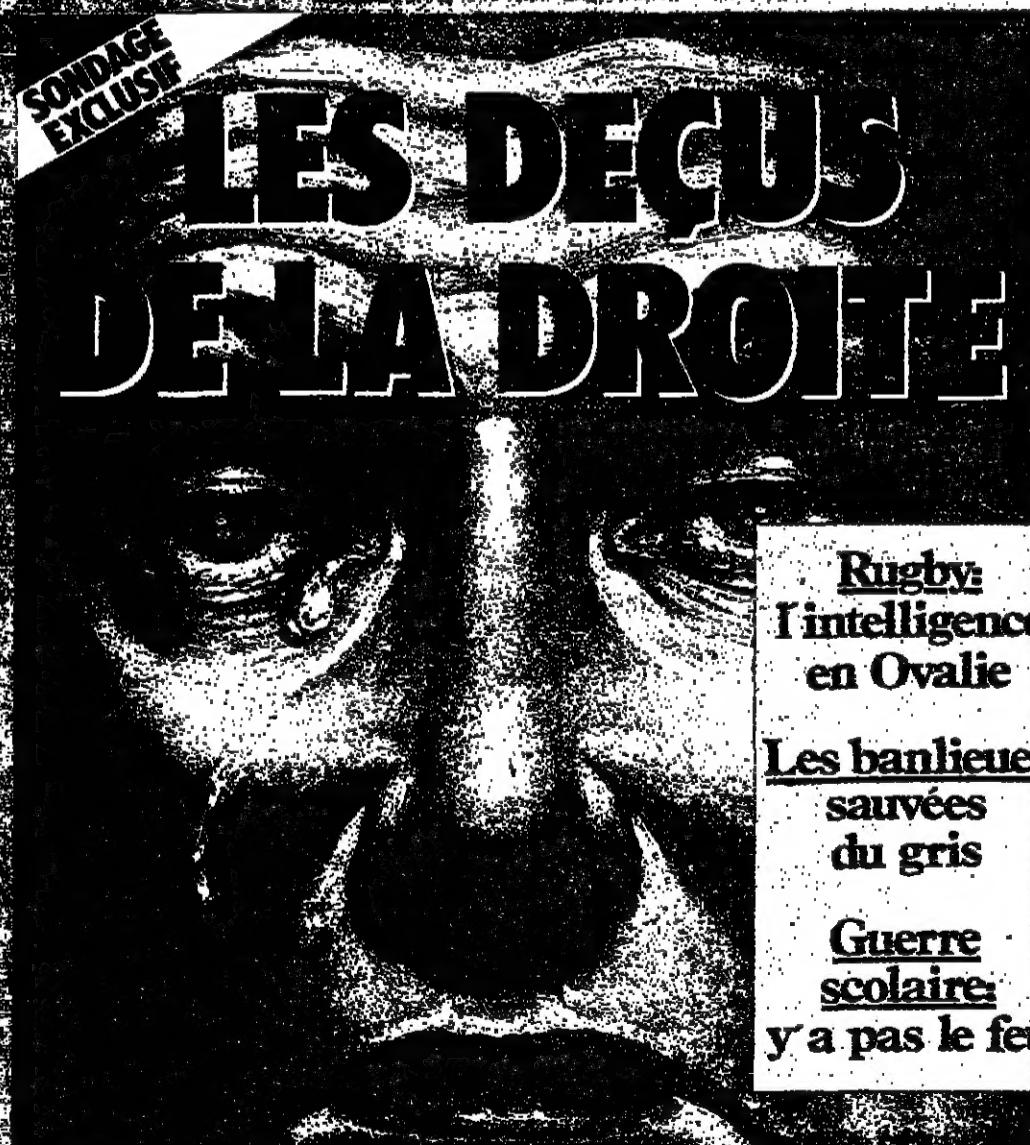
Pour conclure, une question soulevée par une personnalité africaine récemment de passage à Paris : « Alors que le visage de Montréal s'est francisé, depuis dix ans, Paris s'américanise à vue d'œil par les enseignes et l'affichage. Pourquoi le maire de la plus grande ville francophone du monde, Paris, n'a-t-elle pas de politique linguistique ? » M. Chirac paraît surpris : « C'est qu'il n'y a pas de législation... » Il va quand même y réfléchir. Les noms d'un magasin sur trois ouverts ou rénovés dans la capitale depuis cinq ans seront là pour lui rappeler : « Silver Moon », « Compagny », « Equipment », « Hair-Dresser » et même « Lord-Maire »...

Propos recueillis par J.-P. PÉRONCEL-HUGOZ.

(1) Très modestes en 1984 - 5 millions de francs - les moyens augmentent sensiblement en 1985 avec le « rapatriement » de fonds dépendant jusque-là d'autres organismes.

LES NOUVELLES

LES DEÇUS DE LA DROITE



SONDAGE EXCLUSIF

Rugby:
l'intelligence en Ovalie

Les banlieues
sauvées du gris

Guerre scolaire:
y'a pas le feu

CASAMAYOR

... et pour finir, le terrorisme

La société face aux différentes formes de la violence. Contre le découragement, un livre d'audace.

GALLIMARD *nrf*

LES NOUVELLES

L'HEBDO QUI FAIT BOUGER LES NOUVELLES.

EUROPE

Italie

RÉELU A LA TÊTE DU PARTI

M. De Mita n'est pas parvenu à briser les féodalités démocrates-chrétiennes

De notre correspondant

Rome. — M. De Mita s'est succédé à lui-même à la tête de la Démocratie chrétienne, mais ce n'est pas sans mal. Le secrétaire général sortant paraît gagnant, et l'on pensait qu'il serait plébiscité. Mais ce que ses adversaires appellent une tendance au « bonapartisme » n'a pas plu à la vieille Démocratie chrétienne des féodalités et, mercredi 29 février, lorsque, après une nuit de manœuvres et un vote commencé dès l'aube, furent donnés les résultats, M. De Mita n'avait recueilli que 56 % des voix, alors que son adversaire, M. Scalfaro, crédité à l'ouverture du congrès d'un modeste 5 %, en recueillait 32 %. Ce qui devait être un triomphe n'a été qu'une demi-victoire.

M. De Mita avait voulu que ce congrès marque un nouveau départ pour la DC. Il demandait, en réalité, une majorité qui lui permette de mettre au pas les courants. Il n'a obtenu que partiellement satisfaction : une liste majoritaire et une autre minoritaire pour l'élection du conseil national, évitant ainsi que celui-ci ne soit désigné à la proportionnelle des courants. Non seulement il a fallu une séance de vingt-huit heures, dont une grande partie dans les couloirs, pour parvenir à ce résultat, mais cette liste est loin d'être aussi homogène qu'il l'espérait. La DC que M. De Mita appelle à se réformer et à en finir avec les féodalités, est, semble-t-il, restée égale à elle-même.

L'« arrière-boutique »

Ce n'est pas l'avis du secrétaire général, qui voit un progrès important dans le fait que, désormais, la classe dirigeante de son parti ne sera plus théoriquement choisie en fonction des courants mais des compétences. « Je ne voulais pas les pleins pouvoirs, mais la reconnaissance d'un principe », a-t-il déclaré.

Le seizième congrès du « parti de la majorité relative » n'avait guère démonté sa volonté de changement. Refusant d'être l'otage des féodalités, M. De Mita a fini par jouer le tout pour le tout en lançant dans le Palais des sports transformé en amphithéâtre pavé de bleu et de blanc : « Les Italiens ne comprennent plus ce que l'on dit. Les mots, nous les avons tous usés. Il faut des gestes, des actions. Si de ce congrès ne sort pas un acte unitaire, les conditions du maintien de ma candidature n'existent plus. »

En fait, l'étoile de M. De Mita était déjà palissante. En s'attaquant, dans sa conclusion, à un syndicaliste, il avait involontairement re-

donné au Palais des sports sa vocation première, le congrès le transformant en stade en folie. Insultes, sifflets, algarades entre voisins : les assises de la DC ont pris un caractère de marché levain.

Mais, après les discours et les diatribes, il fallait bien conclure, et c'est là que la grande unité invoquée par M. De Mita, au nom du renouvellement, a tourné court. L'autre congrès commençait : celui que la presse italienne appelle l'« arrière-boutique ».

Il a duré dix heures. Tandis qu'à l'abri des regards les barons de la DC se livraient à l'alchimie des équilibres dans la salle du Palais des sports, les cent vingt délégués abandonnés à eux-mêmes cherchaient à passer le temps, dormant sous un journal, tapant le carton, faisant des piles de canettes de bière ou persévérant à argumenter.

L'enjeu politique ? Si l'on s'en tient aux deux adversaires, MM. De Mita et Scalfaro, il ne semble pas que les deux hommes se soient opposés sur deux lignes divergentes (M. Scalfaro ne passe-t-il pas pour le dauphin de M. Andreotti, qui lui-même soutient M. De Mita ?) Dans la situation politique actuelle, la DC n'a guère de solution de rechange : même s'ils n'en pensent pas moins, ni le secrétaire sortant ni son adversaire n'ont remis en cause l'alliance avec les socialistes.

Le problème était donc ailleurs : il s'agissait de la conception du parti lui-même. Tandis que M. De Mita prône une DC offensive qui ne soit plus enlisée dans des médiocrités internes et joue, sans faillir, la carte de la rigueur en matière économique et institutionnelle, M. Scalfaro insiste, lui, sur l'ancrage du parti dans la société et met en garde contre les tentatives « plébiscitaires » du projet du secrétaire général. Apparemment, un certain nombre de délégués l'ont suivi sur cette voie.

PHILIPPE PONS.

● **Opération antiterroriste.** — Treize personnes soupçonnées d'appartenir aux Brigades rouges ont été arrêtées, dans la nuit du 28 à 29 février, à Rome. Leur identité n'a pas été révélée. Les enquêteurs auraient découvert certains indices montrant des liens entre les personnes arrêtées et le groupe du Parti communiste combattant, aile militaire des Brigades rouges, qui a revendiqué l'assassinat du diplomate américain Leonora Hunt à Rome le 15 février dernier. — (AFP.)

URSS

M. Gorbatchev se prononce implicitement pour la poursuite de la « ligne Andropov »

De notre correspondant

Moscou. — L'avancement dont M. Mikhaïl Gorbatchev a bénéficié depuis la mort de Iouri Andropov a été confirmé, mercredi 29 février. Il s'est en effet adressé aux habitants de sa circonscription d'Ipatovo, dans le territoire de Stavropol, en vue des élections du dimanche 4 mars au Soviet suprême, juste avant MM. Tikhonov, chef du gouvernement, et Tchernenko, secrétaire général, dont le discours mettra fin à la « campagne électorale », vendredi. A cinquante-trois ans, le benjamin du bureau politique doit faire bien des envieux. Il paraît en tout cas le

mieux placé après M. Tchernenko dans la hiérarchie du parti.

Le discours de M. Gorbatchev a été essentiellement consacré à l'économie, avec l'éloge le plus vif prononcé jusqu'à maintenant de l'œuvre accomplie par Iouri Andropov. C'est en se référant prudemment au plénum du 13 février qui a élu le nouveau secrétaire général et aux propos tenus par M. Tchernenko à cette occasion que M. Gorbatchev a présenté ses propres idées. Il veut « accélérer le développement de

l'économie et augmenter son efficacité en mettant en pratique les acquis scientifiques et techniques, de façon générale, perfectionner les mécanismes de gestion ».

Dans la sphère sociale, il faut « développer sans défaillance et consolider le mode de vie soviétique » ; respecter strictement les principes de la justice sociale ; procéder à un nouveau renforcement de l'ordre, de l'exactitude et de la discipline ; et lutter sans compromis contre les phénomènes négatifs qui sont en contradiction avec notre mo-

rale et avec la légalité socialiste (...); tous ceux qui dérogent à la loi ou cherchent à la tourner doivent ressentir l'impression du châtiment dans leurs infractions à l'ordre socialiste ; une lutte décisive et implacable sera menée contre les dilapidations et pots-de-vin, les truquages de chiffres, le parasitisme et l'incapacité ».

L'orientation est nettement « andropovienne », que ce soit par l'accent mis sur la modernisation de la gestion ou la lutte contre les relâchements de la discipline.

Sur le plan politique, M. Gorbatchev est plus conventionnel : il prône la consolidation des liens du parti avec les masses, le renforcement de la structure d'Etat socialiste, l'approfondissement de l'extension de la démocratie, le perfectionnement du style de la direction du parti, même si pointe le souci d'efficacité qui a caractérisé le court mandat d'Andropov. M. Gorbatchev souhaite en effet que ces perfectionnements touchent « toutes les activités dans l'appareil d'Etat et de l'économie, afin que chaque maillon de la chaîne de gestion soit rempli d'esprit d'initiative ».

M. Gorbatchev, qui passait pour le collaborateur préféré d'Andropov, surtout dans les derniers mois de sa vie, exprime certainement la ligne de l'ensemble de la direction. On peut donc penser que M. Tchernenko accepte de poursuivre les expériences tentées par son prédécesseur. Celles-ci visent pour l'essentiel à donner un peu plus d'autonomie de décision aux entreprises, tout en les obligeant à respecter plus strictement les délais de livraison.

DOMINIQUE DHOMERES.

● **Portrait d'un ambassadeur ou nature morte pour un artiste vivant.** — Sous ce titre, l'AIDA (Association internationale de défense des artistes victimes de la répression dans le monde) organise le samedi 3 mars, de 12 à 14 heures, devant l'ambassade d'URSS (40, bd Lannes, 75016 Paris-Médaille), une manifestation pour Vladimir Sysslov.

Le dessinateur soviétique, arrêté le 8 février 1983 à Moscou et condamné à deux ans d'emprisonnement pour « violation des lois réprimant la pornographie », se trouvait incarcéré dans la région d'Arkhangelsk.

CORRESPONDANCE

M. Tchernenko a-t-il travaillé dans la police politique de Dnepropetrovsk pendant les purges ?

M. Mikhaïl Agurski, historien soviétique actuellement professeur à l'université de Jérusalem, nous adresse la lettre suivante :

Qui est donc Constantin Tchernenko ? A dix-huit ans, il est devenu cadre du Komzomol dans la région de Krasnodar. En 1930, il part à l'armée, mais rentre aussitôt dans les troupes de gardes-frontières qui sont soumises à l'autorité du NKVD, l'actuel KGB (police politique).

C'est ici qu'apparaît une grande incertitude. On constate en effet dans ses biographies les plus détaillées une curieuse ambiguïté en ce qui concerne les lieux et les dates de sa carrière entre 1933 et 1941. Il est dit qu'après avoir terminé son service militaire, il travaille dans la région de Krasnodar, mais le mot « après » n'est pas daté, ce qui pourrait signifier une rupture dans le temps. Le défunt soviétologue Leonard Shapiro suppose qu'à un certain moment avant la guerre, Tchernenko a dû travailler à Dnepropetrovsk, c'est-à-dire à la fin de la guerre. Or aucune biographie officielle de Tchernenko ne mentionne qu'il a travaillé dans cette ville.

Sur quoi se fonde donc Shapiro ? Il se trouve qu'au début des années 70, Tchernenko a signé la notice nécrologique de Simon Zadiotchenko, qui avait été avant la guerre premier secrétaire du comité régional du parti à Dnepropetrovsk. Or, dans le système politique soviétique, ce ne sont pas les amis personnels qui signent les nécrologiques, mais ceux qui ont travaillé à tel ou tel moment avec la personnalité défunte. La biographie de Zadiotchenko

montre que Tchernenko n'a pu travailler nulle part avec lui à partir de 1941. Cela signifie donc, comme l'avait conclu Shapiro, qu'il a probablement travaillé avec lui à Dnepropetrovsk entre 1938 et 1941 ou pendant une partie de cette période.

Quelques années après la publication de cet article de Shapiro, l'attention était attirée par une brochure anonyme, *Ejovitchenskiye parve* en russe à la fin des années 50 et en allemand et consacré aux horreurs de la purge de 1938 à Dnepropetrovsk. Il y était mentionné en particulier que les fusillades massives des victimes de la purge s'effectuaient la nuit dans un garage du NKVD sous le couvert du bruit du moteur des automobiles. Les collaborateurs responsables du NKVD de la ville participaient personnellement aux supplices, fusillant chaque nuit des centaines de personnes. Parmi les noms cités par l'auteur figure celui d'un certain Tchernenko, désigné comme chef de l'une des directions du NKVD de Dnepropetrovsk, mais sans l'indication de ses initiales.

Cela soulève une question à la lumière de l'article de Shapiro : n'est-ce pas le même Tchernenko ? Les suppositions à ce sujet se répandirent en 1979 dans plusieurs journaux occidentaux entraînant des questions au Congrès américain. Ce sur quoi le Département d'Etat répondit qu'il ne disposait d'aucune indication factuelle permettant de confirmer ou de démentir cette version.

On peut se demander si la machine soviétique de propagande ne va pas se lancer dans un culte de

Tchernenko après son accession à sa nouvelle fonction. Quelques signes de ce culte existent déjà. Dans son roman *Victoire*, Alexandre Tobolski, directeur de la *Literaturnyia Gazeta*, brossait son portrait dans une description de la conférence d'Helsinki, visiblement dans l'attente d'un règne de Tchernenko. Nous parlera-t-il aussi de son passage à Dnepropetrovsk ?

[L'indice rapporté par notre correspondant à propos de la notice nécrologique de Simon Zadiotchenko est en effet troublant. Cet ancien responsable, membre du comité central élu, en 1939 et délégué en 1972 à soixante-quatorze ans, avait été notamment chef du parti à Dnepropetrovsk (de 1938 à 1941), puis dans le Donetz, en Bachkirie, et dans la région de Kemerovo. Sa nécrologie avait été signée dans la *Pravda* du 21 novembre 1972 par dix-huit personnalités qui, toutes, avaient soit servi avec Zadiotchenko, soit occupé par la suite des fonctions similaires ou supérieures aux siennes dans les mêmes organismes. Sept de ces dix-huit signataires appartenaient au « groupe de Dnepropetrovsk », avec, notamment Brejnev, Kirilenko et Chitchebinski, anciens premiers secrétaires de la région, mais aussi MM. Gromchev et Tchernenko, respectivement second secrétaire de la région et maire de Dnepropetrovsk à la veille de la guerre. Le seul qui n'ait eu aucun lien connu ni avec le défunt, ni avec Dnepropetrovsk ou d'autres terrains de ses activités, était M. Tchernenko, dernier de la liste, qui était alors que mourut le comité central et de son « département général ».]

AFRIQUE

Maroc

A la suite des troubles de janvier

700 PERSONNES ONT ÉTÉ CONDAMNÉES A DES PEINES DE PRISON

Rabat (Reuter, AP). — Les tribunaux marocains ont prononcé 175 nouvelles sentences allant jusqu'à cinq ans de prison à la suite des émeutes et manifestations de janvier dans diverses régions du pays, a annoncé mercredi 29 février le quotidien *Al Ittihad al-Istishari*, organe de l'Union socialiste des forces populaires. Ces jugements portent à sept cents le nombre des personnes condamnées à la suite des troubles. Les procès continuent.

Le journal précise qu'à Nador, dans le nord, 61 cas ont été examinés par la cour d'appel qui a confirmé 35 des condamnations, allégué 19 d'entre elles et prononcé 6 acquittements. A Casablanca, 33 personnes ont été condamnées pour appartenance à une organisation secrète. Parmi elles figuraient une citoyenne ouest-allemande, M^{me} Hildegard Endres.

Libération de trois Français au Mozambique. — MM. René Eymar, Maurice Mamie ainsi que son épouse, M^{me} Mireille Mamie, détenus depuis le 28 septembre dernier (le Monde du 16 décembre), ont été libérés au début de la semaine, a-t-on appris, jeudi 1^{er} mars, à Paris, de source informée. Ces trois personnes, travaillant au Mozambique pour la société d'aviation civile SOFREA, avaient été arrêtées à Maputo, sous l'accusation de s'être livrés à la contrebande de produits de consommation avec la République sud-africaine. Ils ont été libérés sans avoir été jugés. (AFP.)

A TRAVERS LE MONDE

Afghanistan

● **LES PRISONNIERS SOVIÉTIQUES EN SUISSE.** — L'un au moins des neuf soldats soviétiques faits prisonniers par les résistants afghans et détenus en Suisse, sera autorisé à y rester s'il souhaite ne pas rentrer en URSS, a-t-on appris, mercredi 29 février, de source informée à Genève. Il s'agit de Youri Fovartskine qui, ayant accédé des interviews à la presse occidentale, craignait que ses déclarations ne lui valent des difficultés s'il rentre dans son pays. — (Reuter.)

Cameroun

● **LA CONDAMNATION DE L'ANCIEN PRÉSIDENT AHIDJO.** — M. Ahmadou Ahidjo, ancien président du Cameroun, condamné à mort par contumace, mardi 28 février, par le tribunal militaire de Yaoundé (le Monde des 29 février et 1^{er} mars), a répété, mercredi à France-Inter, qu'il n'était nullement « en fuite », mais avait quitté son pays « avec un passeport diplomatique, visé pour le départ, visé pour l'entrée en France ». Se déclarant « triste et déprimé » après l'annonce de la sentence, M. Ahidjo a qualifié de « plaisanterie » l'accusation de « complot » contre son successeur, M. Biya. A Paris, on déclare, d'autre part, de source informée, n'avoir pas connaissance du mandat d'arrêt international lancé mardi contre l'ancien président par le tribunal camerounais.

Cap-Vert

● **M. PEREIRA A L'ÉLYSÉE.** — Le président du Cap-Vert, M. Aristides Pereira, est l'hôte à déjeuner, ce jeudi 1^{er} mars, de M. François Mitterrand dans le cadre d'une « visite officielle de travail » de quarante-huit heures, au cours de laquelle il rencontrera également M. Nucci, minist-

re délégué au développement et à la coopération, M. Chirac, maire de Paris, et M. Cheysson, ministre des relations extérieures, qui offrira un dîner en son honneur au Quai d'Orsay.

Inde

● **ATTENTAT AU PENDJAB.** — Trois personnes ont été tuées, mercredi 29 février, par l'explosion d'une grenade à main, lancée dans un temple hindou, près d'Amritsar, au Pendjab. L'attentat aurait fait une trentaine de blessés parmi les fidèles, qui assistaient à un service religieux. — (AFP, UPI.)

● **VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE FRANÇAISE.** — Le président de l'Assemblée nationale, M. Mermaz, et dix députés sont arrivés, jeudi 1^{er} mars, à New-Delhi, pour une visite de dix jours en Inde. La délégation doit rencontrer les principaux dirigeants indiens et inaugurer une Semaine du cinéma français dans la capitale indienne. — (AFP.)

Kenya

● **PROCÈS POUR TRAHISON.** — Heshkhal Ochuks et Pankras Okumu, deux membres de l'armée de l'air kenyane, qui s'étaient réfugiés à Dar-es-Salaam, en Tanzanie, au lendemain du coup d'Etat manqué du 1^{er} août 1982, devaient être traduits, mercredi 29 février, devant une cour martiale, indique le quotidien gouvernemental *The Kenya Times*. Le Kenya et la Tanzanie avaient procédé secrètement, début novembre, à un échange de prisonniers politiques parmi lesquels figuraient ces deux militaires. Les deux gouvernements avaient maintenu sur ce « troc » un silence embarrassé mais le haut commissariat pour les réfugiés

(HCR), qui avait dépêché sur place une délégation, avait exprimé sa « grave préoccupation ». (le Monde du 7 décembre). — (Corresp.)

Tchécoslovaquie

● **Mgr POGGI A PRAGUE.** — Mgr Luigi Poggi, ambassadeur itinérant du pape pour l'Europe orientale, est arrivé mercredi 29 février en Tchécoslovaquie, où les relations de l'Eglise catholique avec le pouvoir sont très difficiles. Les autorités refusent notamment d'entériner la nomination par le Vatican de plusieurs évêques et s'efforcent d'utiliser le clergé pour sa propre propagande, par l'intermédiaire de l'association Pacem in terris, elle-même combattue par le Vatican. La visite de Mgr Poggi semble faire suite à une audience accordée en décembre dernier par le pape au ministre tchécoslovaque des affaires étrangères, M. Chmoupek. — (AFP, UPI.)

Zaire

● **EXÉCUTION DE 27 DÉTENUÉS POLITIQUES ?** — Le comité « Zaire », association belge d'informations sur ce pays, a affirmé, mercredi 29 février, à Bruxelles, que « 27 détenus politiques ont été exécutés par pendaison » entre le 29 décembre et le 2 janvier dernier, à la prison de la brigade spéciale de recherche et de sécurité de Lingala, située près de Kinshasa. S'appuyant sur des informations recueillies auprès d'anciens détenus, le comité Zaire ajoute que, dans cette même prison, 55 prisonniers sont morts au cours du second semestre 1983. Le comité belge accuse le régime zairois de laisser les détenus mourir de faim, et lance un appel à la constitution d'une commission internationale d'enquête sur les conditions de détention au Zaire. (AFP, Reuter.)

FINANCIAL TIMES

Traduction du message publicitaire
inséré page ci-contre :

Pourquoi un ingénieur espagnol suivant un cours de gestion à Paris commande-t-il un quotidien de langue anglaise avec son café et ses croissants ?

Jeanne, dynamique et ambitieuse, il a besoin du *Financial Times* pour l'informer à l'avance de ce qui se passe dans le monde des finances, du marketing, du commerce et de la technologie.

Il a atteint un stade dans sa carrière où il doit être en mesure de discuter non seulement de ce qui se passe dans le monde, mais de savoir pourquoi cela se passe et ce qui va se passer. Il a déjà constaté que les articles quotidiens du *Financial Times* couvrent les nouvelles économiques d'Europe, du Moyen-Orient, des Etats-Unis, du Japon et de l'Extrême-Orient paraissent avant et son avantage analytiques que ceux des autres quotidiens.

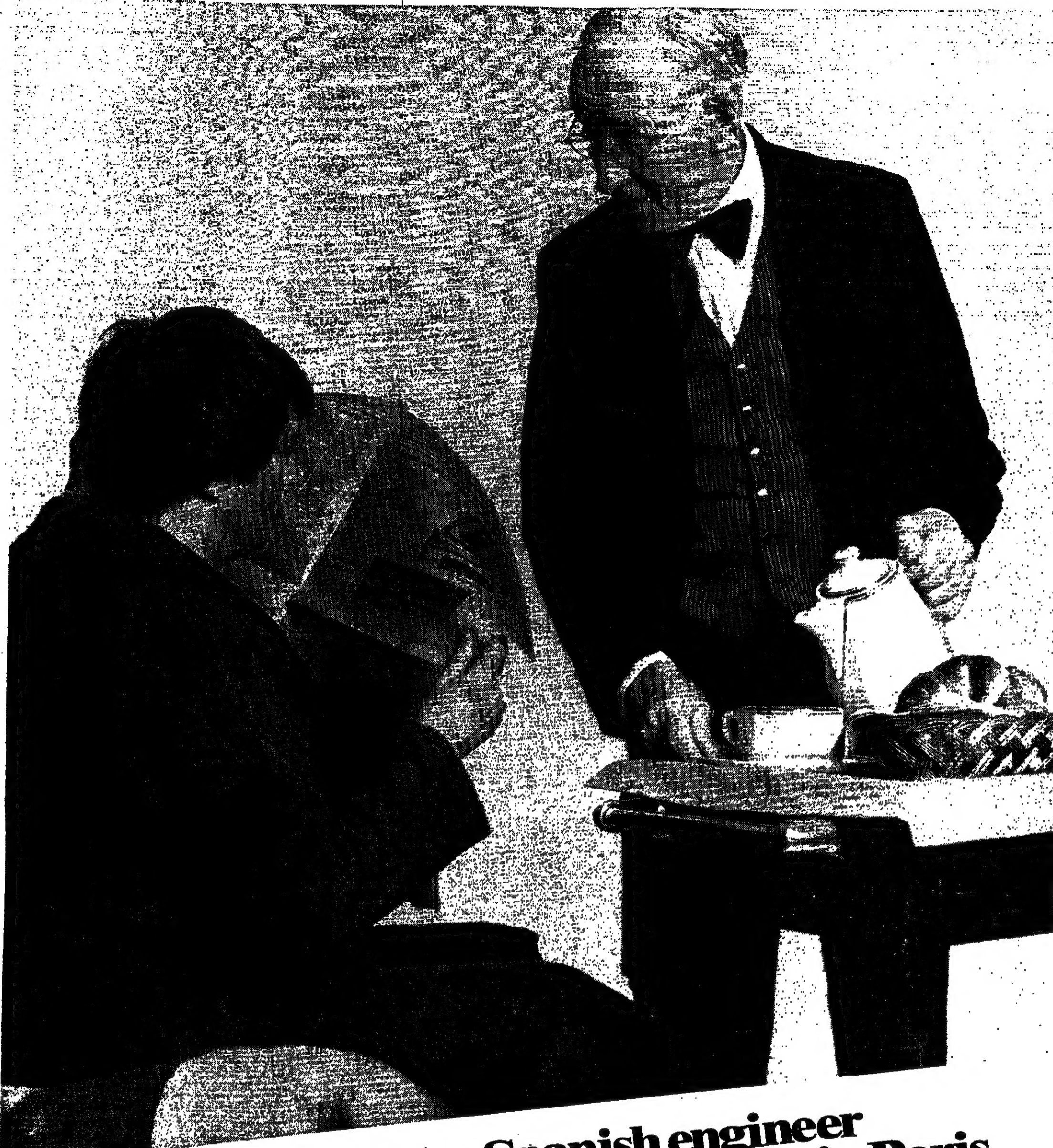
Il apprécie la liaison que fait le *Financial Times* entre ce qui arrive en un point particulier d'Europe et les répercussions que cela peut avoir sur les autres pays européens. Il peut ainsi avoir une image complète du marché.

Le *Financial Times* lui offre quotidiennement un compte rendu et une interprétation du monde des affaires et l'avantage d'être rédigés par des Européens pour des Européens.

Le *Financial Times*, un langage universel.

Pour plus d'informations sur la façon de recevoir régulièrement le *Financial Times*, appelez-nous.

M. De Mita



Why does a Spanish engineer on a management course in Paris order an English-speaking newspaper with his coffee and croissant?

Because he is young, energetic and ambitious, he needs the Financial Times to keep him ahead of what is happening in money and marketing, trade and technology.

He has reached the stage in his career where he must be able to discuss not only what is happening in the world, but also why it is happening and what is going to happen next.

And he has already discovered that the FT's daily coverage of business news from Europe, the Middle East, the United States, Japan and

the Far East is earlier and more analytical than other newspapers.

He appreciates the way the FT is able to relate what is happening in one part of Europe to its effect upon other European trading nations.

He finds it helps him build a picture of the market as a whole.

The Financial Times reports and interprets the world of business to him every day. It is written for Europeans by Europeans like himself.

FINANCIAL TIMES
EUROPE'S BUSINESS NEWSPAPER

Everyone speaks the Financial Times.

For more information about how to receive a regular copy of the FT, or if you would like to know more about using English for Business and would like full details of the Harrop/Financial Times Business English Course, ring or write to, Ben Hughes, Financial Times (Europe) Ltd., Centre d'Affaires Le Louvre, 168 rue de Rivoli, F-75044 Paris Cedex 01. Tél: 297 0624, Tx 220044.

RÉPONSES AU PREMIER MINISTRE

L'angoisse et l'espoir

par FRANÇOIS LEOTARD (*)

GOUVERNER est sans doute un art difficile, aussi, lorsque Pierre Mauroy cherche (le Monde du 29 février) d'autres voies pour le pratiquer, ne doit-on pas le condamner a priori. On juge les gouvernements sur leurs choix. Ainsi aujourd'hui dans le débat sur les mutations industrielles.

On s'accorde volontiers sur le diagnostic, nécessairement sévère. Pour une fois, la logorrhée socialiste ne masque pas toute la réalité, la France est bien confrontée à une nouvelle révolution industrielle. Mais son économie, son gouvernement, ses entreprises, ses salariés sont-ils en état d'y répondre et de mettre en œuvre des solutions acceptables par la communauté nationale ? La tâche est ardue. Depuis quelques semaines, le gouvernement a énoncé des propositions. Elles pouvaient, dans leur simplicité originelle, être efficaces ; le gouvernement s'est enlisé au moment de préciser les conditions de leur mise en œuvre.

L'État ne peut rester insensible au défi économique et social qui est lancé à la France. Certains pouvaient légitimement attendre beaucoup d'un gouvernement socialiste. Au contraire, on découvre aujourd'hui combien le déclin économique entamé depuis 1981 met en péril la rénovation de l'industrie et le maintien même du tissu social. 1983 aura été une année de stagnation de la consommation des ménages, de fléchissement de l'épargne, de baisse du pouvoir d'achat disponible, de baisse des prestations sociales, d'une inflation toujours élevée, d'un niveau de chômage artificiellement contenu. L'année aussi d'une envolée du dollar et d'un surcroît d'endettement.

Lorsque le service de la dette absorbe tout entière la capacité d'emprunt extérieur de la France, il est hypocrite de prétendre préparer l'avenir : on l'hypothèque. Et, en 1984, la reprise sera partout au rendez-vous, sauf en France. Une telle vision détruit bien des illusions sur les solutions socialistes à la crise. Elle engendre le scepticisme vis-à-vis des politiques, le fatalisme ou l'angoisse. Il faut rebondir sur ces constatations. Il ne suffit plus de jongler avec les mots, de la gestion économique au traitement social de l'emploi. Un gouvernement « verborne » ne suffit plus. De quelle politique industrielle s-on tant parlé qui n'apparaît plus dans les moments de choix. N'y a-t-il pas eu le 11 octobre 1983 un débat de stratégie industrielle à l'Assemblée ? Je ne me souviens pas qu'il y ait eu question de restructuration. Aujourd'hui encore, les choix ne sont pas exprimés, le gouvernement n'ose pas exprimer des priorités, il colmate des brèches. Enfin, parmi les actions développées, on a du mal à trouver la morale politique ou l'efficacité économique. Il est bien difficile de trouver quelques centaines de millions pour le développement de l'électronique, on dégage généralement 3 milliards pour la

Chapelle-Darblay, la moitié de ce que sera le coût du plan de restructuration. Pendant ce temps, le vent souffle de l'ouest, et les pays du Pacifique, les États-Unis, la Grande-Bretagne même, reprennent confiance et s'arment pour l'avenir.

Deux idées intéressantes

En France, le gouvernement venait de poser, tardivement certes, le problème en des termes clairs. Il vient de manquer l'occasion de le résoudre. Deux idées avaient été présentées : la zone franche et le congé de reconversion. La zone franche pouvait constituer un exemple d'allègement des contraintes. Les pôles de conversion arrivent en super-politique, d'aménagement du territoire. Constatons incidemment que, sur les vingt et un députés des régions intéressées, dix-neuf appartiennent à la majorité : peut-on faire mieux comme clientélisme. Autre idée, le contrat de conversion pouvait être séduisant. La double consécration des surcoûts et d'une nécessité de formation est indiscutable. On accorde aussi que cette mutation sociale peut provoquer des blocages psychologiques, des tragédies sociales qu'il faut éviter. Il n'est pas absurde de privilégier, avec l'accord de l'entreprise, une solution où le salarié conserve son statut social, son contrat de travail. Le coût n'est pas tellement supérieur à une indemnisation classique, et l'organisation de la formation, la recherche d'un reclassement, l'incitation à l'accepter sont facilitées. Des initiatives comparables ont été développées en Italie et au Luxembourg.

Un tel schéma était, au dire des dirigeants du sidérurgiste luxembourgeois ARBED, le seul moyen d'éviter un blocage des responsables syndicaux, des salariés eux-mêmes, d'assurer la paix sociale et finalement l'ordre public. Une entreprise doit pouvoir adapter ses conditions de production, réduire ses effectifs si elle le juge nécessaire, mais il est aussi dans la logique de l'entreprise, particulièrement s'il s'agit d'une grande organisation, de prendre en compte l'impact social des décisions. Le risque serait grand sinon de démotiver l'ensemble des salariés.

C'est plus une question d'éthique d'entrepreneur que de décision publique.

Sur ces deux initiatives, le gouvernement a en fait été contraint à le reconnaître, sous les critiques de sa base idéologique. L'idée de flexibilité introduite dans les zones franches était inacceptable, on a alors complexifié la proposition : les emplacements de terminologie en rendent bien compte. Le coût de gestion de schémas aussi compliqués, où les assouplissements que l'on n'ose avouer, les dérogations, s'entrecroisent, risque d'être considérable. Enfin, la définition des secteurs, des localisations et des conditions d'attribution des contrats

de conversion révèle l'insipidité aux choix industriels, un tropisme politique débridé et un goût certain des mécanismes compliqués.

Les « mesures d'âge » (prévoient à cinquante-cinq ans) accentuent une discrimination selon l'âge qui nie le droit au travail, prive les entreprises de travailleurs expérimentés, déséquilibre les pyramides internes. L'objectif rappelé de réduction de la durée du travail ne nous paraît pas pertinent. Rien de précis n'est dit sur l'aide à la réinsertion des salariés étrangers dans leurs pays d'origine.

Les mesures annoncées dans le volet économique ne sont pas plus engageantes. Les mesures générales en faveur des entreprises sont soit marginales, soit le nouvel emballage de dispositions déjà opératoires (exemple du livret d'épargne d'entreprise).

Enfin, le volet industriel du Plan démontre le privilège accordé aux entreprises nationalisées. Ainsi du complément de dotation en capital de 1 milliard de francs, de la répartition des crédits du fonds industriel de modernisation, du choix même des secteurs retenus par le plan du gouvernement. La mutation industrielle ne concerne-t-elle que les industries nationalisées ? Au surplus, les objectifs stratégiques fixés ne font pas beaucoup avancer. Que gagne-t-on à dire que « la France doit disposer d'une sidérurgie moderne, compétitive et adaptée au marché » ? Il faudrait préciser, chiffrer les objectifs, avouer.

Au total, le plan coûtera plus de 6 milliards de francs. Il est encore, comme le plan d'urgence de mars 1984, trop statique. On n'ose pas vraiment encourager l'esprit d'entreprise et s'engager sur la voie difficile mais excitante de nouvelles mutations.

Une économie motivante pour tous

Nous pouvons dès aujourd'hui tracer quelques pistes.

Il n'appartient pas à l'État d'affaiblir les choix industriels. Il doit assurer les conditions de la compétition, ce qui suppose la dénationalisation industrielle et financière, la réduction des charges des entreprises et plus généralement des prélèvements obligatoires. Au sein des secteurs dont il conserverait, ne serait-ce que transitoirement, la charge, des désengagements sans doute. Au reste, l'urgence est grande, plutôt que de mesures interventionnistes, d'améliorer les conditions de financement de l'industrie. On peut citer le développement des mécanismes d'assurance risque, le développement des marchés financiers, en province particulièrement, les courts-circuits des schémas imposition-subsidation. Il faut aussi envisager, au prix d'un redéploiement budgétaire drastique, la suppression du décalage de récupé-

(*) Secrétaire général du PS.

M. MAIRE : LE GOUVERNEMENT N'A PAS DE PROJET SOCIAL

M. Edmond Maire répond, dans la Croix du 1^{er} mars, à l'article publié par M. Pierre Mauroy dans le Monde du 29 février. Dans cet article, observe le secrétaire général de la CFDT, le premier ministre « souligne la nécessité de syndicats « forts et responsables » et les dangers de l'individualisme comme des corporatismes ».

« La CFDT, déclare M. Maire, retrouve là ses propres affirmations. Mais il ne suffit pas de décrire le risque de désintégration sociale pour la prévenir. L'absence de projet social, c'est-à-dire d'une ambition crédible qui vaille la peine qu'on se batte pour elle, pèse lourd dans l'exacerbation actuelle de l'individualisme et des corporatismes ».

« Le récent dispositif gouvernemental, limité à quelques secteurs industriels et basés d'emploi menacés, ne saurait tenir lieu de projet collectif nécessaire. Or, comment, les salariés et leurs représentants pourront-ils, dans les autres secteurs, peser pour assurer une bonne maîtrise des mutations et imposer les réductions d'emploi ? Alors que le chômage a repris son ascension, qu'est devenu l'objectif des trente-cinq heures ? »

« La CFDT n'attend pas tous de la politique, chacun le sait. Mais elle lui demande avec force de jouer son rôle, d'exprimer une volonté collective qui permette aux salariés et aux citoyens de s'exprimer et d'agir dans la cohésion sociale et la solidarité. Il n'y a rien de plus urgent. »

M. CHEVÈNEMENT : IL SERAIT DRAMATIQUE QUE LA GAUCHE S'ENLISE DANS LA GESTION

M. Jean-Pierre Chevènement, chef de file du CERES, a commenté, dans une interview à Paris-Match datée 9 mars, les critiques adressées par M. Didier Motchane, membre du secrétariat national du PS et également dirigeant du CERES, à la politique gouvernementale (le Monde du 24 février). L'ancien ministre de l'Industrie affirme : « Le congrès de Bourges-Bresse s'est conclu par une motion de synthèse (...). Cela ne met pas un point d'orgue à l'histoire (...). Il serait dramatique pour l'avenir de notre pays que la gauche s'enlise dans la gestion (...). La gauche est déçue. On doit pouvoir émettre des idées sans être accusé de faire le jeu du PC ou de la droite. »

M. Chevènement poursuit : « Le formidable conditionnement de l'opinion auquel nous assistons sur le thème « Vive la crise ! » est mortel pour la gauche (...). Je n'ai pas perdu dans le message délivré (au congrès de l'Assemblée avec Yves Montand) le moindre appel au courage, à la mobilisation, (...) pas la plus petite once de patriotisme (...). Jour après jour, on nous distille une idéologie de type néo-fasciste qui se résume au déclin de la France et de l'Europe, (...) et ne présente pas d'autres solutions que de se résigner toujours plus. »

SELON LE « FINANCIAL TIMES », LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS A MONTRÉ UNE CAPACITÉ D'ADAPTATION PEU COMMUNE

« Le gouvernement socialiste de la France est arrivé au pouvoir avec en tête l'idée de faire sortir l'économie française du marasme constitué par les contraintes de l'économie mondiale, la voici aujourd'hui étroitement enclavée dedans », écrit le correspondant à Paris du Financial Times, M. David Marsh, dans un éditorial publié ce jeudi sous le titre : « Les leçons du virage français à 180 degrés ».

Mais, ajoute M. Marsh : « Si la France avait essayé d'échapper à ces contraintes en quittant le S.M.E. (Système monétaire européen) ou en protégeant son industrie des techniques de pointe de la concurrence extérieure, les choses auraient tourné très différemment, et de façon beaucoup plus malsaine... »

« En procédant à un changement complet de politique dans l'espace de dix-huit mois, les socialistes ont montré une capacité d'adaptation plus grande que celle d'autres gouvernements. » Citant Michel Cocard qui, dans son livre, la France quand même, estime que la gauche aura d'autant plus de succès qu'elle apparaîtra comme le parti capable de rallier les Français aux mesures de rigueur nécessaires, M. Marsh conclut que « de mots plus personne, y compris les camionneurs, ne pense que les choix à opérer seront faciles. »

jeune économie
3, rue Roquépine, 75008 PARIS
le n° 34 vient de paraître
DEUX DOSSIERS
LES PANNES D'ELECTRICITE EN AFRIQUE DE L'OUEST
LE PAIN EN AFRIQUE
en vente chez votre marchand de journaux

Joseph A. SCHUMPETER

Histoire de l'analyse économique

préface de Raymond Barre

« C'est une encyclopédie sur le développement de l'économie, d'Aristote à Keynes : la sorte de promesse dont seul un grand penseur peut venir à bout. »

Jean-François Revel - Le Point

« Un outil de travail indispensable à tous ceux qui s'intéressent à l'économie. »

Pierre Rossmann - Libération

« Reste qu'en ces temps de crise, cet ouvrage est bien de ceux qui rendent confiance dans la capacité des hommes de comprendre ce qu'ils sont dans l'économie. »

Pierre Dax - Le Quotidien de Paris

Bibliothèque des Sciences humaines

GALLIMARD *rif*

Pise Florence je file quand c'est moins cher !
1575
AIR FRANCE Vacances

مكتبة العلوم الإنسانية

Le communiqué du conseil des ministres

Le conseil des ministres, s'est réuni, mercredi 29 février, à l'Élysée, sous la présidence de M. François Mitterrand. Au terme de ses travaux, le communiqué suivant a été publié :

CONVENTIONS INTERNATIONALES

Le ministre des relations extérieures a présenté au conseil des ministres deux projets de loi autorisant l'approbation de conventions internationales :

— La convention franco-malgache du 22 juillet 1983 a pour objet d'éviter les doubles impositions, de prévenir l'évasion fiscale et d'établir des règles d'assistance administrative en matière fiscale entre les deux pays ;

— L'accord de siège conclu le 3 juin 1983 entre la France et l'Organisation de l'aviation civile internationale a pour objet de fixer le statut du bureau « Europe » établi par cette organisation dans notre pays.

NIÉGÉRIA

Le ministre des relations extérieures a rendu compte au conseil des ministres de la visite officielle qu'il a faite au Nigéria du 24 au 26 février.

Le conseil a noté la grande activité d'entreprises françaises dans plusieurs secteurs économiques et le volume des échanges commerciaux avec le Nigéria, qui en fait le premier partenaire commercial de la France au sud du Sahara.

Il a également apprécié les déclarations faites pendant la visite du ministre à Lagos et qui marquent la volonté de la France et du Nigéria de faciliter les consultations entre les deux pays sur les sujets d'intérêt commun.

EUROPE : RECHERCHE SCIENTIFIQUE

Le ministre de l'industrie et de la recherche a rendu compte au conseil des ministres des progrès accomplis au niveau européen dans le domaine de la recherche scientifique et du développement technologique.

D'une part, le conseil des ministres de la Communauté économique européenne a adopté le 28 février le programme « Esprit ». Ce pro-

gramme, qui sera consacré au développement des technologies du logiciel, de la micro-électronique, de l'intelligence artificielle, de la biotechnique, de la robotique et de la productique, porte sur un montant de près de 10 milliards de francs sur cinq ans. La Communauté a, en outre, examiné favorablement les propositions visant à définir une stratégie européenne pour les biotechnologies et les échanges entre chercheurs, deux projets activement soutenus par la France.

D'autre part, à l'initiative de notre pays, se réunira, en septembre 1984 à Paris, la première conférence des ministres chargés de la recherche des vingt et un pays membres du Conseil de l'Europe.

Ces décisions marquent une étape importante dans l'organisation d'un espace européen de la science, de la technologie et de l'industrie, auquel la France est attachée.

ENTREPRISES EN DIFFICULTÉ

Le ministre de l'économie, des finances et du budget a dressé un premier bilan du dispositif mis en place à la suite du conseil des ministres du 26 mai 1982 pour améliorer le traitement des entreprises en difficulté.

Le nombre de dossiers traités au niveau national par le Comité interministériel pour la restructuration industrielle (CIRI) et qui ont connu une issue favorable a augmenté, permettant de préserver près de cinquante mille emplois, soit les trois quarts des emplois menacés.

La création en 1982 de six comités régionaux de restructuration industrielle (CORRI) a été concluante. La région, dont le rôle d'animatrice du développement économique et social a été confirmé par les lois sur la décentralisation, apporte un concours précieux à la recherche de solutions.

Le nombre des dossiers traités au niveau des départements par les comités départementaux (CODEFI) a plus que doublé, et ces derniers sont maintenant en mesure, dans des délais rapides, d'apporter aux petites et moyennes entreprises des facilités leur permettant de faire face à des difficultés passagères.

L'ensemble du dispositif a donc, au cours de cette période de muta-

tions industrielles, concouru à dégager des solutions durables et fondées sur les réalités industrielles, avec la participation plus active des banques et le concours de l'Etat. La concertation avec les syndicats, les organisations professionnelles et les élus s'est renforcée. Dans tous les cas où une telle solution s'avèrait possible, la reprise d'une entreprise par ses propres salariés a été encouragée.

Dans l'avenir, et en vue de faciliter les reconversions et les reclassements, les actions de formation et la concertation avec les partenaires de l'entreprise seront développées.

La composition du CIRI sera élargie au délégué à la formation professionnelle et au délégué à l'économie sociale.

Enfin, au niveau régional, les comités régionaux de restructuration industrielle seront généralisés à l'ensemble du territoire dès l'année 1984.

LA SITUATION DES TRANSPORTS ROUTIERS

Le ministre des transports a présenté, à la veille de la rencontre qu'il doit avoir le 1^{er} mars avec l'ensemble des organisations professionnelles et syndicales, une communication sur la situation des transports routiers.

Le conseil des ministres a approuvé les propositions qui seront faites au nom du gouvernement lors de cette rencontre. (Lire page 27.)

L'ÉCOLE PRÉÉLÉMENTAIRE ET ÉLÉMENTAIRE

Le ministre de l'éducation nationale a présenté une communication sur l'école pré-élémentaire et élémentaire.

La « consultation-réflexion » nationale, qui s'est déroulée pendant plus d'un an et qui a associé l'ensemble des partenaires, a mis en lumière les points forts que l'école publique tire tant de la tradition que de son évolution récente.

Son caractère démocratique, son insertion très profonde dans le tissu national et local, le rôle qu'elle joue pour l'acquisition des apprentissages fondamentaux, la qualité, reconnue internationalement, des écoles maternelles sont des atouts essentiels. Ils ont été renforcés depuis deux ans

par les efforts faits pour accroître le nombre des instituteurs, pour revaloriser leur carrière, pour améliorer leur formation, portée à quatre ans, et pour ouvrir l'école aux technologies nouvelles comme sur le monde extérieur.

Cette consultation a néanmoins fait apparaître un certain nombre d'insuffisances. Celles-ci tiennent notamment au manque de continuité entre l'école maternelle et le cours préparatoire, d'une part, et entre l'école et le collège, d'autre part, à l'importance encore trop grande des échecs scolaires et aux inégalités dans la formation des maîtres. Elles sont accrues par la difficulté d'adapter la pédagogie à une population scolaire de plus en plus diverse.

Le ministre a proposé, pour améliorer ce bilan, les orientations suivantes :

— L'action menée pour les écoles maternelles, qui a prouvé son efficacité, sera renforcée ;

— Des mesures seront prises pour assurer la continuité de l'action éducative entre cinq et huit ans ;

— L'accent sera mis sur l'apprentissage de la lecture tout au long de la scolarité élémentaire. Il s'appuiera, en liaison avec le ministère de la culture et les collectivités locales, sur le développement des bibliothèques-centres documentaires ;

— L'effort d'amélioration de la formation initiale et continue des maîtres sera poursuivi ;

— Dans le cadre des activités d'éveil, les méthodes d'enseignement seront révisées dès 1984 pour l'histoire et la géographie et en 1985 pour les autres matières ;

— Les liaisons de l'école avec les parents, les collectivités locales et les associations seront développées ;

— Les responsabilités de l'équipe éducative au niveau de chaque école seront accrues ;

— Un effort particulier sera accompli pour favoriser la circulation des informations et les échanges d'expériences au sein du réseau très décentralisé que constituent les soixante mille écoles et les trois cent mille instituteurs.

FORMATION DES FONCTIONNAIRES DE L'ÉTAT

Le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives a présenté une communication sur la formation des fonctionnaires de l'Etat.

La politique du gouvernement dans ce domaine poursuit quatre objectifs :

— Mieux répondre aux besoins de modernisation et d'adaptation aux technologies nouvelles des administrations ;

— Diversifier l'origine sociale et géographique des recrutements dans la fonction publique ;

— Favoriser la mobilité professionnelle et la promotion interne des fonctionnaires ;

— Assurer l'harmonisation nécessaire avec la formation des fonctionnaires des collectivités territoriales.

La réforme de l'Ecole nationale d'administration, qui a été mise en œuvre à compter de 1983, répond à ces objectifs.

Un décret portant réforme des instituts régionaux d'administration (IRA) sera prochainement publié. Ces instituts sont appelés à devenir des écoles d'application ayant vocation à former l'ensemble des fonctionnaires de catégorie A chargés de tâches d'administration générale et non recrutés par l'ENA. Les candidats étudiants seront recrutés au niveau de la licence. La durée de formation sera d'un an. Le rôle des IRA en matière de formation continue sera accru. Ils pourront également, à la demande des collectivités territoriales ou de leurs établissements publics, contribuer à la formation initiale et à la formation continue des fonctionnaires territoriaux.

Des instituts de préparation à l'administration générale (IPAG), créés dans les établissements d'enseignement supérieur, assureront la mission générale de préparation aux carrières administratives de catégorie A, pour les candidats aux concours internes et aux concours externes.

L'effort de promotion interne et les actions de perfectionnement concernant les agents de catégories B, C et D seront poursuivis sur le plan interministériel comme au niveau de chaque ministère.

Enfin, de nouvelles dispositions seront prises pour mettre en œuvre le principe posé par la loi du 31 juillet 1983, selon lequel la formation professionnelle constitue désormais un droit et une obligation pour l'ensemble des fonctionnaires de l'Etat. Les actions menées dans ce domaine sont placées sous l'autorité de chaque ministère ; leur coordination sera assurée par le secrétaire d'Etat chargé de la fonction publique et des réformes administratives.

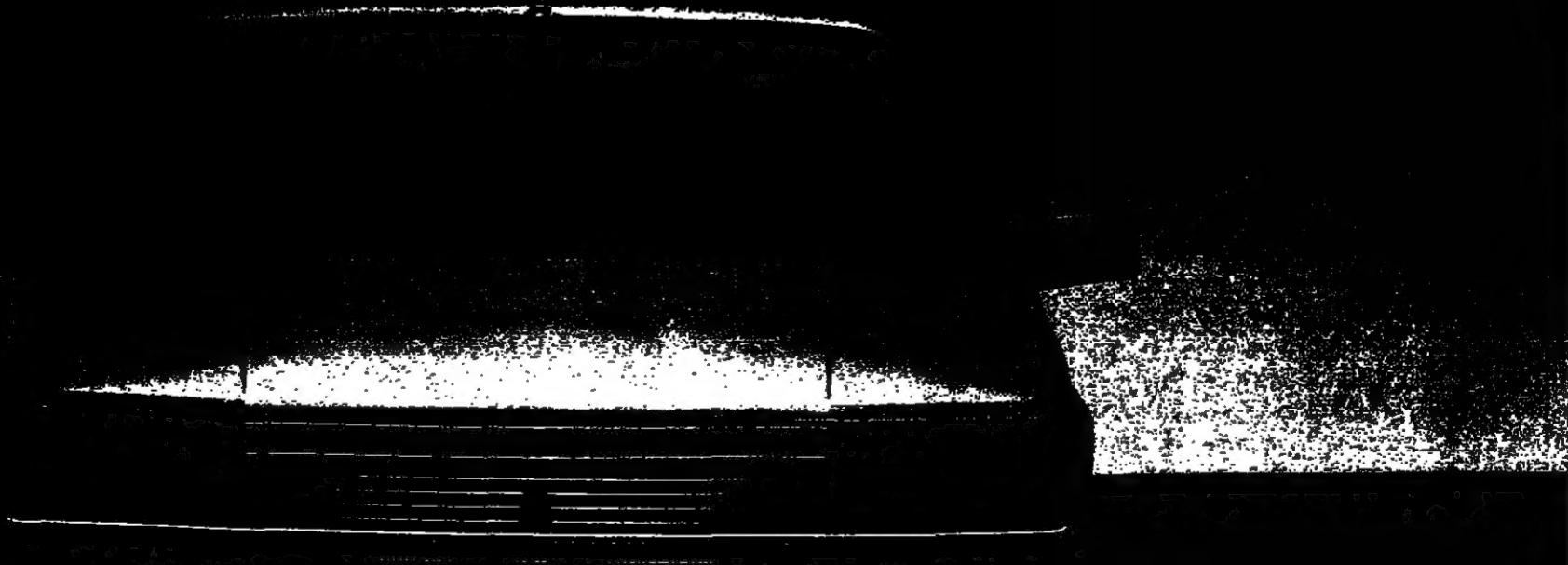
M. MARCHAIS : Les travailleurs immigrés doivent avoir les mêmes droits sociaux et les mêmes devoirs que les Français

M. Georges Marchais répond, dans l'Humanité-Dimanche du 2 mars, à des lettres de lecteurs sur l'immigration et le racisme, en soulignant, notamment, que, « depuis 1974, la proportion d'immigrés dans la population française s'est stabilisée », alors que, « depuis cette date, le nombre des chômeurs a presque été multiplié par cinq ». « Ce n'est donc en aucune façon la présence de travailleurs immigrés qui est la cause de l'accroissement du chômage ».

Parlant de l'émission d'Antenne 2 sur la crise économique diffusée le 22 février, M. Marchais « donne acte à ses auteurs d'avoir reconnu que chasser les immigrés ne serait pas une solution », mais il se déclare « indigné par les raisons qu'ils ont avancées ». « En substance, écrit-il, il ne faudrait pas que ces travailleurs partent, parce que, alors, on ne trouverait plus d'ouvriers et de manœuvres ! Autrement dit : « si les Espagnols s'en vont, où trouverai-je une bonne ? Quel mépris ! »

M. Marchais réaffirme la position du PCF sur cette question : arrêt de « toute immigration nouvelle, officielle ou clandestine » ; possibilité offerte aux travailleurs immigrés qui en font le choix de rester en France, avec « les mêmes droits sociaux et les mêmes devoirs que les travailleurs français » ; possibilité, pour « tous ceux qui souhaitent retrouver leur pays, de le faire dans les meilleures conditions ».

Espèce en voie d'apparition.



POLITIQUE

LES CONTENTIEUX ÉLECTORAUX

M. HERMIER (PC) : IL Y A UN PROBLÈME D'ABSTENTION QUI FRAPPE LE PS

Interrogé, mercredi 29 février, à l'Antenne 2, sur le recul électoral de la gauche depuis un an, M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, a estimé qu'il y a un problème d'abstention à gauche, qui frappe essentiellement le PS.

A propos de la proclamation par le tribunal administratif de Nice de l'élection de la liste d'opposition de M. Scaglia (UDF) (*le Monde* du 1^{er} mars) et du recours en annulation déposé par M. Blanc (PC), tête de la liste de la majorité, M. Guy Hermier a affirmé n'avoir « aucune espèce de doute », « ces élections seront cassées ». « Je ne doute pas, a-t-il déclaré, que les électeurs auront à se prononcer à nouveau et que La Seyne restera à la gauche ».

Selon M. Hermier, la liste conduite par M. Blanc s'est « nettement mieux tenue » que celle conduite par le PS à Draguignan lors de l'élection partielle des 19 et 26 février (*le Monde* du 28 février). M. Hermier estime qu'à La Seyne le PCF n'a pas perdu de voix par rapport au second tour des élections municipales de mars dernier.

Par rapport au recul enregistré par le PC en 1981, il considère que son parti « se maintient bien et qu'il a même plutôt tendance à certains progrès ».

A TOULON

La chute d'un entrepreneur « soldaniste »

M. Henri Chiochia, entrepreneur de bâtiment et travaux publics à Draguignan, a été inculpé le 29 février par M. Michel Cabaret, juge d'instruction à Toulon, et écroué pour corruption de fonctionnaires et abus de biens sociaux. Dans la même affaire, cinq autres personnes étaient déjà inculpées (*le Monde* du 28 février).

De notre correspondant régional

Toulon. — De modeste artisan plâtrier lors de son installation à Draguignan, dans les années 60, M. Henri Chiochia était devenu le premier entrepreneur de travaux publics du Var. Avant de connaître, fin 1982, de sérieuses difficultés financières, son groupe, constitué de trois sociétés, avait employé jusqu'à quatre cents salariés et disposait d'un impressionnant parc de matériel dont une cinquantaine de semi-remorques. Son chiffre d'affaires annuel avoisinait 100 millions de francs. M. Chiochia devait essentiellement sa réussite à un très important chantier de terrassement qu'il avait réalisé lors de la construction du camp militaire de Canjuers dans le haut Var. Par la suite, il avait aussi obtenu des autorisations militaires le marché de l'école d'application de l'artillerie, à Draguignan, et réalisé la plupart des grands travaux de génie civil du département, dont ceux, en dernier lieu, de la cité judiciaire et du nouvel hôpital de Draguignan. En septembre 1983, la crise sévère dans le bâtiment l'avait contraint à déposer son bilan avec un passif de 8 millions de francs. Le numéro un

du Var avait cependant bénéficié d'un concordat l'autorisant à poursuivre son activité. Après avoir été un adversaire politique de M. Edouard Soldani, sénateur PS, président du conseil général du Var et ancien maire de Draguignan, M. Chiochia en était devenu un fidèle allié. Le banal intérêt qui réunit souvent localement la puissance économique au pouvoir politique en place lui commandait ce rapprochement. Mais s'il était « soldaniste », M. Chiochia n'appartenait pas au PS et ne jouait aucun rôle dans ce parti sinon celui de mécène.

Des rumeurs ont circulé après l'arrestation dont a été victime M. Soldani : l'ancien maire aurait « lâché » l'entrepreneur véreux. Rumeurs apparemment sans fondement. Au cours des derniers mois, M. Chiochia avait continué à travailler dans la cité draguignoise. Il avait été l'adjudicataire d'un ouvrage d'art d'un montant de 12 millions de francs faisant partie de l'aménagement de la zone industrielle de la commune.

GUY PORTE.

M. CHIRAC À ÉTAMPES : LA MAJORITÉ NE PEUT PLUS FAIRE N'IMPORTE QUOI

Curieux contraste que celui qu'offre la campagne électorale à Étampes (Essonne), où l'on vota dimanche, suite à l'annulation par le Conseil d'État du scrutin de mars 1983 (*le Monde* du 22 février). La liste d'union de la gauche, conduite par le maire sortant communiste, M. Gérard Lefranc, n'organisa aucune réunion publique avec des personnalités marquantes. Face à elle, l'opposition dirigée par M. Xavier Dugoin (RPR), qui fait venir dans cette petite ville de vingt mille habitants des témoins : deux réunions en

trois jours, la première, mercredi, avec MM. Jacques Chirac, Bernard Pons, Michel Giraud, Alain Madelin et Jean-Pierre Fourcade notamment, la seconde, vendredi, avec M. Simone Veil.

Pour l'opposition, l'élection d'Étampes doit avoir valeur de test national. Dans une salle des fêtes municipales archicomplète (mille cinq cents personnes environ), tous les orateurs sont venus défendre cette thèse. Le dernier, M. Chirac, l'a reprise en lui donnant des résonances plus larges. Il a parlé de la fraude électorale, affirmant : « Les communistes sont prêts à utiliser tous les moyens, y compris ceux que la morale réprouve, pour se maintenir au pouvoir. C'est un processus qui conduit toujours aux démocraties populaires ». Le maire de Paris a ajouté : « A chaque élection il faut montrer aux socialistes et aux communistes qu'ils n'ont plus la confiance de la majorité du peuple français et qu'ils ne peuvent donc plus faire n'importe quoi ».

Encore faut-il que cette « perception de l'unité de l'ensemble » (de notre société) : unité de destin, large similitude des problèmes, entrée dans le champ du consensus, d'un nombre grandissant de solutions — « progrès ». C'est l'objet de mon effort, dit en substance l'ancien chef de l'État, qui, chapitre après chapitre, tente de mettre en évidence les « sujets de consensus » et formule des propositions susceptibles de favoriser la description. Notamment en aménageant les rapports du citoyen avec l'État (*le Monde* du 1^{er} mars). « Mais l'État et les élus d'État », dit-il. En organisant une « évolution paisible de la société » par un large développement des « cellules internes de notre société démocratique » (départements, communes, associa-

LE NOUVEAU LIVRE DE M. GISCARD D'ESTAING

Cette cause « désespérante » de la réconciliation

M. Valéry Giscard d'Estaing persiste et signe : il sera le champion de cette cause « désespérante et nécessaire » de la réconciliation de deux Français sur trois. Son dernier ouvrage dont la couverture blanche et jaune barrée des chiffres 2 et 3, ressemble à celle de quelque manuel scolaire de « mathématiques modernes » veut en porter témoignage.

L'ancien président de la République n'a pas abandonné cette idée d'un nécessaire consensus rassemblant plus de 60 % des Français autour de valeurs et d'objectifs communs. En 1976 déjà, dans *Démocratie française* il parlait de « l'émergence d'un groupe central » et un an plus tard dans une nouvelle préface, il prévoyait que le temps viendrait « où les Français s'apercevraient qu'ils ne sont pas aussi séparés dans leurs conceptions qu'on a voulu leur faire croire ».

Aujourd'hui, ce temps lui semble proche dans la mesure où « des deux causes de division qui ont affecté la société française — le choix du régime politique et la conception du système socio-économique — la première vient de disparaître pour la première fois ». Et d'expliquer que l'un « des rares avantages de la dernière alternance a été de consacrer le ralliement complet aux institutions de la 1^{re} République de ses adversaires d'hier ». Voilà pour la première cause de division, la deuxième ne saurait, selon lui, manquer d'être « éliminée » puisque l'électeur qui s'est laissé aller au rêve de « révolte » et « constate l'adaptation de la pensée étatisée et socialiste aux réalités d'une économie complexe ».

Encore faut-il que cette « perception de l'unité de l'ensemble » (de notre société) : unité de destin, large similitude des problèmes, entrée dans le champ du consensus, d'un nombre grandissant de solutions — « progrès ». C'est l'objet de mon effort, dit en substance l'ancien chef de l'État, qui, chapitre après chapitre, tente de mettre en évidence les « sujets de consensus » et formule des propositions susceptibles de favoriser la description. Notamment en aménageant les rapports du citoyen avec l'État (*le Monde* du 1^{er} mars). « Mais l'État et les élus d'État », dit-il. En organisant une « évolution paisible de la société » par un large développement des « cellules internes de notre société démocratique » (départements, communes, associa-

tions...) par la banalisation de « certains aspects de l'alternance » et la mise en place de « mécanismes nous garantissant contre des oscillations trop brutales ». C'est dans ce but que M. Giscard d'Estaing suggère l'uniformisation de la durée des mandats locaux, l'organisation des élections locales à des dates fixes pour que « la respiration politique » de la France prenne « un rythme plus régulier », le vote à la majorité absolue des membres de chacune des deux assemblées parlementaires de toutes les lois ayant trait aux « libertés fondamentales ».

L'alternance, après tout...

Si ce plaidoyer en faveur d'une société paisible et réconciliée paraît cohérent et traduit une conscience dans les convictions, il souffre néanmoins de la confrontation avec la réflexion sur le passé — précisément sur le précédent septennat et l'alternance de 1981 — à laquelle se livre M. Giscard d'Estaing dans les quarante premières pages de son livre. En raison notamment des mises en cause répétées du caractère « normal » de l'alternance quand celle-ci joue au profit de la gauche. S'il conclut que « l'élection d'un nouveau président de la République et le changement du gouvernement sont, après tout, des manifestations normales de l'alternance », il juge toutefois que la décision du printemps 1981 « a été mal conçue » et « n'est qu'un « malentendu ». Enfin qu'elle présente un caractère « sauvage », à la Gangis Kahn. Il dénonce l'emploi de l'expression « ancien régime » pour qualifier son septennat, mais ne peut parler pour le septennat actuel que de « l'expérience socialiste ». Expérience à laquelle il faut trouver une sortie « honorable ».

Ces quelques notations traduisent une certaine ambiguïté dans le comportement de M. Giscard d'Estaing qui tout en voulant rapprocher, rassembler deux Français sur trois, ne parvient pas vraiment à admettre l'alternance de 1981 voulue par une majorité d'électeurs. Est-ce pour cette raison qu'il tient à préciser qu'il n'éprouve aucun « regret » et que « depuis trois ans, [ses] rêves de la nuit ne [l']ont pas conduit à une seule fois dans les palais nationaux » ?

Dans cette partie de l'ouvrage troublée vers le passé, M. Giscard

d'Estaing pratique à petites touches l'art de la confidence. Certaines, qui ne sont pas exemptes d'emphase, prêtent à sourire, d'autres suscitent une plus grande attention quand elles traduisent la complexité d'une personnalité, expliquent des malentendus, parlent de la « désillusion » du corps et de l'esprit de celui qui endosse les habits de chef de l'État. « J'ai connu », écrit notamment M. Giscard d'Estaing, l'effet de cette extraordinaire inadaptation que les conditions de la vie au pouvoir créent chez ceux qui exercent (...): coupure du tissu normal des actes vivants, qui explique que dans le passé les chefs d'État écartés du pouvoir ou les souverains en exil, réagissent comme des animaux détachés de leur environnement et privés de leur protection naturelle, mourraient ou plutôt s'hequetaient obscurément en quelques années.

Un peu plus loin, l'ancien chef de l'État note : « On fait la publicité mais on souffre de l'indifférence ». Il reconnaît que ceux qui exercent le pouvoir désapprennent les gestes simples et la qualité de rapports humains authentiques. M. Giscard d'Estaing avoue que son langage s'est peu-être, au fil des années, « chargé à l'excès du vocabulaire économique », ce qui cependant n'aurait pas dû, à ses yeux, laisser croire à une absence de sensibilité. « Mon problème », écrit-il, « ne tient pas à l'insuffisance de ma sensibilité mais à son excès (...). J'ai toujours pensé, ajoute-t-il, que la place du cœur dans l'inspiration de la politique devait se manifester par des signes (...). Nous faisons des signes du cœur dont je pensais que chacun pourrait aisément les apercevoir ».

Ainsi à travers cet ouvrage consacré à une réflexion sur le « futur » de la France et à l'essence de ce qui pourrait être « un dessin national conciliant la généralité et l'efficacité », M. Giscard d'Estaing, au-delà du message, laisse entrevoir la personnalité plus cachée d'un homme qui, à cinquante cinq ans, a expérimenté le premier la fonction « d'ex-président de la République en activité ».

« Si vous souhaitez réagir sur le projet, vous pouvez m'écrire. Sans attendre la réponse à cette invite formulée en fin de livre, M. Giscard d'Estaing s'illustre, dès la fin du mois de mars, la province, afin de détailler les grandes lignes de son projet pour le futur.

CHRISTINE FAUVET-MYCIA.

« Le débat européen et le débat français se recoupent dans la plupart des domaines » déclare M^{me} Simone Veil

« Je crois qu'il faut être bien attentif au fait que la campagne pour les élections européennes, c'est une campagne pour la France, et qu'on ne peut pas complètement scinder les problèmes européens des problèmes français », a déclaré, lundi 27 février, M^{me} Simone Veil, au cours de l'enregistrement du « Grand Forum Magazine Hebdo-radios libres » (1). Pour M^{me} Veil, qui conduira le 17 juin la liste UDF-RPR pour les élections européennes, « le débat européen et le débat français, dans la plupart des domaines, se recoupent ».

« La plupart des directives ou des règlements sur lesquels nous avons à prendre position seront ensuite introduits dans la législation française », a fait remarquer au cours du débat, l'ancienne présidente de l'Assemblée des Communautés européennes (...). « et donc il n'y a pas du tout une position abstraite européenne qui serait différente des positions françaises ».

Interrogée sur une éventuelle modification ultérieure du mode de scrutin pour les élections européennes, M^{me} Veil a concédé qu'il existe « une très grande difficulté pour les citoyens de percevoir la réalité de la Communauté ». C'est pourquoi il ne faut pas, selon elle, exclure « d'envisager un scrutin régional, qui, peut-être, donnerait la possibilité, au moins au moment des élections, de sensibiliser davantage les électeurs ».

M^{me} Veil estime que sur les « questions fondamentales », il y a entre le RPR et l'UDF « identité de vues, et à cet égard, l'évolution que l'on a pu voir dans le domaine de la défense, est sans doute le point essentiel ».

A propos de la présence de M. Robert Hersant sur la liste commune de l'opposition, M^{me} Veil a affirmé : « Je n'ai pas participé à l'élaboration de la liste, je ne peux donc pas vous répondre sur ce point. Pour l'instant, comme je n'ai pas du tout discuté de l'élaboration de la liste et que j'ai des préoccupations très précises en ce qui concerne des candidats qui ont beaucoup travaillé à Strasbourg, qui ont acquis des compétences particulières et dont je pense qu'il est souhaitable

qu'ils soient présents, c'est tout un ensemble qui sera, à un moment quelconque, discuté avec les formations qui ont préparé la liste. L'ancien ministre de la Santé souhaite que, par l'établissement de la liste définitive, diverses préoccupations soient respectées : « Répartition régionale (...) Disponibilité et présence d'un nombre suffisant de femmes ».

(1) Organisé en collaboration avec trente-trois radios libres.

LA POLÉMIQUE ENTRE LE PCF ET MOSCOU SUR LA POPULATION FRANÇAISE

« M. Marchais devrait être flatté » estime un intellectuel soviétique

De notre correspondant

Moscou. — Les Soviétiques ont choisi, pour l'instant, de ne pas polémiquer avec M. Marchais. La lettre de secrétaire général du PCF publiée mercredi 29 février par l'*Équité* (*le Monde* du 1^{er} mars), dans laquelle celui-ci s'en prenait vivement à la description de la population française faite dans un ouvrage soviétique récemment traduit, n'était mentionnée nulle part, ce jeudi, dans la presse soviétique. L'auteur du livre, M. Brouk, était introuvable. Son supérieur hiérarchique, M. Guennadi Kalanine, rédacteur en chef des éditions en langue étrangère Progrès qui ont publié l'ouvrage incriminé, indiquait seulement qu'il ne s'agissait pas d'un texte politique, mais ethnographique « fondé sur des sources soviétiques d'ordre historique, ethnique et culturel ». M. Kalanine a insisté sur ces « sources soviétiques ».

« M. Marchais, au lieu de protester, devrait être flatté », on applique à la France les principes qui ont permis chez nous de résoudre définitivement la question des nationalités. Cette réflexion d'un intellectuel soviétique favorable au régime,

à qui nous avions relaté l'affaire dont il ignorait tout, illustre un état d'esprit assez répandu ici.

Il est peu probable que la lettre de M. Marchais reçoive une réponse circonstanciée du comité central du PC soviétique. Le sujet est épineux en lui-même puisqu'il montre un réel décalage culturel entre la conception des deux nationalités qui existe en URSS et celle que les Français, communistes compris, jugent la seule acceptable.

Se pose, en outre, à l'évidence le problème des relations entre PC français et PC soviétique. M. Marchais avait souvent dit haut et fort les espoirs qu'il plaçait en Louis Andropov. Cette attitude n'est pas jugée rétrospectivement très positive ici. D'autre part, il semble que la délégation du PCF qui accompagnait M. Marchais aux obèques d'Andropov n'ait guère été convaincue par les quelques contacts qu'elle a eus. Il y a un relent de nostalgie — voire de déception — dans l'attitude actuelle du PCF à l'égard de Moscou.

DOMINIQUE D'HOMBRES.

Le Monde

Loisirs

NOUVEAU SUPPLÉMENT ILLUSTRÉ
AU « MONDE » DU VENDREDI 2 DATÉ SAMEDI 3 MARS 1984

AU SOMMAIRE DE CE NUMÉRO :

LES BONS, LES BEAUX ET LES MAUVAIS QUARTIERS DE NEW-YORK



TOURISME :

Porquerolles et Port-Cros en habits d'hiver.

VOYAGE :

Classe cargo sur les Antilles-Le Havre.

SPORTS :

Les skis de pentes raides.

Et un choix commenté des programmes de la radio et de la télévision pour la semaine.

CE SUPPLÉMENT EST VENDU ENCARTÉ DANS L'ÉDITION QUOTIDIENNE DU « MONDE »

Handwritten signature or mark at the bottom right of the page.

APRÈS LES EXPULSIONS DE LA RUE POLONCEAU (18°)

« Saint-Bernard » l'hospitalière

Le 7 février dernier, vers 5 h 30, de très importantes forces de police - CRS casqués et armés, gardiens de la paix, inspecteurs en civil - investissent le quartier de la Goutte-d'Or, dans le dix-huitième arrondissement de Paris. En quelques instants, tout le secteur est quadrillé et le périmètre formé par les rues Affre, Stephenson, Saint-Mathieu, Léon et Polonceau est étroitement bouclé. « Je vous jure, raconte un témoin, que cela m'a rappelé la guerre d'Algérie et les razzias dans le kasbah d'Alger... Nous sommes plusieurs à avoir pensé qu'il s'agissait d'arrêter des bandits particulièrement dangereux... »

Ce n'était pas d'arrestation qu'il s'agissait, mais de l'expulsion manu militari, c'est le moins qu'on puisse dire, de soixante personnes habitant un groupe de trois petits immeubles délabrés jusqu'à l'insalubrité, au 37, rue Polonceau. Des colibataires, des familles avec des enfants en bas âge, des femmes enceintes. A l'exception d'une mère de famille algérienne avec des enfants, dont le mari purge une petite peine de prison, toutes ces personnes sont d'origine sénégalaise ou malienne.

A 6 heures, le signal est donné par le commissaire de police Gerdiols, du commissariat de la rue Doudeauville, responsable de l'opération. Les forces de l'ordre investissent la place, réveillant sans ménagement tous les locataires. « Prenez avec vous un minimum de choses ; pas plus d'une valise par personne et sortez... » Pendant que les femmes rassemblent en hâte quelques objets, des vêtements, des provisions, les po-

liciers, sans se soucier des enfants qui hurlent de peur, entreprennent de briser sans plus attendre portes et vitres : il faut rendre l'endroit plus inhabitable encore...

Dehors, deux cars stationnent. L'un conduit les colibataires et l'autre les familles vers deux bureaux d'aide sociale différents. Avant la fin de la matinée, deux camions viendront enlever la totalité de ce qui est resté sur place, mobilier de fortune, literie, ustensiles ménagers, etc. et conduiront ce chargement de misère dans un garde-meuble de Montrouge. L'opération Polonceau est terminée...

Locataires de bonne foi

Jeudi 1^{er} mars, vingt-trois jours après, cinquante-deux des soixante expulsés restent hébergés dans une salle, sorte de grand préau chauffé et équipé de sanitaires, que les prêtres de Saint-Bernard de la Chapelle, la paroisse voisine, ont immédiatement mise à leur disposition. Depuis trois semaines, on campe tant bien que mal, familles d'un côté, colibataires de l'autre, parmi les matelas posés au sol, les couvertures, les ballots de vêtements. Les repas sont préparés à cent pas de là, dans le local du comité de quartier, rue Affre, et apportés sur place.

Pourquoi cette expulsion, pendant l'hiver, période où, si l'on se réfère aux textes officiels, il est strictement interdit de jeter quiconque à la rue ? La réponse est simple : frappé à deux reprises par des « arrêtés de péril » datant l'un d'octobre 1981, l'autre

d'août 1983, l'immeuble de la rue Polonceau est voué à la pioche des démolisseurs. D'autant plus rapidement qu'il est prévu de bâtir sur cet emplacement le commissariat de police qui fait tant défaut au quartier. Entre les deux arrêtés, la préfecture de police a fait reloger vingt-six familles, laissant les colibataires au nombre de treize, se tenir seuls d'affaire.

Mais une fois les familles parties vers d'autres logements, rien n'a été fait pour interdire aux propriétaires de relouer leurs logements ! Pire, de pseudo-propriétaires ont profité de l'absence pour « louer » à de naïfs immigrés, au prix moyen de 1 000 F par mois, plus cinq à six mille francs de « caution », des lieux ne leur appartenant pas. Moralité, le 37, rue Polonceau a été réoccupé sitôt vidé de ses locataires par de nouveaux habitants.

La bât blesse lorsque les services de la préfecture s'attendent à considérer comme des « squatters » des personnes de bonne foi, qui, toutes, ont été en mesure de produire des quittances de loyers et d'abonnements EDF. Prévue une première fois pour la mi-novembre, l'expulsion avait pu, grâce aux démarches des élus du quartier, M. Lionel Jospin en tête, obtenir un report. Mais, Le 7 février, on a préféré passer sans crier gare à la manière forte. S'il est vrai que la préfecture semble vouloir relouer tous les expulsés, toujours est-il que, depuis maintenant trois semaines, cinquante-deux personnes vivent dans des conditions pour le moins précaires. Et si les prêtres de Saint-Bernard n'avaient pas été là ?

J.-M. DURAND-SOUFFLAND.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Le soir d'égarement de Pierre Lecanu

A trente-trois ans, avec sa calvitie et son embonpoint naissants, c'était un employé modèle, ce Pierre Lecanu qui se retrouvait, le 28 février, devant la dixième chambre du tribunal de Paris pour une histoire insensée de coups et blessures volontaires. Et avec ça, bon père, tendre époux, soucieux seulement de bien payer son loyer et ses traites avec ses huit mille francs par mois. Les armes ? Ce réformé du service militaire pour vision insuffisante n'en avait jamais touché une jusqu'à ce soir du 29 janvier 1983 qu'il n'est pas près d'oublier.

Il était rentré du travail comme à l'ordinaire. Et puis, allez savoir pourquoi, parce que sa femme lui rappelait qu'il devait penser à sa déclaration d'impôts, l'humeur le prit et il s'en alla, claquant la porte. Il retrouva un copain du quartier, Francis Gauthier. Ce boiseur - ébénéiste était son cadet de six ans, mais n'avait pas eu, lui, la même existence tranquille. Un père mort par suicide, et il s'en était allé rouler sa bosse jusqu'en Arabie.

Ils boivaient un verre, puis beaucoup d'autres. A minuit, ils sont aussi ivres l'un que l'autre. On ne se quitte pas dans ces conditions, c'est bien connu. Vient chez moi, dit Gauthier. Pourquoi pas, dit Lecanu. Ce qu'il ne savait pas, c'est que Gauthier avait, dans son appartement, rue de Charonne, une mitrailleuse héritée d'un grand-père qui avait gardé ce souvenir de la Résistance.

Balles à blanc ?

On ouvre la fenêtre. Entrent des floes de musique arabe. Cela vient du café d'en face. Francis Gauthier s'aime pas la musique arabe. Est-ce parce qu'il a gardé de son séjour au royaume saoudien un mauvais souvenir ? On y était parqués comme des bêtes, a-t-il dit un jour. Son ivresse a pu aviver son ressentiment. Le voilà qui sort la mitrailleuse du grand-père résistant et vise gaillardement en direction du bistrot.

Lecanu, lui, dans ses brumes, ne s'émot pas. Il bredouille seulement : « J'espère que ce sont des balles à blanc. » « T'en fais pas. Je

fais seulement du bruit », dit Gauthier en lui passant l'arme. Et Lecanu, chez qui les psychiatres déclarent « un esprit critique assez lent », tire à son tour. « Il me semble que c'était en l'air », dit-il au président, M. Gaëtan Quilichini, en précisant : « De toute façon, je vois très mal. »

Un chargeur, en tous cas, fut vidé et deux consommateurs du café blessés, dont l'un grièvement : M. Dragan Giovanic, Yougoslave, qui chantait à la soirée pour améliorer ses fins de mois de chauffeur-livreur.

« Vous vous rendez compte », a répété maintes fois le président sans obtenir de réponse autre que l'expression de mines confuses de collégiens pris en faute.

« Vous vous rendez compte, a repris après lui le substitut, M. Grimaldi, vous n'avez pas tiré parce que ce bruit vous empêchait de dormir ! » C'est que M. Grimaldi soupçonne des mobiles raciaux, notamment chez Gauthier et c'est bien pour cela qu'il a requis contre lui dix-huit mois de prison et proposé une peine de neuf mois, mais dont six avec sursis, contre Lecanu, « pauvre imbécile embarqué dans une aventure » et qui, pour cela, a déjà connu trois mois de détention.

Par la voix de son défenseur, M. Violette Gorny, Lecanu - juré qu'il ne touchera plus jamais un verre d'alcool et moins encore une arme. Pour Gauthier, M. François Binet plaidera le 13 mars.

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

DÉFENSE

NOMINATIONS MILITAIRES

Sur la proposition du ministre de la défense, M. Charles Hernu, le conseil des ministres du mercredi 29 février a approuvé les promotions et nominations suivantes :

● AIR. - Sont promus : général de division aérienne, le général de brigade aérienne Louis Iribarne ; général de brigade aérienne, les colonels Gilbert Hervy, André Chave et Jean Vuillemin (nommé directeur de la circulation aérienne militaire et vice-président du Conseil supérieur de l'infrastructure et de la navigation aérienne).

Est nommé sous-chef d'état-major « opérations » à l'état-major de l'armée de l'air, le général de brigade aérienne Jean Thiery.

[Précédemment adjoint « opérations » au général commandant la 1^{re} région aérienne et la zone aérienne « nord » (Paris-Villacoublay), le général Thiery remplace au poste de sous-chef d'état-major de l'armée de l'air le général de brigade aérienne Etienne Copel, qui a donné sa démission (le Monde du 29 février).]

● SERVICE DE SANTÉ. - Sont promus : médecin général inspecteur, le médecin général, médecin chef de service hors classe Léon Garreta, nommé directeur du service de santé du 3^e corps d'armée et de la 1^{re} région militaire ; médecin général, le médecin chef de service de classe normale Pierre Blanc.

Sont nommés : inspecteur général du service de santé des armées, le médecin général inspecteur, médecin chef de service hors classe Robert Duriez ; inspecteur du service de santé de l'armée de terre, le médecin général inspecteur, médecin chef du service hors classe Jean-Pierre Thomas ; médecin chef de l'hôpital d'instruction des armées du Val-de-Grâce, le médecin général, médecin chef du service de classe normale Henri Antoine.

● CONTRÔLE GÉNÉRAL DES ARMÉES. - Sont promus contrôleur général des armées, les contrôleurs des armées François Davy et Philippe Bros.

Avec l'aérodynamisme apparaît la beauté.



Renault 25. Espèce en voie d'apparition.

La loi de la sélection naturelle régit l'évolution des espèces. Aujourd'hui, le monde de l'automobile enregistre une véritable mutation avec l'apparition de la Renault 25. Une nouvelle berline qui invente de nouvelles valeurs automobiles. Ainsi, l'esthétique de la Renault 25 est le produit combiné de l'imagination créative et de recherches en soufflage particulièrement sophistiquées. Le résultat est cette ligne aérodynamique Renault 25, à partir de 73 900 F : 8 versions : 2 litres 2 litres injection et V6 injection. Essence, Diesel et Turbo Diesel. Modèle essence. Renault 25 V6 injection. Prix clés en main au 01.03.84 : 124 000 F (prix de vente métallique non compris). Millelisme 84 RENAULT elif

SOCIÉTÉ

LE DÉBAT SUR L'ÉCOLE PRIVÉE

La perplexité des évêques

La querelle scolaire n'enchantait nullement les évêques. Elle les rendait plutôt perplexes. Il y a encore un quart de siècle, défendra l'école catholique, c'était défendre l'autel. Aujourd'hui, l'école catholique ne voit plus « son » école de la même façon. L'école privée est devenue largement profane. Ce n'est pas avec cent dix séminaristes nouveaux par an et pour toute la France qu'il est possible de maintenir des clercs à la tête et dans le corps professoral des établisse-

ment d'enseignement. La décléricalisation de l'école catholique est en marche.

Les motivations des parents qui inscrivent leurs enfants dans des institutions privées ont beaucoup moins trait que par le passé à la religion. Un sondage, réalisé par la SORRES, en 1982, dans l'agglomération Lille-Roubaix-Tourcoing, fait apparaître une désaffection des parents pour la formation religieuse et spirituelle : 38 % estiment que l'on met un enfant à l'école privée à cause de « la façon dont il est suivi du début à la fin de la scolarité » ; 26 % pour le fait que cette école lui « apprend à respecter les valeurs traditionnelles » et 25 % seulement invoquent la perspective d'une éducation religieuse.

D'autre part, les évêques français sont persuadés depuis longtemps que l'école publique (pour laquelle des aumônes ont été créées) n'est pas l'école du diable. Une grande partie des catholiques pratiquants la fréquente, en particulier dans les zones urbaines. Un certain nombre de prêtres en sont issus et en connaissent la valeur, tel le cardinal Lustiger, archevêque de Paris, qui connut le « laïque » du lycée Pothier à Orléans jusqu'au lycée Montaigne dans la capitale.

Il se sent, enfin, que l'école n'est pas forcément la structure la plus efficace pour annoncer l'Évangile et pour éduquer la foi. Pourquoi l'enseignement concomitant des mathématiques et de la vie du Christ enricherait-il plus solidement celui-ci dans le cœur de l'élève ? Les résultats de l'enseignement catholique dans ce domaine sont rien moins que probants. Les responsables de l'Église savent aussi que l'école « libre » éduque très peu les nouveaux peuples du vingtième siècle : les peuples, les louables et tous les enfants du quart monde. On verra pour preuve de cette mauvaise conscience un passage de la déclaration de Mgr Guy Herbaut, évêque de Corbais-Semoussies : « Pour ce qui est de l'enseignement catholique, l'école doit encore veiller à ce que les institutions ne dérapent pas ; qu'elles soient en démarche de vie évangélique, d'accueil des faibles, de renoncement à tout esprit de compétition ou de concurrence (...). Nous avons demandé que soient débordés des projets éducatifs qui s'inscrivent bien dans cette recherche. Il y a des bavures, je le sais, et je les dénonce. »

Malgré ces profondes évolutions, l'épiscopat reste en charge de « son » école. D'ailleurs, le pape ne manque pas une occasion de rappe-

ler la nécessité d'un enseignement catholique. L'héritage du passé est impressionnant : l'enseignement catholique représente 82,8 % des effectifs du secteur privé, qui avoisinent 1,9 million d'élèves. Des chiffres incontestables.

La hiérarchie se sent aussi poussée par la base, par les parents qui exigent qu'elle se batte contre le gouvernement pour leur permettre de choisir la meilleure éducation pour leurs filles et leurs fils. Dans ce temps de rassemblement, les parents français rêvent de discipline et de bonne éducation. Ils pensent que l'école catholique reste le mieux placé pour dispenser ces valeurs. Même s'ils déplorent cette tendance, bien des responsables de l'Église catholique estiment qu'il serait fou de décevoir une telle attente. L'Église a cédé tellement de terrain ! Le monde ouvrier perdu, les campagnes qui se désocialisent et les villes où la pratique religieuse s'effondre inexorablement : ça suffit. De grâce, ne perdons pas les parents au moment où, pour des motifs peu religieux, ils se tournent vers nous !

Comme les protestants ?

Et puis, peut-on oublier que l'école catholique accueille mieux que l'école publique d'autres dévotionnelles : les enfants handicapés, les handicapés et beaucoup de ceux que des difficultés psychologiques ont mis en état d'échec scolaire ? Peut-on faire fi de la vocation et du dévouement des clercs et de laïcs qui donnent aux enfants le meilleur de leurs connaissances et le témoignage de leur foi ? Les évêques se devaient de défendre cette école privée.

En fait, le débat scolaire relancé par l'arrivée de la gauche au pouvoir s'est ouvert trop tôt. L'Église catholique était en train de se dégarer de l'école « libre », suivant en cela l'exemple de la gauche. L'exemple des Églises protestantes. Encore quelques lustres et les laïcs se seraient détachés jusqu'à ce qu'il ne soit même plus nécessaire de les supprimer. Les projets du gouvernement pour harmoniser les rapports entre l'enseignement public et l'enseignement privé ont bloqué cette évolution en crispant la hiérarchie catholique dans une posture défensive.

S'il se confirme que le président de la République et le gouvernement souhaitent, désormais, obtenir leur accord formel sur l'école privée, les évêques pousseront un soupir de soulagement, tant il est vrai qu'ils jugent la « querelle » scolaire encombrante, stérilisante et dépeçée.

ALAIN FAUJAS.

Les militants laïques reporteraient leur réunion prévue le 18 mars à Evry

Le Comité national laïque (CNAL) pourrait reporter à une date ultérieure la réunion qu'il avait prévue pour le 18 mars à Evry (Seine-et-Marne). Mille deux cents « militants de la laïcité », responsables départementaux des organisations qui composent le CNAL (FEN, SNI, Fédération Andrienne, Ligue de l'enseignement et délégués départementaux de l'éducation nationale), devaient se réunir pour « redire solennellement la valeur fondamentale et actuelle de la laïcité ». Ce meeting pourrait être non seulement reporté mais transformé en un « autre type d'action », qui n'est pas encore précisé. Les remous provoqués à la suite des propos tenus, lundi 27 février, par M. Lionel Jospin incitant les socialistes à faire preuve « de souplesse » à propos du dossier de l'école privée, expliqueraient cette décision.

L'évolution présumée de la position gouvernementale suscite de nouveaux commentaires. Dans une interview au journal *Le Croix* du 1^{er} mars, M. Pierre Daniel, président de l'Union nationale des parents d'élèves (UNAPEL), constate que les discussions entre l'enseignement catholique et le ministre de l'Éducation nationale « continuent tout à fait normalement et ne sont pas terminées ». Le président de l'UNAPEL affirme que ses amis et lui se réjouissent d'un « climat radical » de la part du gouvernement, « tout en étant bien conscients que le statu-

quo serait aussi un danger pour l'avenir, car il ne prendrait pas en compte la décentralisation qui est un phénomène irréversible ».

M. Alain Savary, pour sa part, confirme dans une interview, publiée jeudi 1^{er} mars par le quotidien *Ouest-France*, les propos qu'il avait tenus la semaine dernière au moment de la manifestation de Lille en faveur de l'enseignement privé : « La liberté de choix des parents à l'égard d'un établissement privé est et restera entière ».

Le ministre de l'Éducation nationale déclare qu'il « ne s'agit nullement d'abroger les lois Debré et Guerneur mais de clarifier la situation antérieure ». Commentant sa proposition de créer des établissements d'intérêt public (EIP), M. Savary fait valoir que, simples organes collecteurs et répartiteurs de fonds publics, les EIP « ne remettent pas en cause » l'autonomie « pédagogique et financière » des établissements, d'autant que l'ensemble des voix publiques « ne suffira pas pour décider ». Il faudra « que s'y joignent des voix de représentants de l'enseignement privé ».

Le ministre de l'Éducation nationale répète (*Le Monde* du 1^{er} mars) qu'il a l'intention, au cours des tout prochains jours, de remettre les résultats de ses négociations actuelles au gouvernement « qui arbitra alors son attitude ».

LES REACTIONS

M. Chirac :

un référendum

M. Jacques Chirac, dans une interview à *Paris-Match*, qu'il n'a « jamais cru que les parents en présence pourraient trouver un terrain d'entente ». « Quand le texte définitif du projet de loi sera connu, ajoute-t-il, et que nous pourrions en apprécier toutes les conséquences, je n'exclus pas de demander l'organisation d'un référendum afin que les Français se prononcent clairement sur un problème aussi grave et qui les touche de si près. Le référendum pourrait avoir un rôle indicatif et mettrait le pouvoir de gauche face à ses responsabilités puisqu'il devrait choisir de se conformer ou de passer outre à la volonté de la nation ».

Le président du RPR indique qu'il reste « profondément attaché à une formule qui a fait ses preuves (...) alors que toute forme d'intégration ou de nationalisation ne serait qu'une régression pure et simple qui nous transporterait au demi-siècle en arrière ». « Il n'existe pas, dit-il, d'enseignement absolument neutre. Il est évident que l'école publique est, elle aussi, porteuse d'une idéologie (...). Donc, comme on ne parviendra jamais à la neutralité parfaite, même si on doit y tendre, il est essentiel que soit préservée la diversité des enseignements ».

M. Léotard (PRI) :

la crainte de Dieu, c'est le début de la sagesse

« C'est le peuple français qui entre en dissidence », a déclaré M. François Léotard, secrétaire général du Parti républicain, mercredi 2 février à Reims. « On pourra mettre tous les CRS que l'on voudra, rien n'y changera », a-t-il ajouté à propos du prochain rassemblement de l'enseignement privé : « Le gouvernement devrait méditer ce qui se passe en Pologne. Des centaines de personnes sont dans la rue à Varsovie ». Selon lui, le pouvoir ferait preuve de sagesse s'il révisait sa position : « La crainte de Dieu, a-t-il dit, c'est le début de la sagesse. M.M. Mitterrand et Mauroy se trouvent dans une telle situation ».

M. Maire :

un débat dévié

Dans une interview publiée par *Le Croix*, jeudi 1^{er} mars, M. Edmond Maire, secrétaire général de la CFDT, déclare : « Deux problèmes sont déviés le débat. D'une part le temps perdu qui a donné l'occasion à l'opposition politique de se greffer sur le débat et l'Église catholique qui, sentant son influence diminuer malgré ses efforts pour être présente dans toutes les catégories de la population, donne l'impression de se recroqueviller sur des points d'appui plus que sur un véritable projet scolaire ».

M. Hermier (PCF) : les laïques

ne doivent pas marquer le pas

M. Guy Hermier, membre du bureau politique du PCF, souligne, dans l'édition de l'hébdomadaire *Révolution* (daté 2-8 mars), que la droite cherche à « entraver toute avancée des négociations proposées par le gouvernement pour commencer à résoudre les questions complexes que pose la nécessaire évolution des rapports entre l'enseignement privé et l'État », mais que c'est aussi « l'existence même du service public de l'éducation nationale que [la droite] veut mettre en cause ».

M. Hermier rappelle les manifestations organisées à la fin de 1983 par le CNAL. « L'heure est sans doute venue, écrit-il, non de marquer le pas, mais de faire plus encore ». Il souligne que la « réouverture » de l'école publique et la réalisation du « grand service public, unifié, laïque et gratuit », promis par le président de la République, « doivent impérativement avancer au même rythme, sous peine de laisser passer (...) la chance historique d'opérer une indispensable mutation de notre système éducatif ».

Pâques/Été
Angleterre ou Allemagne
5^e à Terminale, séjour
Immersion
eurolangues
35, bd des Capucines, 75002 Paris
261.53.35

(Publicité)
LE COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE
LE COMMISSARIAT DE LA MARINE
LE COMMISSARIAT DE L'AIR
RECRUTERONT EN 1984
31 ÉLÈVES COMMISSAIRES
Parmi les juristes et économistes titulaires d'un diplôme permettant de se présenter au concours externe d'entrée à l'ENA.
Limite d'âge : 25 ans au plus au 1^{er} janvier 1984
Clôture des inscriptions : 1^{er} juin 1984
INFORMEZ-VOUS
DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'ARMÉE DE TERRE
Caserne Lauraine - 37, bd de Port-Royal - 75006 PARIS-ARMÉES
Tél. : 555-95-20 postes 43.270
DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE LA MARINE
2, rue Royale - 75006 PARIS-NAVAL
Tél. : 260-33-30 postes 21.398 et 21.221
DIRECTION CENTRALE DU COMMISSARIAT DE L'AIR
28, bd Victor - 75006 PARIS-ARMÉES
Tél. : 552-24-54 et 552-24-51.

F. Best, M. Dardé, J.-M. Farret,
A.-M. Franchi, J. Guyard,
J.-L. Piednot, E. Serrusclat
Naissance d'une autre école
240 p. 64 F
Par des pédagogues et des responsables politiques du Parti socialiste, une étude provocatrice de la crise politique de l'école primaire. Destinée au plus large public et tout particulièrement aux parents d'élèves et aux enseignants, un diagnostic courageux et des propositions précises pour que naisse une autre école, ouverte sur son environnement et lieu d'une véritable concertation.
Pour en savoir plus, recevez gratuitement notre bulletin « à la découverte ».
Nom
Adresse
Editions La Découverte
1, place Paul-Painlevé, Paris V - Tél. : 633.41.16

Le Monde
RÉALISE CHAQUE SEMAINE
UNE SÉLECTION HEBDOMADAIRE
spécialement destinée à nos lecteurs résidents à l'étranger
Exemplaires spéciaux sur demande

Pâques
Angleterre ou Allemagne
stage
intensif bac
eurolangues
35, bd des Capucines, 75002 Paris
261.53.35

vivre sa polyarthrite
Le livre de chevet
du polyarthritique
pour une « certaine »
joie de vivre

M. MITTERRAND DEMANDE
AU COLLÈGE DE FRANCE
DE RÉFLÉCHIR
SUR « L'ENSEIGNEMENT
DE L'AVENIR »

Le porte-parole de la présidence de la République a rendu public, mercredi 29 février, le texte d'une lettre que M. François Mitterrand a adressée, le 13 février, aux membres du Collège de France afin de leur demander de « réfléchir à ce que pourraient être les principes fondamentaux de l'enseignement de l'avenir intégrant la culture littéraire et artistique la plus universelle avec les savoirs et les méthodes des sciences les plus récentes ». Le chef de l'État ajoute qu'il conviendrait de « prendre en compte les changements technologiques et sociaux, de favoriser la connaissance de toutes les cultures, enfin et surtout de doter les jeunes Français d'instruments modernes de pensée, d'expression et d'action ».

Le président de la République souhaite que le Collège de France lui fournisse un bilan de ses propos, de ses réflexions et de ses analyses dans un délai d'un an.

M. Yves Laporte, administrateur du Collège de France, a répondu au nom de ses collègues afin d'assurer à M. Mitterrand qu'ils acceptent la mission ainsi confiée.

Denis Delaporte

Éditions médicales et scientifiques
BP 1214 - 69511 Valcourtenne Cedex

Pâques/Été
Angleterre ou Allemagne
5^e à Terminale, stage
intensif
express
eurolangues
35, bd des Capucines, 75002 Paris
261.53.35

SOCIÉTÉ

LE CLUB DE L'HORLOGE ET LA CRIMINALITÉ

Le « lyssenkisme » judiciaire

La gauche serait coupable de « lyssenkisme judiciaire ». Troïme Denisovitch Lyssenko est ce botaniste et généticien soviétique qui, avec le soutien de Staline, prétendait imposer à tous sa vérité scientifique, fort éloignée de la vérité tout court. En matière judiciaire, la gauche propagait les mêmes idées fausses. C'est l'opinion du Club de l'Horloge qui organisait, le 28 février à Paris, son quatrième séminaire politique sur le thème « terrorisme, criminalité et délinquance ».

Ce reproche de « lyssenkisme » émane de M. Jean-Claude Sayer, professeur de droit pénal à Paris et éditeur de la revue *Le Droit*. Pour mieux se faire comprendre, M. Sayer, qui est aussi membre de la Commission européenne des droits de l'homme, parle à l'occasion de « charlatanisme ». A l'écouter, les charlatans ne sont pas au pouvoir seulement depuis mai 1981. A la Libération, le ver était déjà dans le fruit. Depuis cette date, les gouvernements n'ont cessé de manifester un profond « scepticisme envers la répression ».

Cette influence périclitante a survécu à la IV^e République. Seul M. Alain Peyrefitte, qui fit voter la loi « sécurité et liberté » aurait réussi, un temps, à redresser la barre (M. Sayer est l'un des inspirateurs de cette loi). Jusque-là, hélas ! « la République avait placé son espoir dans le « lyssenkisme ».

Ce coup de chapeau à M. Peyrefitte n'est pas fréquent à droite. Même quand il se réunit pour débattre de la justice, le RPR évite d'évoquer cette période (le Monde du 30 janvier). Pas le Club de l'Horloge dont le président, M. Yves Biot, fait sien la philosophie du projet « sécurité et liberté ». Il estime qu'il faut des lois « précises », car une trop grande liberté d'appréciation laisse aux tribunaux favorables à l'arbitraire du juge. Cette réticence était partagée par M. Peyrefitte qui souhaitait réserver l'éventail des peines applicables à certaines infractions de violence.

Surtout, M. Biot pense comme l'ancien garde des sceaux que « la politique criminelle ne saurait ignorer le sentiment populaire ». L'opinion,

qui veut être rassurée, réclamerait des sanctions exemplaires. Qu'on y vienne !

Jusqu'à présent, la politique pénale a été « confisquée » par ce que M. Jean-Yves Le Gallou, secrétaire général du club, appelle « une véritable nomenclature judiciaire coupée du peuple ». Au banc des accusés, « le laxisme budgétaire » bien sûr, mais surtout M. Marc Ancel, auteur de *La Défense sociale nouvelle* (Éditions Cujas). Un livre de politique criminelle qui n'a cessé, selon le Club de l'Horloge, de faire des ravages dans l'intelligence libérale depuis 1945.

Face à cette confiscation de la loi pénale par quelques-uns, il n'est que temps, estime le club, de « rendre la parole au peuple » en l'interrogeant sur la politique criminelle « par voie référendaire ». C'est le seul moyen de « reconstruire la justice ». L'unique moyen de nous sauver du « lyssenkisme judiciaire ».

B. L. G.

M. HALBWAX DÉBOUTÉ

La dix-septième chambre correctionnelle de Paris a débouté, le 29 février, M. Rémy Halbwax, secrétaire général de l'Union des syndicats catégoriels de la police nationale (USCPN) et du Syndicat indépendant de la police nationale (SIPN), des trois actions en diffamation engagées contre les quotidiens *l'Humanité* et *Libération*, et contre M. Bernard Deleplace, secrétaire général de la Fédération autonome des syndicats de police (FASP) (le Monde du 3 février).

Le tribunal a estimé que les poursuites engagées contre *l'Humanité* pour diffamation « envers des fonctionnaires » ne pouvaient être retenues, les organisations syndicales ne pouvant être considérées comme « fonctionnaires » ; que l'article de *Libération* ne contenait l'imputation d'aucun fait précis ; enfin, que M. Deleplace n'était pas domicilié dans le ressort du tribunal de Paris, et que les propos incriminés n'ayant pas été prononcés à Paris, il se déclarait incompétent.

SPORTS

FOOTBALL

La victoire de la France sur l'Angleterre

La « semaine anglaise du sport français », qui s'achèvera avec la visite du XV de la Rose pour le Tournoi des cinq nations, avait mal débuté, avec la perte par Louis Acarda du titre européen des poids moyens face à Tony Silson, puis la déroute des footballeurs espoirs français, écrasés 6 à 1 par les Anglais quart de finale de leur championnat d'Europe.

Cette tendance a été inversée par l'équipe de France de football qui, à quatre mois de l'Eurocup d'Europe des nations, a enfin remporté la victoire qui la faisait depuis avril 1983, en battant l'Angleterre par 2 buts à 0, mercredi 29 février au Parc des Princes. Une fois de plus, les supporters anglais ont provoqué de vifs incidents : avant le match ; à Dunkerque à Paris, pendant et après le match.

Signé Platini

Vaincre les Anglais constitue toujours une performance. Ceux-ci n'avaient pas perdu un seul match à l'étranger depuis la Coupe du monde 1982.

Poids d'un palmarès lourd de vingt et une victoires anglaises pour cinq françaises — la dernière remontait à vingt et un ans — et trois résultats nuls ? Souvenir de Bilbao où l'Angleterre s'était encore imposée 3 à 1 pour le premier match entre les deux équipes dans la Coupe du monde 1982 ? Ce sont les Anglais qui ont abordé sans complexe la rencontre de Parc des Princes.

Venu pour vibrer aux exploits de Michel Platini dont les échos franchissent les Alpes chaque semaine, le public avait droit à une leçon de football britannique : organisation classique et rigoureuse pour bien occuper le terrain, générosité dans les courses et les interventions, jeu direct et sans fioritures, présence physique, notamment sur les balles aériennes. Seule la finition faisait défaut, surtout en l'absence de l'avant-centre titulaire Trevor Francis.

Par comparaison, les Français, qui pouvaient aligner pour la première fois leur meilleur milieu de terrain avec Luis Fernandez, Jean Tigana, Alain Giresse et Michel Platini, manquaient d'audace et de détermination. La meilleure occasion de but en première mi-temps était pourtant pour Patrick Battiston sur une longue ouverture de Platini. L'arrière-droit français, que les Anglais valaient cru hors-jeu, se présentait seul devant Peter Shilton, mais il ferma tout sur son angle de tir et dribblait le gardien de but.

Avec José Touré dans un rôle inhabituel d'avant-centre, les Français tardaient, en fait, à trouver leurs marques. Le meneur de jeu n'était plus qu'un but de record du jeu en se fixant plus résolument à

la pointe de l'attaque en deuxième mi-temps. A la 54^e minute, il mystifiait son garde du corps. Son tir était repoussé par Shilton sur Platini qui, à moins de 10 mètres des buts vides, envoya le ballon au-dessus de la barre transversale.

Le choix des attaquants

Venez, le capitaine de l'équipe de France se rachat quatre minutes plus tard en ouvrant le score de la tête sur un centre de Giresse puis en inscrivant un deuxième but à la 71^e minute sur un de ces coups-francs de 20 mètres qu'il affectionne (1). Les Anglais, qui n'avaient encaissé que cinq buts au cours de leurs seize dernières rencontres, étaient bien battus, mais l'équipe de France n'avait pas pleinement convaincu.

Meilleur joueur du monde à l'heure actuelle, Platini peut, certes, faire basculer un match à tout moment par ses longues ouvertures, ses inspirations ou son sens du but, mais il ne doit pas masquer le problème qui subsiste pour le choix des attaquants de pointe. Pour le prochain match de l'équipe de France, le 28 mars à Bordeaux contre l'Autriche, Michel Hidalgo envisage encore un changement mi-temps en sélection depuis la Coupe du monde. Ce n'est sans doute pas la meilleure manière de mettre des joueurs en confiance à un poste où plus qu'à d'autres ils ont besoin de se sentir soutenus sans réserves pour oser et prendre des risques.

GÉRARD ALBOUY.

(1) Avec vingt-huit buts, Michel Platini n'est plus qu'un but de record de Just Fontaine en équipe de France.

Bonjour les dégâts

Le ministre des sports britannique qui avait demandé — c'est l'usage — de « bien se tenir cette fois », par précaution, la Fédération française n'a pas pu empêcher deux mille billets en vente à Londres et la Fédération anglaise, pour limiter les dégâts, n'en avait vendu que six cents. Déjà en 1982, les ministres européens des sports s'étaient réunis à Rotterdam pour trouver une parade contre les agités du ballon rond. Ils avaient imaginé de relever l'identité des « supporters » au moment de l'achat des billets et toutes sortes de fâneries. Sans résultat. Depuis plus de dix ans, dit que les Anglais passent sur le continent, ils cassent. Une sorte de sport national pratiqué en terre étrangère. Ils ont frappé partout. A Bruxelles, à Rotterdam, au Mondial en Espagne, à Copenhague et plusieurs fois à Paris. L'occasion de la match amical France-Angleterre du 29 février de jeunes Anglais, aujourd'hui bien entraînés, ont dépassé, une fois de plus, la mesure sans peine. Sur les premières canettes de bière, ils se sont mis à briser les portes vitrées, jetant par dessus bord les bouteilles de sauvetage et volant de la marchandise dans les vitrines. « C'est chaque fois la même chose » ont conclu, fatigués, les responsables de la See-Link.

A Dunkerque, ils se sont amusés à faire du stock-car avec des voitures neuves de la British Leyland perdus sur un quai. Personne n'a pu empêcher. A bord du train Paris-Dunkerque, ils ont continué, arrachant les rideaux, trouvant les fauteuils, occasionnant environ 15 000 francs de dégâts. Sans plus de poursuites.

Enfin, à Paris, ils ont commencé leur marche bruyante vers le Parc des Princes, échantillon dans les métros, vomissant sur les trottoirs. Pendant le match, ils se sont batus dans les tribunes — les CRS sont intervenus à trois reprises — faisant voler comme des boomerangs les sièges de plastique, se donnant même des coups de hache et des coups de couteau. (Un « supporter » tout pâle cherchait la sortie, une lame plantée dans le dos.) Enfin, après le match perdu pour eux, la rage battant son plein, ils ont jeté une Porsche dans une vitrine et démolit à coups de barres de fer tout ce qui entravait leur déshonneur d'étrangers. Un automobiliste maltraité a dû être hospitalisé. Plusieurs s'étaient badigeonnés le visage avec du sang de cochon... Les policiers en ont interpellé une quinzaine — c'est l'usage — M. McFarlan le ministre des sports britannique, s'est une fois de plus, « officiellement excusé ».

D'un sport à l'autre

● Nouveau scandale dans le football belge. Interpellé mardi 28 février à Bruxelles par la brigade spéciale de recherche alors qu'il venait disputer le match Belgique-RFA, le joueur de Milan AC, Eric Gerets, a avoué que son ancien club, le Standard de Liège, s'était adjugé le titre national 1982 en achetant sa victoire lors du dernier match contre Waterschei Gerets, capitaine du Standard, avait versé à Roland Janssen, un joueur adverse, 420 000 francs belges (35 000 francs français), que lui avaient remis Roger Petit et Raymond Goethals, respectivement dirigeant et entraîneur du club. Les trois hommes ont toutefois pas été inculpés, la corruption ne constituant pas une faute pénale en Belgique. Le Milan AC a décidé de suspendre son joueur jusqu'à ce que l'affaire soit éclaircie par la Fédération belge.

● Kathy Horvath élève d'Andrea Jaeger aux masters féminin de tennis. — L'Américaine Kathy Horvath a causé une surprise en éliminant sa compatriote Andrea Jaeger (lète de série numéro 4) 6-2, 7-6, mercredi 29 février au Madison Square Garden de New-York, dans un match comptant pour le premier tour du masters féminin de tennis, doté de 500 000 dollars. Les autres résultats de la soirée sont les suivants : Barbara Potter (E-U) 6-3, 6-7, 2-1 abandon ; Hana Mandlikova (Tch.) bat Sylvia Hanika (RFA) 4-6, 6-2, 6-3.

LE CARNET

Naissances

— Ralph et Evelyn TATU ont la joie d'annoncer la naissance de
Olivier, Cédric,
le 22 février 1984, à Genève (Suisse).

— Cathy SOUQUET et Thierry WAHL ont la joie d'annoncer la naissance de
Julia,
le 27 février 1984, 92320 Châtillon.

Décès

— Chambéry, Lyon, Paris.

M^{me} Georges Bec,
née Thinel, son épouse,
Le professeur et M^{me} Christian Bec,
Ses enfants et ses petits-enfants,
Ainsi que toute sa famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges BEC,
censeur honoraire
de l'Institut national de jeunes sourds,
chevalier de la Légion d'honneur,
commandeur des Palmes académiques,
officier
de l'Ordre de la Santé publique,

survenu le 28 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-cinq ans.
La sépulture a eu lieu le 28 février 1984, dans la plus stricte intimité.

— Cenne-Monestiés (11170),
Castelnau-Montrouzier (46170).

M^{me} Maurice Boncompain,
M^{me} et M^{me} Antoine Boncompain
et leurs enfants,
M^{me} et M^{me} André Valmary
et leurs enfants,
Les familles Boncompain, Moudy,
Roanore,
Parents et alliés,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Maurice BONCOMPAIN,
ingénieur des arts et métiers,

survenu le 20 février 1984, à l'âge de quatre-vingt-neuf ans, à Castelnau-Montrouzier (Lot).
Les obsèques et l'inhumation ont eu lieu à Cenne-Monestiés (Aude), le 22 février 1984.
Le présent avis tient lieu de faire-part.

Adresse du deuil :
11170 Cenne-Montrouzier,
71, avenue de Lacapelle,
13010 Marseille.
46170 Castelnau-Montrouzier.

— M^{me} et M^{me} Grignon,
Stéphane, Valérie, Denis et Nicolas,
M^{me} et M^{me} Harrenschmidt Diaz
Santiago, Lucia,
M^{me} Florence Harrenschmidt,
M^{me} Corinne Harrenschmidt,
font part du décès de leur père et grand-père,

le docteur Jean-Louis
HERRENSCHMIDT,

survenu, à l'âge de soixante-cinq ans,
le 28 février 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée
le lundi 5 mars 1984, à 9 heures, au temple
de Neuilly, 18, boulevard d'Ankermann.

6, place de Mexico,
75116 Paris.

— M^{me} Georges Pierre Le Monnier,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Jean Soulas
et Aurélie,
M^{me} et M^{me} Le Monnier,
M^{me} Patricia Le Monnier,
ses enfants et petits-enfants,
Et la famille,
ont la douleur de faire part du décès de

M. Georges Pierre LE MONNIER,
professeur honoraire,
officier d'Académie,
ancien combattant de Dunkerque,
membre de l'ANARC,
et de la RAF Escaping Society,

survenu à Paris le 28 février 1984.

La cérémonie religieuse sera célébrée
en l'église Saint-Laurent de Nogent-
le-Rotrou (28400), le vendredi 2 mars
1984, à 14 heures, suivie de l'inhumation
dans le cimetière de la famille.

Saint-Arnould-des-Bois,
« Les Chigineux »,
6, rue des Oiseaux.

BIBLIOTHEQUE NATIONALE
88, rue de Richelieu, 75002 PARIS
PEINTRES GRAVEURS FRANÇAIS
Hommage à MARCOUSIS
Jusqu'au 14 mars

Nos abonnés, bénéficiant d'une
réduction sur les insertions du
« Carnet du Monde », sont priés
de joindre à leur envoi de texte
une des dernières bandes pour
justifier de cette qualité.

— M^{me} Paul Maisonneuve,
son épouse,
M^{me} et M^{me} Jacques Maisonneuve,
ses enfants,
Les docteurs Xavier et Christine
Bertagna et leurs enfants,
Le docteur et M^{me} Vincent Mcauliffe
et leurs enfants,
M^{me} et M^{me} Robert Gillespie,
M^{me} François Maisonneuve,
M^{me} Anne-Sophie Maisonneuve,
ses petits-enfants et arrière-
petits-enfants,
Et toute sa famille,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Paul MAISONNEUVE,

survenu le 28 février 1984, à l'âge de
quatre-vingt-trois ans, à Paris-14^e.

Le service religieux sera célébré en
l'église Saint-François-de-Sales, 15, rue
Amperé, 75017 Paris, le vendredi
2 mars 1984, à 8 h 30 précises.

Prière de n'envoyer ni fleurs ni couronnes.

— M. Robert Pagès,
Le comte et la comtesse Didier de
Montbrun,
M^{me} et M^{me} Bernard Pagès
et leurs enfants,
M^{me} et M^{me} Pierre Pagès
et leurs enfants,
ont la douleur de faire part du décès de

M^{me} Robert PAGÈS,

née Marie-Antoinette Leparet,
professeur honoraire à l'ENS
de jeunes filles de Sèvres,
agrégée de l'Université,
chevalier de la Légion d'honneur,
chevalier de l'Ordre national
du Mérite,
officier des Palmes académiques,
chevalier du Mérite agricole,

leur épouse, mère et grand-mère, pieusement
décédée à Paris, le 28 février
1984, dans sa soixante-treizième année.
Les obsèques religieuses, suivies de
l'inhumation dans la sépulture familiale,
seront célébrées en l'église-cathédrale
de Saint-Flour (15), le vendredi 2 mars
1984, à 15 heures.

Une messe à son intention sera dite en
l'église Notre-Dame-de-Grâce de Pessy,
sa paroisse (ancienne église, 10, rue de
l'Annonciation), le jeudi 8 mars, à
18 heures.

14, rue Pétrarque,
75116 Paris.

— M^{me} René Pétiteaux,
son épouse,
M^{me} veuve André Billard,
ses enfants et sa petite-fille,
M^{me} et M^{me} Jean Mathieu
et leurs enfants,
M^{me} et M^{me} André Pétiteaux
et leurs enfants,
Et toute la famille,
ont la tristesse d'annoncer le décès de

M. René Pierre PETITEAUX,
chevalier de la Légion d'honneur,

survenu dans sa quatre-vingt-troisième
année.
Les obsèques auront lieu dans l'inti-
mité le 5 mars 1984, à Nanterre.
Cet avis tient lieu de faire-part.
116, rue Raymond-Barbet,
92000 Nanterre.

Remerciements

— M^{me} Gilbert Perroy
Et toute sa famille,
remercient très sincèrement toutes les
personnes qui ont pris part à leur cha-
grin lors du décès de

M. Gilbert PERROY.

Anniversaires

— Ninos.

Il y a deux ans, le 1^{er} mars 1982,

Magali GAUTIER,

disparaissait en montagne.
Que son souvenir demeure.

Communications diverses

— Dans le cycle des conférences-
débat organisées par le cercle Jean-
Jacques-Rousseau et l'Association des
étudiants protestants de Paris, sur le
thème « Culpabilité, Occident et tiers-
monde », M. Eric Blondel, maître-
assistant de philosophie à l'université de
Nancy, présentera un exposé intitulé :
« La culpabilité, une maladie occiden-
tale ? », mercredi 7 mars, à 21 heures,
46, rue de Valenciennes, Paris-6^e (entrée
libre).

Soutenances de thèses

DOCTORAT D'ETAT

— Université Paris-I, vendredi
9 mars, à 9 heures, salle L-Liard,
M. Pierre Signoles : « Tunis et l'espace
tunisien ».

— Université Paris-I, samedi 10 mars,
à 14 h 30, salle 308, M. Jung Dong Il :
« Etudes concernant la politique épan-
sionniste du Japon en Corée » (1876-
1919).

— Université Paris-I, samedi 10 mars,
à 14 h 30, amphithéâtre Richelieu-
Sorbonne, M. Thierry Bianquis :
« Damas et la Syrie sous la domination
fatimide, 359-468/969-1076 ».

184 ORDINATEURS

PANORAMA
Printemps 84

L'ORDINATEUR
INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux

INFORMATIONS « SERVICES »

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3658

1 2 3 4 5 6 7 8 9

II

III

IV

V

VI

VII

VIII

IX

X

XI

HORIZONTALEMENT

I. Nous le fait toujours au « flanc ». - II. Agréable dans le repos, désagréable dans le travail. Fleuve. Se voit à Tokyo comme à Kyoto. - III. Au menu d'un dîner d'adieu. - IV. Ancienne obligation. - V. Fait grand bruit. - VI. Moment de distractions. Un sujet pour deux attributs. - VII. Prier pour votre salut. - VIII. Ensemble harmonieux. Saint homme. - IX. Ne fait donc pas partie des règles, ni du règlement. Se voit avec l'âge. - X. Avec lui on est sûr de ne pas prendre une piquette.

VERTICALEMENT

1. Pièce de collection. - 2. Aide à courir ou empêcher de marcher. Traversée du désert ou de la montagne. - 3. Catin ou décaissé. Une menace pour le chasseur. - 4. Tirés du péant. Fait courir des ragots. - 5. Met l'eau à la bouche. - 6. Tente de rigueur. Morceau de batterie. - 7. Nids de poules. - 8. Souvent en retenue. Préposition. On le plaque quand on veut qu'il reste. - 9. A souvent une fin peu brillante. On peut l'avoir sur l'estomac ou sur les talons.

Solution du problème n° 3657

Horizontalement

I. Robène. DI. - II. Ruineux. - III. Oindre. Fe. - IV. Do. Blé. - V. Inoccupé. - VI. Loure. CV. - VII. Lu. Relate. - VIII. Obliquer. - IX. Naine. Mur. - X. Féru. - XI. Cavette.

Verticalement

1. Brouillon. - 2. Oui. Noma. - 3. Hindou. LI. - 4. Endocrinée. - 5. Mer. Crête. - 6. Eau. Ude. Fl. - 7. BF. Armée. - 8. Défecteur. - 9. Usé. Verru. GUY BROUTY.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 1^{er} mars 1984 :

UN DÉCRET

Complément du règlement général des industries extractives institué par le décret du 7 mai 1980.

UN ARRÊTÉ

Interdisant la pêche dans certains cours d'eau ou sections de cours d'eau pendant l'année 1984.

PARIS EN VISITES

SAMEDI 3 MARS

- L'Institut de France, 14 heures, 23, quai Conti, M. Jacques.

- Hôtel des ducs de Sully, 15 heures, 62, rue Saint-Antoine, M. Camille.

- Camille Claudel, 15 heures, 77, rue de Vaugoussier, M. Vermeersch.

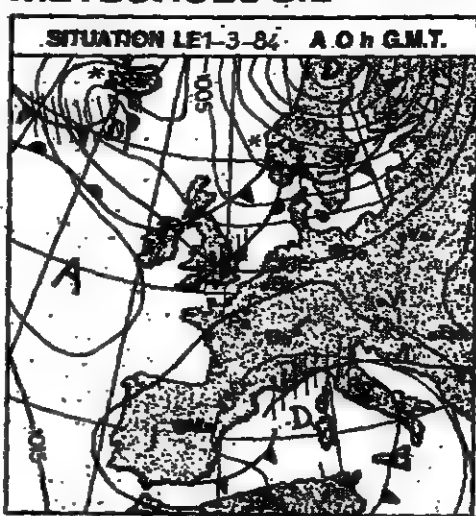
- Le Musée Marmottan, 15 heures, 2, rue Louis-Bouilly, M. Zaborie (Caisse nationale des monuments historiques).

- Rabens, 10 h 30, Musée du Louvre, porte Desaix (Arenes).

- La Sorbonne, 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Commission d'Et. et d'Enl.).

- L'Abbaye Saint-Louis, 15 heures, métro Pont-Marie (Les Filles).

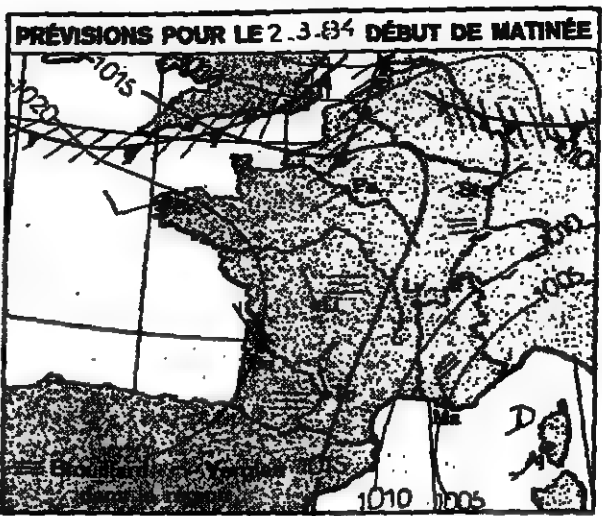
MÉTÉOROLOGIE



SITUATION LE 1-3-84 A 0 h G.M.T.

Evolution probable de temps en France entre le jeudi 1^{er} mars à 0 heures et le vendredi 2 mars à 24 heures.

Une dépression en Méditerranée et une zone de hautes pressions sur le proche océan donneront un temps de nord dans lequel sera prise une perturbation actuellement sur l'Angleterre. Cette perturbation traversera la France du nord au sud.



PRÉVISIONS POUR LE 2 MARS 0 HEURE (G.M.T.)



Vendredi, début de journée froide et souvent très brumeuse sur la majeure partie du pays. Dans toutes les régions de l'intérieur, gèles de - 2 degrés à - 4 degrés au lever du jour et, par places, des nappes de brouillard givrant assez épaisses.

Au cours de la journée, la bande de pluie traversera tout le pays en soirée, la moitié sud-est sera sous un ciel couvert avec pluie et neige à basse altitude. Précipitations plus fortes sur les versants exposés au nord-ouest.

La moitié nord-ouest connaîtra un temps plus variable, avec de fréquentes giboulées, 2 degrés à 4 degrés de l'Est à l'Ouest, à degrés à 10 degrés de l'Aquitaine à la Méditerranée. Sur la basse vallée du Rhône, le mistral soufflera assez fort.

Complément montagne

La situation s'est stabilisée cette semaine et, en ce début de week-end, les risques d'avalanches naturelles sont faibles. L'enneigement est bon pour cette période de l'année, et même très important sur les Alpes, où, à 1 000 mètres, il y a souvent plus de 1 mètre de neige.

Mais au cours du week-end, avec le passage de deux perturbations, il fera assez mauvais temps en montagne. Sur les Alpes et les Pyrénées peu d'interruption dans les chutes de neige. Sur les autres massifs, temps souvent très nuageux avec des chutes de neige plus intermittentes. En toutes régions de montagne, ces chutes de neige se produiront à de très basses altitudes et seront abondantes sur les versants exposés au nord-ouest.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 29 février ; le second le minimum de la nuit du 29 février au 1^{er} mars) : Ajaccio, 15 et 8 degrés ; Biarritz, 9 et 3 ; Bordeaux, 5 et 3 ; Bourges, 5 et 2 ; Bruc, 5 et 4 ; Caen, 6 et 0 ; Charbourg, 5 et 1 ; Clermont-Ferrand, 2 et 0 ; Dijon, 4 et 1 ; Grenoble-St-Martin-d'Hères, 10 et 2 ; Grenoble-Saint-Georges, 8 et 0 ; Lille, 7 et - 2 ; Lyon, 6 et 1 ; Marseille-Marseille, 9 et 4 ; Nancy, 4 et - 2 ; Nantes, 5 et 3 ; Nice-Côte d'Azur, 12 et 9 ; Paris-Montsouris, 5 et 1 ; Paris-Orly, 5 et 1 ; Pau, 7 et 2 ; Perpignan, 11 et 4 ; Rennes, 7 et - 2 ; Strasbourg, 3 et - 2 ; Tours, 4 et 2 ; Toulouse, 8 et 2 ; Poitiers-Poitiers, 29 et 22.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 16 et 6 degrés ; Amsterdam, 3 et - 3 ; Athènes, 19 et 12 ; Berlin, 7 et - 3 ; Bonn, 9 et - 6 ; Bruxelles, 7 et - 1 ; Le Caire, 25 et 12 ; Casablanca, 19 et 12 ; Copenhague, 2 et - 2 ; Dakar, 23 et 18 ; Djibouti, 18 et 13 ; Genève, 4 et 1 ; Jerusalem, 19 et 7 ; Lisbonne, 9 et 6 ; Londres, 6 et 4 ; Luxembourg, 3 et - 3 ; Madrid, 9 et 1 ; Moscou, - 5 et - 10 ; Nairobi, 29 et 13 ; New-York, 0 et - 4 ; Palma-de-Majorelle, 14 et 2 ; Rome, 18 et 10 ; Stockholm, 3 et 0 ; Téhéran, 25 et 11 ; Tunis, 18 et 10.

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER		
TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERES			TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERES		
TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNÉES
1	51 0 331 43 291	200 2 000 10 000	6	536 586 5 686 8 536 70 516	600 200 2 000 2 000 10 000
2	792 64 672	500 10 000	7	37 97 427 627 7 467 9 107	200 200 300 500 2 000 2 000
3	3 0 713 7 110 15 943 29 393 033 133	100 2 000 300 500 10 000 4 000 000	8	68 548 8 098	200 500 2 000
4	294 7 804 11 764	500 2 000 10 000	9	209 359 379 449 689 949 55 619 93 699	500 500 500 500 500 500 10 000 10 000
5	115 125 615 5 025 20 505 033 175	500 500 500 2 000 10 000 1 000 000	0	30 400 920 74 840	200 500 500 10 000
6	5 306	100 500			

loterie nationale			LISTE OFFICIELLE DES SOMMES A PAYER		
TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERES			TOUTS CUMULS COMPRIS, AUX BILLETTS ENTIERES		
TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNÉES	TERMINAISONS	FINALES ET NUMEROS	SOMMES GAGNÉES
8	51 0 331 43 291	200 2 000 10 000	6	536 586 5 686 8 536 70 516	600 200 2 000 2 000 10 000
19	51 0 331 43 291	200 2 000 10 000	6	536 586 5 686 8 536 70 516	600 200 2 000 2 000 10 000
412	51 0 331 43 291	200 2 000 10 000	6	536 586 5 686 8 536 70 516	600 200 2 000 2 000 10 000
0675	51 0 331 43 291	200 2 000 10 000	6	536 586 5 686 8 536 70 516	600 200 2 000 2 000 10 000
0854	51 0 331 43 291	200 2 000 10 000	6	536 586 5 686 8 536 70 516	600 200 2 000 2 000 10 000

Mercredi + Samedi

DOUBLE TIRAGE DOUBLE CHANCE

Avec un même bulletin

SIMPLE

loterie nationale

4 10 20 30 40 50 60 70 80 90

1 11 21 31 41 51 61 71 81 91

2 12 22 32 42 52 62 72 82 92

3 13 23 33 43 53 63 73 83 93

4 14 24 34 44 54 64 74 84 94

5 15 25 35 45 55 65 75 85 95

6 16 26 36 46 56 66 76 86 96

7 17 27 37 47 57 67 77 87 97

8 18 28 38 48 58 68 78 88 98

9 19 29 39 49 59 69 79 89 99

10 20 30 40 50 60 70 80 90

11 21 31 41 51 61 71 81 91

12 22 32 42 52 62 72 82 92

13 23 33 43 53 63 73 83 93

14 24 34 44 54 64 74 84 94

15 25 35 45 55 65 75 85 95

16 26 36 46 56 66 76 86 96

17 27 37 47 57 67 77 87 97

18 28 38 48 58 68 78 88 98

19 29 39 49 59 69 79 89 99

20 30 40 50 60 70 80 90

21 31 41 51 61 71 81 91

22 32 42 52 62 72 82 92

23 33 43 53 63 73 83 93

24 34 44 54 64 74 84 94

25 35 45 55 65 75 85 95

26 36 46 56 66 76 86 96

27 37 47 57 67 77 87 97

28 38 48 58 68 78 88 98

29 39 49 59 69 79 89 99

30 40 50 60 70 80 90

31 41 51 61 71 81 91

32 42 52 62 72 82 92

33 43 53 63 73 83 93

34 44 54 64 74 84 94

35 45 55 65 75 85 95

36 46 56 66 76 86 96

37 47 57 67 77 87 97

38 48 58 68 78 88 98

39 49 59 69 79 89 99

40 50 60 70 80 90

41 51 61 71 81 91

42 52 62 72 82 92

43 53 63 73 83 93

44 54 64 74 84 94

45 55 65 75 85 95

46 56 66 76 86 96

47 57 67 77 87 97

48 58 68 78 88 98

49 59 69 79 89 99

50 60 70 80 90

51 61 71 81 91

52 62 72 82 92

53 63 73 83 93

54 64 74 84 94

55 65 75 85 95

56 66 76 86 96

57 67 77 87 97

58 68 78 88 98

59 69 79 89 99

60 70 80 90

61 71 81 91

62 72 82 92

63 73 83 93

64 74 84 94

65 75 85 95

66 76 86 96

67 77 87 97

68 78 88 98

69 79 89 99

70 80 90

71 81 91

72 82 92

73 83 93

74 84 94

75 85 95

76 86 96

77 87 97

78 88 98

79 89 99

80 90

81 91

82 92

83 93

84 94

85 95

86 96

87 97

88 98

89 99

90

91

92

93

94

95

96

97

98

99

100

101

102

103

104

105

106

107

108

109

110

111

112

113

114

115

116

117

118

119

120

121

122

123

124

125

126

127

128

129

130

131

132

133

134

135

136

137

138

139

140

141

142

143

144

145

146

147

148

149

150

151

152

153

154

155

156

157

158

159

160

161

162

163

164

165

166

167

168

169

170

171

172

173

174

175

176

177

178

179

180

181

182

183

184

185

186

187

188

189

190

191

192

193

194

195

196

197

198

199

200

201

202

203

204

205

206

207

208

209

210

211

212

213

214

215

216

217

218

219

220

221

222

223

224

225

226

227

228

229

230

231

232

233

234

235

236

237

238

239

240

241

242

243

244

245

246

247

248

249

250

251

252

253

254

255

256

257

258

259

260

261

262

263

264

265

266

267

268

269

270

271

272

273

274

275

276

277

278

279

280

281

282

283

284

285

286

287

288

289

290

291

292

293

294

295

296

297

298

299

300

301

302

303

304

305

306

307

308

309

310

311

312

313

314

315

316

317

318

319

320

321

322

323

324

325

326

327

328

329

330

331

332

333

334

335

336

337

338

339

340

341

342

343

344

345

346

347

348

349

350

351

352

353

354

355

356

357

358

359

360

361

362

363

364

365

366

367

368

369

370

371

372

373

374

375

376

377

378

379

380

381

382

383

384

385

386

387

388

389

390

391

392

393

394

395

396

397

398

399

400

401

402

403

404

405

406

407

408

409

410

411

412

413

414

415

416

417

418

419

420

421

422

423

424

425

426

427

428

429

430

431

432

433

434

435

436

437

438

439

440

441

442

443

444

445

446

447

448

449

450

451

452

453

454

455

456

457

458

459

460

461

462

463

464

465

466

467

468

469

470

471

472

473

474

475

476

477

478

479

480

481

482

483

484

485

486

487

488

489

490

491

492

493

494

495

496

497

498

499

500

501

502

503

504

505

506

507

508

509

510

511

512

513

514

515

516

517

518

519

520

521

522

523

524

525

526

527

528

529

530

531

532

533

534

535

536

537

538

539

540

541

542

543

544

545

546

547

548

549

550

551

552

553

554

555

556

557

558

559

560

561

562

563

564

565

566

567

568

569

570

571

572

573

574

575

576

577

578

579

580

581

582

583

584

585

586

587

588

589

590

591

592

593

594

595

596

597

598

599

600

601

602

603

604

605

606

607

608

609

610

611

612

613

614

615

616

617

618

619

620

621

622

623

624

625

626

627

628

629

630

631

632

633

634

635

636

637

638

639

640

641

642

643

644

645

646

647

648

649

650

651

652

653

654

655

656

657

658

659

660

661

662

663

664

665

666

667

668

669

670

671

672

673

674

675

676

677

678

679

680

681

682

683

684

685

686

687

688

689

690

691

692

693

694

695

696

697

698

699

700

701

702

703

704

705

706

707

708

709

710

711

712

713

714

715

716

717

718

719

720

721

722

723

724

725

726

727

728

729

730

731

732

733

734

735

736

737

738

739

740

741

742

743

744

745

746

747

748

749

750

751

752

753

754

755

756

757

758

759

760

761

762

763

764

765

766

767

768

769

770

771

772

773

774

775

776

777

778

779

780

781

782

Le Monde

LIVRES

billet

Les enfants du chaos

AVANT de conseiller ce livre formidable, on posera une devinette. Quel sujet a pu passionner à la fois Maxime Gorki, Ernst Bloch, George Orwell, Raymond Chandler, Walter Benjamin ou W.H. Auden ? Mais le roman policier, bien sûr. Éléments, mon cher lecteur.

Uri Eisenzweig a préfacé et conçu l'anthologie du roman policier, une anthologie où nous les retrouvons tous, à travers dix-sept textes.

Quatre courts essais de G.K. Chesterton ouvrent le feu. Le créateur du Père Brown a écrit un petit livre indispensable, le Défenseur (1). Il y célébrait les bergers de porcelaine, la laideur, l'argent, la force, et les romans de terreur. On n'a jamais fait mieux que lui des romans policiers (1901), qui figuraient dans cet ouvrage et qui ont repris ici.

Pour Chesterton, le récit policier est « l'élude de la grande ville », où passe le « sentiment poétique de la vie moderne ». Les criminels, des « enfants du chaos », affrontent la police, qui est la « continuation heureuse de l'ancienne chevalerie errante ». Chesterton termine son plaidoyer sur une idée inquiétante et forte : le roman policier repose sur la « constatation que la moralité est la plus sombre et la plus audacieuse des conspirations ».

Une conférence de Borges, le Conto policier (1978), par-delà les remarques littéraires, les déclarations politiques et les spéculations philosophiques des uns et des autres, vient conclure l'anthologie d'Eisenzweig et continue les réveries de Chesterton.

Le roman policier, pour Borges, « sauve l'ordre dans une époque en désordre ». Il exprime l'orgueil de l'intelligence et, surtout avec Poe, le « monstre d'ombres multiples », invente un « type spécial de lecteur ».

Après ce dialogue Chesterton-Borges, on retombe dans le débat convenu entre partisans et adversaires du genre. Edmund Wilson, avec trois articles de 1944 et 1945, organise leur compte à Nero Wolfe et à Sherlock Holmes. La « littérature est de notre côté », affirme-t-il. Somerset Maugham, en 1952, disait sa lassitude devant les « grands romans » de Flaubert et de Proust ; il se délassait en lisant des policiers.

Les politiques, qui ont la manie de tout réduire à des schémas et à des slogans, ont montré leur clairvoyance en dénonçant un genre trop « populaire » pour être honnête. Il revient à l'inimitable Maxime Gorki d'attaquer le roman policier à la tribune du premier Congrès des écrivains soviétiques (1934). C'était, selon lui, le « repas mental favori des repas d'Europe... qui créait une sympathie pour les fripons adroits ».

George Orwell, au contraire, en 1944, opposa subtilement Raffles, le « gentleman cambrioleur » et la Miss Blandish de James Hadley Chase, pour réfléchir sur l'entrée fracassante de la cruauté et des perversions sexuelles.

Le florilège d'Eisenzweig devait encourager les lecteurs de romans policiers à persévérer, et les autres, qui hésitent encore, à les rejoindre. Une « dérive » de Walter Benjamin, où celui-ci conseille aux voyageurs de lire des policiers dans le train, donne la clé de ces plaisirs, faciles, infinis, que partageaient les amateurs : « nous sentons, quelques heures durant, enveloppés dans le paysage fuyant comme un chapeau qui flotte au vent, passer au notre des frissons du suspense et les rythmes des rêves ».

RAPHAËL SORIN.

* AUTOPSIES DU ROMAN POLICIER, textes réunis et présentés par Uri Eisenzweig, 16/18, n° 1590, Christian Bourgois, 306 p., 29 F. (Voir en page 17 notre sélection de romans policiers.)

(1) L'Age d'homme, 1982.

Une découverte : les vies de Pierre Michon

● L'étonnant premier livre d'un « crétin lyrique ».

DES ciels tourmentés ; des saisons de neige, de lilas ou de frissons ; des campagnes baroques et des digitales ; des soleils fauves et des ondées chagrines ; et puis, encore, des couleurs dialogues qui éblouissent : Pierre Michon regarde avec l'œil du peintre. Sur des fournaises de Braque, des ciels obscurs de Rembrandt, des collines floconneuses de Bruegel et des farneux de Van Gogh, court une prose lyrique, précieuse, baroque, que Mallarmé, Rimbaud, Artaud et sans doute Henry Miller et Malcolm Lowry ont sourie. Que cet illustre parrainage n'efface pas l'originalité : c'est une évidence de dire que l'écrivain se fait ainsi, qu'il module sa voix sur tous les chants, sur tous les mots. Pierre Michon a lu tous les livres, les grands, la « Série noire » et les autres.

Sur les bris de ses déconvenues, il a organisé un univers. Un univers mystique, mythologique, qu'on n'aurait pas sans rendre les armes, sans céder à sa profusion, s'abandonner à son errance de bateau ivre. Mais l'écrivain, dans ce texte où l'autobiographie se pare de la fiction comme d'un garde-fou, pose la simple et éternelle question sans réponse sur « l'iniquité de sa présence au monde ». Iniquité qu'il ressent de plus en plus, n'ayant pas connu son géniteur, dont « l'absence a régné » sur sa jeunesse. Car les autres concourent aussi à notre destin. Il suffit de remonter une généalogie pour comprendre que notre avenir y figurait. Le « maniaque » des mots choisit un arbre dont il ne craint pas de partager la racine entre la parenté et les amis, les êtres de chair et ceux des songes. Il retrace le cours de huit vies minuscules qui ont entraîné la sienne. Ce sont des impres-

sions, des émotions, des reliques, des histoires racontées par un « crétin lyrique », qui forment la trame de ce livre, imbriquées comme les pièces d'une mosaïque dans laquelle s'inscrit la vie de l'auteur. Plus Pierre Michon s'acharne, en demi-jour exemplaire, à bêtifier des significatifs, plus il évoque, navré, sa propre existence. Que fut André Dufournier, « fils naturel d'un hobereau local » dans le souve-

rain du nom, qui, au siècle dernier, abandonna la terre familiale pour l'or de la Californie ou qui échoua au bagne de Rochefort ? Que furent-ils, tels que croit les rochers le narrateur, sinon des échantillons de lui-même qui s'est dédoublé pour une aventure, la conquête de la « belle langue ».

Et les frères Bakrot, flamands d'origine, visages d'exilés en rude terre de Creuse, toujours à s'affron-



★ Dessin de Béatrice CLEEVE

rir d'une vieille paysanne, Dufournier qui s'en alla, entre les deux guerres, aux colonies, « outre-mer » où « il deviendrait riche ou mourrait » ? Que fut Antoine Polochet,

un lyonnais en joues lions farcieux — Roland que « les livres avaient perdu » ? Rami qui froissait les jupes des filles, — sont les deux faces opposées et qu'on ne peut pas se défaire de la fois d'apaisement et de chairs rondes.

Et le cancéreux qui refuse de « monter » se soigner à Paris parce qu'il était illettré, l'abbé dont les sermons subjuguaient l'enfance du narrateur et qui devint alcoolique dans la vaine attente de la « grâce » ; ne sont-ils pas « orgueilleusement jansénistes » comme l'auteur ?

Quant à lui, « s'il fallait mourir sans avoir écrit, dit-il, que ce fut dans la plus stupide exubérance, la caricature des mœurs, fonctions vitales : l'ivresse ». Car le « grand auteur » sèche devant les feuilles vierges, se consume dans l'alcool et les drogues, brûle ses amours, désespère ses familles, tant que lui et s'échappe à la folie qu'en se réfugiant pour un temps chez les fous et les déments.

Dans ces huit vies recroisées se distingue peu à peu ce qui les lie : les lambesaux de la vie du narrateur. Vies dévotieuses à qui la compassion, les regrets et l'écriture visionnaire de l'auteur donnent la grandeur et la tragédie des destins. « J'ai failli naître souvent de leur renaissance avortée, écrit-il, et toujours avec eux mourir ». C'est plutôt à l'apaisement qu'il incline ce texte frémissant, conduit avec une exacte maîtrise. L'écriture, touchée par la grâce, redonne corps aux âmes évanouies : voilà une justification, s'il en fallait. Cela nous console de l'indécence de la vie qui impose le douloureux sentiment d'être de trop, de n'y être pour rien, et d'avoir à s'en excuser.

(pages 142-143).

(1) NDLR. — Conté, mot d'origine latine, en son ancien français l'appellation usuelle du lapin.

BERNARD ALLIOT.

* VIES MINUSCULES, de Pierre Michon, Gallimard, 210 p., 75 F.

le feuilleton

« QUI SUIS-JE ? », DE JEAN CAYROL

Cases manquantes

JEAN CAYROL produit avec la ponctualité des arbres. Chaque début d'année, il sort un livre, parfois deux ensemble. Cette régularité lui fait tort. On s'habitue, on oublie de s'étonner. Son effacement n'arrange rien. Plus discret, dans nos lettres, il faut chercher longtemps. Cet ancien déporté au visage triangulaire, au regard rieur et loin de nos trivialités, à la voix qui évite de déranger, on dirait un frère convers, on croit entendre le tintement des clefs à la ceinture, le claquement des sandales à l'angle du cloître.

Ses livres rendent le même son rare. L'exubérance onirique alterne avec un réalisme aigre. Est-ce l'atavisme bordelais, l'expérience de l'extermination ? Cayrol a l'art de banaliser l'horreur ; pour mieux la désigner. C'est le cas avec les deux récits que voici. L'un d'eux, *Qui suis-je ?*, est une merveille. Je n'ai pas souvenir de textes suggérant aussi fort le besoin viscéral de se trouver des parents, quand on en a manqué, de leur donner un visage, fût-ce pour mieux les rejeter.

A seconde nouvelle — Une mémoire toute fraîche — part d'une autre constatation, plus datée, actuelle : notre monde croule sous les souvenirs, et plus la technique nous aide à emmagasiner le passé, plus nous devenons amnésiques.

L'héroïne, Gallia, écrit des romans policiers. Elle est mariée à un Allemand sadique. Elle a deux enfants. Du moins on le suppose, car depuis trois ans que son mari a été carbonisé dans sa voiture, Gallia

par Bertrand Poirot-Delpech

traîne d'esile en esile, suspecte de meurtre, sans autre perception que celle de l'immédiat. Elle ne souffre pas. Elle s'est habituée à sa précarité, à l'obligation de redécouvrir sans cesse son histoire, ses proches, son propre corps. Cela semble presque agréable, cet écarquillage continu devant un double clandestin de soi-même. Et s'il s'agit d'une simulation pour échapper à la justice, elle a la perfection de la folie !

L'instant, chez l'amnésique, gagne en relief, en frémissements, ce qu'il perd en intelligibilité. Mais il reste ce trou de trois ans, ces pages sautées, ce membre mort. Sans fil conducteur, la concision bâfoile, justapose, extravague. Notre réalité devient la propriété exclusive des autres, qui se la disputent. Le sort de Gallia nous guette, sitôt que nous délaçons nos droits sur ce que nous avons été.

Ce thème de l'écroulement par l'oubli est cher à Cayrol. Il l'a abordé dans plusieurs romans et dans le scénario de *Muriel*, tourné par Alain Resnais (1963). Les dialogues entre Gallia et son entourage rendent particulièrement sensibles les pertes de faculté qu'entraîne l'effacement de la mémoire. Seule l'écriture pouvait produire un tel effet, l'amnésique n'ayant plus d'autre supériorité sur l'animal que la capacité de nommer les bribes de sensations et de savoirs qui défilent en lui.

D'ordinaire, le récit romanesque mesure le passage du temps sur les êtres et les choses. Cayrol le change en horloge sans aiguilles, ni mouvement.

DANS les deux textes, se trouve le même « magnolia étique » (pages 13 et 207) : clin d'œil aux lecteurs foinseurs, probablement, ou de l'auteur à lui-même, en sympathie pour la nature telle qu'elle survit, atrophiée, au cœur des villes.

Qui suis-je ? se passe dans une de ces banlieues modernes où les enfants s'embrassent dans le sable des bétonneuses et les berges rouillées, où les sentiments poussent avec la difficulté du lias entre deux ferrailles.

Gaston Bole-Coupé n'est pas si malheureux, pour un enfant de l'Assistance. Sa nourrice de la Creuse, la mère Galure, l'a pouloité, gîteux de semence et tout. Il a passé un CAP de serrurier. Il aime la chaude frêle qui, bien que mariée à un alcoolique brailard, lui rend son amour, se roule avec lui dans le sable des docks, et divorcera pour lui, on le pariera.

Mais une case lui fait défaut, à lui aussi : pas celle de la mémoire, celle des naissances mal élucidées. Il ne sera Personne — c'est son sobriquet — tant qu'il n'aura pu mettre un nom, un visage, sur la mère présumée indigne qui l'a, autant qu'il seiche, abandonné à sa naissance. Sans famille visible, sans destin de fils présentable, racontable, quelque chose cloche, la bizarrerie menace.

(Lire la suite page 18.)

Misères et splendeur de Chateaubriand

● Le cher vicomte dans l'intimité de sa correspondance.

JUSQU'À sa mort, Chateaubriand compara mélancoliquement la paisible Régence qu'il exerçait sur les Lettres au formidable Empire conquis par Napoléon sous le feu des combats, dans une attendrissante et vaine confrontation entre deux formes de pouvoir. « Bonaparte et moi, sous-lieutenants ignorés », soupire-t-il sur sa jeunesse, dès la première partie des *Mémoires d'outre-tombe*. L'écart s'accroît bientôt ne cessant plus de l'obséder : « Napoléon était de mon âge ; partis tous deux du sein de l'armée, il avait gagné cent batailles que je languissais encore dans l'ombre de ces émigrations qui furent le piédestal de sa fortune ». Et Chateaubriand gémit alors : « Resté si

lots derrière lui, le pouvais-je jamais rejoindre ? »

Puis le titan déchu expirait à Sainte-Hélène. L'Europe qu'il dévasta salua soudain en lui un héros de légende. Médusé, Chateaubriand assiste à la miraculeuse transfiguration. Voilà même qu'il y participe. Naguère, pourtant, lui aussi vilipendait « Bonaparte ». Il l'accusait même de s'être « abaissé au-dessous de l'espèce humaine ». Maintenant, il s'apprête à magnifier son agnion dans un grandiose discours funéraire.

Non sans grogner, d'ailleurs. Le nouveau culte l'énarce, et le peste : « Après avoir subi le despotisme de sa personne, il nous fait subir le despotisme de sa mémoire. Ce dernier despotisme est plus dominant que le premier. Le beau reproche ! Car sur ce point, le cher vicomte, de quoi se plaint-il, au juste ?

Grand charmeur devant l'Éternel, coqueluche des salons, chéri des dames, ne se prépare-t-il pas, lui aussi, à saisir les âmes et à régner

sur elles par un verbe magique, du fond de son cercueil ? Avec de durables succès, par-dessus le marché ! Sans doute Chateaubriand n'a-t-il vaincu personne à Amsterdam, sans doute n'est-il pas entré en vainqueur dans Moscou, Madrid, et quelques autres capitales européennes. Mais un siècle et demi après leur parution, quelques-uns de ses livres laissent toujours le lecteur partagé entre le respect, le trouble, et une infinie tendresse. Aussi le vicomte ne récrimine-t-il pas sans quelque injustice contre le prestige napoléonien. Car enfin, par le sortilège des mots, elle ne se porte pas si mal non plus sa tyrannie posthume !

De prime abord, les quelques trois cent soixante lettres qu'il écrivit de janvier 1821 à mars 1822, rassemblées dans le quatrième volume d'une *Correspondance générale*, ne dégagent pas l'envoisement des *Mémoires d'outre-tombe*.

GILBERT CONTE.

(Lire la suite page 20.)

Michel
DÉON

de l'Académie française

« Je vous écris d'Italie... »

roman

« Déon n'a jamais été meilleur : le raconteur, mais aussi le voyageur épris de mystères, l'Européen inconsolable de nos guerres fratricides, et l'homme de plaisir ».

Bertrand Poirot-Delpech/Le Monde

« Plein de romantisme, de sensibilité aiguë, il promène son regard à la recherche de l'amour sans cesse présent-perdu ».

Claire Gallois/Le Figaro

GALLIMARD nrf

Ginette Guitard-Auviste

CHARDONNE

GINETTE GUITARD-AUVISTE



OLIVIER ORBAN

UNE CRITIQUE UNANIME

"La biographie qu'a écrite Ginette Guitard-Auviste est un monument."

Louis Nucera,
LE MONDE

"Je n'aurais pas supporté que sa biographie donnât de lui une image fallacieuse ou complaisante. Mais non, le livre est solide, documenté, souvent subtil, toujours attentif."

François Nourissier,
LE FIGARO MAGAZINE

"Une étude exhaustive, indispensable complément à une œuvre mal comprise."

Martheu Galev,
L'EXPRESS

"La biographie atteint ici un équilibre remarquable entre la sympathie et la probité."

Lucien Goissard,
LA CROIX

"Une brillante biographie."

Jean-François Josselin,
LE NOUVEL OBSERVATEUR

"La tonique étude de Ginette Guitard-Auviste, remarquablement rythmée, saisit l'alternance entre sagesse et passion du plus excentrique de nos classiques."

Patrice Delbourg,
LES NOUVELLES LITTÉRAIRES

"Un portrait passionnant et incontestable."

Gilles Pudlowski,
PARIS MATCH

"Ginette Guitard-Auviste livre le détail des déboires et des apaisements d'une existence tout entière transfigurée par les mots."

Alain Garrie,
LIBÉRATION

"Une excellente biographie."

Jacques Brenner,
LE QUOTIDIEN DE PARIS

OLIVIER ORBAN

Les surprises de Payot

Ceux qui ont été étonnés de voir le nom des éditions Payot sur l'album *L'Année automobile* paru à la fin de 1983 ne sont pas au bout de leurs surprises. Payot-Paris, après avoir bénéficié d'un renforcement de capital grâce au groupe suisse Edipress - qui a pris son contrôle (le Monde du 21 octobre 1983) - diversifie sa production sans pour autant délaisser son secteur sciences humaines, qui, depuis des années, assure sa réputation.

Payot n'en est certes pas encore à publier des romans, « bien que nous n'ayons aucun refus, a priori, de grands romans historiques étrangers, par exemple, précises les éditions Payot ; mais, dans un premier temps, nous nous orientons vers des récits historiques, ou autobiographiques, reprenant ainsi la vieille tradition Payot d'avant guerre ». Ces livres auront d'emblée de gros tirages, et leur promotion sera faite en direction d'un large public. Paraitra ainsi en mai *Dernière valse à Vienne*, de George Clare, l'histoire et la destruction d'une famille juive viennoise (1842-1942). De maintenant, en février, sort la réédition d'*Oasis interdites*, d'Elis Maillet, le voyage d'une femme à travers l'Asie centrale en 1938, de Pékin au Cachemire.

L'autre nouveau secteur d'activité de Payot sera celui des « beaux livres ». Le premier, *Des forêts pour les hommes*, sera publié en mai. Sont en projet les *Andes*, la *Sibirie*, et divers livres d'histoire des civilisations et de voyages. En outre, dans deux collections, « Les grands bâtisseurs » et « Les lieux historiques et archéologiques », paraîtront deux ou trois ouvrages chaque année. Dans la première série, les prochains ouvrages parleront d'Hadrien et de l'architecture romaine, de Périclès et de Saint-Louis, dans la seconde, de Carnac et de Jérusalem. — Jo. S.

Une revue d'histoire du vingtième siècle

Faire l'histoire du proche passé n'est pas aisé. Il manque le recul qui apaise les passions et relativise les perspectives. C'est pourtant la tâche que s'est fixée une équipe d'historiens de l'époque contemporaine, en créant la revue *Vingtième siècle*, dont le rédacteur en chef est Jean-Pierre Rioux, chargé de recherche à l'Institut du temps présent (CNRS). Ses animateurs ont tenté de retrouver les racines et le relief des événements qui brouillent l'actualité. « Le travail de l'historien, écrivent-ils, est de distinguer dans l'actualité les parts respectives de l'inédit, du répétitif et du perdurable. »

Enfin, tout est plus clair... — B. A.

vient de paraître

Romans
GABRIELLE MARQUET : *Les Andes-Vermont*. — Hélian, 1983, 128 p., 12 F. — Elle a écrit, à la machine à coudre que lui ont offert ses collègues lors de son départ en préretraite ? Ce serait mal connaître cette femme qui a le goût de l'action, des réserves de sardines et une aptitude entière pour le bonheur. C. Marquet a obtenu naguère le Grand Prix de l'humour noir pour *Le Sourd-Muet*. (Calmann-Lévy, 170 p., 99 F.)

Récit
FRANCIS TOULOUSE : *Le Jugement de Canby*. — A partir du chef-d'œuvre de Gérard David, le *Jugement de Canby*, l'auteur reconstruit un fait divers avec la minutie d'un enquêteur. (Pierre Horay, 80 p., 34 F.)

Lettres étrangères
ERNEST JÜNGER : *Le Problème d'Aladin*. — Dans ce texte étrange et provocateur, Jünger se livre à une méditation sur les fils de l'homme en évoquant certains épisodes de la vie d'un personnage. Traduit de l'allemand par Henri Thomas. (Christian Bourgois, 130 p., 60 F.)

Correspondances
JEAN RENOUX : *Lettres d'Amérique*. — Au cours de son séjour aux États-Unis, de juin 1940 à juin 1949, Jean Renoux correspondit avec des personnalités prestigieuses — de Saint-Exupéry à Simone de Beauvoir — ainsi qu'avec des amis, des journalistes, des parents. Les lettres réunies dans ce volume font apparaître les préoccupations artistiques et humanistes du rédacteur et constituent une analyse piquante du système hollywoodien. (Presses de la Renaissance, 360 p., 120 F.)

Ethnologie
ANDRÉ ITANU : *La Horde des déluges*. — L'auteur propose une vue cohérente de la société océanienne de langue papoue (Papouasie-Nouvelle-Guinée) à partir des rituels, de l'univers spirituel et des relations parentales de ses membres. (Éditions de la Maison des sciences de l'homme, 54, boulevard Raspail, 75270 Paris Cedex 06, 336 p., 140 F.)

Histoire
PHILIPPE ROUBIEUX : *Histoire intérieure du parti communiste* (tome 4). — Dans ce volume, P. Roubieux a établi qu'il y avait deux biographies de militants ou de dirigeants du PC, ainsi qu'une chronologie et une bibliographie. Pour comprendre le fonctionnement et les discriminations du PC. (Fayard, 976 p., 180 F.)

Psychanalyse
ÉLIANE AMADÉO LEVY-VALENSI : *Le Miroir de Freud ou la réflexion occulte*. — Un éclairage nouveau du rapport de Freud à la psychanalyse, du Zohar par une psychanalyse professorale à l'université de Berlin, en Israël. (Ed. du Rocher, 146 p., 75 F.)

Le discours pudique de Vittorini sur la mort
NOVEMBRE 1946. L'Italie claque du bec au sortir de la guerre. L'heure est au néoréalisme. Écrivains et cinéastes violent la vie en noir, elle l'est. Fils et petit-fils de cheminot, membre du Parti communiste (avec lequel il rompra plus tard), Elio Vittorini dresse le constat de la misère quotidienne.

Le Sempion fait un clin d'œil au Fréjus se déroule autour d'une table vide, ou presque. Leur quignon de pain terminé, les convives se nourrissent de salades sauvages. La grand-père préside, immobile, muet, pétrifié par l'âge, servi par une fille dont l'exaspération l'emporte sur le respect. C'est qu'il pèse si lourd, cet homme-là, qu'il mange tant, même quand il n'y a rien. D'où bêtise les tunnels du Sempion et du Fréjus, d'avoir désiré le Dôme, le Colisée, la Muraille de Chine, lui donner le droit d'écrire les siens ? Survient un tannasier qui travaille sur la grand-route et que l'on invite à s'asseoir.

La famille sait se tenir. Voyez comment les ossements marient leurs couvertures pour déguster des mets imaginaires. « Comme ça, le jour où ils auront mangé pour de vrai, ils ne se comporteront pas en sauvages », explique la mère. Mais le visiteur n'a d'yeux que pour le grand-père, qui représente le type de l'homme idéal à qui demander s'il croit en Dieu. Il ne répondra pas, bien sûr. Son infinie sagesse n'a pas de comptes à rendre. Perseus aux défunts, il attend le signal qui l'avertira que le moment est venu de quitter le troupeau pour aller mourir à l'écart. Ce signal, un air de flûte l'appellera.

« J'aurais pu nommer ce petit livre : « Discours sur la mort », nous confie Vittorini en appendice. Un discours dont la pudeur, la dignité, la tendresse et l'amertume trouvent un écho à l'autre bout du monde, dans la *Ballade de Nanyama*, du Japonais Fukazawa.

★ LE SEMPLON FAIT UN CLIN D'ŒIL AU FRÉJUS, d'Elio Vittorini, Gallimard, coll. « Folio ».

la vie littéraire

Le premier numéro, qui est mis sous le patronage de 1984 de George Orwell pour sa réflexion sur l'utilisation de l'histoire par les totalitarismes modernes, comprend notamment des articles sur les difficultés de la prévision, que ce soit dans le domaine stratégique (« Imaginer l'imaginable. Guerre nucléaire et stratégie américaine depuis 1945 », par Pierre Melandri), démographique (« L'horoscope des populations », par Hervé Le Bras), économique (« Lectures sur les événements de la longue crise », par Jean Souvireu) ou politique (« Le siècle de la contingence ? » par René Rémond). — F. G.

★ VINGTIÈME SIÈCLE. REVUE D'HISTOIRE. Trimestrielle. 80 bis, rue Lecourbe, 75015 Paris. Ventes et abonnements : Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 27, rue Saint-Guilhem, 75341 Paris Cedex 07, 40 F.

Jeux de masques

Romain Gary, qui, en 1958, figurait parmi la délégation française aux Nations unies, préféra, par obligation de réserve, publier *L'Homme à la colombe* sous le pseudonyme de Fosco Sinibaldi.

Dans les papiers de l'écrivain, il a été retrouvé un exemplaire de *L'Homme à la colombe* « partiellement révisé et abondamment corrigé » de la main de Romain Gary. Gallimard publie aujourd'hui cette version définitive, bien que, de son vivant, Romain Gary n'ait pas « cru devoir reconnaître le patronyme de l'Homme à la colombe », comme le précise l'éditeur dans une note.

En choisissant le pseudonyme de Fosco Sinibaldi, l'écrivain se soumettait-il uniquement à l'obligation de réserve ? « N'était-il guidé à l'époque par ce seul motif, écrit l'éditeur, ou était-ce déjà une première tentative pour créer une œuvre parallèle à la sienne dont tous ignoraient qu'il en fut l'auteur ? Si nul n'est en droit de l'affirmer, l'invention ultérieure de Shatan Bogat puis d'Emile Ajar donne quelque consistance à cette hypothèse. »

Mais pourquoi le lecteur, qui n'est pas contraint comme l'éditeur à l'usage mesuré de papier, en s'offrant une délicieuse incartade dans l'imaginaire ? De donner « consistance » à, par exemple, à cette autre « hypothèse » : Fosco Sinibaldi, Shatan Bogat et Emile Ajar ont réellement existé. Mais, quand ils ne pouvaient plus éviter d'apparaître sous les feux de la rampe, ils s'effaçaient du masque de Romain Gary ou de son nouveau Paul Pavlovitch.

Enfin, tout est plus clair... — B. A.

En forme de parole

Plutôt qu'une revue, c'est un « manuel » au sens étymologique (volume qu'on utilise fréquemment et qu'on garde, pour ainsi dire, à la main) que publie Elitropia, une petite maison d'édition italienne (Casello postale 421, 42100 Reggio Emilia), sous le titre *Forma di Parola*. D'une extrême élégance, composé en caractères Garamond sur un beau vélin, ce petit objet de luxe, numéroté, brochant 346 pages sous une sobre couverture jaunie, est vendu 150000 lire, le prix d'un livre courant. Au sommaire du *Manuale primo*, des textes, pour la plupart inédits ou rares, notamment d'Artaud, de Max Brod, René Char, Cocteau, Kafka, Les-vingt, Paracelse, Thomas de Quincey, Sartre (un fragment du manuscrit de *Mélencholia*, présenté par S. Teroni), Sophocle, et, en prime, le fac-similé d'un contrat de Schiller avec l'un de ses éditeurs. Quant à ceux de cette revue originale, ils invoquent Nietzsche : « Aucun temps n'est satisfait de son temps », mais pour polémiquer contre l'époque, mais pour affirmer : « Tout discours de pensée et de poésie est incomplet et initial. Toujours plus antique. »

La violence surréaliste

Le numéro 5 de *Mélencholia*, les Cahiers du Centre de recherches sur le surréalisme, est consacré au discours politique-polemique des surréalistes. Pamphlets, lettres ouvertes, tracts et manifestes, ils ont multiplié les cris et les imprécations, au nom de ce qu'ils voulaient sauver ou gagner, la poésie, la liberté et l'amour. Deux volumes de textes, réunis et présentés par José Pierre (Éric Losfeld, 1982), ont déjà permis de juger sur pièces l'ampleur et la constance de cette entreprise de démolition.

Les articles de *Mélencholia* en éclaircissent certains aspects. Guy Palayrat étudie le rôle d'Artaud et de Breton dans le mouvement du PCF de 1930 à 1935. Claude Lebon étudie la force poétique d'Orlé, le roman à échos de Queneau, où il chargeait ses amis, Jean-Michel Devesse présente un manuscrit retrouvé de Cravel, le *Roman cassé*. Yves Bridel continue les travaux d'Elyette Guil-Banassaya, l'auteur de la *Presse face au surréalisme* de 1925 à 1938 (CNRS, 1982). Petr Král évoque un poète oublié, Jehan Mayoux (1), et Régis Antoine reprend la question du « modèle nègre » chez Apollinaire, Cendrars et Tzara. (*Mélencholia*, éditions L'Age d'homme.) — R. S.

(1) Pour se procurer ses *Œuvres*, écrire à Yvonne Mayoux, 31, avenue Turgo, 19200 Ussel.

en poche

Le discours pudique de Vittorini sur la mort

NOVEMBRE 1946. L'Italie claque du bec au sortir de la guerre. L'heure est au néoréalisme. Écrivains et cinéastes violent la vie en noir, elle l'est. Fils et petit-fils de cheminot, membre du Parti communiste (avec lequel il rompra plus tard), Elio Vittorini dresse le constat de la misère quotidienne.

Le Sempion fait un clin d'œil au Fréjus se déroule autour d'une table vide, ou presque. Leur quignon de pain terminé, les convives se nourrissent de salades sauvages. La grand-père préside, immobile, muet, pétrifié par l'âge, servi par une fille dont l'exaspération l'emporte sur le respect. C'est qu'il pèse si lourd, cet homme-là, qu'il mange tant, même quand il n'y a rien. D'où bêtise les tunnels du Sempion et du Fréjus, d'avoir désiré le Dôme, le Colisée, la Muraille de Chine, lui donner le droit d'écrire les siens ? Survient un tannasier qui travaille sur la grand-route et que l'on invite à s'asseoir.

La famille sait se tenir. Voyez comment les ossements marient leurs couvertures pour déguster des mets imaginaires. « Comme ça, le jour où ils auront mangé pour de vrai, ils ne se comporteront pas en sauvages », explique la mère. Mais le visiteur n'a d'yeux que pour le grand-père, qui représente le type de l'homme idéal à qui demander s'il croit en Dieu. Il ne répondra pas, bien sûr. Son infinie sagesse n'a pas de comptes à rendre. Perseus aux défunts, il attend le signal qui l'avertira que le moment est venu de quitter le troupeau pour aller mourir à l'écart. Ce signal, un air de flûte l'appellera.

« J'aurais pu nommer ce petit livre : « Discours sur la mort », nous confie Vittorini en appendice. Un discours dont la pudeur, la dignité, la tendresse et l'amertume trouvent un écho à l'autre bout du monde, dans la *Ballade de Nanyama*, du Japonais Fukazawa.

★ LE SEMPLON FAIT UN CLIN D'ŒIL AU FRÉJUS, d'Elio Vittorini, Gallimard, coll. « Folio ».

● L'œuvre entière d'André Dhôtel est imprégnée de merveilleux. Avec ce *Bernard le Perseux*, réédité dans l'Imaginaire (Gallimard), nous retrouvons ces instants d'enchantement. Bernard et Estelle croient se haïr, du moins se l'évoquent-ils au fil des saisons qui les rapprochent et les écartent. Jusqu'au moment où le destin se prononce pour un dénouement inattendu.

● Dans la collection « Repères » des éditions La Découverte, deux ouvrages analysent la condition des travailleurs chez les Deux Grands. Marianne Debouzy, dans *Travail et travailleurs aux États-Unis*, étudie l'impact de la crise sur le monde ouvrier et sur les conditions de travail et de vie de la classe ouvrière d'outre-Atlantique. Jacques Sapir montre, dans *Travail et travailleurs en URSS*, que les pénuries et les inégalités ne sont pas les scores du système soviétique mais les éléments nécessaires d'une forme spécifique de régulation sociale : le clientélisme.

● Les perversions font partie de notre paysage quotidien. La psychanalyse les éclaire. Et Gérard Bonnot nous explique, dans *Les Perversions sexuelles* (« Que sais-je ? », PUF, 127 pages, 20 francs), pourquoi elles constituent une des voies d'accès privilégiées pour qui veut pénétrer le système humain.

en bref

● LE CENTENAIRE D'ISTRATI. Le centenaire de la naissance de l'écrivain de langue française Istrati sera célébré par un colloque international, qui sera organisé à Nice du jeudi 26 au samedi 28 avril à la bibliothèque de la Faculté des lettres et des sciences humaines de l'université (96 bd Harriet, Tél. : 16 93) 86-35-00, poste 3977, sous l'égide de l'Association des amis de Istrati et sur le thème : « Istrati, l'homme et son œuvre ». Istrati, l'homme et son œuvre. Istrati, l'homme et son œuvre. Istrati, l'homme et son œuvre.

● Une exposition sera présentée sur : « La vie et l'œuvre de Istrati » à la bibliothèque de la faculté. D'autre part, la publication de pages autobiographiques d'Istrati (chez Gallimard) en mars et diverses manifestations, à Paris, Arles, Marseille, Montpellier, Valence, etc., marqueront cette commémoration.

● LE PRIX GEORGES-BERNAUD. Les auteurs de romans et de nouvelles ont jusqu'au 15 mai 1984, à l'adresse suivante, de leur envoyer un exemplaire de leur œuvre pour le Prix Georges-Bernaud. (Ed. du Rocher, 146 p., 75 F.)

● L'ATELIER DE CRÉATION LITTÉRAIRE DES AUTEURS DE BOURGOGNE organise les 2, 3 et 4 mars, à l'hôtel de ville de Dijon, le Salon du Livre de Bourgogne et de Franche-Comté, réunissant, autour de Bernard Pivot, plus de soixante auteurs. Une animation « spécial jeunesse » aura lieu le 2 mars. Une série de débats sur l'écriture et la lecture se dérouleront les samedi et dimanche tandis que les auteurs débattront leurs œuvres.

● DANS LE CADRE DE L'ACTION « FRANCE À LIVRE OUVERT », lancée par le ministère de la culture, pour mars 1984, la Ville de Montpellier organise du 1^{er} au 17 mars une série de manifestations sur le thème : « Lire à Montpellier aujourd'hui » avec divers débats, colloques, expositions, rencontres, lectures.

● LA REVUE DE PSYCHANALYSE LITTÉRAIRE, publiée dans son numéro de février les actes de colloque qu'elle organise, en 1983, sur le thème, *De l'ère. On y trouvera*, notamment, les communications de Guy Le Goffey, Irène Diamant, Jean Allouch, Erik Porje et Alain Didier-Weil. (Ed. Erès, 19, rue Gustave-Combet, 31400 Toulouse, 342 pages, 130 F.)

كتابي الأول

au fil des lectures

Récits

Les défis d'Eric Neuhoff

Un triomphe, c'est la chronique d'un enfant de l'abandon. S'il faut chercher des ressemblances à ce garçon doué, qui regardé son passé par-dessus son épaule, fait son bilan d'écrivain en barbe, bouvre de coups les Drieu, les Nimier, les Bary, les Maurice Clavel, à qui il pardonne mal de nous avoir faussé compagnie, c'est Bernard Frank qu'on évoquerait. Même virtuosité de l'intelligence, même goût de la provocation qui s'applique d'abord à soi-même.

Lucidité et ironie cinglent chaque page. Le défi est dans le titre, déjà, avec un arrière-goût de rigolade. Une rigolade amère, légitime. « Les bonheurs d'expression ne sont pas forcément l'expression du bonheur. » On s'en aperçoit sans que l'auteur le souligne. Après la pénétration des « enfants tristes », celle qui a vécu 1968 en culottes courtes est revenue de tout, d'un seul coup.

Pourtant, Neuhoff ne va pas se donner le ridicule du désespoir. On peut faire sa crise de romantisme sans sombrer dans le drame. Porter sa mélancolie en bandoulière, à d'autres, en d'autres temps surtout ! Hier et maintenant, réagit par le défi. « Pas de palpitations, ces choses-là, la jeunesse, les angélismes, sont hors signes. Elles se soignent. Ça va passer. Ça passe, en effet. C'est toujours la même chose, la même vie, la même rage. »

A chaud, le quotidien n'est jamais bien exaltant. Quelques années encore et la mémoire aura transmis cette piquette en chapeau-margaux ; il suffira d'y mettre du talent. Ce « vieux jeune homme » d'Eric Neuhoff peut être tranquille : du talent, il en a plein les poches.

G. GUITARD-AUVISTE.
★ UN TRIOMPHE, d'Eric Neuhoff. Olivier Orban, 286 p., 69 F.

Écrits intimes

Les « Brèves », de Michèle Mancaux

Aux côtés de Michèle Mancaux, il y a M., un homme avec qui elle vit. Et puis Caroline, Nathalie et François, ses enfants. Il y a des amies, beaucoup, et des amis, peut-être moins sûrs. Ce journal, intitulé *Brèves* comme leurs passages dans la vie de l'auteur et consigne les idées qui ont germé dans son esprit sur le vieillissement, le travail d'écrivain, ou les paysages.

C'est en tout temps : un aller et retour en Italie, un défi à Nemi, le Château, où, comme d'habitude, la présence d'une voisine qui se nomme Marguerite Duras. Enfin un voyage en Afrique : une plongée hors de l'espace calme et sonore sous harmonieux qu'a créé autour d'elle Michèle Mancaux.

« La discrétion prise d'images douces, curieuses ou rares. Je suis contre la discrétion », note l'auteur quelque part. Ces *Brèves* sont effectivement indiscrètes. Discrètes, à l'évidence, touchantes souvent, mais gênantes pour le lecteur à qui l'on offre, non sans gêne, une réalité, un amour d'adulte intime et qui s'inspire dans cette confiance immédiate. Une sensation renforcée par le choix qu'a fait Michèle Mancaux d'une écriture à plat, sans ellipses ni déplacements. Comme si le travail des mots était contraire à l'authenticité.

G. B.
★ BRÈVES, de Michèle Mancaux. Le Seuil, 284 p., 69 F.

Poésie

Le chant de Mahmoud Darwich

Que peut la poésie pour l'enfant ayant grandi dans les blessures ? Comment dire le pays enseveli dans le souvenir de plus en plus lointain, épais et tremblant ? Pour le Palestinien Mahmoud Darwich, il reste le corps et les mots, citadelle abritant une douleur d'orgueil. Il reste l'urgence pour un peuple voyageant dans « la caravane ininterrompue de l'exode ».

Mahmoud Darwich a deux frères : la poésie et le souvenir. Parfois les deux se rejoignent. Avec le poème, le souvenir devient miroir, échelle pour le temps et défile du sommeil et de l'oubli.

Né en 1942 en Galilée, Mahmoud Darwich a vécu réfugié en son propre pays : il fut, durant plusieurs années, assigné à résidence à Haïfa. En 1970, il quitta Israël pour Le Caire puis pour Beyrouth. Depuis le départ des Palestiniens de la capitale libanaise, Mahmoud Darwich vit là où il peut déposer sa valise.

Célèbre et très aimé dans le monde arabe, il n'est pas pour autant ce qu'on appellerait « un poète militant ». Son engagement est dans l'écriture, dans la poésie : il est loyal envers l'imaginaire de son peuple, de

tout peuple voué à l'exil. Rien à voir avec cette poésie qui brandit les slogans et ruine la beauté et l'émotion. Darwich est un poète épique dans la tradition de Nâzim Hikmet ou de Rihss.

A tous ses amis morts dans le combat ou assassinés, il dit :

« Si vous me quittez maintenant, j'aimerais vous porter dans la nébuleuse du firmament ».

« Je ne vous appellerai pas, je ne ferai pas votre éloge funèbre ».

« Je n'écrirai pas sur vous un seul mot maintenant, je ne peux plus écrire d'oraison pour personne ».

« Un pays dans un coup de fusil ou un ouragan dans l'usine de la mort ».

« Plus d'oraison pour personne ».

« Et que ce chant soit la fin des pleurs versés sur vous ».

« Mais, à nos amis trépassés et une oraison toute prête à vous offrir ».

Alors ne mourez pas mes amis, ne mourez pas maintenant... »

TAMAR BEN JELLOUN.

★ RIEN QU'UNE AUTRE ANNEE, anthologie poétique de Mahmoud Darwich (1966-1982). Traduit de l'arabe par Abdelatif Laïbi. Ed. de Minuit, 240 p., 38 F.

Les cartes de visite d'Alain Suied

Alain Suied n'accombrer pas inutilement par ses ouvrages, les rayons des librairies. En près de quinze ans, il ne nous avait donné à lire que deux courts livres (1). L'*Influence invisible*, qu'il offre maintenant à ses lecteurs, fait partie de ces ouvrages qui ressemblent à des cartes de visite. On ne sait trop si l'auteur nous propose en duel ou s'il nous présente ses condoléances.

Ce poète, qui considère que « la poésie est l'envolée d'un profond secret », nous invite à découvrir les voyelles de ses devoirs. « Nous vivons, écrit-il, un siècle qui a aboli le secret au profit de la marchandisation. » Ce monde où tous les discours sont travestis, Alain Suied le combat en inventant des mots qui brillent comme une laque noire « dans la blancheur factice des normes ».

PIERRE DRACHLINE.

(1) *Le Silence et C'est la langue* (Méduse de France).
★ L'INFLUENCE INVISIBLE, d'Alain Suied. Editions Le temps qu'il fait (29, rue de Clug, 16100 Cognac), 32 p., 32 F.

Romans

Une expérience africaine de Pierre-Louis Humbert

Impatient, sa femme encore occupée à défaire les valises, Jacques Gaubert, coopérante, ne résiste pas au plaisir de faire quelques kilomètres dans les environs de sa résidence. Mais il ne s'agit pas d'une promenade, ainsi qu'il le croyait avec quelque candeur ; la voiture s'enlise et, sous la pluie, il ne sait comment repartir quand arrivent des « petits Noirs ». « Depuis un siècle, l'homme blanc avait appris à leurs pères et grands-pères à pousser. » L'appelant « patron », sachant crier « moteur » et habiles à cette « science », ils le déboulonnent et le voient disparaître ; pour tout pourvoir, un signe de remerciement. Ainsi commence l'épopée africaine de Jacques Gaubert, et tout est déjà dans ces premières pages.

Notre héros verra son bel enthousiasme se ternir rapidement. Quand il ne parvient pas à obtenir un avion pour sa femme malade, son indignation résume toutes les déceptions de celui qui, sans être insensible au charme de l'Afrique profonde, ne résistera pas aux villes occidentalisées où sont les clubs de bord, les ongles pour trafic et le pouvoir autochtone encore fragile.

Pierre-Louis Humbert a donné dans ce roman quelques-unes de ses expériences personnelles. Part fait à la transposition, c'est du « vécu », mais pas un instant ne pèsent le constat, l'aigreur ou la rigueur des souvenirs ; c'est une histoire, originale et exotique au bon sens du mot, en même temps qu'un témoignage qui incite à la réflexion, au sourire et à la réflexion à propos de fameux dialogues Nord-Sud.

PIERRE-ROBERT LECLERCQ.
★ HOMME BLANC LONG NEZ, de Pierre-Louis Humbert. Ramsay, 307 p., 86 F.

Entretiens

Les fidélités de Claude Vigée

Claude Vigée se définit volontiers comme un écrivain juif de langue française. Ce poète a des racines trop nombreuses pour se contenter d'un seul pays, d'une seule mémoire. Il entend demeurer fidèle à l'Alsace de son enfance, aux États-Unis de son exil durant la seconde guerre mondiale et à Israël, où il vit et enseigne depuis plus de vingt ans.

Claude Vigée a eu l'heureuse idée de rassembler dans le *Parfum* et la *Cendre* des entretiens qu'il accorde à des amis et à des journalistes entre

1964 et 1982. Si le livre souffre parfois de certaines répétitions inévitables, il nous permet de mieux comprendre cet errant qui considère que la fosse mortuaire est la seule demeure fixe de l'homme.

« C'est la condition même des hommes de ce siècle d'être pris dans une ténaille, de vivre accolés à un mur, refoulés au fond d'un tunnel sans issue », écrit Claude Vigée, qui pose sur le monde qui l'entoure un regard navré. La poésie, même, lui semble incapable de conjurer « les égarements de la folie globale » qui triomphent un peu partout.

Dans les dernières pages de son livre, Claude Vigée exprime sans fard le désarroi que lui inspirent les événements du Liban et l'attentat de la rue des Boniers. Le silence, « ce matras actif », apparaît alors à ce poète comme la seule manière élégante d'exprimer son chagrin.

P. DRA.
★ LE PARFUM ET LA CENDRE, de Claude Vigée. Grasset, 392 p., 120 F.

Lettres étrangères

Le roman de « Senso »

Un Botto en cachait un autre L. On ignorait tout, en effet, de Camillo Botto, édité par un frère célestissime, Arrigo Botto, le librettiste de Verdi. Or Camillo était l'auteur de ce *Carnet secret de la comtesse Livia* que Visconti a porté au cinéma et que l'éditeur Hubert Nyssen a fait récemment paraître dans un très élégant petit volume, sous le titre du film *Senso*.

Le style du film est celui de l'opéra : tout commence à la Fenice par la représentation du *Tramonto*. Mais la véritable rencontre — celle du livre — entre Livia et le bel officier Remigio (troubadour Franck par Visconti) est beaucoup plus singulière. La comtesse a remarqué place Saint-Marc, au café Quadri, cet Adonis en uniforme blanc : « Fori, bene, pervera, vili, il me plus... », dit-elle. Il allait devenir son amant au sein de Rima, quand il lui « sembla de mourir tant il était blanc et beau ».

Hélas, Visconti nous a privés de cela, prénée fou à une folle passion !

Le ton du livre est celui du secret : une confession privée qu'on enferme dans un tiroir et qu'on ordonne de brûler à sa mort. Seize ans ont passé depuis le voyage de nocces à Venise de la belle comtesse et de son vieux mari. Elle se regarde dans son miroir, épuisée à l'idée d'y trouver la première ride. « Trente-neuf ans, écrit-elle. Je tremble en écrivant ce membre horrible. » Une fois de plus, elle évoque Venise, cette ville qui « parle aux sens plus qu'à l'esprit », dans une allégorie de couleurs, un bruissement des jaunes, des rouges, des verts, des bleus et des blancs.

« Moi, j'avais besoin d'aimer jusqu'à l'abjection », répète cette femme vieillissante, tandis que son dernier amant en date l'étreint avec force en lui disant : « Livia, tu es un ange ! »

Un ange est passé sur ce petit livre, qui est un pur joyau.

M. Z.
★ SENSO (CARNET SECRET DE LA COMTESSE LIVIA), de Camillo Botto. Traduit de l'italien par Jacques Parsi. Postface (trop maigre) de Christiane Baroche. Actes Sud, 80 p., 39 F.

Société

Taïganes du monde entier

« Voleurs de poules », danseurs de bonne aventure, musiciens ou spécialistes des arts du cirque, les taïganes sont encore trop souvent sujets d'incompréhension, bien que leur statut social se soit notablement amélioré dans de nombreux pays : fascinants ou inquiétants, les deux ensemble parfois, comme tous les êtres en marge.

Rien ne semblait devoir orienter vers eux François de Vaux de Foletier, charisme, longpreux directeur des Archives de la Seine et de la Ville de Paris. Pourtant, depuis plus de soixante ans, il se passionne pour les taïganes, dont on sait que l'origine est indienne, mais qu'ils ne sont pas une « race » homogène ni, par la culture et la langue, ils sont aryens. Des différences réelles existent dans les mœurs des manouches, sinès, roma, gipsies, gitans, etc., bien que tous considèrent la famille comme cellule essentielle (l'enfant roi), une famille étendue jusqu'à plus de deux cents personnes parfois.

François de Vaux de Foletier sait tout ce qu'on peut savoir d'eux : comment ils naissent, vivent, mangent, se marient et meurent, et il le raconte dans un livre rempli d'images superbes.

G. G.-A.
★ LE MONDE DES TSI-GANES, de François de Vaux de Foletier. Berger-Levrault, 220 p., format 20 x 28, 180 F. Importante bibliographie.

DU MONDE ENTIER

PARUTIONS DE FÉVRIER 1984

Thomas BERNHARD
Le Froid - Une mise en quarantaine
Traduit de l'allemand par Albert Kohn


Iris MURDOCH
Le château de sable
Roman - Traduit de l'anglais par Georges Magnan

Mircea ELIADE
Les Trois Grâces
Nouvelles - Traduit du roumain par Marie-France Ionesco et Alain Paruit

GALLIMARD *nrf*

DENOËL DENOËL

Guyotat



s'explique dans

Vivre

L'INFINI

ARL : Robert J. Robert

HUBERT NYSSSEN

ELEONORE A DRESDE

RECIT

Il y a, pour une femme, un étrange plaisir à savoir que l'auteur est un homme.

(LE MONDE)

ACTES SUD

DIFFUSION PUF

le feuilleton

Cases manquantes

(Suite de la page 15.)

GRATIN, alias Persenna, cherche une maman, et les souvenirs allant avec : sur des photos trouvées aux « puces », dans des lettres de femmes en mal de fils, chez des folles en tout genre. L'administration le pousse dans cette quête, sans l'y aider, simplement parce qu'un citoyen sans ascendant, cela fait désordre.

frère, qui décidément lui veut du bien, lui trouve une petite-bourgeoise prête à se dire sa sœur, à leur inventer des parents riches et fantasques. Un frère jumeau, aussi, s'offre. Notre orphelin rêve d'une loterie entre femmes ; lui étant le gros lot et devenant le fils de la gagnante. Il imagine une humanité où les couples ne tiendraient que par l'effet du hasard, où les enfants donneraient la main à n'importe qui... Tant il est vrai que l'amour ne lui suffit pas. Il a l'impression d'un bonheur à la sauvette. Il se sent coupé de ses instincts, attiré par un passé sans circonstances, rejeté dans un avenir flou, sournois.

N'y tenant plus, il va questionner sa nourrice, dans la Creuse, à l'heure où la campagne « vibre, devient vénérable » - le texte est plein de ce genre de recourcis majestueux. La mère Gaiure refait du gâteau de semoule. La vraie maman de Griben, ce fut elle, c'est toujours elle. Les êtres, comme les choses, devraient appartenir à ceux qui en prennent soin, non à leurs possesseurs en titre. La génitrice de Griben était une traînée, elle battait son fils. Elle l'a abandonné sans remords. Elle doit vagabonder dans quelque terrain vague, avec quelque méchant chien.

Il aurait plus juste et plus simple que Griben adopte pour mère sa bienfaitrice, qui l'a bien mérité. Mais l'appel du sang - comment l'appeler autrement ? - veut qu'il la soupçonne, et l'abandonne à son chagrin. Il court les banlieues sur les traces de ses clochards de mères, qui ne le reconnaissent pas, et le laissent meurtre, inachevé.

On savait l'instinct filial plus impérieux que l'amour et, s'il est frustré, signe d'absurde, source d'angoisse. L'originalité de Cayrol est de situer ce drame de l'identité introuvable dans un milieu de zozorade où manquent les nuances de conduite et de vocabulaire. Il est exceptionnel qu'un auteur apparemment dégoûté de ce monde en restitue avec tant de justesse les violences, les dignités, les détresses, les torques. Dernièrement, on n'a rencontré pareil naturel hors de tout populisme que chez Béatrix Beck, Annie Ernaux, et, au cinéma, chez Pleiast.

Cayrol nous surprendra toujours. Sur la lancée des *Histoires* - de la Prairie, du Désert, de la Mer, - on attendait des contes de fées ; et c'est une peinture sombre qui nous est offerte, d'un réalisme parfois terrible, dans une langue drue, implacable. Une nuit à la Simenon, où brillerait un peu plus d'espoir dans la pitié humaine.

BERTHAUD PONTY-DELPECH.

* QUI SUIS-JE ? suivi de UNE MÉMOIRE TOUTE FRAICHE, de Jean Cayrol, Le Seuil, 216 pages, 69 F.

lettres étrangères

La révolte d'Alice James

ALICE JAMES commence la rédaction de son journal en 1889, après la quarantaine, alors qu'elle est en Angleterre et qu'elle a déjà accepté de mourir : ses migraines, ses douleurs d'estomac, sa paralysie des jambes, son cancer au sein l'accablent tous les jours à l'heure où elle se réveille dans sa chambre de William, à travers la philosophie, et Henry, le romancier, à travers sa perception quasi unique du monde - avait déjà une telle familiarité.

Plusieurs crises graves firent progresser l'état névrotique d'Alice James (crises dont l'origine psychologique fait étrangement penser à celles de Virginia Woolf) : le mariage de William avec une autre Alice, qui la laissa abandonnée, dépressive ; la mort de sa mère qui provoqua en elle un surcroît de forces insoupçonnées grâce auxquelles elle prit en main la maison. Henry James offre alors à sa sœur de vivre avec elle : elle refuse ; peut-être est-elle le sentiment que leurs relations, déjà très étroites, le deviendraient encore plus, au point de l'annihiler. Finalement, elle vivra avec une amie, Katharine Loring, qui lui dédia sa vie malgré une sœur malade dont Alice fut éperdument jalouse : ainsi se venge-t-elle la proie de situations où la tourmente un masque affectif qu'elle compose par la maladie d'abord, par l'écriture ensuite. Tels semblent avoir été (avec les soins incessants de Katharine) les refuges qui lui ont permis de survivre.

Complicité fraternelle

Ce qui frappe dans ce journal qu'Alice tient en Angleterre jusqu'à sa mort en 1892, c'est sa virulente dénonciation des injustices sociales, une agressivité très forte liée à tous ses refoulements ; une ironie mordante ; une vision d'autant plus aiguë qu'elle vient d'un être immobi-

lisé, cloué sur un fauteuil, le « regard aux aguets », pour reprendre le titre du premier roman de Henry James. Frère et sœur ont en commun le goût de l'anecdote, du « germe imaginaire », mais Alice, fille unique, la dernière de cinq enfants, sœur de deux hommes déjà célèbres, dominée par le couple parental, malade du cœur imposé aux femmes par la société victorienne, a dû exprimer ses capacités créatrices dans un stoïcisme presque cruel. Il reste que frère et sœur ont le même regard, et qu'ils ont en commun jusqu'à la longue tournure enveloppée de leurs phrases, avec ce quelque chose de chameau et de haletant malgré la pudeur des termes. On sait que pour Henry James le manque doit, d'après sa géométrie secrète, se transformer en triomphe ; il en est de même pour Alice, qui a fait de sa maladie le tremplin de sa vision.

Ses souffrances l'avaient poussée à demander à son père la permission de se suicider ; mais, une fois cette permission accordée, il semble qu'Alice ait choisi de vivre et que, désormais, elle ait voulu, en se passant de l'avis des hommes, accomplir ses deux projets : affronter consciemment la mort, et écrire.

Toutefois, en sol, et passionnant pour tout jacobin, car si Henry James n'a cessé de dépeindre des femmes inquiètes et castrées, son œuvre abonde aussi en confidentes dévouées dont l'origine est souvent l'amour socratique. Sur cette tendresse, Raymond Bellour projette un éclairage nouveau avec

sa subtile analyse d'une nouvelle, *The Jolly Corner*, écrite par James en 1909, et dont l'héroïne, Alice Staverton, attend depuis longtemps le retour de son ami Spencer Brydon qui s'est absenté en Europe. Ce n'est pas seulement le prénom d'Alice qui donne ici à rêver, mais d'autres similitudes : le parallélisme des vies, le fait que Brydon veut être aimé d'Alice S., ce miroir parfait...

« La fidélité à soi-même »

Mais il se trouve que, dans la mort, Alice James a fait entendre sa voix à travers un *Journal* où grande se révolte : « *Elle a enfoui dans ses pages de nombreuses perles chies de mes livres, il les vole sans la moindre honte, disons simplement qu'elle n'a aucune importance puisqu'il s'agit qu'elle ait été proférée par un membre de la famille.* » On devine la stupeur d'Henry lorsqu'il a lu cette œuvre dont il ignorait tout. Ce *Journal*, où il figure comme frère aimé devenu un personnage... C'est Alice, maintenant, qui raconte, qui juge et définit.

Ce texte inquiétant fut détruit, enfoui, mis de côté ; les frères ne lui donnèrent pas le jour ; il fallut attendre que Katharine Loring le publiât quarante ans après le mort d'Alice, en 1934, et que Léon Edel en fit une version définitive en 1964. Ainsi Alice James aura-t-elle réussi à contrecarrer son destin de femme piégée entre les murs dressés par l'époque, les frères, les lois des hommes, les hypocrisies ; elle aura su tenir l'éphémère en échec et accéder à la vie de la création. Elle aura vécu non pas seulement sa mort, mais cette vérité dont elle avait si soif qu'elle osa écrire : « *Quand les femmes commenceront-elles à avoir la plus faible intuition qu'au-dessus de toutes les fidélités se trouve celle envers la vérité, c'est-à-dire la fidélité à soi-même, et que mari, enfants, amis et pays ne sont rien à côté de cela ?* »

DIANE DE MARGERIE.

* *JOURNAL*, d'Alice James, traduit de l'anglais par Marie Tadié, 296 pages, éditions Des Femmes.

* *JOURNAL ET CHOIX DE LETTRES*, d'Alice James, traduit de l'anglais par Marie-Claude Galot avec une étude de Raymond Bellour, 276 pages, « Café », Clémence (2, rue Cassette-Gilbert, 92000 La Garenne).

* Signalez aussi la réédition des *Carnets* d'Henry James (présentation de P.O. Matthiasson et Kenneth B. Murdock, traduction de Louise Sevignin, Denoël, 456 pages, 120 F). De leur côté, les éditions Horay publient *l'Image dans la tapisserie*, une longue nouvelle du même auteur (80 pages, 38 F), tandis que la revue *l'Arc* lui consacre un de ses numéros.

La désolation et le courage

« *Si l'on prend l'habitude d'écrire des bribes de ce qui se passe, on peut ne se passer pas, le pense que le monde peut-être un peu de ce sentiment de solitude et de désolation qui ne me quitte pas.* » Ainsi commence le *Journal* d'Alice James (dans la version des éditions Des Femmes).

Ce préambule pourrait introduire la confession langoureuse d'une bourgeoise enfouie dans ses coussins et qui se serait morbidement livrée à l'introspection. Mais qu'on se rassure, tel n'est pas le cas. Si Alice James vit en effet le plus clair de son temps reculée et amputée dans ses chaises, torturée par la maladie, son journal témoigne que ses maux physiques et ses angoisses personnelles ne la détournent jamais du monde, ni des autres. Même au cours de ses dernières semaines d'existence, alors qu'elle connaissait son avertissement, la proximité de la mort n'empêche ni sa gaieté, ni son émotion critique, n'efface en rien sa prose incisive et mordante. C'est une femme parfaitement présente à son époque qui observe, analyse et parfois fustige tout au long de ces pages.

Amie raffinée, esprit curieux, souvent caustique, Alice évoque aussi bien ses déboires avec sa dame de compagnie que les travers du peuple anglais, et commente éperdument les problèmes de l'Eglise ou la question de l'autonomie irlandaise pour laquelle elle se passionne, émettant sa réflexion d'anecdotes, significatives, de citations, de réactions. « *Un travailleur qui ne peut pas trouver d'emploi est un personnage infiniment plus tragique que n'importe quel Hamlet ou Edipe.* » Qu'elle reprenne, comme c'est le cas ici, le propos d'un John Morley au Eighty Club,

et nous constatons la caractère politique, « actuel », de ses préoccupations. Attentive, grave, elle découvre la vie depuis son minuscule « cantinière d'observation » et souvent par tiers interposés.

Se vider, pourtant, est souvent traversée de lueurs d'humour. Ne dit-elle pas, à propos d'une famille de sa connaissance particulièrement prolifique : « *Imaginez être responsable pour la perte de huit cents dents !* » Et, plus tard, relevant une fête de charité : « *Il y avait un curieux spectacle, une petite fille qui en était arrivée, par la balle de l'indécence, à la sophistication qui consistait à ne pas serrer la gâche à l'encre.* » Où l'on vérifie que les fées qui choyèrent les enfants James ne négligèrent pas Alice qui, pour le bonheur et l'originalité de l'expression, n'avait rien à envier à son frère Henry, lequel reconnut d'ailleurs à ce texte, lorsqu'il le découvrit, une incontestable valeur littéraire.

Ses dons occultés par ceux de ses brillants aînés - Henry et William -, exclue de la plupart des joies et des activités de la vie du fait de sa santé, Alice a une conscience très juste de son sort. Néanmoins, elle ne se résigne pas, car « *si le destinée ne vous offre d'autre chance, vous découvrirez qu'en prêtant une oreille indulgente et imaginative, vous pouvez jouer, même sur ce petit clavier strident, toutes les notes des mélodies, des comédies et des tragédies.* » Nul doute que cette étonnante « petite sœur de Shakespeare » a su tirer les meilleurs accords de son « petit clavier strident » et nous a donné là, par surcroît, une très belle leçon de courage. Talent oblige...

ANNE BRAGANCE.

Pour la première fois tous les Compact Discs



Déjà 940 Compact Discs sont en vente en France ! Musique classique, jazz, variétés françaises et internationales, folklore, musiques de film... tous les genres sont représentés.

Il devenait urgent d'en dresser la liste afin d'aider les amateurs à choisir. Dans *Le Monde de la Musique* de mars, un catalogue détachable de 16 pages répertorie tous les enregistrements sur Compact

Discs disponibles sur le marché, classés par genre et par ordre alphabétique.

C'est le premier catalogue en France. Il sera mis à jour périodiquement. *Le Monde de la Musique* vous l'offre.

Le Monde de la Musique de mars avec le catalogue des Compact Discs, 18 F.

Le Monde de la MUSIQUE

Télérama

GEORGES BASTIEN

SOCIALITÉ

ni à gauche, ni au centre, ni à droite : au cœur de la vie.

NOUVELLES EDITIONS DEBRESSE - PARIS

UN LIVRE D'ESPOIR VRAI

LIVRES ANCIENS CATALOGUE VOYAGE-VARIA SUR DEMANDE

Librairie E. DAVAL 13, rue Vaucluse, 69002 LYON Tél. (7) 837-41-43

LIVRES POLONAIS et livres français sur la Pologne et l'Europe de l'Est Catalogues sur demande

LIBELLA 12, rue Saint-Louis-en-l'Île, PARIS-4

Tél : 326-51-09

polémique

Le phénomène Pierre Guyotat

GUYOTAT, avait écrit, voilà dix-sept ans, un texte magnifique. Tombé pour cinq cent mille soldats. Trois ans plus tard, en 1970, Edouard, Edouard fut censuré par le gouvernement d'alors et soutenu par des intellectuels parmi lesquels Roland Barthes, Michel Foucault, Michel Leiris et Philippe Sollers. Après avoir provoqué ces réactions, Pierre Guyotat ne se moque-t-il pas maintenant de tout le monde en appelant le Livre deux cent dix pages d'aspect illisible, suite de mots coupés, d'élisions, de contractions dont on n'appréhende ni la cohérence ni la logique ?

Fait-il acte de terrorisme contre la langue et l'institution littéraire ? Tente-t-il une mise en cause radicale de la littérature qui ne serait que la réécriture de l'écho d'expériences démodées ? A moins que ce «livre» ne soit l'aboutissement — la fin ? — d'un itinéraire, certes individuel, menacé d'intelligibilité, mais totalement sincère ?

Selon ce qu'on veut démontrer, on traite Pierre Guyotat de truqueur, de visionnaire, de «maudit». «Je n'ai jamais employé ces termes, dit-il. Cela ne me concerne pas. Cela permet seulement à ceux qui me sont défavorables de m'imputer des contradictions. Je ne me suis jamais prétendu muet. J'ai été censuré. Plus tard, je me suis tu.»

Aujourd'hui, il revient avec deux titres, le Livre et Vivre, qui rassemblent des textes et des entretiens naguère publiés dans des revues ou des journaux. Ce dernier ouvrage, malgré la singularité de la pensée qui s'y exprime, suscite peu de commen-

taires et aucune aversion a priori «peut-être parce qu'il respecte la typographie», précise Pierre Guyotat, alors que le Livre, concrétions de mots à l'image des concrétions d'objets du sculpteur César, apparaît comme un non-livre, un objet absurde.

«Ce livre, c'est d'abord de la matière écrite, explique Pierre Guyotat. Il y a de l'emportement, mais ce n'est pas du langage parlé. Chaque phrase représente un long travail de conception. Je dactylographiais directement, mais c'est le contraire d'une écriture automatique, spontanée.»

« Les mots sont mangés »

«Ce que j'ai cherché, c'est quelques choses entre la lecture visuelle et l'écoute, une sorte d'audiovisuel. J'ai vraiment écouté le timbre des mots, j'ai murmuré ce texte. C'est un livre de bruits, ce n'est pas de la musique au sens traditionnel, c'est parfois gras, lourd. Et puis cela inspire, expire. Parfois, c'est tassé, en aggrégats. Cela, il fallait le représenter, le figurer, en jouant sur le graphisme, l'élision de certaines lettres, l'apostrophe. La graphisme, c'est capital. Il y a dans ce livre une pulsion par choix typographiques.»

Quand on se trouve devant ce «texte», il faut soit refuser par principe cette subversion du code de communication, la langue, soit tenter, non peut-être de lire, mais d'entendre, de laisser se superposer visions et bruits, terreur et chaos, pour faire apparaître la partition musicale d'un désastre.

«C'est du son, ajoute Pierre Guyotat, mais pas n'importe quel son, c'est l'écho d'un monde qui n'est pas en progrès, c'est le son de la misère, de l'épidémie, de la faim, de la peur. La faim, je la connais, j'ai failli en crever. C'est pour moi un thème essentiel, obsessionnel, c'est de cela dont je parle, de cette obsession de dévotion... alors les mots sont mangés aussi. Rabelais l'a déjà fait. Et Rabelais était-il si faible en son temps ?

«Cela dit, ce qui m'intéresse ce n'est pas l'humanité mais plutôt l'archaïsme. La faim, c'est l'archaïsme, le primordial. J'en cherche les pistes dans l'origine de la langue, de la culture. Il n'y a pas une volonté délibérée de transgression des codes; simplement il ne m'était pas possible de rendre compte de cet univers dans la langue traditionnelle, qui ne peut superposer plusieurs idées en un seul mot. Alors j'interroge la langue, en la promenant dans l'espace et dans le temps, y compris le passé de ce peuple dont je suis, qui vit aux alentours de Lyon, et dont le patois reste tout proche du latin.

«La langue française, je l'aime beaucoup. Et parce que je ne suis pas passé vis-à-vis d'elle, Le Livre, c'est un cadeau que je fais à cette langue.»

Cadeau mortel peut-être. En du livre, mais tentative dont on sait, au terme d'une conversation avec Pierre Guyotat, que le mot de supercherie ne lui convient pas.

JOSYANE SAVIGNEAU.
★ LE LIVRE. Gallimard, 210 pages, 50 F.
★ VIVRE. Denoël, 220 pages, 52 F.

récit

Le quitte ou double de Pierre Mertens

La volupté suprême de médire de soi.

P.M., sociologue, quarante-trois ans, éprouvé de Dora, trente-cinq ans, ne va pas fort : lorsque débute *Perdre*, il est affaibli sur une banquette de Kennedy Airport. Dora lui échappe. La sociologie l'ennuie. La politique l'écœure. Il ressent pathétiquement son insuffisance. Il a des chagrins de teenager et des regrets de *has been*. Son médecin a diagnostiqué un «*état prédepressif*». Ajoutons que P.M. nourrit l'espoir insensé qu'en s'acharnant impitoyablement contre lui-même il apaisera les dieux. Et que, peut-être, le temps d'un vertige, il retrouvera Dora.

Observons de plus près ce personnage : il est l'homme des colloques internationaux — le tour du monde en vingt-quatre concepts — de la sociologie subjectiviste qui marie allègrement Marx et Freud, Foucault et Barthes ; de progressisme bon teint. Divorcé, comme il se doit. Ambitieux, mais conscient d'avoir prématurément atteint son seuil d'incompétence. Lorsque P.M. pense à son âge, il lui vient à l'esprit qu'il a déjà deux ans de plus que Franz Kafka et un an de plus que Cesare Pavese. Quand il lit *Mars de Fritz Zorn*, il pâlit d'envie. «*Voilà encore un coup que je ne pourrais plus réaliser, me dis-je. Ce ne serait plus de l'insémit. Affreux calcul. Sordide folie.*»

P.M. a une revanche à prendre sur la jeunesse qu'il n'a pas eue. Il a aussi quelque chose à expier. Une scène, d'une immédiate beauté, au cours de laquelle, adolescent, il a violé une chienne. Ce viol, il le renouvellera «*en le reconstituant par écrit*». Il comprendra peu à peu que l'aveu enfermé dans ses pages a peut-être sa destinée. Peut-être n'écrit-on jamais qu'avec une double intention contradictoire : se repaître du mal qu'on a fait et s'en délivrer. Peut-être aussi ne vit-on jamais qu'une expérience unique sous des formes diverses. C'est tout au moins ce que suggère le terrible récit de Pierre Mertens.

Un dimanche de deuil

Pour reconquérir Dora, P.M. décide de l'introduire dans ses fantasmes. Elle lui a confié qu'à treize ans elle s'était donnée à un ami plus âgé, d'une brutalité sexuelle qui l'épouvantait, mais dont elle ne pouvait se passer. Une aubaine pour P.M., qui invite Dora à passer un été en Provence dans un mas perdu. Un été à se jeter sans calcul dans un dialogue de chair et de sang, à mimer la violence du monde sur le théâtre de leurs corps. Bataille n'est pas loin, et Antonin Artaud et Marc Guyon. Pourtant, avec une dévotion amère, P.M. l'avoue : il n'est pas l'homme des expériences limites.

«*En matière d'émotion : plutôt un père tranquille.*» Pas si tranquille que ça. Il est resté «*le sale gosse qui, un dimanche de deuil familial, torturait une chienne en chaleur au bord de la mer*».

Sadisme, exhibitionnisme, cynisme. Pierre Mertens se moque des convenances, du tact, du bon goût (dont Picasso disait qu'il est le contraire de l'art) dans cette confession nocturne. Tantôt sur le ton du constat clinique, tantôt emporté par un lyrisme fiévreux, le narrateur vomit son âme. Il y a du professeur Urrath chez ce maître de la sociologie. Lui qui donnait des cours sur «*l'irruption du diabolique dans le quotidien*», le voit englouti dans le concret, étranglé par sa passion, misérable et glorieux sur son tas de fumier, tenant enfin à la main ce livre «*unique*», qui va le déconsidérer et ruiner sa réputation. *Perdre*, c'est le roman troublant d'un crime, patiemment prémédité contre soi et perpétré avec tous les raffinements d'un écrivain qui sait qu'on ne prend jamais assez de précautions lorsqu'on se livre à la volupté suprême de médire de soi.

ROLAND JACCARD.

★ *PERDRE*, de Pierre Mertens. Fayard, 366 p., 50 F.

★ A signaler aussi : *TERREURS*, de Pierre Mertens. Dans ce recueil de nouvelles qui prolonge son roman *PERDRE*, Pierre Mertens dresse l'inventaire de ses épreuves. Ed. Talus d'Approche, 47, rue de la Station, 7878 Le Raincy (Belgique), 166 p.

rencontre

Richard Millet et sa bibliothèque perdue

Un apologue qui fait penser au « Désert des Tartares ».

DESORMAIS, orphelin de son maître, un homme emprisonné rend compte aux autorités de son pays (une mythique Presqu'île) d'une histoire dont il se délire, comme si son récit faisait partie de son destin. C'est un innocent, fort du choc qu'il fit, un jour, de se donner corps et âme au plus jeune fils de la famille dont ses pères étaient eux-mêmes les serviteurs. Voilà l'apologue hégélien que nous donne Richard Millet : une histoire en apparence très simple, brève et linéaire, dans la veine du *Désert des Tartares*. Une histoire placée sous le signe du blanc, atone et pure comme doit l'être un rapport aux autorités.

Le maître mort se nommait Duparc. C'était un jeune homme nant, fils d'un personnage important. Il a participé au soulèvement sanglant qui a instauré sur la Presqu'île une grotesque dictature. Il accepte d'aller à Paris reconstruire une bibliothèque pour Saint-Yves, le petit despote qui a brisé tous les livres. Il s'adonne à un travail méticuleux, surhumain, chemin de pénitence, ou de salut. Il s'y lance à corps perdu. Aloysius le suit comme une ombre silencieuse, porte les piles de livres, et avance dans le labyrinthe qui se constitue à travers les livres choisis...

«*Ce dont j'ai eu envie, au départ, c'est de cette reconstruction de la bibliothèque, dit Richard Millet. Le premier livre acheté par Duparc,*

*c'est la Confession d'un enfant du siècle. Un clin d'œil, bien sûr, et puis j'aimais Musset. Mais il y a aussi une raison sérieuse. Kafka dit à peu près : «*La seule chose que nous ayons à respecter, parce qu'elle nous unit, c'est la langue.*» Le respect de la langue, de notre héritage linguistique, est une position morale. Dans mon roman, Duparc ne peut se délivrer de sa finitude, qui est originelle, qu'en s'acharnant à reconstruire sa patrie-mère.*

«*J'avais quatorze ans en 1968. Cela a été, comme le dit magnifiquement Maurice Blanchot, l'événement éclatant de l'écrit anonyme. Mais il me semble que moi 68 a été aussi à l'origine d'une banalisation des mots... Ils se valaient tous puisqu'on avait répudié toutes les règles. Pendant des années, je n'ai pas osé écrire des récits classiques. J'avais peur d'être réactionnaire. Ou plutôt, je craignais de le paraître... Cela semblait ridicule mais, maintenant, je pense que nous avons le devoir de défendre la langue française. Duparc ne peut gagner son salut qu'en se rachetant par son travail de bibliothécaire. Il est alors au bord de l'innocence, qu'il atteint quand Aloysius le tue.*»

Un théologien mystique

Aloysius, c'est une autre histoire. L'innocent est innocent, parce que sert, et simple : dans une relation immédiate avec l'univers, qu'il n'appréhende qu'en termes de sensations et de sous, tandis que Duparc,

tout à sa fuite, vit dans un monde de concepts. Au moment du meurtre, Aloysius et Duparc sont pacifiés. «*J'ai voulu traiter de la mandrie la plus sobre, la plus classique, des situations limites, excessives, dit encore Richard Millet. Les relations entre Duparc, qui n'a qu'un nom, et Aloysius, moi d'un seul prénom, sont excessives : la dictature et la quête des livres le sont également... J'ai voulu aussi laisser au lecteur sa part d'énigme : car on ne sait pas qui est le scribe du récit, peut-être le père de Duparc, et il me semble qu'on doute par moments que Duparc et Aloysius soient deux personnes distinctes.*»

Dans un texte intitulé *Petite suite de chambres*, et publié par Racquel, la revue qu'il vient de créer (1), Richard Millet se dépeint ainsi : «*Ne rassemblé-je pas, avec ma figure partagée entre crispation et béatitude, à l'un de ces garçons roux et maladroits que l'on voyait autrefois porter des bannières dans les processions de mai ?*» S'il y a dans cet autoportrait une sévérité excessive, on y capte quelque chose de vrai : Richard Millet n'a pas seulement l'allure sérieuse. Crispation et béatitude sont des mots de séminaire, et l'on sent un théologien mystique chez ce passionné de littérature.

GENEVIÈVE BRIDAC.

★ L'INNOCENCE, de Richard Millet. Editions POL, 139 pages, 60 F.

(1) Dans le premier numéro de *Racquel*, dix-huit écrivains méditent sur le thème : «*Crise de l'amour de la langue.*» Revue annuelle, 80 F. (Qui-vive. Moulin de Montainville, 78124 Marolles-sur-Maunay.)

Vincent Van Gogh visite New York



Greg Constantine

Aubier

Où il rencontre des new-yorkais, bien sûr, mais aussi l'Olympia de Manet, la jungle du Douanier Rousseau, Dali, Lautrec et Picasso. A chacun de reconnaître les œuvres d'art ou les artistes célèbres qui jalonnent les dessins de ce livre-jeu.

Collection «Islam et Occident»
Jesse BALABNA
L'Imprimerie arabe en occident
(XVI^e, XVII^e et XVIII^e siècles)
Un volume, 160 pages : 68 F
En vente chez tous les bons libraires et chez l'éditeur
MAISONNEUVE ET LAROSE
15, rue Victor-Cousin 75005 Paris - Tél. 354.92.70

Collection créée par Jean Sullivan
CONVENCE
L'ISSUE
par **MAURICE BELLET**
L'assure et l'avenir de l'Occident : à partir des malheurs de la religion : une «théologie» de la modernité.
82 F
DDB DESCLEE DE BROUWER

Ludovic Massé
Le vin pur
roman
Voici l'histoire d'un homme fier, d'un homme libre, un paysan.
P.O.L.

1984 LES BEST-SELLERS DE L'HISTOIRE
sont chez **marabout**
NOUVEAUTÉS

Ivan Cloulas
LAURENT LE MAGNIFIQUE
Le Prince de la Renaissance
JEAN FAVIER
François Villon
Poète et aventurier
PLUS DE 80 TITRES AU CATALOGUE 29,50 F le volume
TOUTE L'HISTOIRE DANS VOTRE POCHE

Le scandaleux Custine

« Aloys », un roman-confession, nous fait redécouvrir un étonnant « marginal » du dix-neuvième siècle.

ARISTOCRATE, et non des moindres, Astolphe de Custine ne s'est pas seulement donné la peine de naître en 1790 ; il a eu mieux à faire : renaitre pour être vraiment lui-même, au prix même du scandale, en marge du milieu qui était le sien, d'où, après un long séjour masqué, il est sorti par la vil pour vivre sa nature, qui était, selon ses propres termes, « naturellement hors nature ».

Dès son apparition, les Parques sont sévères avec cet illustre rejeton d'Armand Philippe, marquis de Custine, et de Delphine, comtesse de Sabran. Elles tranchent, par le biais de l'ingénieuse invention du docteur Guillotin, le cou du grand-père d'Astolphe, Adam, général accusé d'intelligence avec l'ennemi, puis, l'année suivante, en 1794, c'est au tour d'Armand Philippe, le père. Deux ans plus tard le frère d'Astolphe était mort de la petite vérole. Reste la mère, ravissante, légère, spirituelle, une « reine des roses » qui se compte entre ses amants, le plus illustre d'entre eux étant Chateaubriand. Tous ses enfants, Astolphe connaît des « pères » de substitution : on conçoit qu'avec ses modèles changeants l'enfant ait eu quelque mal à s'identifier véritablement.

En 1814, Custine est admis dans la suite de Mousieur, comte d'Artois ; l'année suivante, il se retrouve au Congrès de Vienne, où Talleyrand l'emploie vaguement : Astolphe est une sorte de page à la manière de Ronsard. Mais, comme il faut s'établir, sa mère projette de le marier : soumis, Astolphe, demande, en 1817, la main de Claire de Duras, fille d'une autre belle du gynécée de Chateaubriand. A la veille du

contrat, Custine rompt. Un ami est là pour le consoler, si tant est qu'il ait à le faire : Edouard de La Grande, vingt-deux ans, maréchal des logis, spirituel et beau. En 1820, notre héros entre enfin dans les normes : il épouse Léontine de Saint-Simon Courtoner, riche orpheline de dix-huit ans, qui, deux ans plus tard, lui donne un fils : Eugénie. Dès la naissance de celui-ci, Custine part pour l'Angleterre et l'Ecosse, d'où il revient avec Edward de Saint-Barbe, jeune et bel Anglais qui restera son intime pendant trente-cinq ans et sera son héritier.

Au château de Fervagues, près de Lorient, Astolphe fait ménage à trois. Mais les Parques veillent : sa femme meurt à vingt et un ans d'une fluxion de poitrine ; en 1826 ce sera le tour de son fils, emporté par une méningite tuberculeuse, et celui de sa mère, Angélique, qui se rendant à Saint-Denis, où il a un rendez-vous avec un soldat de la garde, Custine tombe dans un traquenard, est roué de coups et décapité par les camarades du bel objet de ses feux. Les salons se ferment, la bonne société tourne le dos à cet ignoble déviant.

Les incompris romantiques

Riches et solitaires, au sens moderne du mot, Astolphe n'a pas le mauvais goût de se tuer ni l'hédonisme d'entrer dans les ordres. Il fait front. Sa fortune lui permet de former une contre-société, qu'il reçoit fastueusement dans son hôtel particulier parisien ou dans sa propriété de Saint-Gratien. Les artistes remplacent le Gotha : Hugo, Stendhal, George Sand, Chopin, Berlioz, se retrouvent chez Custine. Mais le scandale a aussi mis au défi le romantisme fiévreux et imaginaire de son époque. Il écrit, sans le savoir, c'est Aloys. D'autres romans d'analyse suivront : le monde

comme il est, Ethel, Romuald. Pourtant, c'est surtout par ses récits de voyages que Custine va atteindre à la renommée : après *Mémoires et Voyages* (1830), la transcription qu'il donne de son séjour sur les terres du tsar, *la Russie en 1839*, le rend célèbre. Ces dernières années, celui-ci s'étant marié, ressuscitera le schéma du trio. En 1857, Astolphe de Custine est foudroyé par une hémorragie cérébrale.

Des dramatiques ambiguïtés avaient marqué son destin, il avait su tirer une sorte d'équilibre qui tenait du défi, de la provocation, mais qui débouchait sur la création et la mise en ordre des contradictions de sa nature. Dans la préface d'Aloys, heureusement réédité aujourd'hui, Diane de Margerie écrit : « Comment son caractère pouvait-il se développer autrement que dans les ambiguïtés ? Il a vécu, jusqu'au vertige, la vie de sa mère : comment aurait-il évité de traverser les troubles liés à la quête d'une identité ? Cette identité, Custine a fini par la gagner à contre-courant : c'était en sorte une revanche ».

Aloys ou le Religieux du Mont-Saint-Bernard est directement inspiré de cet épisode de la vie de Custine, lorsque, sous le charme de la duchesse de Duras, il avait failli épouser sa fille, Aloys de même, sensible, imaginaire, réservé, ayant perdu son père, « victime de la fusion des factions », et sa mère, morte de chagrin, élevé par une tante que la Révolution ultrarouge cherche sa voie, au simpletonisme de la bourgeoisie, et « d'accord avec l'extérieur », et, pour le pouvoir le trouver, fuit le monde pour s'abriter dans des chimères et la contemplation de la nature qui console les incompris romantiques. Jusqu'au jour où, Aloys présence de M. de M., Aloys trouve enfin une issue, prompt à la comprendre, habile à le conseil, plus habile encore à le faire se reconnaître.

Dans leurs chastes échanges, sous les feux du monde où M. de M. brille par son art de conquérir les cœurs sans le moindre faux-pas.

Aloys pourrait être heureux. Il le devient et s'élève scabreusement de cette bienfaisance qui aime à dominer, fût-ce par la douceur. Est-ce pour le garder qu'elle le pousse à épouser sa fille ? Un cruel mécanisme s'enclenche, qu'Aloys finira par briser la veille du mariage en s'apercevant que c'est la mère qu'il aime et que, bien que parangon, cette passion est vouée à l'échec. Devenu moine dans un hospice des Alpes, Aloys fera, par le hasard des circonstances, le récit de sa vie à un inconnu désespéré qui n'est autre que l'époux de Mlle de M., morte après lui avoir confié son amour pour Aloys.

La fièvre farouche des temps nouveaux

Admirablement écrit, Aloys s'inscrit sur la haute portée du roman d'analyse, entre l'Adolphe de Benjamin Constant et l'Armance de Stendhal. Le style est vif, elliptique, cruel, n'obéissant aux grâces des tournures encore très dix-neuvième que pour démontrer avec plus de sévérité les mouvements secrets du cœur humain et les parades en trompe-l'œil du comportement amoureux. Le moraliste est constamment présent chez le romancier ; les formules fusent, du genre : « On dit que l'égoïsme ne sait pas aimer, mais il ne sait pas mieux se laisser aimer. » En fait, cette éducation sentimentale où l'on avance masqué, comme dans les romans de Stendhal, parce qu'on a l'âme trop sensible et la bonne éducation chevillée au corps, fait l'union de la fièvre farouche du romantisme, dont on rétorque les flamboyances mais dont on possède l'intensité imaginative. Un roman de rupture aussi, d'où sa modernité : un miroir à l'actuel où se mire Astolphe de Custine à la recherche de son vrai visage.

PIERRE KYRIA.

* ALOYS, d'Astolphe de Custine, préface de Diane de Margerie, Librairie Fontaine, 158 pages, 55 F.

Les amies de Joubert

LE charme délicieux d'une âme choisie, le charme d'échirant du temps passé, impriment les Lettres de Joseph Joubert à M^{me} de Beaumont et à M^{me} de Vintimille. Elles prolongent en notre mémoire séduite les pages que Chateaubriand a dédiées à ces deux femmes.

Dans l'amitié de Joubert, Pauline de Beaumont a le droit d'être et l'attrait d'une inclination sublimée : Louise Angélique de Vintimille, le droit de la durée et les biens d'une affection amoureuse. Toutes deux suscitent chez leur correspondant des mots où rayonne le commerce intime de la politesse, de la profondeur et des préférences unies du cœur et de l'esprit.

A ces deux femmes, Joubert donne ce qu'il sait le mieux et qui touche à l'éthique et aux livres. Il loue la première de son goût pour la Bruyère : « Vous faites fort bien de l'aimer », lui écrit-il. A la seconde, il offre de précieuses éditions d'Horace, de Pétrarque, de La Fontaine. Et ensemble Joubert les honore de règles d'or et d'art : « Cache ton savoir » s'adresse par leur intermédiaire à Chateaubriand.

L'évocation de la société du temps occupe une large place dans ces lettres ; on y trouve les mêmes noms et les mêmes ombres que dans les *Mémoires* d'Outre-Tombe : Fontanes, Moïse, de Staël, Constant, Bonaparte... Mais ce sont surtout deux admirables portraits de femmes qui se dessinent.

Joubert et son épouse recueillirent en 1794 la comtesse de Beaumont, alors âgée de vingt-huit ans, et qui avait perdu sa fille sous la Terreur. Le 12 octobre 1803, trois semaines avant le mort de la comtesse, entre les bras de Chateaubriand, à Rome, celui-ci la décrit « une âme élevée, un grand cœur », née pour le monde d'où son esprit s'était retiré par choix et mépris. Cette femme blessée par le tragique de l'histoire, Joubert ne cesse de l'extorquer au plus beau de tous les courages, le courage d'être

heureux (...). Il faut aimer la vie quand on l'a : c'est un devoir. Cette maxime reprise en 1803 ne conjure pas la destruction inexorable ni le désespoir dont celle qui a fui en Italie pour finir sa brève existence : « Adieu, cause de tant de peines, qui avec des pour moi si souvent la source de tant de biens. Adieu (...) ».

C'est chez Pauline de Beaumont, en 1802, que Joubert rencontre M^{me} de Vintimille, dans la maturité de ses trente-neuf ans ; leur correspondance ne s'interrompt qu'à l'été 1823, alors que Joubert allait vers sa propre fin (survenue en 1824). « Famine d'autrui », comme le présente Chateaubriand, « elle se mélangait à une société dont l'agrément tenait à la variété des opinions et à la combinaison de leurs goûts », Joubert semble en avoir été fort épris, tout en cachant ses émotions derrière un mariage d'union, tantu sous sa plume. Toutefois, dans cette question de 1816 : « Avez-vous le temps de penser à moi quelquefois, au milieu de votre tourbillon politique ? ».

C'est entre certains éclats des Lettres portugaises et certains débordements du Temps retrouvé que le silence des confidences de 1820 ou passe une bouleversante leçon de style : « Enfin, je voulais encore une fois vous montrer à découvert et sans masques ce que vous avez régné, et cette âme, toujours la même, où les souvenirs agréables sont empreints pour l'éternité. Mais je l'ai éprouvé et je l'ai dit plus d'une fois : c'est à la fois le temps pour être sincère, c'est-à-dire pour avoir exprimé au juste tout ce qu'on pense et tout ce qu'on sent. ».

BERNARD KOSTER.

* LETTRES A PAULINE DE BEAUMONT ET LOUISE ANGELEQUE DE VINTIMILLE, de Joseph Joubert, préface de Roger Jodanis, Calmann-Lévy, 18, rue Edouard-François, 29600 Quimper, 126 p.

Au pays de la lumière...et de la tragédie



LES MIROIRS D'ARCHIMÈDE

- Une histoire de mœurs fascinée par le western de l'histoire et qui cavale dans le monde détraqué des adultes comme dans un merveilleux terrain d'aventures. Frédéric Gaussen (*Le Monde*).
- Curieusement, cela donne mieux le reflet de ce temps-là (1940-1942) que bien des livres savants. Les faits, les habitudes, le climat sont restitués d'une façon étonnamment proche et réelle. Alex Mataglia (*Le Méridional*).
- Un roman émouvant et drôle, baigné d'une secrète poésie. (*Cahiers du Livre*).
- Un roman très attachant, plein de jeunesse et d'action. M. Gautheyrou (*Le Figaro*).
- L'adolescence perturbée par la guerre. Sérieux et drôle. Jean-Didier Wolffromm (*L'Express*).

belfond

Misères et splendeur de Chateaubriand

(Suite de la page 15.)

A l'inverse de Tocqueville dans ses épitres à Françoise de Corcelles (1), par exemple, le chaste *Maryvonne* se réfléchit pas toujours à la profondeur, pendant des pages et des pages, comme l'autorité la confiance d'un ami privilégié. Il se partage plutôt entre des contemporains célèbres ou obscurs — parmi ces derniers, le tout jeune Victor Hugo, — des intimes ou des rencontres au hasard, et se disperse en proportion. Aux proches, il ouvre vraiment son cœur. Devant les autres, il traite de routines ou se donne en représentation.

La lecture de cette *Correspondance* souffre quelque peu de ce ton disparate. Comme ses contemporains, Chateaubriand vit une plume à la main. Mais, pour gagner du temps, il se répète, raconte les mêmes choses, avec les mêmes mots, à divers correspondants. Telle formule sur « le Rhin qui n'est guère ni dégelé » est reprise par le baron Pasquier, puis ressort pour la trouble Juliette Récamier.

Les premières lettres partent quand notre homme s'apprête à rejoindre Berlin, comme ambassadeur du roi Louis XVIII. Presque six ans séparent alors la Restauration des Cent-Jours. Malgré quelques alertes, elle semble s'affermir. Fidèle entre les fidèles, Chateaubriand souhaite une monarchie suffisamment audacieuse pour concilier ses traditions avec l'esprit moderne de la Révolution. Mais il commence à discerner qu'en dépit de ses crimes elle inaugure, naguère, un nouvel âge du monde. Autant qu'à l'admirer, il se refuse à méconnaître ses conséquences. Cet anticonformisme le rend bientôt suspect parmi les siens.

Quelques mots à M^{me} de Duras exposent clairement l'embarras de cette position : « Ma destinée politique est singulière : parmi les royalistes, je suis un libéral, un partisan de la liberté de la presse ; parmi les libéraux étrangers, je suis un ultra ». Chateaubriand conclut, avec un optimisme satisfait : « Vraiment, plus habilement, j'ai raison ». En théorie, sans doute.

A l'époque où Chateaubriand arrive en Prusse, la capitale des Hohenzollern garde des mœurs rustiques, assez surprenantes pour un Parisien. Sa fenêtre ouvre sur une simple rue bordée d'arbres, où picorent des corbeaux. Au printemps, la bonne société se disperse, s'en va vers la campagne, « et il ne reste pas un chat », écrit Chateaubriand, tout dépit, à une parente. Dans une autre lettre à son supérieur hiérarchique, Etienne-Denis Pasquier, il se flatte cependant de « l'estime » qu'éprouve envers son œuvre le prince royal de Prusse. Des confidences, plus familières, à la sempiternelle Récamier en rabattent un peu sur cette opinion favorable : « Sans doute on me connaît ici, mais la nature des hommes est froide, ce que nous appelons enthousiasme est inconnu. Je serais Racine et Corneille que cela ne ferait rien à personne. » Or il est déjà Chateaubriand, et aimerait quand même qu'on s'en aperçoive ! Grâce à Dieu, la famille régnante soupçonne ses mérites et lui ménage quelques compensations. Pendant un bal à la Cour, une future impératrice, sans doute.

ria, sans doute. En politique, hélas ! le raison ne vaut rien tant qu'elle ne modifie pas les choses. La sienne n'y parvint pas, sauf lorsqu'il lança l'expédition d'Espagne.

Avec sa nomination en Prusse, il s'éloigne diplomatiquement de Paris pour calmer les querelles dans son propre parti, mais surmonte beaucoup l'importance du sacrifice. Il écrit encore à M^{me} de Duras : « J'ai accepté l'exil pour le repos de la France, pour donner la majorité à un ministère chancelant, pour empêcher des divisions que ma présence seule entretenait : divisions qui auraient entraîné la France... ».

La France, en avait vu d'autres, et n'allait évidemment pas « se perdre » pour si peu. En ce bref instant, l'égoïsme du politique se repaît de dramaturgie.

Rhumatismes et grandeur

Chateaubriand rêve de consécration, souffre du froid, mais remarque aussi de quelques redondances nulles s'entourent les splendeurs du monde. Tout juste consacré diplomate, il assure à M^{me} de Duras : « Je suis déjà mon métier ; et je vous assure qu'il peut être parfaitement fait par la première machine de l'Anden Régime. J'avais toujours soupçonné que les affaires dont on fait tant de bruit pouvaient être apprises par un sot, et maintenant j'en ai la preuve. » Puis il déclare à la Récamier de prédilection : « Je connais trente imbéciles qui seraient d'excellents ambassadeurs. ».

Le terme « excellent » dépasse probablement sa pensée. Car l'imbécile n'excellait jamais en rien nulle part, sauf comme illustration de l'imbécillité. Mondain et misanthrope, Chateaubriand entre décidément dans les honneurs avec sa sagesse, et refuse vaillamment, « sous prétexte que le bien ne se fait pas si vite que le mal », de choisir « dans la médiocrité et s'endormir dans le bien-être personnel ».

Cet incorrigible sentimental

Perfectionniste en diable, éternel insatisfait, il bâtit de grands rêves pour la France, et il exulte magnifiquement son ministre à « trouver quelque chose qui mette l'avenir à l'abri de l'incapacité des hommes ». En vain ! Pour l'avenir, Pasquier ne songe jamais qu'à celui de sa carrière, qu'il assure d'ailleurs en caméléon efficace.

Au temporel, Chateaubriand échouera. Au spirituel, cet incorrigible sentimental, hanté par le néant, ressuscite dans sa *Correspondance* comme dans les *Mémoires* d'outre-

tombe. Différents à bien des égards, d'un très inégal intérêt, les deux textes vibrent cependant de la même émotion, car ils viennent bien de la même âme.

GILBERT COMTE.

* CORRESPONDANCE GENERALE IV de Chateaubriand (1^{er} janvier 1821-30 mars 1822). Textes établis et annotés par Pierre Riberaud. Gallimard, 430 p., 210 F.

(1) Voir *Le Monde* du 3 sept. 1983.

SIGNALONS AUSSI :

• LA DUCHESSE DE LA VALLIERE, roman historique de Madame de Genlis. Avant-propos de Gabriel Bata, (Librairie Fontaine, 268 p., 59 F.).

Madame de Genlis (1746-1830), qui publia de nombreux ouvrages (essais, romans, mémoires), est, hélas ! méconnue à notre époque. C'est pourtant un écrivain d'une grande qualité, comme en témoigne son portrait de Madame de La Vallière, lequel débute ainsi : « Je veux peindre les faiblesses d'un amour malheureux et la funeste influence d'une passion coupable, sur la destinée d'une femme sensible et née pour la vertu. ».

• Les MÉMOIRES de la marquise de La Roche-Aymon (1772-1857). Mémoires de France collection « Le Temps retrouvé ». Édition présentée et annotée par André Sarazin. 526 p., 94 F.).

Alors qu'elle était encore une enfant, la future mémorialiste rencontre Madame de Genlis, et en fait vivement impressionnée. Ces souvenirs ressuscitent en particulier les passions et les tragédies de la guerre de Vendée.

(Publicité)

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphone d'abord ou venez à la LIBRAIRIE LE TOUR DU MONDE 9, rue de la Pompe, 75116 PARIS 288-73-59 & 288-58-06

- Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.
- S'il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants : vous recevrez une proposition écrite et chiffrée, dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

Handwritten signature or note at the bottom right of the page.

THÉÂTRE

Spectacle de rizières

(Suite de la première page.)

Tout une pyrotechnie qui symbolise, à ciel ouvert dans le marais du village, une alliance de l'eau et du feu, et fait l'une des grandes originalités de cet art, risque d'en souffrir. A cette réserve près, le jeu de ces marionnettes flottantes, animées avec une incroyable dextérité par des artistes nés très proches de leurs origines paysannes — il faut normalement plusieurs heures de route, en partant de Hanoi, pour les rencontrer — sera sans doute l'une des découvertes les plus séduisantes de cette tournée vietnamienne.

L'humour et l'histoire, le légendaire et la simple nature s'entremêlent une série de scènes d'un genre sans équivalent sous nos latitudes. Cela va d'une évocation des cavaliers se battant à la chasse au renard qui mettez les canards, en passant par des combats de buffles, des visions de dragons, de tortues et de cerpes, toute une mythologie, en somme, qu'une tradition essentiellement populaire est parvenue à intégrer à la vie quotidienne.

Plus strictement scéniques sont les autres styles de spectacle présentés. Théâtre Tuong, très classique et d'inspiration presque toujours historique ; Cheo, plus proche de la vie quotidienne, plus populaire aussi, et où les « divinités » tendent à se comporter comme de simples mortels ; Cai Luong enfin, ou théâtre « rénové », né au début du siècle dans le Vietnam méridional et qui, sans s'assimiler aucunement à un théâtre « moderne », tente prudemment de se rapprocher à la fois de formes d'expression et de thèmes plus familiers à notre époque.

On ne s'ennuie pas une seconde au spectacle de ces chevauchées, de ces histoires d'amour et de ces intrigues politiques. Avec sagesse, les organisateurs vietnamiens et français ont sélectionné des scènes où le mouvement s'empare par la parole. Malgré l'extrême sobriété du décor, il suffit de se laisser porter par le mouvement comme par le jeu des acteurs pour goûter la chaleur d'un théâtre où aussi très profondément populaire, où le symbolisme est à plusieurs étages.

Scénique, bien sûr, car, si le formalisme du maquillage, par exemple, est moins systématique qu'en Chine — on parle à Hanoi de personnages « éteints » —, tout un code complexe

et précis de conventions guide les gestes des acteurs. Mais symbolisme aussi dans la représentation d'un monde merveilleux où idées et sentiments s'expriment en images — le bruissement en fleur étant ainsi porteur d'un message d'amour — et où le chant de l'acteur ne décrit pas le chemin qu'il parcourt mais les émotions de son personnage au comment et au terme de son voyage.

Tout cela, inévitablement, nous fait tout de même beaucoup penser à l'opéra chinois. Non seulement à celui de Pékin, dont le théâtre Tuong est cousin dans son classicisme, mais également à des types de spectacles provinciaux pleins d'humour visus au Sichuan par exemple, et dont les scènes satiriques du théâtre Cheo ne sont pas très éloignées. On l'admet de bonne grâce à Hanoi, tout en observant que d'autres influences ont joué, indiennes notamment, pour aboutir à un art théâtral « plus nuancé », « plus souple », « moins brut » que celui pratiqué chez le grand voisin du Nord. C'est ce qu'on appelle au Vietnam « le sublimation nationale des sports extérieurs ».

Ces influences artistiques n'ont pas été les seules à laisser leurs marques. Dans un pays aussi ombragé, où l'indépendance du Vietnam, le thème de la défense contre les agresseurs environnants a été pratiquement omniprésent, du souvenir de la bataille de Haiphong évoqué par les marionnettes sur l'eau à ceux de diverses vengeances antiques contre de sombres personnages honteusement associés à l'envahisseur, retenues dans le théâtre Tuong.

L'ancien héritage du passé ? Bien sûr, mais, semble-t-il, thème contemporain d'un art militant. A preuve quelques-unes des scènes du théâtre dit « rénové », écrites ou montées il y a moins de dix ans et qui sonnent comme de vibrants appels à la résistance nationale contre les Chinois.

ALAIN JACOB.

Après une « Nuit du Vietnam » qui sera retransmise en direct sur France-Musique, — des représentations de marionnettes sur l'eau seront données au Carquois d'hiver. Les autres spectacles seront présentés au théâtre de la Maison des cultures du monde (101, boulevard Raspail, 75006 Paris) puis par la Maison de la culture de la Seine-Saint-Denis. La tournée se prolongera ensuite à La Rochelle, Bordeaux, Albi, Lyon et Marseille.

LES GRÈVES A LA COMÉDIE FRANÇAISE

Fermeté de la direction du théâtre

A la Comédie française où des entrées actuellement en alternance d'Est-il bon, est-il méchant ? de Diderot, les spectateurs finissent par se demander un peu si les portes sont ouvertes ou fermées. Depuis Noël dernier, en effet, dix représentations ont été annulées pour cause de grève, sans compter les soir où les pensionnaires de la Maison de Molière ont dû remplacer les personnes chargées de l'accueil, mécontentes de ne recevoir que 2 800 F par mois pour salaire de leur travail partiel du soir.

Ce sont, cependant, les artistes de travail observés par l'ensemble des machinistes (COT) qui perturbent le plus les activités du Français. A la suite du dernier en date, mardi 28 février, où cette catégorie de personnel a observé une grève de vingt-quatre heures, M. Robert Abirached, directeur du théâtre au ministère de la culture a adressé une lettre à l'administrateur général de la Comédie française. Dans ce texte, communiqué à chacun des membres du personnel de la maison sans distinction, — est rappelé en cinq points — avec la plus grande fermeté et la plus grande clarté, la position du gouvernement face aux revendications qui se sont fait jour dans les théâtres nationaux.

Soulignant que les salaires des personnels de ces théâtres sont indexés sur ceux de la fonction publique, M. Abirached annonce qu'il est « hors de question de satisfaire des revendications catégorielles en un moment où le pays entier est appelé à la rigueur ». Insistant sur la notion de service public, la missive se termine par un paragraphe qui risque de soulever quelques boules : on y apprend que la Direction du théâtre est actuellement en pourparlers avec les services du Premier ministre sur « l'opportunité de soumettre à un examen d'ensemble les problèmes d'organisation et de statuts des théâtres nationaux ». Les conclusions de cet examen seraient l'objet d'une négociation avec l'ensemble des partenaires sociaux pour assurer la meilleure efficacité de ces établissements », etc. Les délégués syndicaux des personnels de l'ensemble des théâtres nationaux ont décidé de se réunir ce jeudi 1^{er} mars à la Bourse du travail.

Depuis deux mois, la seule réponse aux revendications a été qu'il n'est pas du ressort de l'admini-

stration de la Comédie française de décider de créations de postes ou d'augmentations de salaire. M. Jean-Pierre Vincent et son directeur administratif, M. Serge Sobinjad, semblent aujourd'hui un peu soulagés que le gouvernement ait exprimé son refus de façon affirmée. « Nous ne remettons pas en cause le bien-fondé des revendications mais il est clair que nous devons passer sur un autre terrain avec les syndicats, plus rien de quantitatif ne pouvant être négocié », disent-ils.

« Il ne faut pas espérer que les gens de la maison obtiennent mieux que le reste de la fonction publique, ni que leurs problèmes soient considérés comme plus graves que ceux des autres secteurs de l'économie ». Et il rappelle que parmi les personnels des théâtres nationaux la catégorie des machinistes du Français est la mieux rémunérée.

Ceux-ci gagnent entre 6500 et 8400 F par mois. Ils réclament que leur prime de fin d'année soit assimilée à un treizième mois ainsi que la création de huit postes supplémentaires. Ils expliquent que, depuis le réaménagement du théâtre, les allers et retours entre la place Colette et les ateliers de décors de Sarcelles sont plus nombreux que par le passé, et soulignent que les décors sont de plus en plus lourds : « tout était du toc peint, maintenant c'est du vrai, bientôt on engagera des maçons pour construire les décors », disent-ils, spécifiant les différences entre le travail des plateaux (cour et jardin) et des cintres... Ils sont quarante-quatre pour manier les décors alternatifs du Français. Et ils n'hésitent à dire ce qu'ils pensent de la programmation actuelle : « Pas de notre faute si la Félicité n'a pas rempli la salle à moitié », disent les délégués syndicaux.

A la direction on fait remarquer que les dix annulations de spectacles ont fait perdre 450 000 F au moment précis où la fréquentation remontait et on insiste sur le risque d'amalgème dans l'esprit du public : « Les gens assimilent nouvelle direction, nouvelle façon de traiter le répertoire, problèmes sociaux et ministère de gauche », dit Jean-Pierre Vincent, rappelant qu'il joue sur la durée et que la première saison est « difficile pour tout nouveau directeur dans un théâtre ».

M.L.-B.

CINÉMA

« LA FEMME FLAMBÉE », de Robert Van Ackeren

Service sexuel et vie privée

La prostitution, en Allemagne de l'Ouest, est devenue — tout le monde a entendu parler des Erna Canters — une fonction, un travail codifié, aseptisé, un commerce occupant tout un secteur réservé de la vie sociale. Les « Fleur de Marie » ou « Fartine » de notre XIX^e siècle, malheureuses jetées au trottoir par la misère et qui furent longtemps des archétypes du roman populaire et de la vie réelle, n'y ont plus leur place. Eva, l'étudiante, la bourgeoise du film de Van Ackeren, quittant son milieu pour vivre de la prostitution, ressemblerait plutôt à la « Belle de jour » de Joseph Kessel, sauf que Bunuel n'est pas passé par là et qu'au fond elle se livre à cette expérience d'une manière, disons, plutôt « intellectuelle ».

Initié au métier par une accorte comarrie (Gabrielle Lefan), une des comédiennes favorites du réalisateur, Eva révèle très vite son refus de l'humiliation de la soumission au pouvoir du « client » cherchant une passe pendant la pause-café. Son alliance professionnelle et amoureuse avec Chris, prostitué mâle qui se vend aussi bien aux hommes qu'aux femmes, est tout de même plus étrange qu'il n'y paraît. Eva et Chris travaillent ensemble dans un duplex, elle en haut, lui en bas, et leur vie professionnelle se révèle incompatible avec leur vie privée.

Le service sexuel ne peut autoriser la réalisation de l'amour. Tel est le thème général. Mais, froidement et cruellement filmée, avec des couleurs dures, une musique de Peter Raben scandant la « distance » prise par la mise en scène, la Femme flambée est aussi l'histoire de

la destruction d'un homme-objet par une dominatrice-née. Il y a quelque chose de canassier dans la beauté, le jeu détaché de Gudrun Landgrebe. Et, face à Mathieu Carrière, toujours séduisant mais quelque peu déséquilibré, l'actrice est admirable justement parce que la femme qu'elle représente fait peur. Le style de Van Ackeren empêche l'identification aux personnages, sauf dans ce moment essentiel où Chris, montant au premier étage, assiste en voyeur à une séance de sadomasochisme. Car la spécialité d'Eva, prostituée fonctionnaire du fœtus, des chaînes et des bottes noires, est sa véritable nature.

Le cinéaste n'insiste pas sur les détails de l'érotisme pervers. Mais ce moment fait basculer la relation du couple vers l'irréversible. Eva triomphe de Chris, dont la seule protection était son rapport homosexuel avec Kurt, le riche ami. Elle le rend quasiment impuissant, elle s'empare de lui, elle saccage ses dernières illusions (l'achat du restaurant).

Etude clinique du commerce de la prostitution, mise au jour des tabous de la bourgeoisie allemande, la Femme flambée est aussi un grand film sauvage sur la lutte des sexes. La dernière scène, bouffonne, le dit assez bien. Et on ne brûle pas, sauf en rêve, des femmes comme Eva.

JACQUES SICLIER.

* Voir les films nouveaux.

UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

La routine à distance

Robert Van Ackeren a trente-sept ans. De 1964 à 1969, il a tourné des courts métrages et des films expérimentaux. Depuis 1971, il a réalisé neuf longs métrages. Hors d'Allemagne, il avait attiré l'attention dans quelques festivals. Mais, seuls les cinéphiles le connaissent. Présentée à Cannes, l'an dernier, à la Quinzaine des réalisateurs, sa dernière œuvre, la Femme flambée, a, par la suite, été nommée pour les Oscars. En même temps que la sortie du film en France, deux rétrospectives de l'œuvre de Van Ackeren sont présentées au Goethe Institut (jusqu'au 16 mars) et à la Cinémathèque Française, salle Beaubourg, (jusqu'au 8 mars). Le cinéaste appartient à la deuxième « nouvelle vague » du cinéma allemand, après celle de Schlöndorff, Kluge, et celle de Fassbinder. Il revendique la liberté de création du cinéma d'auteur.

« Il n'y a plus d'industrie cinématographique en Allemagne fédérale », dit Robert Van Ackeren. « Il y a des films, comme ceux de Fassbinder, les miens, et d'autres, qui ont été subventionnés de diverses façons, et subissent, maintenant, des pressions industrielles. Les commissions voudraient des films susceptibles d'une rentabilité commerciale, ou artistiques dans un sens très précis, très traditionnel, c'est-à-dire « bien faits ». Cela rend, en particulier, difficile la création de sujets portant sur une critique sociale, mais, heureusement, il existe une grande solidarité entre les cinéastes. J'ai moi-même eu à dire à faire aboutir le sujet de « la Femme flambée ». Or, c'est un cas presque semblable à celui du « Mariage de Maria Braun », de Fassbinder, il y a quelques années, mon film a eu un très grand succès en Allemagne et cela montre que le cinéma d'auteur peut intéresser un large public. Cela nous aide tous dans notre argumentation pour obtenir des subventions. D'ailleurs, mes films précédents étaient assez connus, suivis par le public, en Allemagne, malgré les difficultés que j'avais, au départ, à les réaliser ».

« J'ai une ligne thématique : je me suis toujours préoccupé de certains tabous de notre société bourgeoise sur la sexualité et les rapports de force économique. Par exemple, la prostitution sous toutes ses formes est presque intégrée à la vie quotidienne. Elle répond peut-être à un besoin, mais c'est un facteur commercial très important. La prostitution s'est transformée dans la mesure où elle ne vient plus forcément des milieux modestes ou misérables. Malgré cela, on n'en parle pas, on ne parle pas de son utilisation. Moi, j'ai montré l'utilisation à travers l'expérience de ce personnage féminin, Eva, qui a vécu dans l'ordre établi, et entre tout à coup dans un domaine dont elle avait la curiosité et sans doute une idée différente. Le rapport d'Eva et de Chris est celui d'une vie amoureuse qui ne peut se réaliser, parce que ces deux êtres font, du sexe, une exploitation commerciale. Chris a des affinités homosexuelles et sa relation avec Kurt, à la fois client et ami, correspond à une manière de vivre la prostitution avec des sentiments. Mais si Chris n'avait pas eu en lui une part d'homosexualité, il n'aurait pas pu, formé véritablement un couple avec Eva. Car c'est une intellectuelle qui veut briser des tabous, aller toujours plus loin, tandis que lui raisonne toujours en termes d'entreprise commerciale, de profit. Il propose à Eva une vie « normale » en tenant un restaurant alors qu'elle ne cherche pas une existence rangée, mais le contraire ».

« Je ne veux pas faire du cinéma naturaliste ou psychologique. C'est pourquoi je filme toujours, avec une certaine distance, la routine des gestes et des attitudes, les rites sociaux. Mais je peux aussi provoquer l'attention des spectateurs par un changement du regard de la mise en scène. Ainsi, le point de vue subjectif de Chris découvrant la pratique sado-masochiste d'Eva avec un client. Là, deux moyens stylistiques se recoupent. Je ne fais jamais la mise en scène devant la caméra ».

comme au théâtre. Je vois toujours l'image complète dans laquelle caméra, lumière, comédiens travaillent ensemble. L'acteur doit agir, rester sur place ou bouger, en fonction de la caméra. J'ai la réputation d'être un réalisateur qui a une relation très intense avec les comédiens. Je leur transmets ma conception de la mise en scène, sans les amener à donner leurs propres idées. Cette façon de travailler est très fatigante pour eux, mais j'arrive à tourner souvent avec des interprètes qui ont la même vision du travail, s'accordent entre eux ».

« Pour Eva, je cherchais un visage nouveau, une comédienne inconnue. Gudrun Landgrebe s'est parfaitement pliée à la conception de la mise en scène, et elle a été pour moi, un atout important. L'idéal, c'est qu'un film puisse créer un ensemble de signes, de formes, et ne transmette pas seulement le métier des acteurs. Pour la plupart, ils tiennent à leur virtuosité de jeu extériorisée. On peut, certes, admirer leur faculté de se transfigurer tout le temps. Mais l'astuce, c'est une de mes conceptions du cinéma d'auteur — que le métier de comédien doit retrouver, dans l'ensemble filmique, un autre jeu, un nouveau naturel qui se laisse dériver sans se faire voir ostensiblement ».

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.



LE PALMARÈS

DU FESTIVAL DE BERLIN

Retour en force de l'Argentine

Préside par l'actrice Liv Ullmann, avec Jules Dassin comme vice-président, le jury du trente-quatrième Festival de Berlin a rendu un verdict aux consonances politiques bien tranchées, si le mot « politique » s'entend à la fois comme choix politique et choix artistique. (Le Monde du 1^{er} mars). Berlin a vu, en quelque sorte, se renouveler l'opération qui avait vu couronner, à Cannes, au lendemain de la victoire de la gauche, Miesing par un jury où trônait une personnalité hautement symbolique, Gabriel Garcia Marquez.

L'Ours d'or, attribué à John Cassavetes pour Love Streams, récompense, un peu comme prévu (Le Monde du 28 février), le onzième film d'un acteur cinéaste qui a réussi de manière unique à bâtir une carrière simultanée d'acteur et de cinéaste. Les salaires de John Cassavetes acteur permettent à John Cassavetes metteur en scène de choisir les films qu'il dirige, pour le compte d'un grand studio comme Columbia avec Glorie (1980), Lion d'or de Venise, ou, dans le cas de Love Streams, à l'intérieur d'un des nouveaux groupes apparus ces dernières années, Cannon, aux destinées duquel préside Menahem Golan.

Comme Cannes, les bonnes années, Berlin sert, à son tour, de rampe de lancement à une œuvre située entre l'établissement et les indépendants. John Cassavetes est une personnalité avec laquelle on doit compter désormais à Hollywood, plus du tout le marginal qu'on ne prenait pas au sérieux, contrairement à ce qui se passait en Europe.

No hebra mas penas ni olvido (littéralement : il n'y aura plus ni soucis ni oubli) d'Hector Olivera, premier Ours d'argent et Prix spécial du jury, est une fable subtilement antipolitique. Le film, nous a-t-on expliqué, a été projeté à la veille des élections de 1983 et a connu un succès considérable. Il aurait même joué un rôle non négligeable dans la victoire du parti radical de Raúl Alfonsín. Il est l'œuvre d'un vétéran d'une cinquantaine d'années, Hector Olivera, qui, aux côtés de Fernando Ayala, a su traverser les crises du régime.

Le film a été enterré avant même la chute de la dictature des généraux. Il lui manque le trait de génie qui aurait emporté toutes nos réticences. Ce n'en reste moins une œuvre capitale. No hebra mas penas ni olvido apporte en clair, par le biais de la fable, un message proche des positions du parti radical au pouvoir. « Je voulais dire aux gens, a déclaré Hector Olivera, qu'on ne résout pas les confrontations idéologiques à coups de revolver ».

LOUIS MARCORELLES.

UN FESTIVAL DE LA CULTURE NICARAGUAÏENNE, organisé par diverses associations françaises, propose, jusqu'au 31 mars, des expositions de peintures, d'affiches, de photos, des projections de films, des spectacles de danse et de concert. Renseignements : Collectif d'information sur le Nicaragua, 63 bis, rue du Cardinal-Lemoine, 75005 Paris. Tél. : 354-33-38.

L'OFFICE DES MIGRANTS DE CRÉTEIL organise un récital de chœur et de danses berbères avec le chanteur Farid Forquy et un atelier de danses berbères, le 11 mars à 14 h 30, il est également prévu des stands de livres et de disques ; Salle Jean-Cocquet, 14, rue des Écoles, 94000 Créteil.

ROCK

Zéro de conduite en première partie de Clash

Après avoir participé à l'inauguration du Zénith, le groupe français Zéro de conduite est ce jeudi 1^{er} mars en première partie de Clash à l'espace Balard. Etonnant Zéro de conduite : onze ans pour le guitariste Johan, le plus jeune, quatorze ans pour le bassiste Frank, le plus âgé, treize ans pour la chanteuse Sophie et le batteur Guillaume. Tous les quatre ont été bercés par le rock des années 70, et d'abord par le Sex Pistols, Gun Club et Clash.

En avril 1983, au Printemps de Bourges, le groupe, déjà formé depuis un an, est enlevé de rideau du Gun Club. Il a pris le nom de Zéro de conduite en hommage au film de Jean Vigo que les quatre jeunes rockers aiment bien : « C'est l'histoire des élèves qui font des conneries et à un moment, il y a un pion crucifié au mur. A l'école, nous nous sommes pas des petits enfants sages ».

Depuis, le groupe mené par Johan a beaucoup répété, a

constitué un répertoire avec une dizaine de compositions et des reprises de titres des Who, de Clash, de Sex Pistols et de Gun Club. Il aime « avant tout s'éclater dans des petites salles où l'ambiance est bonne ».

Zéro de conduite vient d'enregistrer un 45 tours distribué par RCA avec deux titres : School Junky et Je suis mort. Cette dernière chanson qui raconte l'histoire d'un braquage avorté a été chantée devant le président de la République, M. François Mitterrand, lors de l'inauguration du Zénith. « François Mitterrand nous a dit : « Vous avez la musique dans le sang ». On a répondu : « Oui, merci ». Aujourd'hui, affirme le groupe, cela nous fait drôle d'être en première partie de Clash. Ils ont écouté sur cassette ce que nous faisons. Ils ont vu des photos de nous et ils ont dit : « On veut les mêmes ».

CLAUDE FLÉOUTER.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES

MARIEL HEMINGWAY est d'une beauté à couper le souffle.

LE FIGARO

BOB FOSSE

STAR 80

Distribué par L'ARNER-COLUMBIA FILM

V. Genest,
Carriacou, Guyana

me, amoureux l'un
milieu familial et

Y. Genest, M. Laborit, G. Vincentin...

Certaines expériences mathématiques conduisent Pietro à devenir alchimiste, mais Marie-Louise, la belle-sœur de sa fiancée, l'accuse d'épouser Sofia par calcul.

Ambiance feutrée, une psychologie d'un des grands écrivains italiens contemporains, analyse brillante de la société bourgeoise romaine.

h 20 Journal.

h 40 Avec le temps : Catherine.
Émission de Mécie Gégéine.

h 50 Prélude à la nuit.
« Mélodies et gaillardes », de F. Poulenc, interprétés par G. Bacquier, harpiste, et C. Jvaldi, piano.

FR 3 PARIS-ILE-DE-FRANCE

17 h 5 Pinocchio.
17 h 10 Les contours : Récits bigoudens.
18 h 10 Feuilleton : Dynastie.
18 h 55 Gil et Julie.
19 h Informations.
19 h 15 Informations régionales.
19 h 35 Feuilleton : Le 16 à Kerbriant.
19 h 50 Dessin animé : Gédéon.

FRANCE-CULTURE

22 h **Nuits magnétiques** : invitation au voyage (René et Kostas Axelos : l'architecte et le philosophe).

FRANCE-MUSIQUE

20 h Concert (échanges internationaux, en direct du Grand Théâtre de Genève) : « Mavra », opéra-bouffe de Stravinski ; « les Sept Péchés capitaux », de K. Weill, par l'Orchestre de la Suisse romande, dir. J.-M. Auberson, sol. N. Troitskaia, J. Henschel, A. Stamenova, J. Blinkhof, A. Michael, R. Cassinelli, H. Franzen.

22 h Fréquences de nuit : Musique et psychanalyse.

Vendredi 2 mars

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

11	h	30	TF 1 Vision plus.
12	h		Le rendez-vous d'Annik.
12	h	30	Atout cœur.
13	h		Journal.
13	h	45	Série : Le Soleil se lève à l'est.
14	h	50	Temps libre.
16	h	45	Destination... France.
			Le Var en habit vert avec M. Cabasse, conteur varois.
17	h	10	L'Assemblée du désert.
17	h	30	Dessins animés.
17	h	40	Microtudio.
18	h		Candido Caméra.
18	h	15	Le village dans les nuages.
18	h	40	Variéscope.
18	h	55	7 heures moins 5.
19	h		Météo première.
19	h	15	Emissions régionales.
19	h	40	Les petits drôles.
20	h		Journal.

20 h Journal.
20 h 35 Vérifiés : Boute-boute

	Emission de P. Sabatier et R. Grumbach. Avec l'Orchestre du Splendidi, J.-C. Goldman, le groupe Belles Stars, P. Young, D. Tell.	17 h 5 Pinocchio.
21	16 50 Série : Frédéric Potcherch. L'affaire Stépli (Avec G. Dominiaci et Y. Dominici). Le 3 août 1952, les corps de trois touristes britanniques sont découverts sur la route de Mamouche. Commence l'une des plus grandes affaires pénales de l'après-guerre. Un accusé, Gaston Dominiaci, père d'une jeune femme juive, passe très controversé, raconté par Frédéric Potcherch. Avec des témoignages de quelques membres de la famille Dominiaci. Une excellente série.	17 h 12 Ozone Jazz (Festival de Vieuchâtel).
22	16 45 Branchée-musique ; 22, v'à le rock. Emission de J.-B. Hébéy. Avec la participation de groupes de rock, choisis parmi les vedettes internationales les plus dotées actuellement.	17 h 22 Moneiser l'ordinateur : la robotique.
23	16 30 Journal et cinq jours en Boursoe.	17 h 35 Thalassa, magazine de la mer.
	DEUXIÈME CHAÎNE : A 2	18 h Rocking chair, Magazine du rock.
10 h 30 Antiope.		18 h 30 Le monde des médecines différentes : homéopathes et enfants handicapés.
12 h Journal (et à 12 h 45).		19 h Informations.
12 h 10 Jeu : l'académie des neuf.		19 h 15 Informations régionales.
13 h 35 Feuilletton : Les amours romantiques.		19 35 Feuilletton : Le 3-à-Kerblant.
13 h 50 Aujourd'hui le vie.		19 h 50 Dessin animé : Gédéon.
A chaud télévision.		
15 45 Série : Hensell, police d'Etat.		
16 45 Lire c'est vivre.		
• Ma vie - de Tchekhov (diff. le 21 février).		
16 h 40 Itinéraires.		
Afghanistan : la Nouvelle Afghanistan ; la Flanerie.		
17 h 45 Récré A 2.		
Trois répétitions : Lulu et Lirili ; les maîtres de l'aquarelle ; Titchet.		
18 h 30 C'est le vie.		
18 h 50 Jeu : Des chiffres et des lettres.		
19 h 15 Emissions régionales.		
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.		
20 h Journal.		
20 h 35 Série : Guérilla, ou les désastres de la guerre.		
De J. Semprun, R. Azcona, et E. Chamorru, réal. M. Canau. Avec B. Frescon, P. Santoni, J.-C. Dauphin.		

Anglais débarquent en Espagne pour renverser Napoléon. Mais les Espagnols ne montrent pas plus de reconnaissance à leur libérateur qu'ils n'en ont montrée à leur vainqueur.

	naissance à leurs nouveaux « sœurs » qu'ils précèdent. Les « horreurs » continuent, dont témoignage Gogol.	6 h à 6 h	Fréquence du nuit: Wagner-Liszt.	
21 h	30 Apostrophes.	6 h 2	Musiques du matin: œuvres de Zipoli, Diabelli, Ravel, Bach...	
	Magazine littéraire de B. Pivoz.	7 h 10	Concert: Œuvres de Haendel, Agrell, par le Nouvel Orchestre symphonique, dir. C. Farinocchio.	
	Sur le thème: <i>Les musiciens du concert? Sans invités: Jacqueline de Romilly</i> (« L'Enseignement en détresse »), Françoise Best (« couture de « Naissance d'une autre école », Jean-Pierre Despin (« couture de « Le Poison rouge dans le Perrier », Jean François (« A moi! Pour une écoute des adolescents », Maurice T. Maschino (« Voulez-vous vraiment des écrivains idiots? »).	7 h 45	Le Journal de musique.	
		8 h 12	Magazine de l'actualité du disque.	
		9 h 5	Musiciens d'aujourd'hui: Rudolf Frischauf.	
		12 h	Actualité lyrique.	
		12 h 35	Jazz s'il vous plaît.	
		13 h	Avis de recherche: Paul Le Flem.	
		13 h 30	Jeunes solistes: T. Parrot, clarinette, B. Geyer, piano, concertos de R. Schumann, K. Paderewski, H. Pousseur.	
22 h	46 Journal.	14 h 4	Équivalences: Rameau, Schumann.	
	55 Ciné-club: Prêté pour le prof.	14 h 30	Les enfants d'Orphée: Fermez les portières, s'il vous plaît.	
	Cycle: les quatre coins du monde. Film canadien de Silvio Narizzano (1976), avec B. Cort, S. Eggar (v.o. sous-titré).	15 h	Musiciens à l'étranger: Musique et théâtre. Œuvres de Faure, Grieg, Humperdinck; le théâtre de Bertolt Brecht et de Jean-Louis Barrault.	
	En 1933, « une institution prend son premier poste sous une bourgeoise perdue de l'Ouest canadien. Il doit s'affirmer contre l'hostilité ou l'indifférence des paysans et des enfants qui n'ont pas envie d'apprendre.	17 h 5	Repères contemporains.	
	Un film touchant, empreint de sensibilité, de pittoresque dans l'observation d'un milieu rural. Une leçon d'optimisme, malgré les épreuves. L'instituteur est interprété par Bud Cort, qui fut découvert dans Harold et Maud.	18 h	L'imprimé.	
		19 h 5	Concert: (Festival de Schweitzingen) œuvres de Gomolka, Szatmari, Liban, Pekiel, Cato et Bach par « Capella Crociavensis ».	
TROISIÈME CHAÎNE : FR 3		20 h	Jazz: Le clavier bien tempéré.	
17 h	Télévision régionale.	20 h 20	Concert (émis de Stuttgart): extrait des « Troyens », de Berlioz; « L'Isolo », de Liebermann.	
	Programmes autonomes des douze régions.		« Tableaux d'une exposition », de Mousorgski, par l'Orchestre symphonique de la radio de Stuttgart, dir. E. Bour., sol. S. Palm (violoncelle) et A. Kontarsky (piano).	
19 h	56 Dessin animé: Inspecteur Gadget.		15 h	Fréquence de nuit: Musique et psychanalyse, de l'allopathie au lantisme.
20 h	Les Jeux.			
20 h 30	D'accord pas d'accord, émission de l'INC.			
20 h 33	La minute nécessaire de M. Cyclopède:			
	Observons le démonteur d'obus.			

Observons le dégustateur d'abus.

LES FILMS NOUVEAUX

[illegible]

**MARIGNAN PATHÉ - SAINT-LAZARE PASQUIER
FORUM LES HALLES - QUINTETTE PATHÉ**

*Aux USA,
nominé aux Oscars,
"Entre Nous"
fait courir tout New York.*

*En France,
4 fois nominé aux Césars,
"Coup de Foudre"
a réalisé 1620 000 entrées.*

MIDU-MIDU ISABELL
GUY MARCHAND

"CONP DE FONDRE"
UN FILM DE
DIANE KURYS



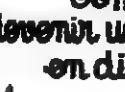
A partir du 3 mars

**THEATRE DE
L'ŒUVRE**

874.42.52 - 874.47.36

**MARTHE VILLALONGA
ANDRÉ WALARDY**

**Comment
devenir une mère juive
en dix leçons**



Création de
PIERRE FUKU

Mise en scène de
TOUS MARCHON

Les élus du comité d'entreprise de Presse Alliance (France-Soir), réunis le jeudi 29 février pour s'entendre confirmer le projet de licenciement de 141 salariés, sur 614 au total (le Monde du 25 février) ont ouvertement - condamné la politique du fait accompli et exigé d'être en possession de l'ensemble des données économiques de l'entreprise et des moyens nécessaires à ses investigations avant de se prononcer sur les exigences de la direction ».

Le PDG de France-Soir, M. Jacques Hernant, fit une déclaration officielle, au cours de laquelle il déclara qu'il ne quitterait pas le journal le mercredi 29 février. Qu'ajouter, en effet, à la confirmation, devant le comité d'entreprise, du projet de compression des effectifs ? Pourquoi parler aujourd'hui alors qu'il n'a pas même, avant sa décision, consulté les chefs de service ? Comment tracer l'avenir d'une rédaction menacée de perdre le tiers de ses membres, dont l'angle neuf de son activité, depuis quarante ans, est un *« mairavaud coupe du ventre »*, lâche un rédacteur de ce journal, hanté par le fait divers où onze des vingt-cinq journalistes des informations générales, « le service phare », et la moitié des photographes seraient licenciés. « C'est un pas de plus vers la fin de France-Soir », affirme un auteur, puisque deux des trois éditions, la « Courses toute dernière » et la « bourse toute dernière » sont plus que menacées. Une réaction plus vive ? Hier, quarante et un membres à quatre-vingt-quinze ne peut plus assurer comme aujourd'hui une permanence de 6 heures du matin à tard dans la nuit.

Succédant à M. Roger Telo
M. CHRISTIAN DAURIAC
EST NOMMÉ RÉDACTEUR
EN CHEF DE « SOIR 3 »

Rappelons que *Soir 3* a deux rédacteurs en chef adjoints, MM. Henry Chapier et Michel Naudy.

[Entré à l'ORTF en 1972 comme journaliste régional, M. Christian Durac en devient en 1974, lors du transfert de l'ORTF, Égérie du Radio-Info en 1975. Il revient à Radio-France en 1979.]

par une grille, 120...
depuis», affirme un journaliste. Et d'ajouter, «le pouvoir dans la France d'aujourd'hui une occasion ultime de résister : à un patron qui fait du commerce avec les journaux». Mais pour tous, en tout cas, *France-Soir* amputé du quart de ses effectifs ne peut plus être *France-Soir*.

NICOLAS BEAU.

« Je veux savoir si je puis
desse », s'écrient un rédacteur et
bout, comme un gâchis d'autres, qui
veulent en faire encore à une négoci-
ation possible. — On peut obtenir,
affirmait M. Claude Lambert, président
de la Société des journalistes,
des résultats en discutant avec la
direction. — Une direction pourait
qui fit savoir, mercredi, que, malgré
les désirs de la rédaction, les élus du
comité d'entreprise auraient la prime-
ur de la liste nominative des
licenciables le 16 mars. Comme si
elle préférait privilégier les ouvriers
du Livre dont quinze seulement,
tous âgés de plus de cinquante ans,
sont concernés par le plan scuel.

Tous l'ignorent, mais il y a des journalistes pour faire des initiatives gouvernementales en matière de presse un bon émissaire : d'autres qui, tout en dénigrant l'orientation éditoriale trop militante de ces derniers mois, regrettent d'avoir accueilli en 1976 Robert Hersant par une grève. *Ils nous en veut depuis*, affirme un journaliste. Et d'aucuns, enfin, pour voir dans la crise d'aujourd'hui une occasion ultime de résister : à un patron « qui fait du commerce avec les journaux ». Mais, pour eux, en tout cas, France-Sol n'a pas le quart de son efficacité ne peut plus être France-Sol.

NICOLAS BEAU.

Le câblage de la France attend toujours un feu vert, et le gouvernement semble hésiter devant des scénarios contradictoires. Seize mois après la décision de principe, le politique revient en salon.

Le câble est en panne. Certes, le ministre des PTT a passé les premières commandes industrielles et la mission TV-câble travaille activement sur les premières expériences de participation. Mais la plupart des participants volontaires attendent encore que soient précisées les modalités de financement du câblage, l'équilibre global de son exploitation et le partage des pouvoirs qui lui est associé (*le Monde* du 1^{er} février). Sur toutes ces questions, M. Pierre Mauroy a promis des réponses, mais il n'a pas encore nommé Chirac, pour le premier trimestre 1984. D'autres maires, et pas seulement dans l'opposition, les attendent aussi avant de s'engager.

Le conseil interministériel du 3 février n'est pas parvenu à rendre les arbitrages nécessaires. Le gouvernement semble reculer devant la décision politique ou, à tout le moins, vouloir gagner du temps. Après seize mois de travail des administrations et des cabinets, le pouvoir politique mesure

Mais cette révision en baisse des objectifs ne règle pas tous les problèmes (1). Malgré les concessions faites par les PTT aux collectivités locales à la demande du ministre de l'Intérieur (tarif réduit des deux tiers pour les abonnements collectifs, facturation à moitié prix des prises non commercialisées), l'équilibre financier des PTT n'est pas assuré. C'est pourquoi les PTT prévoient en résultats cumulés, un équilibre des sociétés au bout de cinq ans, et au bout de rentabilité de

Cette déregulation radicale de l'ensemble du système n'est-elle pas l'épreuve de vérité de la loi de juillet 1982 ? Alors, pourquoi le gouvernement hésite-t-il ? Est-ce l'importance de l'investissement financier en période de crises, l'impact de la déregulation sur l'équilibre des médias ou ses conséquences politiques ? Sans doute les trois à la fois.

On est loin aujourd'hui des discours enthousiastes sur « la voie royale » du câble mariant les enjeux industriels (fibre optique), démocratiques (régionalisation) et culturels (interactivité). Là aussi, le réalisme a frappé d'un coup, en premier lieu dans le domaine de la télévision. Dans le projet qu'il soumis au conseil interministériel, le ministre de M. Mékandaw reconnaît que la rentabilité du projet est loin d'être assurée. 1,4 milliard de francs d'investissement annuel pendant trois ans, auxquels il faut ajouter 260 millions de francs en génie civil, c'est lourd pour la direction

Les hypothèses des PTT ne font pas l'unanimité. Elles rencontrent l'opposition de la mission TV-câble; qui s'efforce de trouver des canaux et des recettes pour diffuser des programmes thématiques originaux. Elles ne satisfont pas les ministères de la culture, qui militent pour un développement des industries de programmes. Au cabinet de M. Jack Lang, on a troqué la fameuse formule « un franc pour les tuyaux, un franc pour les programmes » par une appellation plus réaliste : « Un tiers pour les infrastructures, un tiers pour la gestion, un tiers pour les programmes. »

Mais où trouver l'argent, alors que les PTT refusent de faire un effort supplémentaire, que les recettes de l'abonnement resteront modestes pendant plusieurs années ? Reste la publicité. Les hypothèses des PTT évoluent sa pari à 5 % des recettes. Le projet de décret, soumis au conseil interministériel, la limite à 25 % du financement du service local. Mais le gouvernement redoute une levée de boucliers de la part de la presse qu'on déqualifie régionale, dont on connaît le poids politique.

Le plan des PTT est également remis en cause au sein même de la CEE. Certains estiment que la télé-distribution n'est rentable pour personne et que le câble doit se vendre, dès aujourd'hui, avec des services intercity. On cite l'exemple des Canadiens qui, avec des réseaux en coaxial et le téléphone, proposent des services de petites annonces, de télé-achat, de jeux ou de films à la demande, autant de programmes qui ont sensiblement augmenté la pénétration du câble.

Ce point de vue est relayé par la Caisse, des dépôts et consignations, partenaire financier des collectivités locales dans le domaine des câbles, à la décharge des services nouveaux, attractifs et rentables, disent en substance les responsables de la Caisse aux PTT. Partageons les risques financiers du départ, mais aussi les recettes de l'avenir.

La Caisse des dépôts souligne que, en matière d'économie de biens culturels, l'offre est toujours structurée par la demande du public, relayée par les exploitants. Dans ce contexte, le rôle de la Caisse des dépôts doit être, non pas de simples diffuseurs, mais de véritables assembleurs de la communication programmant leurs réseaux en fonction des besoins des téléspectateurs. Pour y parvenir, la Caisse est prête à monter des centrales d'achat de programmes et à former des programmeurs professionnels pour le câble.

cible n'aure, au mieux, qu'un million d'abonnés et l'audience des chaînes locales sera limitée. Le véritable enjeu est un pari économique sur le marché de la communication. Un pari qui ne peut pas souffrir de retard ou d'erreur de stratégie.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

(1) En particulier, celui de la TVA. Pour rester concurrentielle avec les autres médias, la DGT demande à être assujettie à la TVA dans ses rapports avec les sociétés d'exploitation du câble.

JEAN-FRANÇOIS LAGAN

(1) En particulier, celui de la TVA. Pour rester concurrentielle avec les sociétés privées, la DGT demande à être assujettie à la TVA dans ses rapports avec les sociétés d'exploitation du câble; mais le ministère des finances redoute l'effet inflationniste d'une telle mesure.

UN APPARTEMENT

EN UN LOT à Usage Principal
UN LOCAL de commerce
au niveau 8 de l'ensemble immobilier
SIS à SAINT-CLOUD (92)
Rue d'Orléans, n° 436 - Rue Royale,
n° 1 - Avenue du Palais, n° 127

MISE A PRIX : 80 000 FR.

S'adr. à 1) M^{me} Huguette AMBROISE-JOLIVET, 1 rue de Paris, F-60, r. de Paris, 75116 Paris, T.: 727-33-93 (ligues gqpf), déposit. d'une copie de l'encreuse. 2) M^r J.-C. FERRER, syndic près les Trib. de Paris, s.r.l., Saint-Denis, Paris-M. 3) Au greffe des crises du Trib. de Gôtes Inst. de Paris, où le cahier des charges est affiché. 4) A la vente par lots de la Gôtes Inst. de Paris, 10 rue de Nanteuil et Crétel et à l'écarte n° 103, 20 rue Joffe, tel. à l'aveu pour visiter.

Vte s/aisie immobilière au Palais de Justice de NANTERRE (92)
le **MERCREDI 14 MARS 1984** à 14 heures. Es un lot
LOGEMENT à LEVALLOIS-PERRET (92)
rue Aristide-Briand, n° 34, 51, r. Maréchal-Anquetin, 7^e ét.
MISE A PRIX : 100 000 FRANCS
S'ad. à **M^r Pierre-Jean REGNAULT**, avt à Paris-8, 43, rue de Courcelles.
Tél. 225-33-37. Et à tous avocats près le T.G.J. de Nanterre,
Paris, Bobigny et Créteil.

Vente sur saisie immobilière au Palais de justice de Paris
le JEUDI 15 MARS 1984, à 14 h

4 LOGEMENTS dans un immeuble SIS à PARIS (15^e)
3, RUE PLUMET

MISES A PRIX : 1^{er} LOT : 30.000 F - 2^e LOT : 25.000 F - 3^e LOT : 35.000 F
4^e LOT : 15.000 F. S'adresser à M^{re} RIBAudeau-DUMAS, avocat poursuivant,
17, avenue de la Liberté, Paris (16^e). Tel. 52-46-40.

Vente après liquidation de biens au Palais de Justice à Paris, le jeudi 15 mars 1984, à 14 heures - En 17 lots

(1) sur la commune de **ST-ETIENNE-AU-MONT (Pas-de-Calais)**

1^{re} Une **MAISON** sise 188, rue Haffout, 1^{er} étage, cuisine, WC, salle de bain, salle à manger, d'un rez-de-chambre, d'un étage mansardé, comprenant : 2 pièces, cuisine, grenier, WC côté, buanderie, jardinet. **LIBRE OCCUPATION**
MISE A PRIX : 42.500 FRANCS

2^e Une **MAISON** sise 248, rue Haffout, sous-sol, d'un rez-de-chambre, d'un étage comble : entrée, cuisine, salle à manger, salle de WC, 2 chambres, 2 baignoires. **LIBRE OCCUPATION**
MISE A PRIX : 34.000 FRANCS

3^e Une **MAISON** sise 238, rue Haffout, sous-sol, d'un rez-de-chambre, d'un étage mansardé, comprenant : 2^e cuisine, salle à manger, 2 chambres, salle de bains, WC, chauffage central, jardin, atelier. **OCCUPÉE**
MISE A PRIX : 142.800 FRANCS

4^e Une **MAISON** sise 270, rue Haffout, sous-sol, 5 chambres, entrée, cuisine, baign., salle à manger. **LIBRE D'OCCUPATION**
MISE A PRIX : 212.000 FRANCS

[illegible]

CUPATION.
MISE A PRIX : 93.500 FRANCS
 14^e **Une MAISON** mitoyenne au
 35, 37, rue
 Pierre-Cardin, compr. : 5 pièces.

OCCUPATION.
MISE A PRIX : 85.000 FRANCS
 9^e **Une MAISON** Cardin, rez-de-
 chaussée, 40, rue
 Pierre-Cardin, compr. : 4 p., balcon. **LIBRE D'OCCUPATION.**

MISE A PRIX : 170.000 FRANCS
 10^e **Une MAISON** mitoyenne 150,
 152, rue
 de la Seine, et une Maison jadis 148, infirm
 rue **OCCUPÉES.**

MISE A PRIX : 21.250 FRANCS
 11^e **Une MAISON** mitoyenne 156,
 158, rue
 des Hautes

MISE A PRIX : 63.750 FRANCS
 14^e **Un BATIMENT** mitoyen, 172,
 rue des Hautes
 Fourannes. **LIBRE D'OCCUPATION.**

MISE A PRIX : 63.750 FRANCS
 15^e **Une MAISON** mitoyenne, 182,
 rue des Hautes
 Fourannes. **LIBRE D'OCCUPATION.**

MISE A PRIX : 25.500 FRANCS
 16^e **Une MAISON** mitoyenne 156,
 158, rue des Hautes
 Fourannes. **LIBRE D'OCCUPATION.**

MISE A PRIX : 17.000 FRANCS
 17^e **Une MAISON** mitoyenne, 196,
 rue des Hautes
 Fourannes. **LIBRE D'OCCUPATION.**

MISE A PRIX : 17.000 FRANCS
 18^e **Une MAISON** mitoyenne, 196,
 rue des Hautes
 Fourannes. **LIBRE D'OCCUPATION.**

MISE A PRIX : 17.000 FRANCS

S'adresser à : Maître LYONNET du MOUTIER, Ancien Avoué, 182, rue de Rivoli - 75001 Paris (tel. : 260-20-09) ; Maître Henry GOURDAIN, Syndic, 174, bd Saint-Germain - 75006 Paris ; Maître Bernard MEILLÉ, Syndic, 79, rue du Temple - 75003 Paris ; Maître Albert CHASSAGNON, Administrateur - publieur, 22, avenue Victor-Hugo - 75001 Paris ; ou Grégoire de la Trémoille, Secrétaire de Paris, Palais de Justice, boulevard du Palais, où le cahier des charges est déposé. Et sur les lieux pour visiter.

Vente sur saisie immobilière, au Palais de Justice de PARIS
le JEUDI 8 MARS 1994 à 14 h. EN UN LOT

UN IMMEUBLE
 3 bis, RUE CAPRON, PARIS-78
 MISE A PRIX : 350.000 F
 S'adr. M^r Jean-Serge LORACH, avocat à Paris-8, 2 av. Marceau.
 Tél. 720-75-75. TS avocats pr. tribunal grande instance PARIS, BOBIGNY,
 NANTERRE, CRETEIL. Sur les lieux pour visiter.

LA VILLE DE PARIS
Vend LIBRES aux enchères publiques

LE MARDI 14 MARS 1972 à 14 heures, Palais National des Beaux-Arts de PARIS
6 APPART., 4 CHAMBRES, 2 STUDIOS
 (dont 1 APPART. 5 PIÈCES - 118 m² env.)
 1 APPART. 89 m² avec VUE sur CHAMP DE COURSES)
 à PARIS, centre
LE BOULEVARD SUCHET et le
CHAMP DE COURSES D'AUTEUIL
 M^{rs} Yves BONNET et M^{rs} Madeleine BAPTISTE

**Vente sur folle enchère après conversion de saisie immobilière
en vente volontaire au Palais de Justice à PARIS**

UN IMMEUBLE sis à **PARIS-17^e**
7, rue **BAYEN** (ancien n° 5)

compréant

TROIS CORPS DE BATIMENT

l'un de 4 étages et les deux autres de 2 étages chacun

MISE A PRIX : 1 000 000 francs

S'adresser à **M^r Serge QUELIN**, avocat à Paris 75007, n° 7, rue de l'Université
 Tél. 261-12-45. — **M^r Edouard COUTURIER**, avocat à Paris 75008, n° 14, rue
 d'Anjou. Tél. 265-92-72. — **M^r René RIVOLI**, Tél. 265-92-76. — **M^r Daniel BAUMGARTNER**, syndic 4, rue de la Con-
 tôleterie à Paris 75004. Tél. 272-82-80. A tous auteurs exerçant près les tribunaux
 de Grande Instance de PARIS, de MARSEILLE, GRENOBLE, NANTERRE et sur
 les

مقامی الأصل

OFFRES D'EMPLOI	Le jour	Le jour T.T.C.
DEMANDES D'EMPLOI	83,00	98,44
IMMOBILIER	25,00	29,65
AUTOMOBILES	56,00	66,42
AGENDA	56,00	66,42
PROP. COMM. CAPITAL	184,00	194,50

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADREES	Le jour	Le jour T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	47,00	55,74
DEMANDES D'EMPLOI	14,00	16,60
IMMOBILIER	36,00	42,70
AUTOMOBILES	36,00	42,70
AGENDA	36,00	42,70

OFFRES D'EMPLOIS

ESSELTE METO N° 1 dans le matériel de marquage

Trois ans après notre diversification dans la balance électronique de comptoir nous sommes au tout premier plan du marché.

Suite à une promotion interne, nous recherchons un nouveau

CHEF DE PRODUIT BALANCE

afin de contribuer à accroître encore notre succès.

De formation Grande Ecole (HEC, ESSEC, ...) vous possédez de préférence une première expérience dans les produits d'équipement de magasins.

Nous vous confierons les missions suivantes :

- lancement de nouveaux produits
- préparation du plan marketing
- analyse et contrôle des résultats
- études de marché et de la concurrence
- publicité, promotions
- formation des vendeurs,...

Une excellente pratique de l'Anglais est indispensable pour évoluer dans notre groupe international.

Merci d'adresser votre candidature à Mademoiselle WEBER
Essette Meto 112, avenue du Général Leclerc 78200 Viroflay

L'immobilier

Les 1er, 2 et 3 Mars 1984
de 10 h 00 à 19 h 00

Invitation

Présentation filmée

Sur la Résidence-Club "Les Arcades" à Vallauris - Golfe-Juan

7, rue de Logelbach, Paris 17^{ème}, 5^{ème} étage (Métro Monceau)

ouvert, une réussite !

Pour Retraités niveau cadre

**ARCADES
COTE D'AZUR**

Rendez-vous en téléphonant au 766.01.43

villas

VESINET, 2^{ème} RER
Bel Mansart 1900 : 220 m²
habitués, 1.850.000 F.
BARTHEL S.A. 976-16-00.

STE MAXIME, vue panoram.
GOLFE ST-TROPEZ, villa 7 P.,
Jard. Pptains. 590.88-06.

domaines

Achetez
PROPRIÉTÉ DE CHASSE
SOLOGNE
Ecr. N° 202.331 à : ORLET,
136, av. Charles-de-Gaulle,
92200 NEUILLY-S/SEINE.

immeubles

M^{re} Pte CLIGNANCOURT, bel.
imm., 4 ét., + 3 app., 2 P.,
et. 165 m² à rén., 570.000 F.
24, r. Voltaire. 224-18-42.

fermettes

100 % DE CRÉDIT
A 190 KM SUD DE PARIS
PERMETTE 4 pièces, s. d'eau,
w.-c., décan., 671.800 F.
180.000 F. L. THYRAULT,
89170, SAINT-FARGEAU,
Tél. (08) 74-09-12 ou
après 20 h (08) 31-13-83.

maisons de campagne

VOTRE RÊVE
EN PROVENCE (LUBERON)
UN MAS à votre idée réalisé
par des artisans régionaux à
des prix compétitifs. Devis et
doc. gratuits sur demande.
MAISONS D'ORÈME
Le Louvier, STE-
CROIX-A-LAUXE, 04110 REIL-
LANNE. Tél. (03) 76-46-18.

terrains

MORBIHAN
Part. vel magnifiques domaines
FRONT DE MER, terrains
équipés boisés avec 8 ha, parc,
Léon, 100.000/250.000 F.
Monsieur (parcours absent). Ecr. 1,
2, rue Malesherbes, 75017.

locations non meublées

Paris
Les PARTICULIERS ont DES
LOGEMENTS A LOUER
Nombres LOCATIONS
Garanties disponibles
OFFICE DES LOCATAIRES
Téléphone : 236-58-44.

locations non meublées demandes

Paris
Collaborateur journal ch. urgent
2 p., s. ch. salle, Sologne,
13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème}, ou proche
Ror. s/m 5.586 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Halles, 75009 Paris.

hôtels particuliers

Région parisienne
P. personnel et dirigeant
IMPORT. STE EUROPEENNE
recherche personnel pour
APPTS 2 à 4 P. en ville
Paris et environs.
504-01-34, porte 10.
Etude cherche pour CADRES
de Paris, Ile-de-France,
888-88-88, 283-57-02.

bureaux

Ventes
BON XVII^e
BUREAUX DE PRESTIGE
Locations de bureaux.
Loyer : 300.000 F. ou
4.000.000 F. l'ère. 788-12-21.

Locations

**DOMICILIATION
IMMEDIATE
DANS LE 16^e**
Inscrit. R.C. local. de bur.,
télax. 551-28-77 en perman.
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
et tous services 355-17-50.
AV. CHAMPEL-ELYSEES
86 m² l'ère. Meublé impeccablement
7.200 F mens. 285-21-64.

BOULOGNE

800 m² au sol, 7 BUREAUX
en étage + app. 3 P., 22.500 F
mens. 555-82-33 ou le soir
200-36-01.

AVENUE VICTOR-HUGO

(Près) 150 m², 6-8 BUREAUX
16.000 F mens. 720-97-82.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

appartements ventes

1^{er} arrdt

HALLES
Zone neuve, rénové, PESTE
UN STUDIO
avec ou sans travaux
EXCEPTIONNEL 220.000 F
Jusq. vendred. 14/18 h
8, rue Le-Grand-Transard.
P. Pont-Miroir. 590-58-06.

2^e arrdt

ETIENNE-MARCEL
Jusq. vendred. 14/18 h
214.000 F. ACPA. 251-10-40.

4^e arrdt

9, RUE ST-MERCI
Très bel imm. P. de T.
Studio et 2 P en duplex
LUXUEUX RENOVÉ
8/12 h, 14/18 h, 16/18 h
271-80-44, 272-82-40.

MARAI LIVING +

CHERIE cuit, bne, ref. n^o, pos-
sib. 480.000 F. 528-88-04.

5^e arrdt

MONSIEUR MAURET
STUDIO, 2 P. en duplex
20 CONFORT, 20 STANDING
ETAGE ELVE
GARSI. 567-23-88.

6^e arrdt

M^{re} CENSIER
Grand 4-5 p., bne, ref. n^o, imm.
p. de la salle, 550.000 F.
LERNES. 355-58-88.

8^e arrdt

118 m², Canotière, 384-43-70
PROXIMITE SEINE
Etage élevé, ext., travaux.

COMBLES A CREER.

CHERIE-MIDI, 80 m², ext.
Téléphone : 254-89-10
24, rue Voltaire, 224-82-88.

RUE MAZARINE

P. BUREAU, bne, ref. n^o, de-
plan, 50 m², T. 272-40-19.

7^e arrdt

RAPP-BOSQUET
Bel imm. ancien, 3^e ét.,
210 m², serv. ext., 522-01-88.
FRANK ARTHUR : 562-01-88.

7^e, CHAMP-DE-MARS

Particulier vend studio très
calme, 12 et. 27 m² + jardin
16 m², 420.000 F.
T. 551-67-79 (n^o).

AV. LA BOURDONNAIS

Douces 8 P., 200 m², 7 ét., por-
t. GDS TERRASSES. 54-65-21.

8^e arrdt

ETOILE, 110 m²
Imm. GRAND STANDING
A RENOVEL 587-22-55.

9^e arrdt

N.-D.-DE-LORETTE
2 P., entrée, cuis., bns, BON
PLAN, 1^{er} ét., rue et cour.
350.000 F. 529-89-09.

11^e arrdt

M^{re} REPUBLIQUE
beau 5 p., 3 chbres, imm.
révisé, 715.000 F.
LERNES. 355-58-88.

82, AV. PARMENTIER

Très bel imm. pierre de t.
3 P., 7 ét., ent., vue, 750.000 F.
2 P., 6 ét., à rénover, 285.000 F.
4 P., ent., dme Agn. 470.000 F.
SAMBOL de 14 A 17 h.

locations non meublées

Paris

Les PARTICULIERS ont DES
LOGEMENTS A LOUER
Nombres LOCATIONS
Garanties disponibles
OFFICE DES LOCATAIRES
Téléphone : 236-58-44.

Région parisienne

THAIS, libre le 31 mars
2 P., s. ch. cuis., s. de bne
sec., parking. Tél. 337-80-85.

locations non meublées demandes

Paris
Collaborateur journal ch. urgent
2 p., s. ch. salle, Sologne,
13^{ème}, 14^{ème}, 15^{ème}, ou proche
Ror. s/m 5.586 le Monde Pub.
service ANNONCES CLASSEES,
5, rue des Halles, 75009 Paris.

hôtels particuliers

Région parisienne
P. personnel et dirigeant
IMPORT. STE EUROPEENNE
recherche personnel pour
APPTS 2 à 4 P. en ville
Paris et environs.
504-01-34, porte 10.
Etude cherche pour CADRES
de Paris, Ile-de-France,
888-88-88, 283-57-02.

bureaux

Ventes
BON XVII^e
BUREAUX DE PRESTIGE
Locations de bureaux.
Loyer : 300.000 F. ou
4.000.000 F. l'ère. 788-12-21.

Locations

**DOMICILIATION
IMMEDIATE
DANS LE 16^e**
Inscrit. R.C. local. de bur.,
télax. 551-28-77 en perman.
VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de Société
et tous services 355-17-50.
AV. CHAMPEL-ELYSEES
86 m² l'ère. Meublé impeccablement
7.200 F mens. 285-21-64.

BOULOGNE

800 m² au sol, 7 BUREAUX
en étage + app. 3 P., 22.500 F
mens. 555-82-33 ou le soir
200-36-01.

AVENUE VICTOR-HUGO

(Près) 150 m², 6-8 BUREAUX
16.000 F mens. 720-97-82.

ANNONCES CLASSEES TÉLÉPHONÉES

296-15-01

**capitaux
propositions
commerciales**

CRÉATION CENTRE
MEDICO-SPORTIF, recherche
MEDICIN-SPECIALISTE, 890-28-85.

Recherche active au près de
particuliers dans Société de
service et distribution.
Ecr. sous n^o 01238
LEVI TROUWAT,
31, bd Bonne-Nouvelle,
75003 PARIS CEDEX 02.

DEMANDES D'EMPLOIS

31 ans, attaché de direction,
responsable 10 ans dans socié-
tée commerciale du personnel et
direction générale ; grande
disponibilité, sérieux, responsa-
bilité, connaissance anglaise,
sans prétention. 848-04-82.

CHEFS D'ENTREPRISE

L'Agence Nationale Pour l'Emploi
vous propose une sélection de collaborateurs :

- INGENIEURS toutes spécialisations
- CADRES administratifs, commerciaux
- JOURNALISTES (presse écrite et parlée)

DIRECTEUR COMMERCIAL - 49 ans - Diplômé
Université Américaine - 25 ans expé-
rience Société Internationale USA, Europe et resto du
monde à produits de luxe mode, édition, ser-
vices, tourisme (lancement de produits, formation,
conseil de marketing, gestion, coordination inter-
nationale, vente par correspondance...)
OFFRE : services à Société acheteuse d'articles
lancement de marque et créer du développement réseau
commercial France/Etranger (Section BCO/JCS
478).

DIRECTEUR GAL, entrep. agro-alim. 500 MF -
50 ans - Ingénieur ENSIA - place rélat. humaine
en tête de ses préoccupations - Bon négociateur
au plus haut niveau - Rompu méthodes modernes
gestion vente marketing France/Etranger - Exp.
réseaux redres. entrep.

RECHERCHE : poste équivalent - région indit.
Accepte déplaç. étranger (Section BCO/JCS 478).

CADRE ADMINISTRATIF ET COMMERCIAL
58 ans - 14 ans expérience dans organisation
prof. (dont 4 ans secrétaire général adjoint) - An-
glais, connaissances allemand - Pratique contrôle
statistiques, sondages, études économiques et
sociologiques, commerce international.
RECHERCHE : situation ou possibilités appropriées
(Section BCO/JCS 477).

CADRE ADMINISTRATIF - 37 ans - DES droit
privé - 7 ans expérience en cabinet (assistance
commerciale, rédaction, contact avec les admi-
nistrations, etc.), 5 ans expérience des problèmes
quotidiens du chef d'entreprise.

RECHERCHE : situation avec responsabilité su-
périeure d'entreprise ou organisme prof. désirent s'ad-
resser à un collaborateur de haut niveau polyvalent
(Section BCO/JCS 476).

ANPE

ECRIRE AU TÉLÉPHONEUR :
12, rue Bichat, 75435 PARIS CEDEX 09
Tél. : 285-44-40, porte 33 ou 26.

propositions diverses

Rech. chercheurs contre baby-
sitting pour étudiants Paris ou
banlieue sud.
M^{re} HEYMER. 743-14-01.

automobiles

ventes
moins de 5 C.V.
104 Z.A. 1980.
Pou route 28.000 km.
Parfait état. Couleur rouge.
Interieur maroc.
Disponible de suite.
Téléphone : 901-26-45
CROCO-GRILL : 878-27-24.

de 8 à 11 C.V.

A VENDRE
BMW 320 1
Boite mécanique, me-
cable 1984, non immatriculée.
0 km, équipement hors série,
soit volant, climatisation, direc-
tion assistée (power steering),
peinture métallisée, vitre télec-
trique, couleur bordeaux, intérieur
autrichien.
Prix hors taxes : 78.000 F
A contacter : 553-18-52
ou 505-82-23.

de 12 à 16 C.V.

A VENDRE
BMW 735 1A
Boite automatique, modèle
1982, système d'allumage élec-
tronique, date d'achat du véhi-
cule août 1981, immatriculée
en plaque CO
78.000 km, 5 pneus neufs
Coulage bleu fond arachide
troisième série, peinture
métallisée.
Prix de vente : 78.000 F
A contacter : 553-18-52
ou 505-82-23.

deux-roues

MOTO
YAMAHA XS 800
AVRIL 1980
45.000 km.
Equippée : tête de fourche
YAMAHA-Sonata, scoches
KRAUSER, top-cas, scooter
de réservoir, pare-ventrerie,
PRDX : 10.000 F.
Téléphone : 901-26-45
après 18 h. M. GUERINER.

Le Monde

économie

ÉTRANGER

La vigueur de la reprise américaine entraîne un déficit record de la balance commerciale

La balance commerciale des États-Unis a enregistré, en janvier 1984, un déficit record de 9,5 milliards de dollars (76 milliards de francs), contre 6,3 milliards en décembre 1983 et 7,4 milliards en novembre 1983. Le précédent record avait été établi en octobre 1983, avec 8,4 milliards de déficit. Rappelons, pour mémoire, que le déficit du mois de janvier 1983 n'était que de 3,8 milliards de dollars. Selon les prévisions, notamment celles de M. Baldrige, secrétaire au commerce, le déficit annuel, qui est passé de 42,7 milliards de dollars en 1982 à 69,4 milliards en 1983, record absolu, pourrait atteindre 100 milliards de dollars en 1984.

L'aggravation des résultats du commerce extérieur américain en janvier 1984 est due, essentiellement, à une forte augmentation (15,7 %) des importations, au niveau, sans précédent, de 27,8 milliards de dollars (après correction des variations saisonnières). Ce gonflement est attribué à la vigueur de la reprise économique aux États-Unis, qui se poursuit à un rythme soutenu : en janvier 1984, les principaux indicateurs économiques ont enregistré une progression de 1,1 %. La forte hausse des achats extérieurs est due, notamment, à celle des importations de produits manufacturés (+ 16,7 %) et de produits pétroliers (+ 17,3 % en volume), à un prix moyen de 28,68 dollars par baril contre 26 dollars en décembre 1983 et 32,50 dollars en janvier 1983.

Les exportations ont augmenté de 5,9 % seulement à 18,3 milliards de dollars, dont 3,6 milliards (+ 12,8 %) pour les produits agricoles. Le déficit de la balance commerciale américaine s'est surtout aggravé vis-à-vis de la CEE (948 millions de dollars en janvier contre 80 millions en décembre), des pays de l'OPEP (882 millions contre 614 millions), du Japon (2,6 milliards contre 2,4 milliards) et du Mexique (703 millions). Les chiffres de la balance commerciale pour janvier étaient très attendus sur les marchés des changes, qui prévoyaient un déficit de 7 milliards à 8 milliards de dollars, et ont été désagréablement surpris par les 9,5 milliards annoncés.

La « roulette russe »

La réaction, immédiate, fut un virage du dollar, à moins de 2,60 DM à Francfort et à moins de 8 F à Paris, pour la première fois depuis le 28 octobre dernier : par la suite, une

légère remontée s'est produite, mais, désormais, le ver est dans le fruit et la rémission s'est installée.

C'est qu'un déficit commercial de 100 milliards de dollars conduira à un déficit de l'ordre de 80 milliards de dollars, selon M. Volcker, président de la Réserve fédérale (Fed), comblé, obligatoirement, par un apport de capitaux étrangers.

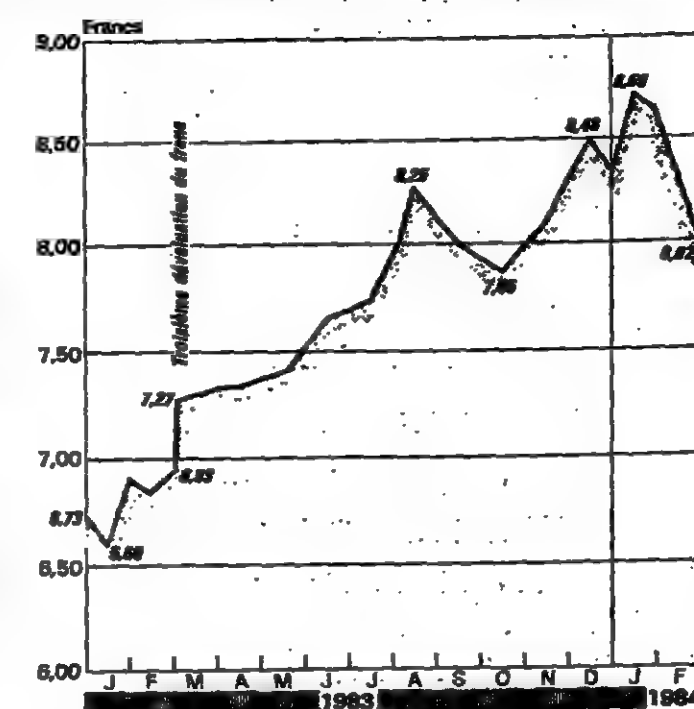
Or, comme le soulignait récemment à un collègue de l'Expansion M. Alexandre Lamfalussy, directeur général adjoint de la Banque des règlements internationaux, il n'y a pas d'exemple que des prêteurs, un jour en l'autre, se soient inquiétés par la dégradation de la balance des paiements de leur emprunteur. Si on ajoute que le déficit budgétaire des États-Unis (près de 200 milliards de dollars par an à l'heure actuelle) est financé par des prêts extérieurs à hauteur du quart ou du tiers, on se rend compte à quel point ce pays peut devenir dépendant des investisseurs étrangers : « Nous sommes désormais leurs otages », vient de déclarer le même Volcker, qui a engagé une offensive de grand style auprès du Congrès et de l'opinion, sur le thème : « Si le déficit budgétaire n'est pas rapidement réduit de 50 milliards de dollars, au moins en 1985 (et non pas de 100 milliards de dollars en trois ans, comme le propose le président Reagan), nous jouons la roulette russe (sic). »

Au rythme actuel des emprunts, avertit l'intraitable président de la Banque centrale des États-Unis, le déficit de devenir, en 1985, le plus grand emprunteur mondial.

Ces propos, dans lesquels il entre une grande part de lucidité pour obliger la maison Blanche et le Congrès à prendre des mesures draconiennes peu agréables en période électorale, ne peuvent qu'émouvoir les fameux prêteurs internationaux, et faire baisser le dollar.

Ce dernier vient, en un mois, de perdre ce qu'il avait gagné en six mois, de fin juillet 1983 à fin janvier 1984 (près de 8 %). Un tel recul, dira-t-on, n'est pas étonnant si on considère les cours du « billet vert » au début de 1983 (voir le graphique). Mais il va avoir des conséquences sur la situation des grands pays mondiaux.

Pour l'Europe, c'est une excellente affaire, dans l'immédiat. Le coût des importations de pétrole et de matières premières va se trouver diminué d'autant, ce qui réduira l'inflation « importée » : pour la France, par exemple, la hausse du dollar en 1983 (26 %) a ajouté



0,6 % à 1 % d'inflation. Par la suite, il est vrai, les exportations ont été favorisées, mais le processus de ralentissement sera lent.

Aux États-Unis, en revanche, la baisse du dollar n'aura, dans l'immédiat, que des effets pervers avant de contribuer au redressement de la balance commerciale, par freinage des importations et relance des exportations : le cycle de « retournement » serait, au minimum, de dix-huit mois.

On sait que la réduction du rythme d'inflation aux États-Unis, ramené de 14 à 5 % environ, est due, certes, à une récession volontaire, à une hausse des taxes provoquée et à une baisse relative des prix de l'énergie et des matières pre-

mières. Mais elle est due également à une baisse sensible du coût des produits importés (du fait de la hausse du dollar), qui pèse sur les prix intérieurs. Or, si le dollar baisse, ce coût va augmenter. Un tel processus, complé avec la poursuite de la reprise économique à un rythme élevé, risque de relancer l'inflation, ce qui inquiète M. Volcker, qui laisse planer le spectre d'un durcissement de la politique de crédit, et d'une nouvelle tension des taux d'intérêt. Ce phénomène, loin de faire monter le dollar, comme auparavant, risquerait de le faire baisser encore et d'effrayer les prêteurs étrangers : un engrenage redoutable. Et dire qu'à la fin de l'année dernière certains experts voyaient le dollar à 9 F en mars !

FRANÇOIS RENARD

AGRICULTURE

Le procès de quatre viticulteurs est l'occasion d'une nouvelle flambée de violence dans l'Aude

De notre correspondant

Carcassonne. — Le département de l'Aude a connu, dans la nuit du 28 février au 1^{er} mars, un déchaînement de violence vigneronne. Le procès de quatre viticulteurs a mis le feu aux poudres.

Obéissant au mot d'ordre des comités d'action viticole, plus de deux mille viticulteurs du Languedoc-Roussillon se sont retrouvés mercredi après-midi devant le palais de justice de Carcassonne, où avaient été jugés, en séance directe, quatre d'entre eux inculpés de « dégradation volontaire d'objets mobiliers et de biens privés ». M. Claude Berthelot et Paul Michel, de l'Aude, Daniel Baccarozzo et Jean Escaffre, de l'Hérault, avaient été interpellés par les CRS, le 2 février dernier, au moment où ils participaient à une action de commandement consistant à vider les camions-citernes transportant du vin d'importation.

L'audience du tribunal correctionnel de Carcassonne s'est déroulée dans une ambiance tendue, le procureur de la République, M. René Salomon, réclamant contre les quatre inculpés un mois de prison avec sursis et 2 000 F d'amende.

M. Bérard, président du tribunal, fit monter le ton en annonçant que le jugement était mis en délibéré à huit jours. Les viticulteurs, qui rempilaient la salle d'audience, menaçaient aussitôt d'occuper les lieux jusqu'à ce que le jugement soit rendu. A l'extérieur, d'autres viticulteurs constituaient le gros des manifestants se mirent à jeter des pierres sur les vitres du palais de justice. Soucieuse de « préserver l'ordre public », la cour revint dans la salle au bout de quelques minutes et prononça son jugement : 2 000 francs d'amende avec sursis à chacun des inculpés condamnés, de surcroît, à rembourser solidairement la somme de 117 242 francs correspondant au préjudice.

Ce jugement a provoqué une explosion.

PRIX AGRICOLES

Dans l'article consacré à la production agricole, publié dans le Monde du 1^{er} mars en page 27, il fallait lire, au lieu du dernier paragraphe, que M. Richard pourrait envisager « des réductions de prix se situant autour de 5 à 6 % », et non 10 %, comme il a été écrit par erreur.

APRÈS UNE BAISSSE DE SES EXPORTATIONS

La Grande-Bretagne a enregistré un solde négatif de ses échanges

Londres (AFP, Agf). — La balance commerciale britannique est redevenue déficitaire de 129 millions de livres en janvier, alors que l'excédent de décembre, chiffré initialement à 705 millions, a été ramené à 568 millions. Cette dégradation est due à la fois à une baisse des exportations, principalement de pétrole et d'avions, et à une augmentation des importations, notamment de demi-produits.

Les exportations sont revenues de leur montant record de 5 796 millions à 5 224 millions (- 9,9 %), tandis que les importations sont remontées de 5 438 millions à 5 563 millions (+ 2,3 %). Le déficit commercial s'est établi à 339 millions en janvier contre un excédent de 358 millions (et non de 795 millions comme annoncé précédemment) en décembre. Le commerce invisible a été excédentaire de 210 millions de livres pour chacun des deux mois.

Malgré le ralentissement des exportations de pétrole, la balance

pétrolière fait apparaître un excédent de 719 millions de livres, dont le montant n'a été dépassé qu'une seule fois précédemment (901 millions en décembre). Sans le pétrole, la Grande-Bretagne aurait enregistré le mois dernier un déficit record de 1 058 millions de livres contre 543 millions en décembre et 802 millions en janvier 1983.

Les responsables officiels font remarquer que le bilan de décembre avait été exceptionnellement favorable, ajoutant que les exportations ont largement dépassé le niveau de janvier 1983 et que les importations de biens de consommation se sont ralenties. L'augmentation des achats de demi-produits reflète, selon eux, l'accélération de la reprise de l'économie. Enfin, ajoutaient-ils, pour le trimestre novembre-décembre-janvier, la balance des comptes courants est excédentaire de 719 millions contre 360 millions seulement pendant les trois précédents mois.

AFFAIRES

APRÈS L'ÉCHEC DE M. DANON

Traitements dans le patronat du bâtiment

Il a manqué 8 voix à M. Jacques Danon pour demeurer un an encore « à titre exceptionnel », comme le disent les statuts, président de la Fédération nationale du bâtiment (FNB). En effet, il lui aurait fallu les deux tiers des voix des « présents et représentés » du conseil d'administration qui s'est tenu le 29 février pour l'emporter : il était 180 (sur 183) et il n'a obtenu que 112 voix favorables dans ce scrutin à bulletin secret. C'était la première fois qu'un président de la FNB tentait de faire passer cette disposition statutaire qui permet au président ayant déjà accompli deux mandats de trois ans d'être reconduit dans ses fonctions. L'essai n'a pas été transformé par cet ingénieur civil des ponts et chaussées de soixante-cinq ans, PDG de la Société des fluides français (plomberie, chauffage) après avoir été jusqu'à il y a deux ans directeur général de Coignat, une entreprise familiale de bâtiment et de travaux publics qui fut grande avant de passer, en 1982, sous le contrôle de SPIE-Batignolles et les Charbonnages de France.

Cet homme mince, au teint mat sous des cheveux blancs, à la courtoisie étudiée, à la voix incisive et quelques peu précieuse, a présidé aux destinées de la FNB pendant six ans, six années de chute continue d'activité sans que les gouvernements de M. Barre, pas plus que ceux de M. Mauroy, soient parvenus à inverser ce processus : tout au plus, l'état a-t-il pu ralentir l'irréversible déclin. De cet état de déclin en revendication d'un plan ORSEC, M. Danon en est venu à rassembler 4 000 entrepreneurs aux Assises de bâtiment, en juin 1983, au Palais des congrès de la porte Maillot, où il fondait le Conseil national de la construction, qu'il préside depuis lors.

Qui va le remplacer ? On l'ignore encore. Il faut pourtant un président à la FNB en juin, pour la seconde réunion statutaire du conseil d'administration. Celui-ci devra bien se résoudre — cela pourrait être le 20 avril — pour inventer une procédure et retrouver un président.

La FNB est sans doute, de toutes les organisations syndicales nationales, la plus hétérogène, regroupant de 50 000 à 55 000 entreprises, de la plus grande à la plus petite, des entreprises générales, qui adhèrent aussi à la Fédération des travaux publics (FNTP), au petit artisan électricien, adhérent lui aussi de la CAPEB (1). Les années de crise, que le bâtiment traverse, ont accentué les disparités : les entreprises familiales moyennes, fortes régionalement, ont peu à peu disparu, attirées dans la mouvance des très grandes sociétés ou ont diminué au point de ne plus être qu'artificielles. Ce « diluvium » grandit, entreprises petites s'est rajouté au diluvium gros œuvre-second œuvre, traditionnel dans le bâtiment. Et c'est sans aucun doute dans les rangs locaux de la FNB que l'activisme de M. Gérard Deuil et de son SNPMI a le plus réduit. Les tiraillements au sein de la FNB, pour discerner les points, sont grands, et ils se doublent d'une rivalité avec la FNTP. Ajoutons que les « grands » de l'une et de l'autre se retrouvent au sein de cet organisme « purement technique », qu'est le SBNATI (Syndicat national du béton armé et des techniques industrielles), dont le nouveau président, M. Philippe Lervaux, vient des travaux publics. Les 183 membres du conseil d'administration de la FNB vont devoir trouver un mot de bienvenue à un professionnel dans lequel tous se reconnaissent, un professionnel qui soit prêt à consacrer beaucoup de temps à sa présidence (« Il nous faut un homme pouvant être du lundi matin au vendredi soir à la Fédération », disait l'un des membres du conseil, le 29 février), un professionnel dont l'entreprise puisse tourner en son absence, alors que les temps sont plus durs que jamais, un professionnel qui soit orateur, un diplomate, à l'aise avec un artisan comme avec le président de la République.

Il reste cinquante jours aux éventuels candidats pour se faire connaître... et élire.

JOSÉE DOYÈRE.

(1) Confédération de l'artisanat et des petites entreprises du bâtiment.

General Motors pourrait construire avec Daewoo une voiture en Corée du Sud

General Motors et le groupe sud-coréen Daewoo pourraient conclure un accord pour la production commune de voitures à moteur diesel dans une partie de la Corée du Sud, dont une partie serait réservée aux États-Unis. Le président de Daewoo a précisé que le projet est sur le point de se réaliser. Il s'agit de produire, en collaboration, trois cent mille voitures par an en Corée du Sud, et d'en exporter cent mille. General Motors y investirait 200 millions de dollars (4 milliards de francs).

Daewoo, large groupe coréen diversifié, est le second constructeur automobile de ce pays — derrière Hyundai Motor — et a une capacité annuelle de cent dix mille automobiles et camion. Mais, alors que Hyundai cherche à maintenir son indépendance à l'égard des grands constructeurs mondiaux, Daewoo préfère se développer avec l'aide de la firme américaine, qui serait chargée de la conception de

la petite voiture dont la production pourrait commencer en 1986 et d'être destinée aux zones montagneuses, les véhicules destinés à être exportés.

Quant à General Motors, qui cherche à élargir sa gamme de petits modèles, il différencierait l'origine de ses importations (Général et Daewoo, avec l'ajout de GM à des titres, ont été finalisés dans le cadre de partenariats aux États-Unis). En 1984, GM a déjà en dépôt de ce que GM pensait pouvoir commercialiser. Après l'accord avec Toyota pour la construction aux États-Unis d'une nouvelle cylindrée — projet auquel les autorités américaines devaient donner leur accord définitif dans les jours prochains, — la stratégie de GM est évidente : les petites et moyennes cylindrées de la firme seront américano-asiatiques pour être compétitives, tandis que ses grosses cylindrées resteront américaines.

Société internationale de sécurité recherche acquisition ou entreprise en participation

Une société internationale de sécurité, se spécialisant dans l'installation et la maintenance de systèmes d'alarmes et de surveillance sophistiqués, aimerait acquérir une société française travaillant dans le même secteur.

La société serait également intéressée d'entrer en contact avec des firmes désirant créer une entreprise en participation.

Dans les deux cas, les personnes intéressées sont priées d'écrire à l'adresse ci-dessous. Toute correspondance recevra une réponse et sera traitée confidentiellement.

Écrire à : Le Monde Publiée, n° 102 16
5, rue des Italiens, 75008 Paris, qui transmettra

مكتبة الجليل

TRANSPORTS

M. Fiterman a ouvert les négociations avec les transporteurs routiers

En crise les routiers ? C'est une évidence. Mais quelle crise ? Crise d'identité ou, plus banalement, crise économique d'un secteur haut en couleur, mais mal connu ? Car le transport est d'abord une activité, un marché au même titre que le verre, l'acier, l'informaticien ou le yaourt. A l'oublier, on risque d'ignorer l'essentiel : ce marché a baissé et la profession ne s'est pas adaptée. Il existe à l'heure actuelle une surcapacité de transport routier qu'on peut évaluer à environ 20 %. Aussi, tant qu'une restructuration n'aura pas été mise en œuvre, toute aide ne sera que caillottes sur jambe de bois. La remarque n'est pas sans importance, puisque les négociations actuelles ne portent que sur de telles aides : détaxe du gazole, allègement social et fiscal.

Le transport a profité de la multiplication des échanges commerciaux ces dernières années. Le marché en valeur augmentait à un rythme supérieur à celui du PIB. En volume, par contre,

M. Charles Fiterman a présidé, jeudi 1^{er} mars, au ministère des transports, la réunion, promise le 21 février, avec les transporteurs routiers représentés par leurs deux principales organisations professionnelles, la FNIR et l'UNOSTRA, qui avaient soutenu le blocage des routes de la semaine dernière. A l'ordre du jour de cette première réunion, l'évolution des tarifs, la déductibilité totale ou partielle de la TVA sur le gazole en transport international et national, des aides à la modernisation des entreprises, les conditions de

travail et la circulation aux abords des tunnels alpins.

D'autre part, une réunion extraordinaire du conseil des ministres des transports du Marché commun aura lieu le 22 mars à Bruxelles, pour étudier les mesures à prendre en vue de faciliter les passages aux frontières.

Selon une étude de l'Assemblée permanente des chambres de commerce et d'industrie, le temps perdu aux frontières des pays de la CEE coûte aux économies « environ 80 milliards de francs par an ».

multipliant l'octroi de licences (obligatoires sur les longues distances) : 26 159 ont été délivrées en 1978, 29 822 en 1980, 34 088 en 1981, 34 082 en 1982. Le bond de 1981 s'explique par des promesses « libérales » de M. Le Theule, dit-on au ministère. Mal, pour 1984, M. Fiterman doit en distribuer 1 200 supplémentaires. Elles s'appliquent cette fois par des « raisons de législation ». Peut-être, mais il reste que le total ne baisse pas alors qu'il le devrait. A côté de cette restructuration, les problèmes souvent évoqués — et actuellement sévères — de concurrence déloyale de la SNCF, de baisse des charges des entreprises, d'assouplissement des contrôles administratifs ne sont, pour l'essentiel, que de faux débats. Restructurer n'est sans doute pas simple. On s'y prend tard. Il y a trop de camions. **ÉRIC LE BOUCHER.**

Trop de camions...

en tonnes kilométriques (TK). L'évolution fut, en réalité, plus réduite : 183 milliards de TK en 1972, 207 milliards en 1979, puis chute à 178 milliards en 1982. Dans ce contexte, la route s'est taillée une part croissante pour grimper à 48 % du marché en 1982 contre 32 % pour le rail, 6 % pour la voie d'eau et 14 % pour les oléoducs.

14,6 % (pour une inflation de 11,9 %) contre 18 % les années précédentes.

Les chiffres n'ont pu être fournis pour 1982 et 1983, mais tout indique que la dégradation a continué, entraînant cette fois une baisse en valeur du marché. Le secteur n'échappe plus à la crise qui l'avait épargné jusque-là.

Les raisons du recul (estimé à 15 % depuis deux ans) tiennent d'abord à l'évolution générale. Mais s'y ajoute le fait que les secteurs traditionnels fabricant des produits volumineux (minéraux bruts, matériel de construction, acier mécanique) et gros clients des routiers souffrent particulièrement.

On met plus d'ordinateurs dans un camion que des poutrelles d'acier. Même si les prix sont différents, à l'évidence, le transport ne peut lui aussi subir les conséquences de la « mutation technologique » actuelle. Les routiers, leurs représentants et les pouvoirs publics ont-ils conscience de cette réalité ? Dans une société où ne croissent plus que les activités tertiaires d'information, aux dépens de l'industrie, on peut se poser des questions sur le futur des transports des marchandises.

La profession s'est-elle adaptée à cette évolution ? La réponse est négative comme le montre la surcapacité. Quel que soit le critère retenu (nombre d'entreprises, taille des entreprises, emploi, qualification), l'immobilisme de la structure de la profession est frappant, même si on a observé depuis 1981 une progression de 7 %

des licenciements et un nombre de faillites en augmentation de 8,2 % l'an passé. Chiffre qui reste inférieur à la moyenne nationale de 11 % (*Le Monde* du 21 février). Il y aurait encore quelque 30 000 entreprises de transport, score dont certains tirent orgueil alors qu'il est incroyablement élevé : il n'y a guère que 50 000 entreprises industrielles en France !

Les manifestations n'ont prouvé qu'une chose : la désorganisation complète du secteur. Aucune coordination, des syndicats peu représentatifs, aucune entreprise dominante capable d'imposer une discipline. Hormis la filiale de Worms, TFE (Transports frigorifiques européens), sur son créneau du froid, aucune entreprise ne détient une part de marché supérieure à quelques pour-cent.

Une baisse de la demande, lorsque l'offre est aussi déstructurée, entraîne l'inévitable : la course aux clients à n'importe quelles conditions, individualistes, peu formés à la gestion, les routiers rivalisent de subtilités « commerciales » : non-respect des tarifs obligatoires (TRO) fixés pourtant en concertation avec la Fédération nationale des transports routiers (FNTR) ; faux rabais ; ristournes en tout genre, etc., autant d'erreurs économiques. Plus ils pratiquent ce jeu dangereux, plus ils s'éloignent de la solution et se rendent, au bout du compte, la vie douloureuse. Les marges des entreprises laminées, il faut multiplier les heures de conduite et rogner sur des salaires ou des revenus déjà peu reluisants (7 000 F

pour les salariés en moyenne, 5 000 F pour les artisans). En dernière extrémité, on dénonce les conventions collectives, pourtant l'un des derniers facteurs de stabilité. Dans ce contexte, on peut craindre que tout geste des pouvoirs publics ne se traduise immédiatement par un rabais ou une ristourne supplémentaire, sans rien résoudre au fond.

Toute action de l'Etat nécessite donc un préalable de restructuration. Au ministère des transports, le mot fait peur. On l'évite, car il est synonyme de régression économique et de perte d'emplois.

Boulevard Saint-Germain, on fait remarquer d'abord qu'une certaine surcapacité est nécessaire à la souplesse de ce métier. La route a ses spécificités. Puis, si l'on admet *mezza voce* qu'il y a une surcapacité, on souligne qu'il existe une stratégie de diversification pour les entreprises vers la « logistique » des transports.

« Le métier de routier doit évoluer vers un élargissement du service qu'il rend. » C'est juste. Mais ce n'est sûrement pas suffisant. D'autant que seules les grandes entreprises organisées peuvent se le permettre. Enfin, on insiste sur l'« autodiscipline nécessaire de la profession », notamment sur le respect des tarifs (TRO) et sur le regroupement des entreprises. Juste encore. Mais est-ce possible dans l'anarchie actuelle ?

Si chacun a désormais conscience qu'une restructuration du secteur s'impose, le processus reste ébauché mais non entamé. Plus, on favorise l'arrivée de nouvelles entreprises en

LE CONSEIL GÉNÉRAL DE L'AIN SOUHAITE INTERDIRE LA CIRCULATION DES POIDS LOURDS

PENDANT LE WEEK-END
Les conseillers généraux du département de l'Ain ont voté mercredi 29 février à une large majorité une motion demandant au préfet de l'Ain de « reconsidérer » sa décision d'autoriser la libre circulation des poids lourds pendant le week-end sur les routes du département.

Cette motion a recueilli 32 voix pour, 4 voix contre, 2 abstentions. Trois conseillers absents n'ont pas pris part au vote.

Dans cette motion, l'assemblée départementale, « tout en réaffirmant son souci de ne pas porter atteinte inconsidérée à la liberté de travail des transporteurs routiers », indique qu'elle est « inquiète pour la sécurité des populations du département, soucieuse de préserver la tranquillité des riverains des grands axes de circulation, et demande au préfet de reconsidérer son arrêté du 23 février 1984 autorisant la libre circulation des poids lourds les samedis et dimanches sur les routes du département. »

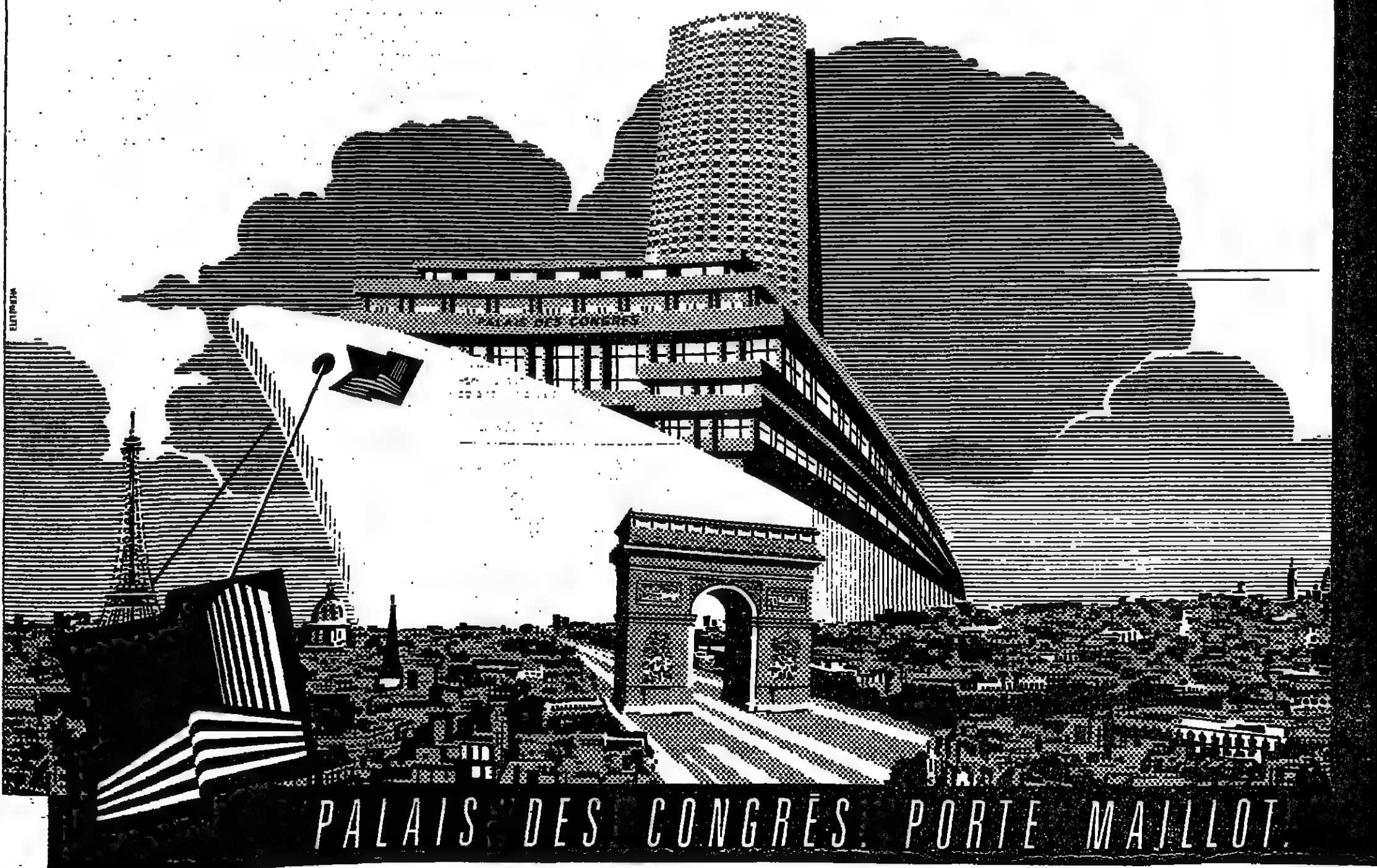
UNE COMPAGNIE AMÉRICAINE COMMANDE SOIXANTE-SEPT MOYEN-COURRIERS EN UN SEUL CONTRAT

New-York (AFP). — La compagnie aérienne American Airlines, qui est la troisième aux États-Unis, a annoncé, mercredi 29 février, qu'elle avait commandé à un constructeur américain McDonnell-Douglas soixante-sept courriers biréacteurs MD-80 et pris une option sur cent autres. Cet appareil peut transporter environ cent quarante passagers.

Il s'agit-là, indique-t-on dans les milieux compétents, de la plus importante commande d'avions commerciaux de l'histoire des États-Unis. Sa valeur est estimée à un montant très nettement supérieur à 3 milliards de dollars. La livraison commencera en 1985, pour s'achever en 1987.

American Airlines a inscrit à son bilan un bénéfice de 227,9 millions de dollars l'an dernier, après avoir enregistré une perte de 15,6 millions en 1982.

LE TOUR DE PARIS EN 80 BOUTIQUES



PALAIS DES CONGRÈS PORTE MAILLOT

ÉNERGIE

LES BONNES CARTES

450 millions de tonnes de réserves planifiables

Les cinq fédérations syndicales ont appelé les mineurs et les « populations minières » à monter « en masse » à Paris le 2 mars, jour où le conseil d'administration des Charbonnages de France se réunit pour arrêter un plan de production de houille nationale pour 1984.

La gauche avait promis en octobre 1981 de relancer la production nationale et avait parié d'un objectif, l'extraction de 30 millions de tonnes par an. Cette volonté de relance s'est traduite dans un premier temps par l'embauche de plusieurs milliers de mineurs, l'arrêt des fermetures des puits, la baisse des rendements et l'augmentation du déficit par tonne produite (de 101,64 F en 1980 à 196 F en 1983).

Le charbon français coûtait en moyenne 633 F par tonne en 1983, alors que le prix moyen du charbon importé était de 450 F par tonne. La nécessité de rééquilibrer les comptes des Charbonnages de France et de limiter l'hémorragie de fonds publics (6,5 milliards de francs en 1983) a conduit le gouvernement à négocier la baisse des effectifs et de la production.

La baisse de la production française de charbon n'est pas un phénomène nouveau : 18,5 millions de tonnes en 1983 (soit environ le tiers de la production de 1958), contre 20,19 millions de tonnes de charbon importées. En 1973, la production française atteignait encore 27,1 millions de tonnes.

La France est un vieux charbonnier. Des effluents de « charbon de terre » — par opposition au charbon de bois — ont été exploités dès le Moyen Âge, notamment dans les Alpes, à Blanz (Saône-et-Loire) ou en Provence ; et l'extraction industrielle par galerie a commencé en 1734 près d'Anzin (Nord). Au total, on estime qu'en deux cent cinquante ans on a tiré du sous-sol français quelque 4,5 milliards de tonnes de charbon.

Notre pays comprend plusieurs régions charbonnières très différentes les unes des autres par leur histoire géologique, la configuration et l'extension de leurs bassins, les technologies nécessaires à leur exploitation. Mais, dans leur grande majorité, les gisements français ont des structures telles qu'ils sont difficiles à exploiter.

En outre, l'extraction y a commencé il y a longtemps et, bien évidemment, par les zones les plus accessibles. Or, plus un gisement est difficile, plus le rendement est faible, plus l'exploitation est coûteuse et donc plus la différence entre les ressources identifiées (charbon existant) et les réserves planifiables (charbon exploitable en fonction des conditions technologiques, économiques et sociales du moment) est grande. Ressources identifiées et réserves planifiables sont deux notions essentielles pour toutes les matières premières minières.

Le Nord ...

Les houillères du bassin du Nord-Pas-de-Calais ont été formées dans des lignites situés en bordure d'une mer. Elles sont faites de plusieurs centaines de veines charbonnières minces (de quelques centimètres à 2 mètres), mais on n'exploite que les couches dont l'épaisseur est supérieure à 0,80 mètre, qui ont été très « chahutées » dès la fin du Carboni-

fère : les « pannes », c'est-à-dire les compartiments délimités par des failles ou des couches stériles, ne contiennent en moyenne que 54 000 tonnes de réserves de charbon. A titre de comparaison, certains panaches du bassin de Lorraine peuvent contenir 1 million de tonnes de charbon.

Le bassin du Nord-Pas-de-Calais est, hélas, bien connu : en deux cent cinquante ans d'exploitation, on en a tiré 2,2 milliards de tonnes de charbon, et on y a creusé quelque 1 600 puits et sondages. En 1981, les ressources répertoriées du bassin montraient que 88 % (soit 1 095 millions de tonnes) étaient situées dans des veines de moins de 0,90 mètre d'épaisseur, 30 % (489 millions de tonnes) dans des

veines épaisses de 0,90 à 1,50 mètre et seulement 2 % (29 millions de tonnes) dans des veines épaisses de plus de 1,50 mètre. Or, à cette époque, on n'exploitait pratiquement pas les veines épaisses de moins de 0,90 mètre : le travail y était insupportable puisque toute mécanisation y est impossible.

Cette évaluation de 1981 montre bien la différence qui sépare les ressources identifiées des réserves planifiables. En 1980, les réserves planifiables de l'ensemble du bassin étaient estimées à 24,3 millions de tonnes.

Le seul espoir de trouver, dans le Nord-Pas-de-Calais, du charbon exploitable réside dans les couches géologiques situées sous le charriage de la faille dite du midi, c'est-à-dire au sud de la grande faille est-ouest

qui marque la bordure sud du bassin et qui, à la fin de l'orogénie hercynienne, a amené la partie sud à chevaucher la partie nord. Peut-être existe-t-il sous les couches charriées du sud vers le nord un prolongement du bassin dont la profondeur dépasserait de loin le mètre de mètres. Mais les sondages n'ont pas, jusqu'ici, confirmé cette hypothèse.

... la Lorraine ...

Pour le bassin de Lorraine, il est permis d'être plus optimiste. Les couches du Carbonifère, formées dans un très vaste lac et épaissies sur près de 500 mètres d'épaisseur, sont, pour la France, assez épaisses : de 1,5 mètre à plusieurs mètres, mais ces épaisseurs sont souvent irrégulières, et les veines d'eau, très abondantes, peuvent poser de gros problèmes.

Les couches du bassein, effleurant dans la Sarre, s'enfoncent progressivement vers le sud-ouest — on exploite à 1 250 mètres de profondeur à Marbache, — et surtout leur pendage est souvent très fort : un peu plus du tiers de l'exploitation est fait en « dressants », c'est-à-dire que la pente des couches charbonnières est supérieure à 45°. L'inclinaison des veines du bassin lorrain a d'ailleurs conduit à des inventions technologiques originales et remarquables, sans lesquelles l'exploitation eût été impossible. Il y a même, à Marbache, des veines verticales qui sont exploitées depuis le début du siècle.

C'est dans le bassin de Lorraine que se fait le maximum des travaux de reconnaissance. Même pendant les années 70, ces travaux ne se sont jamais arrêtés et se sont intensifiés récemment. On a fait en 1982 16 000 mètres de sondages et, parallèlement, 146 kilomètres de levés sismiques. En 1983, les 96 kilomètres de levés sismiques ont permis de découvrir, en Lorraine, une réserve planifiable de 4,5 millions de tonnes.

fond et à 5,4 millions de tonnes pour l'exploitation à ciel ouvert.

A l'Aumance, près de Buzières-Mines (Allier), où est exploité à ciel ouvert ou en galeries le seul gisement français de charbon du Permien (- 280 millions à - 235 millions d'années), on a repéré, grâce à 37 kilomètres de profils sismiques faits depuis 1978, des prolongements des veines vers le nord (à 300 mètres de profondeur) et vers le sud (en affleurement). Mais ce gisement a un gros problème : la confirmation des 13,5 millions de tonnes de réserves planifiables comptabilisées dans des inventaires anciens.

A Carmaux (Tarn), les réserves exploitables par le fond s'amenuisent rapidement, mais il est prévu d'exploiter à ciel ouvert 15 millions de tonnes de charbon et peut-être plus, laissées sur place dans les « stots » (c'est-à-dire les zones non exploitées volontairement pour garantir la stabilité des galeries souterraines et des installations de surface). Ce qui nécessitera près de 1 milliard de francs d'investissements. D'éventuels gisements sont recherchés aux alentours. Du côté de Decazville, une prospection est menée autour des exploitations à ciel ouvert.

Dans le Dauphiné, le petit gisement de La Mure (Isère) fournit un très bon anthracite, mais les galeries peuvent être envahies subitement par des dégagements importants de gaz carbonique (CO₂), ce qui oblige à installer un système d'aération particulier et à conduire les opérations avec de grandes précautions. En outre, le veine, épaisse en moyenne de 10 à 12 mètres, est irrégulière et très tourmentée, au point d'être parfois verticale, d'où la mise au point, sur place, d'une méthode très originale d'exploitation. Les réserves planifiables sont estimées à 4,5 millions de tonnes.

Les recherches menées dans le cadre de l'inventaire charbonnier national hors des bassins connus, ont, à ce jour, des résultats divers. Les résultats les plus complaisants relèvent de la région des Mines (Allier) : près de Montluçon, il y a eu de petites trouvailles : quelques millions de tonnes peut-être de réserves de charbon à Devay, près de Decazville (Nivernais) ; 5 à 10 millions de tonnes de lignite très soufre près de Sarlat. D'autres plus intéressantes sont la quinzaine de millions de tonnes de lignite peu évoluée trouvée en prolongement de l'exploitation à ciel ouvert d'Arzuzan (Landes).

Enfin une découverte semble assez prometteuse à Lucenay (Nièvre), bien qu'on en soit encore au stade des indices et non pas à celui de l'évaluation d'un nouveau gisement.

YVONNE RESEYROL.

... la Provence ...

Le bassin de Provence, qui produit près de Gardanne un lignite (2) du Crétacé (- 141 à - 96 millions d'années), se prolonge jusqu'au environs de l'Alp de Berra. Il s'est formé dans un vaste lac et est constitué de plusieurs veines, dont une seule, dite couche Grand-Mine, est épaisse de 2 à 3 mètres. La pente en est faible, la couche régulière, mais le lignite est souvent « barré » par des bancs de calcaire. En outre, le calcaire sur lequel sont posées les couches de lignite contient une nappe d'eau sous pression toujours prête à envahir la mine.

Ce lignite est très soufre, ce qui pose de gros problèmes à son utilisation, la centrale thermique de Gardanne. Le CERCHAR (Centre d'études et de recherches des Charbonnages de France) travaille à mettre au point une chaudière telle que le lignite serait en même temps brûlé et désulfuré.

Quoi qu'il en soit, la prospection est active dans l'ouest du bassin, bien que la couche Grand-Mine soit, par endroits, à plus de 1 000 mètres de profondeur. De 1976 à 1983, ont été faits 110 kilomètres de profils sismiques et trente et un sondages totaux à eux tous 33 kilomètres. Actuellement, on est sûr de pouvoir compter sur plus de 50 millions de tonnes de lignite de réserves planifiables rattachées à l'exploitation actuelle. L'extension du gisement vers l'ouest pourrait en contenir autant.

... et les autres

Les autres gisements charbonniers français sont beaucoup moins grands que ceux du Nord-Pas-de-Calais, de Lorraine et de Provence. Dans celui de la Loire, dont on a extrait, en plus de deux siècles, 500 millions de tonnes, l'exploitation souterraine vient de s'achever. Mais à l'Eclaux, près de Saint-Etienne, un tout petit gisement, exploitable à ciel ouvert, est le siège d'expériences d'alliement de la veine pour la gazéification in situ. Dans le Gard, les argiles modernes de travaux publics permettant l'exploitation à ciel ouvert des couches situées sous 100 mètres de terrain de couverture, et donc trop proches de la surface pour avoir été exploitées par galeries dans le passé. Pour cette exploitation à ciel ouvert, les réserves planifiables sont estimées à 9,6 millions de tonnes.

A Blanz (Saône-et-Loire), les veines sont épaisses de 15 à 30 mètres, mais leur exploitation souterraine pose des problèmes par leur épaisseur même, si bien qu'il a fallu la aussi mettre au point des techniques originales très sophistiquées. L'exploitation à ciel ouvert se fait en revanche facilement. Les réserves planifiables sont estimées à 8,6 millions de tonnes pour l'exploitation au

L'inventaire charbonnier national

Avec la hausse vertigineuse du prix du pétrole et les progrès des méthodes géophysiques et géologiques de prospection, le gouvernement a décidé en 1980 de relancer la recherche charbonnière sur le territoire métropolitain.

Les Charbonnages de France (CDF) et les houillères de bassin sont chargés de constituer la reconnaissance des prolongements éventuels des gisements connus et exploités. Le Bureau de recherches géologiques et minières (BRGM) a pour tâche de faire l'inventaire charbonnier national dans les zones qui ne sont pas traditionnellement concernées par les activités des CDF.

Le travail était très vaste, il a fallu définir trois priorités : en tout premier lieu, trouver jusqu'à 500 mètres de profondeur au maximum des gisements exploitables si possible à ciel ouvert. Les deux autres priorités sont à échéance beaucoup plus lointaine : rechercher des gisements entre 500 et 1 000 mètres de profondeur, en tenant compte de l'évolution des facteurs économiques et politiques ; repérer des gisements plus profonds mais seulement lorsque les techniques de gazéification in situ auront été mises au point.

Y. R.

Un système bureautique, ça ne doit oublier personne.



Exxon Office Systems.
La bureautique pour tous.

Exxon Office Systems a abordé la bureautique à partir d'un concept simple : un système de traitement de l'information doit pouvoir intégrer tous les collaborateurs de l'entreprise. Tous.

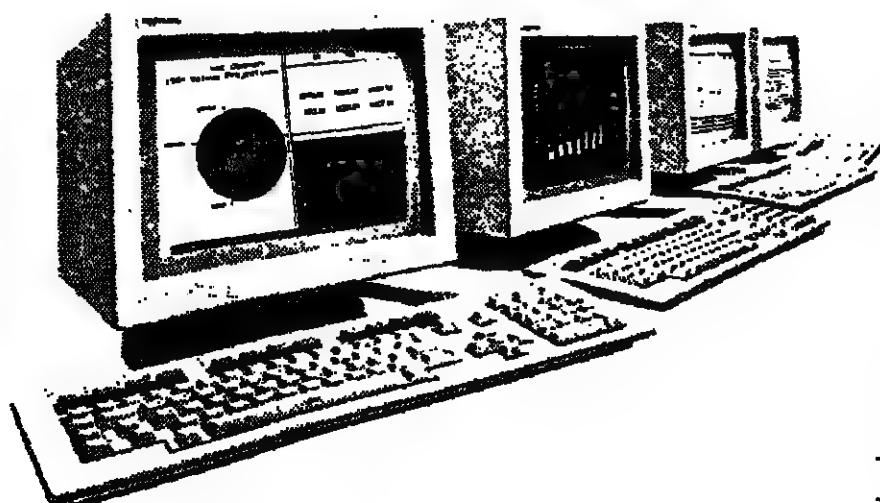
La nouvelle Série Exxon 700 offre au dirigeant, au gestionnaire, au cadre et à la secrétaire un poste de travail immédiatement efficace.

Le système intégré Exxon Série 700 permet de travailler textes, graphiques, tableaux ou fichiers. La haute résolution de son écran graphique permet de disposer de plusieurs fenêtres et de passer simultanément d'un travail à l'autre. L'Exxon Série 700 peut, en plus des imprimantes traditionnelles, recevoir en périphérie l'imprimante à jet d'encre Exxon 965 ou une table traçante à 6 couleurs.

Comme les postes de travail de la Série Exxon 500, le système Exxon Série 700 peut être relié au multiposte Exxon Série 8400 basé sur le système d'exploitation Unix*, un des plus solides standards de l'avenir : c'est la possibilité de courrier électronique, d'archivage et de consultation de tous documents.

Il est bien entendu compatible avec la gamme existante des Exxon 500 et totalement évolutif : être simple, c'est vous garder la possibilité permanente, sûrement et pas à pas, d'aller vers le futur et d'y entrer sans secousses. C'est la vraie promesse et la vraie signature de notre société et de nos produits : le futur... sans le choc.

* Marque déposée Bell Labs.



EXXON OFFICE SYSTEMS
Le futur... sans le choc.

Exxon Office Systems
Les Mercuriales
40, rue Jean-Jaures - 93176 Bagnolet Cedex

☐ Veuillez m'envoyer pour une démonstration.
☐ Veuillez me faire parvenir une documentation détaillée sur le système de bureautique et de gestion Exxon.

Nom : _____
Fonction : _____
Société : _____
Adresse : _____
V. _____

DU CHARBON FRANÇAIS

Marâtre nature

La formation du charbon, qui est faite essentiellement de carbone, suppose des séquences précises d'événements géologiques et climatiques.

● D'énormes quantités de débris végétaux (bois, feuilles, herbes, algues) s'accumulent dans une lagune côtière marine ou dans un lac d'eau douce vaste et peu profond.

● Des mouvements du sol (ou subsidence) font s'affaisser le fond de la lagune ou du lac. Des sédiments minéraux venus des terres émergées voisines tombent alors sur les débris végétaux accumulés précédemment, isolent ceux-ci de l'oxygène et les protègent des agents mécaniques d'érosion. Ainsi, la matière végétale peut-elle se transformer lentement par fermentation anaérobie.

Une nouvelle végétation pousse sur les sédiments que leur accumulation a fait émerger et d'autres débris végétaux continuent à venir des reliefs avoisinants. Une nouvelle phase de subsidence provoque l'enfouissement de cette deuxième couche.

Se répétant pendant des millions d'années, ces dépôts végétaux et minéraux s'accumulent sur des épaisseurs très considérables qu'augmentent, éventuellement, la sédimentation marine ou lacustre des périodes suivantes. Ainsi les couches de débris végétaux sont-elles soumise à peu à peu à des pressions et à des températures croissantes (dans le sous-sol, la température augmente toujours avec la profondeur; l'augmentation, très variable localement, est estimée en moyenne à 3°C tous les 100 mètres). Pression et température sont des facteurs indispensables à la transformation de la matière végétale en charbon. La masse organique perd ainsi peu à peu ses matières volatiles, et la teneur en carbone augmente progressivement.

Cette transformation en profondeur est suffisante pour « fabriquer », à partir du charbon, du gaz naturel — essentiellement du méthane, CH₄, le dangereux grisou des mines. Le méthane, étant léger, cherche à remonter vers la surface du sol. S'il rencontre une couche rocheuse recouverte d'une couche géologique imperméable, du sel par exemple, il s'accumule dans cette « roche-réservoir », y constituant des gisements de gaz naturel. Ainsi, entre autres, les gisements de gaz des Pays-Bas et du sud-ouest de la mer du Nord se sont-ils formés à partir du grand bassin charbonnier qui s'étend de l'ouest de l'Allemagne à l'Angleterre.

Un mille-feuille

Cette succession des dépôts végétaux et minéraux explique que la plupart des gisements sont constitués d'un mille-feuille où alternent des veines charbonnières et des couches stériles, les unes et les autres étant d'épaisseur variable. Ainsi, dans le bassin du Nord-Pas-de-Calais, le gisement a-t-il, du haut en bas, une épaisseur totale de 2 000 mètres environ, selon les endroits, 300 ou 400 veines charbonnières très minces.

La formation du charbon a sa contrepartie : la subsidence est forcément liée à d'importants mouvements tectoniques et même à des orogénies (formations de chaînes de montagnes). L'orogénie hercynienne, qui a eu lieu de - 350 à - 250 millions d'années, a eu comme effet utile la formation, sur sa bordure nord, du grand bassin charbonnier du nord-ouest de l'Europe que nous avons cité plus haut.

Mais elle a eu aussi comme effet, désastreux celui-là, de failler et de charrier (1) toutes les couches — charbonnières et stériles — qui ont

ainsi été découpées en unités relativement petites, séparées les unes des autres par des failles dont le rejet peut être de plusieurs centaines de mètres. Parfois même, les couches charbonnières sont complètement broyées et donc inutilisables.

Les conditions nécessaires à la formation du charbon ont été réunies à diverses époques géologiques. La période la plus connue — et la plus ancienne — de celles-ci est justement appelée le Carbonifère (de - 345 à - 280 millions d'années) ; le charbon le plus récent datant de l'Oligocène (de - 38 à - 22,5 millions d'années).

La qualité des charbons est généralement fonction de leur âge. Plus un charbon est jeune, moins la matière végétale originale, et en le temps de sa débarrasser de ses matières volatiles ; mais la profondeur de l'enfouissement intervient elle aussi, et la même veine, inclinée, peut changer de qualité avec sa profondeur. Plus un charbon contient de matières volatiles, plus son pouvoir calorifique est faible.

La répartition du charbon dans le monde, comme celle de toutes les autres matières premières, énergétiques ou non, est fondamentalement inégale et injuste. Le tableau des réserves techniques et économiquement exploitables, établi en 1977, le prouve à l'évidence :

Monde entier : 636 milliards de tonnes ; États-Unis : 178 milliards de tonnes ; URSS : 110 milliards de tonnes ; Chine : 99 milliards de tonnes ; Grande-Bretagne : 45 milliards de tonnes ; Inde : 34 milliards de tonnes ; Allemagne fédérale : 34 milliards de tonnes ; Australie : 27 milliards de tonnes ; Afrique du Sud : 27 milliards de tonnes ; Pologne : 21 milliards de tonnes ; Canada : 9 milliards de tonnes ; reste du monde : 52 milliards de tonnes, dont 450 millions de tonnes pour la France...

Outre l'inégalité dans la répartition, il y a aussi l'inégalité dans la structure des gisements charbonniers. Ainsi sont exploitables à ciel ouvert 43,47 % des réserves des États-Unis et 48 % de celles d'Australie. Ainsi trouve-t-on aux États-Unis, en Australie et en Afrique du Sud des veines de charbon épaisses de plusieurs dizaines de mètres, continues sur des centaines de kilomètres carrés, presque horizontales, peu ou pas faillées, dont certaines sont, en plus, proches de la surface.

Tous les gisements de matières premières, charbon compris, sont dus à des phénomènes naturels qui se sont produits au cours des âges géologiques. C'est donc la nature qui est responsable des inégalités dans la répartition des matières premières. La comparaison des chiffres cités ci-dessus montre d'ailleurs que la France — avec 0,7 pour mille des réserves de charbon du monde — n'est pas le seul pays à subir l'injustice d'une marâtre nature : les dix plus gros « propriétaires » possédant 91,82 % des réserves mondiales actuellement connues de charbon, les 147 autres États de la planète n'ont donc, à eux tous, que les 8,18 % restants... Il est vrai que dans beaucoup de ces pays, l'exploitation charbonnière est à peine commencée, ce qui n'est pas le cas de la France, malheureusement.

Y. R.



Dessin de PLANTU.

A la recherche de nouveaux gisements

Le mode de formation du charbon explique les méthodes actuelles de recherche de nouveaux gisements. Comme pour toute autre prospection de matière minérale, on commence par étudier les gisements connus pour mieux comprendre les variations du mode de formation et mieux connaître les structures géologiques qui ont favorisé cette formation. On étudie ces études dans la périphérie des régions déjà connues pour leurs richesses charbonnières. Ainsi, dès 1853, l'existence du bassin charbonnier lorrain avait été devinée par E. Jacquot.

Les régions charbonnières supposent l'existence de bassins ou de fossés anciens. Une des premières tâches des prospecteurs consiste donc à rechercher ceux-ci. Les photographies prises par avion ou par satellite permettent parfois de repérer les prolongements éventuels des structures charbonnières connues ou de nouvelles structures ayant des ressemblances avec les structures connues.

Mais il y a aussi les structures cachées que rien, en surface, ne permet de soupçonner, et que, pourtant, leur environnement géologique rend « intéressantes ». Certaines méthodes géophysiques sont d'une grande utilité pour la prospection charbonnière. La gravimétrie est la première de ces méthodes. La valeur de la pesanteur est, en effet, très légèrement plus faible dans une zone — si petite soit celle-ci — dont le proche sous-sol est fait de roches moins denses. Etant donné que les roches sédimentaires sont plus légères que les roches cristallines du socle continental, un levé gravimétrique détaillé permet de repérer les bassins ou les fossés remplis de sédiments.

Viennent ensuite les mesures magnétotelluriques. Les courants électromagnétiques existants dans l'ionosphère pénétrant dans le sol. Mais les roches du sous-sol, en raison de leur composition

et de leur teneur en eau, ont des résistivités différentes, c'est-à-dire qu'elles sont plus ou moins bonnes conductrices de ces courants. L'étude des contrastes de résistivité permet de délimiter grossièrement des secteurs susceptibles d'être des bassins sédimentaires (1).

Les méthodes sismiques, très développées et très utilisées par les pétroliers, permettent aussi aux charbonniers de « voir » les structures des bassins ou fossés et, notamment, de détecter les failles dont le rejet est supérieur à 10 ou 20 mètres. On espère même que la sismique sera capable, dans un avenir plus ou moins proche, de repérer les failles dont le rejet serait égal à la moitié de l'épaisseur de la veine.

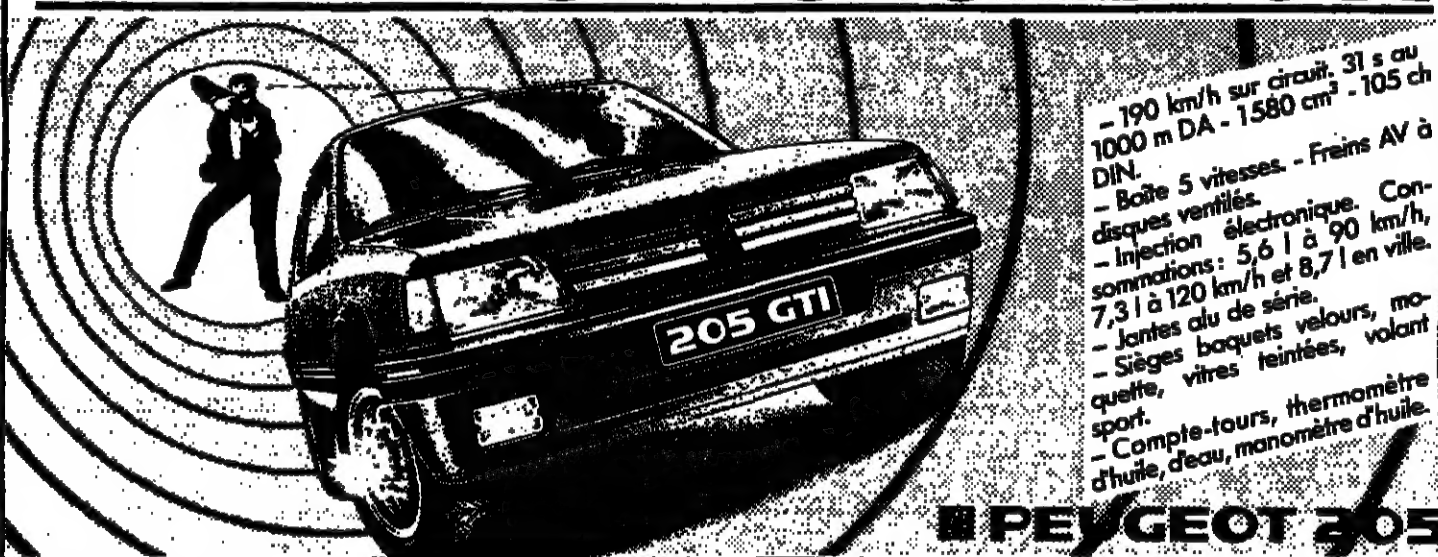
Mais, comme pour le pétrole, aucune méthode géophysique ne garantit, pour le charbon, la présence d'un gisement exploitable. Seuls les sondages de reconnaissance apportant la certitude, d'abord qu'il y a du charbon, ensuite que ce charbon est en quantité suffisante pour être exploité.

Bien entendu, toutes ces méthodes sont onéreuses, un levé gravimétrique détaillé comprend de dix à cinquante points de mesure par hectare, le prix de revient de chaque point variant de 160 à 300 francs. Pour les mesures magnétotelluriques, il faut compter de 8 000 à 10 000 francs par kilomètre, et pour les profils sismiques de 40 000 à 60 000 francs, aussi, par kilomètre. Quant aux sondages, jalonnés de prélèvements de carottes, ils coûtent de 800 à 1 500 francs par mètre foré au-delà de 200 mètres de profondeur.

YVONNE REBEYROL.

(1) De nouveaux procédés magnétotelluriques et microgravimétriques sont à l'essai dans le Centre-Midi pour rechercher des gisements qui seraient exploitables à ciel ouvert.

205 GTI. UNE SACREE GTI



- 190 km/h sur circuit. 31 s ou 1000 m DA - 1580 cm³ - 105 ch DIN.
- Boîte 5 vitesses - Freins AV à disques ventilés.
- Injection électronique. Consommations : 5,6 l à 90 km/h, 7,3 l à 120 km/h et 8,7 l en ville.
- Jantes alu de série.
- Sièges baquets velours, moquette, vitres teintées, volant sport.
- Compte-tours, thermomètre d'huile, d'eau, manomètre d'huile.

PEUGEOT 205

Venez la découvrir dès aujourd'hui chez votre concessionnaire

Paris

Garage du Centre de Paris 11, rue Béranger, 75003. Tél. : 887.69.00.
Garage du Delta 7, rue du Delta, 75009. Tél. : 526.71.89.
S.D.A. Paris-Est 180, rue du Faubourg-Saint-Martin, 75010. Tél. : 238.66.00.
Sud-Est Automobiles 12, rue G.-Bertrand, 75011. Tél. : 357.37.41.
Mercier 37, rue de Lyon, 75012. Tél. : 344.66.67.
Centre Automobile Paris-Sud-Est 10, rue du Champ-de-l'Alouette, 75013. Tél. : 707.49.99.
S.C.A. Paris-Sud Automobiles 98, avenue du Général-Leclerc, 75014. Tél. : 541.52.01.
S.C.A. Derfmat 146, boulevard de Grenelle, 75015. Tél. : 550.34.30.
Luchard Saint-Didier 39, rue Saint-Didier, 75016. Tél. : 505.13.53.
Ets J. Neubauer Champenot 10, rue Cumonsky, 75017. Tél. : 270.67.60.
S.A. Thuillier 46-48, rue de Mouzaia, 75019. Tél. : 203.94.42.
Botzaris Automobiles 79, avenue Simon-Bolivar, 75019. Tél. : 208.27.33.
Paris-Nation Automobiles 54, boulevard de Charonne, 75020. Tél. : 370.01.39.

92

S.A. Rouxel Frères 139, boulevard Jean-Jaurès, Clichy. Tél. : 739.68.00.
Les Grands Garages de La Défense 155, avenue Georges-Clémenceau, Nanterre. Tél. : 725.97.77.
Garage de l'Hôtel-de-Ville 18, rue Pierre-Brossolette, Asnières. Tél. : 733.02.60.
S.A.G.A.R. 11-13, avenue Victor-Hugo, Bagneux. Tél. : 735.27.69.

Seine Automobiles 12 bis, avenue du Général-Leclerc, Bourg-La Reine. Tél. : 664.15.03.
Léonard Carnot Automobiles 182, avenue du Général-de-Gaulle, Clamart. Tél. : 632.16.40.
Garage Médicis 1, place Maurice-Gunsbourg, Clamart. Tél. : 645.77.22.

Succursale de la Région Parisienne 9, boulevard National, La Garenne. Tél. : 780.71.67.
Société Nouvelle Saint-Didier Automobile 105, boulevard Gabriel-Péri, Malakoff. Tél. : 253.43.91.
S.C.A. Paris-Ouest Automobiles 74, route de la Reine, Boulogne. Tél. : 604.68.51.

93

Novaca 139-141, avenue Jean-Jaurès, Aubervilliers. Tél. : 834.92.35.
Ets Neubauer Saint-Denis 229, boulevard Anatole-France, Saint-Denis. Tél. : 821.60.21.
Nouvelle Centrale Automobile 97-103, avenue du Général-Gallieni, Bondy. Tél. : 847.31.19.
Pipart et Cie 8, rue Beaumarchais, Montreuil. Tél. : 287.11.84.
S.E.F.A. Sécurité 210-218, rue de Noisy-le-Sec, Nogent. Tél. : 361.17.90.

94

Jobrie Fontenay Automobiles 9-15, avenue de la République, Fontenay-sous-Bois. Tél. : 875.06.10.
P. Restellini et Fils 49, avenue du Général-Gallieni, Joinville-le-Pont. Tél. : 886.30.30.
S.C.A. Svica 89-91, avenue du Général-de-Gaulle, Créteil. Tél. : 339.50.00.
S.C.A. Svica 10-16, avenue du Petit-Parc, Vincennes. Tél. : 328.79.70.
S.C.A. Svica 8, avenue du président-Allende, B.P. 36, Vitry-sur-Seine. Tél. : 680.32.49.
Bouyées Automobiles (S.A.R.L.) 6, rue Marius-Delchar, Charenton. Tél. : 368.07.74.
Kremlin-Bicêtre Automobiles 56, rue de la Convention, Le Kremlin-Bicêtre. Tél. : 658.01.22.

vos concessionnaires PEUGEOT TALBOT

184 ORDINATEURS PANORAMA Printemps 84

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux

Faites des étincelles en anglais!

PROCHAINS COURS INTENSIFS les 12 et 26 mars 1984

ILC INTERNATIONAL LANGUAGE CENTRE 20 passage Dauphine 75006 Paris - Tél. 325.41.37



MARCHÉS FINANCIERS

PARIS

29 février

Nouvelle baisse

Les cours ont accusé un nouveau repli, mercredi 29 février 1984, à la Bourse de Paris, l'indice instantané perdant 1,33 % après avoir cédé le même pourcentage la veille.

La rechute de Wall Street, où l'indice Dow Jones a cédé 22 points, après en avoir, il est vrai, gagné 43 en deux séances, a manifestement influé sur la tendance à Paris.

Au chapitre des baisses, Moteurs Leroy-Somer a perdu 5 %, Schneider 4,4 %, Hachette, Générale Biscuit et Bis, 4 %. Les « grosses » valeurs, comme BSN-GD, par exemple, ont flé-

Au chapitre des hausses (il y en a eu), citons ADG (+ 5 %), Skis Rossignol (+ 1,5 %), Lyonnaise des Eaux, Beghin et Olida (+ 1 %).

Aux valeurs étrangères, sévère recul des américaines: Ford (- 5%), Xerox (- 3,8%), IBM (- 2%), et de certaines japonaises, notamment Sony et Itoyokado.

Sur le marché de l'or, le cours de l'once à Londres est revenu de 400 dollars à 396,50 dollars, celui du lingot à Paris, de 103 000 F à 102 700 F, tandis que le napoléon gagnait 4 F à 660 F, ce qui n'a pas empêché l'emprunt 4 1/2 % 1973 de céder un peu de terrain après sa hausse de la veille.

Le dollar tire a légèrement fléchi à 10,35 F environ, contre 10,45 F.

Notons, enfin, que les SICAV semblent avoir leurs achats : d'un côté, certaines d'entre elles vont avoir à payer leur coupon annuel en mars, de l'autre, la baisse des cours de leurs valeurs étrangères leur permet d'en racheter, le cas échéant, et ne les oblige pas, comme précédemment, à acquérir des valeurs françaises pour respecter le fameux « quota » de 60 % pour les ex-Monory.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

COMPAGNIE BANCAIRE. — Le nouveau plan d'ordre à l'association amène pour l'exercice 1983, une répartition des 145,5 millions de francs, en augmentation de 13 % sur l'exercice précédent (décomposé en 102,7 millions de revenu net provenant du portefeuille-titres et 42,4 millions au titre des opérations bancaires). Le dividende net a été fixé à 10 F par action auquel s'ajoute un avoir fiscal de 5 F (contre 6,84 F pour l'exercice 1982). En ce qui concerne les réserves consolidées du groupe et de la Compagnie bancaire qui seront de 24 milliards prochain, cette dernière indique qu'à la fin de l'exercice 1983, la progression de 15 % environ par rapport à ceux du précédent exercice (409 millions de francs). Au cours de l'ensemble de l'exercice 1983, la masse totale des concours consentis

INDICES QUOTIDIENS

Valours françaises	104,2	105,3
Valours étrangères	102,5	100,5

C^e DES AGENTS DE CHANGE
(Bour. 100 : 31 déc. 1961)

Indice général	162,7	160,2
Taux du marché monétaire		

COURS DU DOLLAR A TOKYO

1 dollar (on year)	233,28	233,55
--------------------------	--------	--------

Dans la quatrième colonne, figurent les
tiens en pourcentages, des cours de la s
du jour par rapport à ceux de la v

NEW-YORK

Irégulier

Ballotté entre un flot de nouvelles économiques dont il a eu un peu de mal à juger l'impact, le marché new-yorkais a évolué en dents de scie tout au long de la séance de mercredi. L'indice Dow Jones des valeurs industrielles concluant sur une baisse de 2,51 points pour s'établir à 1 154,63.

Dans un premier temps, Wall Street a favorablement réagi à l'annonce d'une progression de 1,1 % au mois de janvier de l'indice des indicateurs économiques avancés, une hausse déçue par rapport à celle qui avait été annoncée le mois précédent, mais valant les familles du Big Board. Mais, avant d'avoir pu tirer profit de cette bonne nouvelle, les communistes boursiers se sont aussitôt après cueillie à froid lorsque l'on connut le déficit record de la balance commerciale américaine (9,47 milliards de dollars en janvier, contre un déficit de 8,44 milliards en décembre 1983), conséquence directe de la flambée inarrestable sur le dollar depuis plusieurs mois.

Pour clore ce chapitre des nouvelles à sensation, on apprenait ultérieurement, de source proche du Sénat, qu'un amendement à la législation existante allait être déposé devant le Congrès afin d'interdire, pendant une durée de cinq ans, toute opération de fusion entre les vingt principales compagnies pétrolières américaines. Cela annonçait où le secteur des valeurs pétrolières est soumis à une intense tension en raison d'offres publiques visant plusieurs compagnies.

[illegible]**BOURSE DE PARIS Comptant**

29 FEVRIER

[illegible]

Obligations convertibles

S&N 10.50 5% 77	2700	2850
Carrefour 8.75 5% 77	333	333
Intermark (ab) com. j.	236 10	
starpac 5% 72	360	360
Inter 8.75 70 70	1680	1840
Michelin 5.50 70	632	
Wolfe-Humes 8.75 77	1030	
de-Past 7.50 5% 78	238	236
Wagant 9% 70-75	354	384 80
Stamps 10.25 77	...	
SCRES	180	180
den. 7% 74	178	175
Phon. CSF 8.9% 77	245	

Actions au comptant

Share Purchase	50 50	50 50
A.G.F. (Gr. Cent.)	380	381
A.G.F. Via	5388	5760
Ing. Inc. Minding	100	96
Edmund Herwig	70 80	70
Micrograph	342	345
André Rouillière	137	138
Opelle Hydram.	300	298 80
Oréal	38	37 10
Oréal	394	386 50
St. Ch. Leila	15 50	
Condor-Tony	28 50	28 50
St. C. Monaco	85 10	85 20
Oréal	480 30	480
Oréal Hypoth. Em.	281	287
Oréal-Ouest	283	272
N.P. Intercont.	170	178 80

Étrangères

[illegible]

Règlement mensuel

VALEURS		Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compara- ison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compara- ison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compara- ison	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	% +/-	Compara- ison			
1812	A.S. 1972	1971	1982	1970	- 0,05	960	Empire #1	835	829	831	- 0,31	480	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1813	C.M.E. 3 %	3485	3478	3478	- 0,02	10	Fluor	829	821	821	- 0,96	476	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1814	770	800	771	770	- 0,12	180	Fluor	729	725	725	- 0,54	306	Perthuis	212	210	211	- 0,47	50	Ind. Yards	94 50	82	82,60	- 2,01	82			
1815	Al. Liquide	620	616	621	+ 0,19	250	Fluor	180	181	180	- 0,05	48	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1816	Al. Suprem.	420	420	420	0	19	Fluor	258	258	258	0	98	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1817	Al. Suprem.	78	78	78	0	28	Fluor	94	94	94	0	1,69	228	228	228	0	1,69	228	228	228	0	1,69	228	228	228	0	1,69
1818	Al. Suprem.	188	187	187	50	300	Fluor	400	396	396	- 0,94	326	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1819	Al. Suprem.	612	636	634	+ 0,39	171	Fluor	170	170	171	+ 0,47	326	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1820	Al. Suprem.	305	322	322	0	200	Fluor	378	378	378	0	1,43	1700	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82		
1821	Al. Suprem.	1236	1200	1200	- 2,82	210	Fluor	319	313	313	- 0,63	600	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1822	Al. Suprem.	526	501	519	+ 1,14	1070	Fluor	318	312	312	- 0,19	138	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1823	Al. Suprem.	261	261	261	0	60	Fluor	76	76	76	0	2,37	1310	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82		
1824	Al. Suprem.	558	558	558	0	76	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1825	Al. Suprem.	100	100	100	0	10	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1826	Al. Suprem.	485	487	487	0	21	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1827	Al. Suprem.	119	117	117	- 0,17	410	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1828	Al. Suprem.	278	278	278	0	44	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1829	Al. Suprem.	405	398	398	- 0,17	410	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1830	Al. Suprem.	268	258	258	- 0,44	1310	Interchem	424	420	420	- 0,94	76	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186			
1831	Al. Suprem.	1430	1370	1370	- 4,22	140	Interchem	424	420	420	- 0,94	76	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186			
1832	Al. Suprem.	1670	1670	1670	0	2,42	140	Interchem	424	420	420	- 0,94	76	Fluor	262	258	258	- 0,15	360	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186		
1833	Al. Suprem.	682	670	680	- 0,28	620	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1834	Al. Suprem.	2485	2484	2480	- 0,14	230	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1835	Al. Suprem.	1540	1600	1600	+ 0,40	330	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1836	Al. Suprem.	885	885	885	0	980	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1837	Al. Suprem.	585	570	574	- 0,26	300	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1838	Al. Suprem.	379	374	374	- 0,13	675	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1839	Al. Suprem.	585	585	585	0	720	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1840	Al. Suprem.	95	95	95	0	82	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1841	Al. Suprem.	750	750	750	0	1010	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1842	Al. Suprem.	271	284	284	+ 0,48	140	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1843	Al. Suprem.	251	248	248	50	140	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1844	Al. Suprem.	1348	1348	1348	0	940	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1845	Al. Suprem.	787	787	787	0	940	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1846	Al. Suprem.	1136	1136	1136	0	1,18	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1847	Al. Suprem.	212	210	210	- 0,23	1380	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1848	Al. Suprem.	242	238	238	- 0,16	1380	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1849	Al. Suprem.	187	187	187	0	1380	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1850	Al. Suprem.	163	163	163	0	1380	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1851	Al. Suprem.	225	225	225	0	1380	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1852	Al. Suprem.	471	471	471	0	90	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1853	Al. Suprem.	225	225	225	0	90	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1854	Al. Suprem.	117	122	120	+ 0,56	240	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1855	Al. Suprem.	1386	1386	1386	0	210	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1856	Al. Suprem.	800	800	800	0	3,77	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1857	Al. Suprem.	635	635	635	0	11	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1858	Al. Suprem.	89	89	89	0	11	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1859	Al. Suprem.	795	770	795	+ 0,62	300	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1860	Al. Suprem.	510	512	518	+ 0,28	900	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1861	Al. Suprem.	221	227	227	+ 0,28	900	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1862	Al. Suprem.	217	217	217	0	2150	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1863	Al. Suprem.	2365	2370	2370	0	1,28	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1864	Al. Suprem.	581	578	578	- 0,51	78	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1865	Al. Suprem.	785	776	785	+ 0,85	20	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1866	Al. Suprem.	281	281	281	0	2,81	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1867	Al. Suprem.	231	231	231	0	2,81	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201	195	50	- 2,48	82			
1868	Al. Suprem.	231	231	231	0	2,81	Lab. Jeffco	880	886	887	+ 0,43	430	Perthuis	488	484	484	- 1,02	186	Anglo Amer. C.	201							

DES CHANGES	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS	MARCHÉ LIBRE DE L'OR
--------------------	---	-----------------------------

PIECES	COURS prix.	COURS 28/2	Achat	Vente	MONNAIES ET DEVISES	COURS prix.	COURS 28/2
	8 026	8 026	7 780	8 180	Or fin (à la on once)	103 100	102500
DM	308 340	307 880	296	315	Or fin (en lingot)	103000	102700
	16 000	15 046	130	140	Pièces françaises (20 fr)	951	680
	273 180	272 740	250	260	Pièces françaises (10 fr)	430	
mil	84 030	83 890	79	87	Pièces suisses (20 fr)	698	656
fr	107 070	106 810	103	110	Pièces suisses (20 fr)	626	672
fr	11 823	11 863	11 600	12 400	Souverains	784	770
	7 947	7 944	7 850	8 000	Pièces de 10 dollars	4470	4470
	4 957	4 954	4 700	5 200	Pièces de 5 dollars	2250	2035
	371 760	370 450	360	381	Pièces de 1 dollar	1220	
	102 370	103 110	98	106	Pièces de 500 pesetas	4105	4070
	43 730	43 820	42 000	44 800	Pièces de 100 lire	851	851
	5 800	5 306	5	5 600			
	8 115	8 115	5 600	6 000			
	6 405	6 410	6 200	6 540			
	3 440	3 437	3 330	3 480			

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

DOSSIER

2. LETTRES AU MONDE : La grande colère de nos abonnés devant la censure du service postal.

ÉTRANGER

3-4 PROCHE-ORIENT

- L'évolution du conflit au Liban.

- La guerre du Golfe.

4. AMÉRIQUES

5. FRANCOPHONIE

- La mise en place de nouvelles institutions : « Enjeux et défis d'une langue », POINT DE VUE, par Jean Tardif.

6. EUROPE

- URSS : M. Gorbatchev se prononce pour la poursuite de la ligne Andropov.

POLITIQUE

8. Réponses au premier ministre. POINT DE VUE : « L'angoisse et l'espoir », par François Léotard.

9. La communication du conseil des ministres.

10. Les contentieux électoraux.

SOCIÉTÉ

11. Les expulsions de la rue Polonois.

12. Le débat sur l'enseignement privé.

13. SPORTS.

LE MONDE DES LIVRES

15. LE FEUILLETON : Qui suis-je ? de Jean Cayrol ; Une découverte : les vies de Pierre Michon ; Mésaire et splendide de Christodoulou.

16. LA VIE LITTÉRAIRE.

17. AU FIL DES LECTURES.

18. HISTOIRE LITTÉRAIRE : le scandaleux Gustave.

19. POÉTIQUE : Pierre Guyotat ; RÉCIT : Pierre Martens ; RENCONTRE : Richard Milner.

20. LETTRES ÉTRANGÈRES : la révolte d'Aïcha Jones.

CULTURE

21. CINÉMA : la Femme flamboyante, de Robert Van Ackeren ; La palmarès du Festival de Berlin.

- ROCK : Zéro de conduite.

- THÉÂTRE : les grèves à la Comédie-Française.

24. COMMUNICATION : les licenciements à France-Soir ; Le plan de câblage français.

ÉCONOMIE

25. ÉTRANGER : la vigueur de la reprise américaine entraîne un déficit record de la balance commerciale.

- AFFAIRES.

- AGRICULTURE : flambée de violence dans l'Aude.

27. TRANSPORTS : M. Fisman a ouvert les négociations avec les transporteurs routiers.

28-29. ÉNERGIE : les bonnes cartes du charbon français.

30. SOCIAL.

RADIO-TÉLÉVISION (23) INFORMATIONS « SERVICES » (14) :

• Journal officiel ; Loterie nationale ; Ariéquin ; Loto ;

Météorologie ; Mots croisés.

• Annonces classées (25) ; Car-

net (13) ; Programmes des spectacles (22-23) ; Marchés financiers (31).

Le numéro du « Monde »

daté 1^{er} mars 1984

a été tiré à 458 907 exemplaires

(Publicité)

Ordinateurs: 13 portables chez Duriez

DU MOINS CHER (590 F TTC) au plus cher (8190 F TTC).

Casio, Olympia, Sharp, Canon, Epson, Hewlett-Packard, Texas Instruments.

• Pour apprendre le Basic, tracer des courbes en 4 couleurs, pour faire des tableaux de chiffres qui tombent toujours justes, même variables et dépendants les uns des autres.

• Pour traiter des textes, les mettre en page, modifier et taper un courrier impeccable. • Pour résoudre des équations à rallonge en 1/1000 seconde, pratiquer tous les jeux, mémoriser et jouer de la musique. • Cher soi, en avion, dans le train, à la campagne. • Pour réussir des examens (admis par juries).

Voir Duriez, 132, bd St-Germain. (M^o Odéon) • Catalogue • Banc d'essai critique contre 3 timbres. Gratuit sur place.

Dernière Heure : La Bombe japonaise Canon X07. A voir absolument chez Duriez.

A B C D F G H

Le gouvernement et l'enseignement privé

- M. Mitterrand confirme la nécessité d'un accord avec la hiérarchie catholique
- M. Joxe (PS) propose un collectif budgétaire pour renforcer les moyens de l'enseignement public

M. François Mitterrand a évoqué la querelle scolaire, mercredi 29 février, au cours de la réunion du conseil des ministres, après la communication du ministre de l'éducation nationale sur les orientations arrêtées par le gouvernement afin de renforcer l'efficacité des écoles maternelles et primaires. Le président de la République a manifesté quelques agacement à propos des réactions et des interprétations suscitées par les déclarations faites, le lundi 27 février, par le premier secrétaire du PS, M. Lionel Jospin, qui avait demandé au gouvernement de faire preuve « d'un esprit de souplesse avec suffisamment de sens politique sur ce qu'on peut faire ou ne pas faire ». M. Mitterrand a fait savoir qu'il n'avait pas apprécié que certains de ses propos tenus en privé sur la nécessité d'une décentralisation aient été rapportés à la presse. Il a souligné qu'il n'avait demandé à personne de rendre ces propos publics et, prenant ses distances avec les déclarations du premier secrétaire du PS, il a précisé qu'il n'avait donné aucune directive à aucun dirigeant politique.

Sur le fond du débat, M. Mitterrand a souligné que ses engagements électoraux personnels n'avaient jamais inclus la nationalisation de l'enseignement privé. Il a reconnu que celle de ses cent dix propositions de la campagne présidentielle pour 1981 (la proposition n° 90) visant à la création d'un « grand service public, unifié et lette d'éducation nationale » avait pu, certes, engendrer une confusion, mais souligné que le pluralisme de l'enseignement est une nécessité dont il faut tenir compte. Dans un rappel historique des rapports entre l'État et l'enseignement privé, M. Mitterrand a réaffirmé la nécessité de prendre en considération les préoccupations légitimes des laïques et d'aboutir autant que possible à un texte législatif. Il a confirmé qu'un tel texte devrait traduire un accord entre le gouvernement et la hiérarchie catholique, prédominante dans l'enseignement privé, car s'il ne saurait être question de manquer aux engagements pris à l'égard des laïques, il ne saurait être question non plus de risquer un affrontement avec les défenseurs de l'école privée.

Il est apparu, au cours de cette mise au point présidentielle, que le chef de l'État était surtout gêné par la publication des indications, obtenues de sources autorisées et concordantes, selon lesquelles le gouvernement, au terme du processus de négociations, préférerait, le cas échéant, recourir à déposer un projet de loi plutôt que de le faire sans l'aval de la hiérarchie catholique. À l'issue du conseil des ministres, le chef de l'État s'est entretenu en aparté, pendant trois quarts d'heure, avec le ministre de l'éducation nationale et le premier ministre. M. Alain Savary aurait obtenu un délai supplémentaire pour essayer de faire aboutir les négociations engagées.

À l'occasion du conseil des ministres, il a également été décidé que, pour occuper le terrain des médias, le dimanche 4 mars, jour du grand rassemblement des défenseurs de l'école privée à Versailles, le premier ministre réaffirmerait la position du gouvernement. M. Pierre Mauroy le fera au cours de son week-end dans le Nord, à l'occasion d'un banquet organisé par l'Association des anciens élèves du lycée de Cambrai. Le premier ministre se propose de traiter notamment de l'enseignement laïque. Le lendemain, le chef de gouvernement évoquera également cette « querelle scolaire » au cours de l'émission « Face au public » de France-Inter, dont il sera l'invité.

Devant le bureau exécutif du PS, réuni mercredi 29 février, M. Lionel

Jospin a affirmé que les propos qu'il avait tenus, lundi 27 février, avaient été mal interprétés par la presse. Le premier secrétaire du PS a ajouté que, dans cette affaire, le rapport de forces est défavorable à la gauche, qu'il ne convient pas de radicaliser le débat et qu'il est nécessaire de rechercher une solution d'apaisement. Pour sa part, M. Pierre Joxe, président du groupe socialiste de l'Assemblée nationale, a estimé qu'il ne faut pas « s'arrêter net », mais, poursuivre tranquillement le règlement de cette question. Cela ne pourra être, selon lui, que lent et progressif. M. Joxe a souligné aussi que l'objectif du gouvernement est l'amélioration du fonctionnement de l'ensemble du système éducatif, « doit apparaître clairement, et il a proposé qu'un collectif budgétaire soit ouvert pour l'année 1984, afin de renforcer les moyens mis à la disposition de l'enseignement public.

ALAIN ROLLAT.

(Lire nos Informations page 12)

LA NIECE DU CHEF DU GOUVERNEMENT EST-ALLEMAND EST RENTRÉE

Bonn (AFP). — Le porte-parole du gouvernement fédéral a confirmé, ce jeudi 1^{er} mars, que M^{me} Ingrid Berg — nièce du président du conseil est-allemand, M. Willi Stoph — et sa famille avaient quitté l'ambassade de RFA à Prague à destination de la RDA. Il a précisé que « la famille Berg avait quitté l'ambassade jeudi matin de son plein gré pour retourner en Allemagne de l'Est ». M^{me} Berg est accompagnée de son mari, de sa belle-mère et de ses deux enfants âgés de 7 à 3 ans.

Le porte-parole a toutefois refusé de confirmer ou de démentir les informations de la presse ouest-allemande selon lesquelles la famille Berg aurait obtenu l'assurance de recevoir ensuite des visas pour l'Allemagne fédérale.

La radio de Berlin-Ouest SFB a précisé qu'un accord avait été conclu entre les deux États allemands par l'intermédiaire de l'avocat de Berlin-Est, Dr. Wolfgang Vogel, qui négocie depuis plusieurs années le rachat de prisonniers est-allemands par Bonn.

Au Gabon

M. Mauroy en visite officielle à Libreville dans la deuxième quinzaine de mars

M. Pierre Mauroy effectuera, dans la deuxième quinzaine de mars, une visite officielle au Gabon. Il se rendra également à N'Djaména, a annoncé, mercredi 29 février, M. Jean Gatel, secrétaire d'État à la défense, avant de quitter la capitale sénégalaise pour une visite officielle de quarante-huit heures au Centrafrique.

Le président Bongo avait indiqué, le 23 janvier, à Europe 1 (Le Monde du 25 janvier), qu'il accepterait de se rendre à Paris, à l'invitation de M. François Mitterrand, à condition que « les Français, à un niveau très élevé, viennent préparer ici cette visite » afin de « réparer » les « insultes » contre son régime. Un crise entre Paris et Libreville avait, en effet, éclaté à l'occasion de la publication en octobre 1983, du livre de M. Pierre Pélissier, *Affaires Africaines* (Payot) (1).

Me Roland Dumas, en tant qu'ami personnel du président Mitterrand, et MM. François de Grosjean et Guy Penne, conseillers à l'Élysée, se sont depuis, tour à tour, rendus à Libreville, pour tenter d'assainir le climat entre les deux capitales. Début décembre, le Gabon a levé un interdit de publication im-

posé durant six semaines sur les nouvelles de France et, le sur lendemain, Paris a empêché la tenue d'une conférence de presse d'opposants gabonais exilés en France.

La visite officielle de M. Pierre Mauroy devrait lever le dernier obstacle à celle que M. Bongo pourrait faire en France, et qui pourrait avoir lieu en mai.

(1) Le Monde a publié un commentaire de ce livre dans ses éditions du 26 octobre 1983.

6 000 SUPPRESSIONS D'EMPLOIS DONT PLUS DE 2 000 LICENCIEMENTS CHEZ CITROËN ?

La direction d'Automobile Citroën a convoqué pour le 9 mars un comité central d'entreprise afin d'examiner un « projet de licenciement collectif pour motif économique d'ordre conjoncturel, dont un projet de départ en préretraite ».

Dans un communiqué, la direction indique qu'elle donnera « le résultat de la consultation du personnel âgé de plus de cinquante-cinq ans au 31 décembre 1984 pourvu être éventuellement volontaire pour quitter la société dans le cadre d'une convention de départ en préretraite » et celui du « sondage auprès du personnel étranger à propos d'un éventuel retour au pays ».

La CSI, majoritaire chez Citroën, souligne, quant à elle, qu'il s'agit de trois mille quatre cent quatre-vingt-douze personnes susceptibles de partir en préretraite et de six cents immigrés prêts à retourner dans leur pays d'origine. Mais elle ajoute que les organisations syndicales seront consultées sur un projet portant sur un surcroît de cinq mille neuf cent cinquante-neuf salariés. Le licenciement collectif annoncé par la direction concernerait alors, compte tenu du volontariat des deux autres formules, plus de deux mille emplois, soit presque autant que chez Talbot.

Malgré la volonté de la direction d'utiliser une « stratégie douce » fondée sur une « concertation avec les partenaires sociaux » et « le dialogue avec le personnel immigré », les faits sont là. Les ventes fléchissent sur un marché français qui décline, les pertes se sont accumulées depuis trois ans (plus de 3 milliards de francs) et les banques sont réticentes à répondre favorablement à la demande de Citroën d'accroître ses lignes de crédit pour 1984. Les licenciements pour cause économique semblent donc inéluctables. Or déjà l'usine d'Aulnay-sous-Bois est paralysée depuis 9 heures du matin le 1^{er} mars par un arrêt de travail dans l'atelier de montage.

Dollar agité 8,01 F

Sur des marchés des changes nerveux, les cours du dollar ont été très haussiers jeudi 1^{er} mars 1984. Après l'annonce d'un déficit record de la balance commerciale des États-Unis en janvier, faite en Europe mercredi 29 février, en début d'après-midi, les cours du dollar plongèrent brutalement, passant de 2,6050 DM à 2,5380 DM, et de 8,0250 F à 7,9250 F, au plus bas depuis octobre dernier. Puis ils se sont raffermis, jeudi, en début de matinée à 2,6150 DM et 8,0250 F pour revenir, par la suite à 2,6030 DM et 8,01 F en France.

Sur le vif Le gros lot

Vous avez vu ? Le lot on va y avoir droit deux fois par semaine. Ça veut dire quoi, ça ? Qu'il n'y a plus un sou, mais alors plus du tout, dans les caisses de l'État ? Dix millions de bulletins hebdomadaires multipliés par deux, ça va rapporter gros. Et c'est encore le gogo qui va faire les frais de l'opération. On a un copain au journal, lui, ce loto bis, ça l'arrange bien. Forcément, il a une marinière. Il me l'a donnée. Autant que je vous en fasse profiter.

Sur les quarante-neuf chiffres, il en choisit quatre. Le copain, lui, ne le sait pas. Je prends systématiquement le 9, le 17, le 22 et le 36. Ça fait quinze ans que je les joue, ils sont tout terrain, le trot, l'attelé, le lourd, le sec, et là m'ont déjà rapporté au moins 300 ou 400 balles...

Désolée, mais je ne peux pas vous en dire davantage. Le copain en question est entré dans mon bureau pendant que je tapais cet article. Il a regardé paniqué mon épaule et il gueulait comme un âne en disant que si je vous mettais tous sur le coup, ça

diminuerait d'autant ses chances de décrocher le timbale.

Or elles ne sont pas minces. Il a fait le calcul. Avec un seul tirage, il aurait dû attendre cent vingt-cinq mille ans avant de tomber sur les cinq bons numéros qui lui rapporteraient près de vingt mille francs. À présent, grâce au jeu double, il n'a plus que pour soixante-deux mille cinq cents ans.

L'autre jour, quand il nous a annoncé ça, tout content, on l'a immédiatement sommé de nous offrir un verre en acompte sur ses futurs gains. Il a commencé à barguigner, à marchandier. Il nous a fait remarquer que trois bulletins, deux fois par semaine, jusqu'en 64 484, ça lui reviendrait à... Il a sorti sa calculatrice. Il s'est mis à pianoter. Et puis il y a renoncé. Il a eu peur de la faire péter sous l'énormité de la somme. Alors, plutôt que d'avoir à en racheter une neuve, il a préféré payer la tournée. Il y a pas de petites économies pour les flâneurs, vous avez remarqué ?

CLAUDE SARRAUTE.

Nouvel attentat au Pays basque

Un jeune Français a été assassiné par un commando qui s'est enfui en Espagne

De notre correspondant

Bayonne. — Cinq jours après l'assassinat d'un réfugié basque espagnol à Mauléon (Pyrénées-Atlantiques), les commandos du GAL (Groupe armé de libération) ont-t-ils à nouveau opéré en territoire français ? Les policiers interpellés en tout cas sur l'attentat dont a été victime, ce jeudi 1^{er} mars, en début de matinée, un jeune Français, Jean-Pierre Leizaola, âgé de vingt-huit ans, dans la gare de marchandises d' Hendaye, distante de 500 mètres de la frontière.

Vers 7 h 55, un groupe de quatre employés — trois réfugiés basques espagnols et un Français — de la Compagnie de maintenance, une société spécialisée dans les changements d'essieux des trains à la frontière franco-espagnole, longeant un train quand des coups de feu ont éclaté. Le dernier membre du groupe, le Français Jean-Pierre Leizaola, était touché au cœur et s'effondra, mortellement blessé, alors que ses trois compagnons de travail se retrouvaient nez-à-nez avec un homme les menaçant d'un pistolet.

Renonçant à tirer une nouvelle fois, l'homme s'est enfui le long des

voies de chemin de fer, poursuivi par le groupe des réfugiés et des chemins. Il a été bientôt rejoint par un complice, et tous deux ont pu traverser à pied le pont ferroviaire sur la Bidouze sans être inquiétés. Selon certaines informations, des chemins auraient tenté de joindre le poste des CRS de la frontière, mais le téléphone des policiers aurait été en dérangement, et l'alerte n'aurait été donnée qu'après le passage des deux hommes.

Alors que se mettait en place, mais trop tard, le plan « Eclair », et qu'on fermait la frontière du côté français, on apprenait que l'un des fuyards aurait été interpellé par la police espagnole et conduit au commissariat d'Irun.

Cet attentat, en attendant confirmation officielle de ces informations, rappelle curieusement le mitraillage, le 23 novembre 1980, du Bar hendayais, au cours duquel deux personnes avaient trouvé la mort. Les auteurs de l'attentat, membres du Barillon basque espagnol, une organisation de commandos anti-séparatistes, avaient réussi à franchir à pied la frontière. Interpellés par la police espagnole, ils avaient été relâchés une heure plus tard.

Des journalistes se sont rendus ce jeudi devant le commissariat d'Irun pour voir quelle serait, cette fois, l'attitude de la police espagnole. Les autorités françaises, de leur côté, auraient déjà demandé au gouvernement espagnol que leur soit remis l'homme interpellé, qui serait, selon les premières informations, un repris de justice d'origine basque espagnole connu pour ses activités de contrebande.

Autre coïncidence étrange : la victime de l'attentat de la gare d'Hendaye n'est autre que le neveu du propriétaire du Bar hendayais. Mais Jean-Pierre Leizaola, selon les policiers, est sans doute un sympathisant de la cause basque. L'hypothèse d'un erreur de cible paraît plus vraisemblable. Le meurtrier devait savoir que le groupe d'employés était composé de réfugiés basques, et il s'est contenté de tirer sur celui qui était le plus proche de lui.

PHILIPPE ETCHEVERRY.

(Publicité)

1500 mach. écrire Duriez

TOUTES les meilleures marques, les plus durables, les plus en vogue : Olympia, Hermès, Royal, Olivetti, Brother, Smith Corona, Triumph, Adler, Erika... Machines à écrire (Olivetti 390 F TTC) ou électrographes (Olivetti 2 480 F TTC), à barres, sphères, marguerites, touches correction, etc. 31 styles de caractères. Sur stock. Duriez vend en direct sans intermédiaires. 112, bd St-Germain. M^o Odéon.

Dernière heure : Tente électronique pour sac à main, 2,5 kg, épaisseur 4,5 cm, 2 000 caractères en mémoire (connectable ordinateur) 2 190 F TTC.

Enfin de retour en France

PENTHOUSE
Edition Américaine
Frs. 30

184 ORDINATEURS

PANORAMA
Printemps 84

TENNIS ACTION
734-36-36

STAGES LONGUE DURÉE
In 10 semaines 4 à 10 mois
Admission : 500 F - 1000 F
9 CENTRES À PARIS
Paris 10^e, 11^e, 12^e, 13^e, 14^e, 15^e, 16^e, 17^e, 18^e, 19^e, 20^e, 21^e, 22^e, 23^e, 24^e, 25^e, 26^e, 27^e, 28^e, 29^e, 30^e, 31^e, 32^e, 33^e, 34^e, 35^e, 36^e, 37^e, 38^e, 39^e, 40^e, 41^e, 42^e, 43^e, 44^e, 45^e, 46^e, 47^e, 48^e, 49^e, 50^e, 51^e, 52^e, 53^e, 54^e, 55^e, 56^e, 57^e, 58^e, 59^e, 60^e, 61^e, 62^e, 63^e, 64^e, 65^e, 66^e, 67^e, 68^e, 69^e, 70^e, 71^e, 72^e, 73^e, 74^e, 75^e, 76^e, 77^e, 78^e, 79^e, 80^e, 81^e, 82^e, 83^e, 84^e, 85^e, 86^e, 87^e, 88^e, 89^e, 90^e, 91^e, 92^e, 93^e, 94^e, 95^e, 96^e, 97^e, 98^e, 99^e, 100^e.

L'ORDINATEUR INDIVIDUEL

n° 57 - 22 F chez votre marchand de journaux.

O. FADEL
EXPORTER EN ALGERIE
pièces détachées, véhicules et machines industrielles
— DÉCOUPEURS T.V.
— MOTOCYCLETTES — TRACTEURS
Études de marchés pour licences d'import
182, rue de Tolbiac, 75013 PARIS
Tél. : 528.88.44 - 599.24.83
Tél. 549251

Henri Béchard
Objets décoratifs
Mobilier

17, rue de Cherche-Midi (6^e) - 548.74.57